



L'Ancêtre

Revue de la Société de généalogie de Québec - www.sgq.qc.ca

12.50 \$

NUMÉRO 311, VOLUME 41, ÉTÉ 2015

GIV 4A8

Envoi de publication canadienne. Numéro de conversion 40037597. Port de retour garanti, L'Ancêtre, C. P. 9066, succ. Sainte-Foy, Québec (Québec) G1V 4A8



Robert Giffard : préparatifs avant le départ de 1634
Samuel Jacobs, le premier Juif du Québec, et la famille qu'il y fonda.
Les Récollets de la Nouvelle-France jusqu'à leur disparition au XIX^e siècle



LA REVUE D'HISTOIRE DU QUÉBEC
CAP-AUX-DIAMANTS
ENTRE CONFLITS ET BONNE ENTENTE
ANGLOPHONES ET FRANCOPHONES
AU QUÉBEC

LA REVUE D'HISTOIRE DU QUÉBEC
CAP-AUX-DIAMANTS
IMPRIMERIES ET ÉDITEURS AU QUÉBEC
250 ANS

LA REVUE D'HISTOIRE DU QUÉBEC
CAP-AUX-DIAMANTS
LA CONFÉRENCE DE QUÉBEC
DE 1864 REVISITÉE

Depuis plus de 30 ans, les Éditions Cap-aux-Diamants publie une revue trimestrielle traitant de l'histoire du Québec.

Visitez le site web : www.capauxdiamants.org
Tél. : (418) 656-5040 | Téléc. : (418) 656-7282
revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca
... et suivez-nous sur Facebook!



Groupe etr
MAISON DE PRÉPARATION POSTALE
CENTRE NUMÉRIQUE

Spécialiste en marketing direct de Postes Canada

Tél. : **418 658-8122**
www.groupeetr.com

2555, av. Watt, porte 6, Québec (QC) G1P 3T2

- Impression numérique
- Impression grand format
- Fusion de documents
- Préparation postale avec et sans adresse
- Finition
- Ciblage de vos campagnes publicitaires
- Graphisme fait par **empreinte**





SOCIÉTÉ DE GÉNÉALOGIE DE QUÉBEC 1961-2014

Adresse postale : C. P. 9066, succ. Sainte-Foy, Québec (Québec) G1V 4A8

Téléphone : 418 651-9127

Télécopieur : 418 651-2643

Courriel : sgq@uniserve.com

Site : www.sgq.qc.ca



CONSEIL D'ADMINISTRATION 2015-2016

Président	Guy Parent (1255)
Vice-présidente	Jeanne Maltais (6255)
Secrétaire	Louis Richer (4140)
Trésorière	Maria Gosselin (6881)
Administrateurs	Yvon Lacroix (4823) Michel Lortie (0957) Hélène Routhier (5919) Solange Talbot (6559) Louise Tucker (4888)

Conseiller juridique
M^e Serge Bouchard

Direction des comités

Bibliothèque	Mariette Parent (3914)
Conférences	Louis Richer (4140)
Entraide généalogique	André G. Dionne (3208)
Formation	Hélène Routhier (5919)
Héraldique	Mariette Parent (3914)
Informatique	Yvon Lacroix (4823)
Publications	Roland Grenier (1061)
Expédition	Roger Parent (3675)
Saisie des données	Louise Tucker (4888)
Registraire	Solange Talbot (6559)
Revue <i>L'Ancêtre</i>	Jeanne Maltais (6255)
Services à la clientèle	André G. Bélanger (5136)
Service de recherche	Louis Richer (4140)
Site web	Michel Lortie (0957)

L'Ancêtre, revue officielle de la Société de généalogie de Québec, est publiée quatre fois par année.

Cotisation

Canada

Adhésion principale* : 45 \$

Amérique sauf Canada

Adhésion principale* : 55 \$ canadien

Europe

Adhésion principale* : 60 \$ canadien

Membre associé demeurant à la même adresse : demi-tarif

*Ces adhérents reçoivent la revue *L'Ancêtre*.

Note

Les cotisations des membres sont renouvelables avant le 31 décembre de chaque année.

COMITÉ DE *L'Ancêtre* 2015-2016

Directrice	Jeanne Maltais (6255)
Rédacteurs	France DesRoches (5595) Michel Keable (7085)
Coordonnatrice	Diane Gaudet (4868)
Membres	Jacques Fortin (0334) Claire Guay (4281) Claire Lacombe (5892) Claude Le May (1491) Rodrigue Leclerc (4069) Jacques Olivier (4046) Jocelyne Sauriol (6956)
Collaborateurs et collaboratrices	Raymond Deraspe (1735) André G. Dionne (3208) Françoise Dorais (4412) Daniel Fortier (6500) Diane Gagnon (6556) Jocelyne Gagnon (3487) Alain Gariépy (4109) Jean-Paul Lamarre (5329) Rénéald Lessard (1791) Denis Martel (4822) Yvan Morin (6340) Claire Pelletier (3635) Lise St-Hilaire (4023)

Les textes publiés dans *L'Ancêtre* sont sous la responsabilité de leur auteur. Ils ne peuvent être reproduits sans le consentement de la SGQ et de l'auteur.

Conception de la mise en page

Omnigraphe, infographie d'édition

Graphisme

Empreinte design graphique, Québec

Imprimeur

Groupe ETR, Québec

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

ISSN 0316-0513

© 2015 SGQ

Sommaire

Hommage aux bénévoles	238
<i>L'Ancêtre</i> se renouvelle	238
Mères de la nation	239
Activités de formation (automne 2015) . .	242
Nouvelles de la Société	243
Rapport annuel	244
Paléographie	249
Robert Giffard : préparatifs avant le départ de 1634	251
Au fil des recherches	260
Les Récollets de la Nouvelle-France jusqu'à leur disparition au XIX ^e siècle . . .	261
Samuel Jacobs, le premier Juif du Québec, et la famille qu'il y fonda . . .	269
L'épopée acadienne des trois premières générations de Bergeron dit D'Amboise en Nouvelle-France	278
Des Leclerc pionniers sur deux rives... . .	283
Émile Moreau, un descendant de Jean Moreau dit Lagrange	288
Lieux de souche : CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE	295
<i>Ad Lib</i>	300
Nos racines militaires	302
Le généalogiste juriste	305
Les archives vous parlent de...	308
À livres ouverts	310
<i>Fichier Origine</i>	311
Membres à l'honneur	316
Service d'entraide	317
Index du volume 41	320

Page couverture : Estampe

Vue de la cathédrale, du collège des Jésuites et de l'église des Récollets, depuis la barrière de la maison du gouverneur Richard Short, 1761, 18^e siècle, M2487 © Musée McCord.

La SGQ est un organisme sans but lucratif, fondée le 27 octobre 1961. Elle favorise la recherche en généalogie et en histoire des ancêtres ou des familles, l'entraide des membres, la diffusion de connaissances généalogiques par des conférences ainsi que la publication de travaux de recherche.

La SGQ est membre de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie et de la Fédération canadienne des sociétés de généalogie et d'histoire de famille. La SGQ est aussi un organisme de bienfaisance enregistré.

Hommage aux bénévoles

Au mois de juin, chaque année, le conseil d'administration de la Société de généalogie de Québec (SGQ) remercie ses bénévoles en les conviant à un 5 à 7. Par ce geste, nous voulons vous témoigner notre gratitude.

Le conseil d'administration de la SGQ reconnaît la très grande valeur du travail que vous accomplissez. Vous contribuez à la concrétisation des nombreux projets émanant des comités de la SGQ. Vous collaborez avec générosité aux tâches quotidiennes, hebdomadaires ou périodiques essentielles à notre fonctionnement et qui font que les généalogistes apprécient à sa valeur leur appartenance à la SGQ.

Il n'y a pas de petit ou de grand bénévolat; il y a tout simplement du bénévolat à la hauteur de ses moyens et de ses disponibilités. Chaque petit geste ou chaque petite action que vous posez est utile et apprécié. Vous savez que sans votre collaboration à tous les niveaux, dans tous les comités, la Société de généalogie de Québec n'existerait pas. Votre implication donne à la SGQ une renommée enviée dans le monde de la généalogie. Grand merci!

Guy Parent,
Président

Mot de la directrice de la revue : **L'Ancêtre** se renouvelle

Chers lecteurs, chères lectrices,

Dans ce numéro d'été, vous constaterez que la revue **L'Ancêtre** présente un nouvel aspect visuel.

Avec le temps, ce changement devenait inévitable. En effet, depuis sa toute première publication en 1974, la revue s'est beaucoup transformée. À ses débuts, elle ne présentait que du texte, pour proposer par la suite de plus en plus de représentations graphiques et d'images, avant d'intégrer la couleur et un formatage de plus en plus sophistiqué. L'utilisation d'outils de mise en page spécialisés et à la fine pointe de la technologie est devenue incontournable afin de mettre en valeur tous ces éléments.

Le présent numéro marque le début d'une nouvelle collaboration avec M^{me} Linda Bergeron Szefer de la maison d'édition **Omnigraphe**. M^{me} Bergeron Szefer est une professionnelle de l'édition depuis de nombreuses années en plus d'être membre de notre Société et une passionnée de généalogie. Bienvenue parmi nous!

Nous offrons toute notre reconnaissance à M^{mes} Diane Gaudet et Claire Guay pour avoir pris en charge, pendant de nombreuses années, la mise en page de la revue. Mille fois merci pour votre dévouement et votre patience!

Je profite également de l'occasion pour présenter la nouvelle équipe de rédaction qui, depuis quelques mois, voit quotidiennement à la production de la revue. Il s'agit de : France Desroches, rédactrice, Michel Keable, rédacteur et Diane Gaudet, coordonnatrice. Merci à ces trois collaborateurs ainsi qu'à tous les partenaires, artisans et membres du Comité de **L'Ancêtre** qui ont à cœur d'offrir une revue de qualité.

Pour terminer, je vous invite chaleureusement à nous transmettre vos textes aux fins de publication. L'équipe de **L'Ancêtre** sera toujours heureuse de publier vos découvertes, de les partager avec tous les membres de la Société. S'il s'agit d'une première publication, notre équipe est toujours disponible pour vous soutenir et vous conseiller tout au long de votre démarche. N'hésitez pas non plus à nous faire part de vos suggestions de chroniques, et même à y participer!

En espérant que vous apprécierez cette nouvelle version de la revue, je vous souhaite une bonne lecture!

Jeanne Maltais,
Directrice



Mères de la nation

Françoise Dorais (4412)

Anne POITRAUD

Anne POITRAUD, née vers 1652, est la fille de Pierre et Jeanne BRELLE, de la paroisse de Notre-Dame-de-Cougnès, ville, arr. et évêché de La Rochelle, (Charente-Maritime), en Aunis. Elle arrive à Québec en 1668 et épouse le 17 septembre de la même année René BRUNEAU dit JOLICCEUR, militaire de la compagnie Grandfontaine du régiment de Carignan-Salières. René est tisserand, fils de Georges et Blaisette MARTINEAU dit MARTIN, baptisé le 9 juin 1641 à Saint-Michel, ville et évêché de Poitiers, en Poitou (arr. Poitiers, Vienne). Le ménage s'établit à Charlesbourg. De leur union naissent 10 enfants. René BRUNEAU est décédé entre le 23 février 1699 et le 29 novembre 1703. Il ne savait pas signer. Anne POITRAUD est décédée après le 15 février 1699. Elle non plus ne savait pas signer.

Enfants du couple POITRAUD-BRUNEAU dit JOLICCEUR :

- 1 **Robert** : né le 3 octobre 1669 et baptisé le 7 à Québec ; il est décédé le 21 décembre 1669 et a été inhumé le lendemain.
- 2 **Anne** : née le 21 décembre 1670 et baptisée le 25 à Québec. Elle épouse, le 17 septembre 1685 à Charlesbourg, Jean MINGOT, fils d'André et Andrée AUGER, né vers 1660 à Notre-Dame, Villeneuve-la-Comtesse, arr. de Saint-Jean-d'Angely, évêché de Saintes, (Charente-Maritime), en Poitou. Le couple aura six enfants. Anne épouse en secondes noces, le 14 octobre 1698 à Québec, Jean LAMOTHE, fils de Mathieu et Jeanne REOELLE, né vers 1666 à Saint-Michel, ville, arr. et archevêché de Bordeaux, (Gironde), en Guyenne. Le couple aura six enfants. Jean est décédé le 15 août 1724 et a été inhumé le 16 à Québec. Anne est décédée le 2 mars 1726 et a été inhumée le lendemain à l'Hôtel-Dieu de Québec.
- 3 **Louis** : né et baptisé le 27 décembre 1673 à Québec ; il est décédé le 14 février 1674 et a été inhumé le lendemain au même endroit.
- 4 **Nicolas** : né et baptisé le 12 février 1675 à Québec ; il est décédé et a été inhumé au même endroit le 13 mars 1675.
- 5 **Marie Madeleine** : née le 29 octobre 1676 et baptisée le 31 à Québec ; elle est décédée le 25 août 1687 et a été inhumée au même endroit le lendemain.
- 6 **Jeanne** : née le 16 août 1679 et baptisée le 17 à Québec. Elle épouse, le 16 octobre 1697 à Québec, François DUCLAS, fils de François et Marie DUBOURET, né vers 1668 à Saint-Gervais, arr. et archevêché de Bordeaux, (Gironde), en Guyenne. Le couple aura cinq enfants. François a été inhumé le 25 décembre 1708 à Québec. Jeanne épouse en secondes noces, le 23 mars 1713 à Québec, Alexandre DERNY dit LAROSE, fils de Marc Antoine et Marie Anne ABEL, né vers 1666 à Sainte-Anne, Septèmes, auj. Septèmes-Vallons, arr. d'Aix-en-Provence, Bouches-du-Rhône, évêché de Marseille, en Provence. Le couple aura six enfants. Jeanne a eu deux enfants nés hors union. Elle est décédée le 6 janvier 1746 et a été inhumée le lendemain à l'Hôtel-Dieu de Québec. Alexandre est inhumé le 11 septembre 1746 à Québec.
- 7 **Marguerite** : née le 21 novembre 1681 et baptisée le 25 à Québec. Elle épouse, le 23 février 1699 à Québec, Charles GIROUX, fils de Pierre et Marie Anne DELOME, né à Saint-Jean, ville de Mortagne, arr. de Mortagne-au-Perche, (Orne), évêché de Sées, au Perche. Le couple aura six enfants. Charles est décédé le 20 mars 1714 et a été inhumé le lendemain à Québec. Marguerite épouse en secondes noces, le 2 novembre 1714 à Québec, Hilaire MARTIN dit LANGOUMOIS, fils de Pierre et Madeleine LEMIEUX, né et baptisé le 15 janvier 1692 à Québec. Le couple aura un enfant. Marguerite a été inhumée le 12 avril 1718 à Sainte-Famille, île d'Orléans. Hilaire est décédé le 27 juillet 1756 et a été inhumé le lendemain à Québec.
- 8 **Charlotte** : née et baptisée le 19 décembre 1683 à Québec. Elle épouse, le 29 novembre 1703 à Montréal, Simon François DIDIER dit PARISIEN dit DUGUAY, fils de François et Françoise FOURNIER, né vers 1669 à Saint-Pierre-et-Saint-Paul, ville, chef-lieu et évêché de Langres, (Haute-Marne), en Champagne. Le couple aura cinq enfants. Simon François est décédé et a été inhumé le 3 novembre 1710 à Trois-Rivières. Charlotte épouse en secondes noces, le 7 janvier 1712 à Trois-Rivières, Claude LAMPRON dit LACHARITÉ, fils de Jean-Baptiste et Marie Anne Michelle RENAUD, baptisé le 21 juin 1679 à Trois-Rivières. Le couple aura quatre enfants.
- 9 **René** : né le 25 mars 1687 et baptisé le lendemain à Charlesbourg ; il est décédé le 5 avril 1687 et a été inhumé le 6 au même endroit.
- 10 **Nicolas** : né le 20 octobre 1689 et baptisé le lendemain à Charlesbourg.

RÉFÉRENCES

– BEAUREGARD, Denis. *Généalogie des Français d'Amérique du Nord*, [Cédérom], Sainte-Julie, 2006-2012.

- DESJARDINS, Bertrand. *Dictionnaire généalogique du Québec ancien*, [Cédérom], De la Chenelière, 2006.
- FOURNIER, Marcel et Michel LANGLOIS. *Le régiment de Carignan-Salières. Les premières troupes françaises de la Nouvelle-France 1665–1668*, Montréal, Éd. Histoire Québec, 2014, p. 50.
- JETTÉ, René. *Dictionnaire généalogique des familles du Québec*, Montréal, PUM, 1983, p. 178–179.

- LANDRY, Yves. *Orphelines en France, pionnières au Canada. Les Filles du roi au XVII^e siècle*, Montréal, Leméac, 1992, p. 358–359.
- LANGLOIS, Michel. *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois*, (1608–1700), t. 4, Sillery, La Maison des ancêtres, 1999, p. 165–166.

Louise VAUCHER

Louise VAUCHER est née vers 1651, fille de Jean, maître charpentier et entrepreneur, et Marie BLU, de Charenton-le-Pont, arr. de Créteil, (Val-de-Marne), archevêché de Paris, en Île-de-France. Elle arrive en 1668 avec des biens estimés à 300 livres. Elle contracte mariage devant le notaire royal Romain Becquet le 7 octobre 1668 avec Jean-Baptiste DELGUEIL dit LABRÈCHE, officier de l'état-major du régiment de Carignan-Salières, archer, fils de Raymond et Françoise MARTY, né vers 1641 à Doissat, arr. et évêché de Sarlat, (Dordogne), en Guyenne. Le mariage a lieu le 28 novembre 1668 à Québec. Le ménage s'établit à Charlesbourg. Le couple aura 11 enfants. Jean-Baptiste est décédé entre le 18 avril 1693 et le 21 mai 1703. Il savait signer. Louise a été hospitalisée à l'Hôtel-Dieu de Québec le 23 avril 1694 et de nouveau le 8 mai 1695. Elle est décédée avant le 16 juin 1715. Elle ne savait pas signer.

Enfants du couple VAUCHER-DELGUEIL dit LABRÈCHE :

- 1 Jean :** né le 1^{er} décembre 1669 et baptisé le lendemain ; il est inhumé le 19 du même mois à Québec.
- 2 Isabelle (Élisabeth) :** née le 4 septembre 1671 et baptisée le surlendemain à Québec. Elle épouse, le 22 février 1694 à Montréal, Jean Baptiste TRUILLIER dit LACOMBE, fils de Jacques et Marguerite PASSELAIGNE, baptisé le 12 août 1666 à Saint-Séverin, ville de Puymirol, arr. et évêché d'Agen, (Lot-et-Garonne), en Guyenne. Le couple aura 14 enfants. Isabelle est décédée et a été inhumée le 10 mai 1738 à Montréal. Jean Baptiste est décédé le 24 juin 1744 et a été inhumé le lendemain à Montréal.
- 3 Jean-Baptiste :** né le 21 décembre 1673 et baptisé le 25 à Québec. Il épouse, le 10 mai 1699 à Saint-Augustin-de-Desmaures, Marie Madeleine CAMPAGNA, fille de Pierre et Françoise Anne Marie MARTIN dit PETIT, née le 26 novembre 1684 et baptisée le 3 décembre à Neuville. Le couple aura 10 enfants. Marie Madeleine décède le 26 mars 1714 et est inhumée le lendemain à Saint-Augustin-de-Desmaures. Jean-Baptiste sera inhumé le 16 octobre 1750 à Montréal.
- 4 Louis :** né le 5 octobre 1676 et baptisé le lendemain à Québec.
- 5 Jeanne Charlotte :** née le 17 novembre 1678 et baptisée le lendemain à Québec. Elle est décédée le 18 janvier 1680 et a été inhumée le 19 au même endroit.

- 6 Jean-Baptiste :** né le 13 avril 1681 et baptisé le lendemain à Québec.
- 7 Jeanne Geneviève Élisabeth :** née le 10 juillet 1683 et baptisée le lendemain à Québec. Elle épouse, le 21 mai 1703 à Montréal, Pierre BILLERON dit LAFATIGUE, fils de Nicolas et Françoise HUON, baptisé le 15 février 1665 dans l'actuel quartier de Saint-Similien où se trouvait la paroisse de Saint-Sambin, ville, arr. et évêché de Nantes, (Loire-Atlantique), en Bretagne. Le couple n'aura pas d'enfants. Pierre est décédé le 29 avril 1733 et a été inhumé le lendemain à Montréal. Jeanne Geneviève Élisabeth est décédée le 30 juin 1758 et a été inhumée le 1^{er} juillet à Montréal.
- 8 Charles :** né et baptisé le 27 février 1685 à Québec. Il épouse, le 17 juin 1715 à Repentigny, Marie Anne JANOT dit BELHUMEUR, fille de Pierre et Jeanne RICHAUME dit PETRUS. Le couple aura 12 enfants. Marie Anne a été inhumée le 26 février 1738 à Repentigny. Charles a été inhumé le 27 décembre 1748 à Repentigny.
- 9 Pierre :** né le 10 août 1687 et baptisé le 15 à Québec.
- 10 Charlotte :** née le 29 avril 1690 et baptisée le lendemain à Québec. Elle est décédée le 12 juillet 1691 et a été inhumée le lendemain à Charlesbourg.
- 11 Claude :** né et baptisé le 18 avril 1693 à Québec. Il est décédé le 6 juillet 1719 et a été inhumé le 8 à Sorel.

RÉFÉRENCES

- BEAUREGARD, Denis. *Généalogie des Français d'Amérique du Nord*, [Cédérom], Sainte-Julie, 2006–2012.
- DESJARDINS, Bertrand. *Dictionnaire généalogique du Québec ancien*, [Cédérom], De la Chenelière, 2006.
- FOURNIER, Marcel et Michel LANGLOIS. *Le régiment de Carignan-Salières. Les premières troupes françaises de la Nouvelle-France 1665–1668*, Montréal, Histoire Québec, 2014, p. 40.
- JETTÉ, René. *Dictionnaire généalogique des familles du Québec*, Montréal, PUM, 1983, p. 321.
- LANDRY, Yves. *Orphelines en France, pionnières au Canada. Les Filles du roi au XVII^e siècle*, Montréal, Leméac, 1992, p. 377.
- LANGLOIS, Michel. *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois*, (1608–1700), t. 4, Sillery, La Maison des ancêtres, 1999, p. 441.

Madeleine GAUMOND

Madeleine GAUMOND, née vers 1646, est la fille de Jean et Anne RAIMOND (RAYMOND), de la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs, ville et archevêché de Paris, en Île-de-France. Elle arrive au pays en 1668 avec une dot estimée à 300 livres. Elle épouse, le 15 octobre 1668 à Québec, Jean LANGLOIS dit Jolicœur, militaire de la compagnie Colonelle (Dubois), meunier, domestique de Robert GIFFARD, fils d'Adrien et Catherine DUMETS (Jetté) ou HUMETS (DGOA), né vers 1642 à Ouville-la-Rivière, arr. de Dieppe, archevêché de Rouen, (Seine-Maritime), en Normandie. Le ménage s'établit à Charlesbourg. Le couple aura deux enfants. Jean LANGLOIS est décédé entre le 20 octobre 1669 et le 25 avril 1670. Il ne savait pas signer. Madeleine épouse en secondes nocces, le 16 août 1670 à Québec, Pierre Charles FRANÇOIS (LEFRANÇOIS), fils de Denis et Jeanne GENDREAU, né vers 1631 à Saint-Laurent-de-la-Prée, arr. de Rochefort, évêché de La Rochelle, (Charente-Maritime), en Aunis. Le ménage s'établit à Charlesbourg. Le couple aura sept enfants. Pierre Charles est décédé entre le 25 juin 1697 et le 22 juillet 1703. Il ne savait pas signer. Madeleine est décédée après le 22 juillet 1703. Elle non plus ne savait pas signer.

Enfants du couple GAUMOND-LANGLOIS dit Jolicœur :

- 1 **Jean** : né le 9 août 1669 et baptisé le lendemain à Québec.
- 2 **Germain** : né le 20 juillet 1670 et baptisé le 28 à Québec.

Enfants du couple GAUMOND-FRANÇOIS :

- 1 **Pierre Germain** : né et baptisé le 10 avril 1672 à Québec. Il est décédé le 12 juin 1718 et a été inhumé le lendemain à Varennes.
- 2 **Anne Michelle** : née le 5 avril 1673 et baptisée le lendemain à Québec.
- 3 **Jeanne Marie** : née le 29 mai 1674 et baptisée le surlendemain à Québec.
- 4 **Catherine Pierre Marie** : née et baptisée le 13 mars 1676 à Québec. Elle épouse, le 7 janvier 1698 à Sainte-Anne-de-la-Pérade, Pierre MASSON dit DUTREMBLE, fils de Gilles et Marie Jeanne GAUTHIER, né le 3 juillet 1673 et baptisé le 26 juillet à Québec. Le couple aura huit enfants. Pierre est

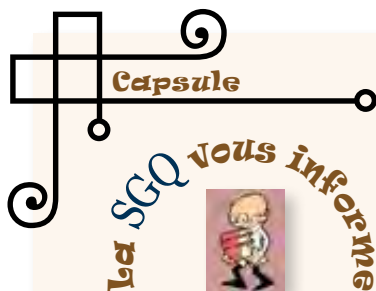
inhumé le 16 août 1745 à Terrebonne. Catherine est inhumée le 23 septembre 1751 à Sainte-Rose (Île-Jésus).

- 5 **Marie Charlotte** : née le 1^{er} juillet 1677 et baptisée le lendemain à Québec. Elle épouse, le 19 mars 1709 à Varennes, Jean Baptiste JOFRION (Geoffrion), fils de Pierre et Marie BRIAULT, né vers 1670 au Québec. Le couple aura sept enfants. Marie Charlotte a eu un enfant hors union. Elle est inhumée le 27 avril 1731 à Varennes. Jean Baptiste est inhumé le 8 janvier 1740 à Varennes.
- 6 **Charles** : né vers 1679 au Québec. Il épouse, le 22 juillet 1703 à Boucherville, Élisabeth Marie (Isabelle) VALIQUETTE, fille de Jean et Marie Renée LOPS, baptisée le 27 avril 1665 à Montréal. Le couple aura trois enfants. Élisabeth Marie (Isabelle) est inhumée le 21 juillet 1740 à Boucherville. Charles est inhumé le 11 novembre 1742 à Boucherville.
- 7 **Pierre** : né vers 1681 au Québec. Il épouse, le 21 avril 1703 en un lieu inconnu, Marie Madeleine TOUSIGNANT dit LAPOINTE, née le 18 mai 1681 et baptisée le 10 juin à Grondines, fille de Pierre et Marie Madeleine PHILIPPE. Le couple aura six enfants. Pierre est décédé le 27 avril 1717 et a été inhumé le lendemain à Varennes. Marie Madeleine a été inhumée le 9 mai 1742 à Varennes.

RÉFÉRENCES

- BEAUREGARD, Denis. *Généalogie des Français d'Amérique du Nord*, [Cédérom], Sainte-Julie, 2006-2012.
- DESJARDINS, Bertrand. *Dictionnaire généalogique du Québec ancien*, [Cédérom], De la Chenelière, 2006.
- FOURNIER, Marcel et Michel LANGLOIS. *Le régiment de Carignan-Salières. Les premières troupes françaises de la Nouvelle-France 1665-1668*, Montréal, Éd. Histoire Québec, 2014, p. 43.
- JETTÉ, René. *Dictionnaire généalogique des familles du Québec*, Montréal, PUM, p. 440 et 646.
- LANDRY, Yves. *Orphelines en France, pionnières au Canada. Les Filles du roi au XVII^e siècle*, Montréal, Leméac, 1992, p. 316-317.
- LANGLOIS, Michel. *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois (1608-1700)*, t. 3, Sillery, La Maison des ancêtres, 1999, p. 261.

Vous pouvez communiquer avec l'auteur à l'adresse : doraifrs@videotron.ca



Service de recherche généalogique

La Société de généalogie de Québec offre un service de transcription de documents anciens du XVII^e au XIX^e siècle, notamment des actes de mariage, des contrats de mariage, d'acquisition, de vente ou d'inventaire après décès. Le demandeur doit fournir une copie numérisée du document.

Pour plus d'informations, consultez la page : www.sgg.qc.ca/service-de-recherche



Activités de formation (automne 2015)

Société de généalogie de Québec

Formation de base	Local	Dates	Heure	Durée h	Prix
Premiers contacts avec la généalogie	SGQ	26 septembre	9 à 12	3	Gratuit
Commencer sa recherche	BAnQ 3 ^e	10, 17 et 24 octobre	9 à 12	9	40 \$
Choix de logiciels de généalogie	BAnQ 3 ^e	31 octobre	13 à 16	3	15 \$
Le Fonds Drouin numérisé	SGQ	14 novembre	9 à 12	3	15 \$
Les ressources du centre Roland-J.-Auger	SGQ	21 novembre	9 à 11	2	10 \$
Premiers contacts avec la généalogie	SGQ	28 novembre	9 à 12	3	Gratuit
Groupe d'entraide	BAnQ 3 ^e	12 décembre	9 à 12	3	Gratuit
Formations intermédiaires					
Recherche de nos ancêtres anglophones	BAnQ 3 ^e	3 octobre	13 à 16	3	15 \$
Les banques de données informatisées	BAnQ 3 ^e	3 octobre et 7 novembre	9 à 12	6	30 \$
Le logiciel Brother's Keeper	BAnQ 3 ^e	10 et 24 octobre	13 à 16	6	25 \$
Les archives notariales	BAnQ 3 ^e	15 octobre	13 à 15	2	5 \$
Initiation à l'héraldique	BAnQ 3 ^e	17 octobre	13 à 16	3	15 \$
La recherche de base aux États-Unis	BAnQ 3 ^e	31 octobre	9 à 12	3	15 \$
Le logiciel AnaGED et la Roue de paon	SGQ	24 octobre	9 à 12	3	15 \$
Administration et justice en Nouvelle-France	BAnQ 3 ^e	2 novembre	13 à 15	2	5 \$
Le registre foncier	BAnQ 3 ^e	7 novembre	13 à 16	3	15 \$
Le logiciel Heredis	BAnQ 3 ^e	14 et 21 novembre	13 à 16	6	25 \$
Les registres paroissiaux	BAnQ 3 ^e	21 novembre	9 à 12	3	15 \$
La communauté irlandaise de Québec	BAnQ 3 ^e	28 novembre	9 à 12	3	15 \$
Atelier spécialisé					
La paléographie	BAnQ 3 ^e	19 et 26 septembre	13 à 16	6	30 \$

1055, av. du Séminaire, pavillon Louis-Jacques-Casault, campus de l'Université Laval.

Paiement obligatoire pour s'inscrire ; double tarif pour les non-membres.
Le nombre de places est limité.

Pour plus de détails sur le contenu et l'inscription :

www.sgq.qc.ca

418 651-9127 durant les heures d'ouverture.

La SGQ se réserve le droit d'annuler l'activité si le nombre de participants est insuffisant.



Nouvelles de la Société

Guy Parent (1255)

Chronique
Chronique
Chronique
Chronique
Chronique
Chronique

Club de paléographie

Grâce à une initiative du Comité de formation de la Société de généalogie de Québec (SGQ) et de sa directrice Hélène Routhier, un club de paléographie a été formé en novembre dernier. Ce club est dirigé par Lise St-Hilaire, la responsable de la transcription des actes notariés. Le club tient des réunions mensuelles animées par Lise St-Hilaire. Les participants collaborent à la transcription de documents d'archives et alimentent la base de données disponible aux membres de la SGQ à l'adresse www.sgg.qc.ca/bases-de-donnees/documents-notaries-transcrits.



Salon du patrimoine familial

Du 27 février au 1^{er} mars, la SGQ a participé au Salon du patrimoine familial qui se tenait au centre commercial Laurier.



Les stands de la SGQ au Salon du patrimoine familial.
Photo : André G. Bélanger.

Des centaines de visiteurs se sont arrêtés à nos quatre stands animés par des bénévoles sous la responsabilité du directeur du Service à la clientèle, André G. Bélanger. En plus de ces quatre stands, la SGQ a collaboré à l'animation d'un cinquième qui traitait du sujet vedette de ce salon : le régiment de Carignan-Salières. Un merci tout spécial à Jeanne Maltais et Hélène Routhier pour leur participation à ce stand.



Claude Trudel, président de la Fédération des associations de familles, et Guy Parent, président de la SGQ.
Photo : Diane Gaudet.



Visite d'une école primaire

Les 12 et 17 mars 2015, la SGQ a accueilli les élèves de 4^e année de l'école primaire L'Escalade sous la responsabilité de M^{me} Jenny Lavoie. Les bénévoles du Service à la clientèle les ont guidés et conseillés durant ces deux jours.



Héraldique

En octobre 2014, Claire Boudreau et Sami Khalid, hérauts d'armes du Canada, sont venus assister à la présentation des travaux préliminaires de cinq candidats intéressés à la création de leurs armoiries personnelles : Sabine Champagne, Denis Busque, Christiane Plante, Dominique Dos-Ghali et José Lamarre.

Chaque candidat a présenté les résultats de ses recherches en vue de la création de son blason personnel. Grâce aux conseils judicieux et aux encouragements reçus des hérauts d'armes, ils ont pu poursuivre leurs travaux. Lors du passage de Claire Boudreau au Salon du patrimoine familial de février 2015, une séance spéciale a été organisée au cours de laquelle les mêmes candidats ont présenté l'avancement de leurs travaux. Nous sommes heureux d'annoncer que certains avaient terminé leur blasonnement.



De gauche à droite : Denis Busque, Sabine Champagne, Sami Khalid, Claire Boudreau, José Lamarre et Mariette Parent.
Absents sur la photo : Christiane Plante et Henri Levasseur.
Photo : Dominique Dos-Ghali.



Rapport annuel 2014–2015 du conseil d'administration présenté à l'assemblée générale du 20 mai 2015

Guy Parent, président

Réunions du conseil d'administration

Les membres du Conseil d'administration de la Société de généalogie de Québec (SGQ) se sont réunis mensuellement au cours de l'année 2014–2015; ceux du comité exécutif l'ont fait chaque semaine afin de traiter les affaires courantes. L'assemblée générale annuelle a été tenue le 20 mai 2014, au Centre Noël-Brulart.

Partenariats

La SGQ remercie de son étroite collaboration le Centre d'archives de Québec de Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Encore cette année, de nombreux visiteurs ont pu jumeler une visite au Centre de documentation Roland-J.-Auger à celle du Centre d'archives de Québec. Nous remercions aussi de leur collaboration la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs lors de la préparation du colloque « L'État civil d'hier à aujourd'hui ».

En 2014, la SGQ a obtenu la collaboration de M^{re} Denis Bélanger et des membres de la fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Québec pour la réalisation du projet de commémoration du 350^e anniversaire de la fondation de la paroisse.

Du 3 au 5 octobre, la SGQ a assisté au colloque de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie (FQSG) organisé par la Société de généalogie du grand Trois-Rivières.

Au cours de l'année 2015, pour célébrer le 350^e anniversaire de l'arrivée du contingent des soldats du régiment de Carignan-Salières en Nouvelle-France, la SGQ participera à un événement provincial auquel collaborent la Société généalogique canadienne-française et celle du grand Trois-Rivières. La SGQ remettra un maximum de 40 parchemins à des descendants et descendantes en lignée patrilinéaire des membres de ce régiment.

Rayonnement de la SGQ

• **350^e anniversaire de la paroisse de Notre-Dame-de-Québec:** la SGQ a participé à la commémoration du 350^e anniversaire de la fondation de la paroisse de Notre-Dame-de-Québec. Nous avons remis des parchemins à des descendants en ligne directe des familles fondatrices de la paroisse, soit celles qui ont fait baptiser un enfant au cours de l'année 1664, année de fondation de la paroisse. La remise des parchemins s'est déroulée le 7 août 2014, dans le cadre des Fêtes de la Nouvelle-France, à la basilique-cathédrale de Notre-Dame-de-Québec.

- **Fêtes de la Nouvelle-France:** du 7 au 11 août, la SGQ a animé un stand sur le site des activités des Fêtes de la Nouvelle-France, qui était situé au quai 22 du port de Québec.
- **Festival celtique:** les 6 et 7 septembre, la SGQ a animé un stand d'information sous un chapiteau sur les Plaines d'Abraham lors du déroulement du Festival celtique.
- **Journée de la culture:** le 29 septembre, lors de la 17^e édition des Journées de la culture, la SGQ a ouvert ses portes aux visiteurs.
- **Salon des Sociétés d'histoire:** le 1^{er} novembre, la SGQ a participé au Salon des sociétés d'histoire de la ville de Québec au Pavillon Desjardins, à l'Université Laval.
- **Arrondissement de Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge:** le 13 novembre, la SGQ a participé à la deuxième journée de rencontre du réseau « L'Échangeur culturel » de l'arrondissement Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge, au Centre Noël-Brulart.
- **Colloque « L'état civil d'hier à aujourd'hui »:** le 22 novembre 2014, la SGQ et la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoires communs ont tenu ce colloque pour souligner le 475^e anniversaire de l'ordonnance de Villers-Cotterêts, et le 20^e anniversaire de la création du Directeur de l'état civil. Une excellente participation de 102 généalogistes témoigne du succès de cette journée. Cet événement marquait le début de la semaine nationale de généalogie.
- **Semaine nationale de généalogie:** la SGQ a participé activement à la troisième édition de la semaine nationale de généalogie organisée par la FQSG du 22 au 29 novembre 2014. Nous avons accueilli dans nos locaux quatre classes de 4^e année de l'école Le Ruisselet, de L'Ancienne-Lorette.
- **Plumes de paon:** le 27 novembre, la SGQ a procédé à la remise de certificats « Les Plumes de paon » aux 15 généalogistes qui ont complété leur arbre généalogique au cours de l'année 2013-2014.
- **Salon du patrimoine familial:** du 27 février au 1^{er} mars, la SGQ a participé au Salon du patrimoine familial qui se tenait au centre commercial Laurier. Des centaines de visiteurs se sont arrêtés à nos quatre stands. La SGQ a également collaboré à l'animation d'un stand où l'on traitait du sujet-vedette de ce salon: le régiment de Carignan-Salières.
- **Accueil d'étudiants:** les 12 et 17 mars, nous avons reçu deux groupes d'élèves de 4^e année de l'école L'Escalade venus faire des recherches sur leurs ancêtres.

Membres à l'honneur

En 2015, deux membres de la SGQ ont été honorés par des récompenses remises par la FQSG. Le prix Renaud-Brochu a été attribué à France Côté, et une Médaille de reconnaissance à Georges Crête.

Club de paléographie

Grâce à une initiative du comité de formation et de sa directrice Hélène Routhier, un club de paléographie a été formé en novembre dernier. Ce club est dirigé par Lise St-Hilaire, la responsable de la transcription des actes notariés. Le club tient des réunions mensuelles animées par Lise St-Hilaire. Les membres du club collaborent à la transcription de documents d'archives et alimentent notre base de données disponible sur notre site Web.

Bilan financier

Au cours de l'année 2014–2015, la SGQ a mis en place Acoma, un nouveau logiciel de comptabilité.

En 2014–2015, le budget prévu était de 108 910 \$. Les cotisations et abonnements à la SGQ constituent 49,6 % de nos revenus. Certains postes ont généré des revenus supérieurs au montant anticipé, comme, la vente du DVD des 40 ans de la revue *L'Ancêtre*. Cette année, nous avons bénéficié des revenus de notre marché aux puces.

Nous n'avons pas atteint l'objectif de notre campagne de souscription lancée chaque année pour développer des produits et offrir des outils de recherche à nos membres; l'objectif avait été fixé à 8000 \$, mais nous avons recueilli 6366 \$.

Les dépenses de la SGQ sont principalement consacrées au Service aux membres qui accapare 61,6 % du budget dont une partie est consacrée à la production et la distribution de la revue *L'Ancêtre* avec 19,0 %.

L'état de l'actif net et celui des résultats financiers de l'année 2014–2015 qui s'est terminée le 30 avril 2015 ont été vérifiés par M^{me} Pierrette Savard. Au 30 avril, notre actif est de 239 497 \$ en comparaison de 242 041 \$ en 2014. Cet écart est principalement dû à un nouveau mode de calcul de l'amortissement. Les revenus de l'année se chiffrent à 128 803 \$. Les dépenses de l'année dépassent de 20 % le montant prévu. Cette hausse des dépenses est en partie due au projet de refonte de notre site Web et à un nouveau mode de calcul de l'amortissement. À la suite de l'analyse de l'état financier de la SGQ par notre vérificatrice, le résultat net de l'exercice financier 2014–2015 montre un déficit de 2543 \$.

Les membres

Le 31 décembre 2014, l'année se terminait par une augmentation de 2,6 % du nombre de membres de la catégorie «Principale» et de 2,6 % du nombre total de nos membres. La qualité des services offerts au Centre de documentation Roland-J.-Auger par les bénévoles du Service à la clientèle et l'accessibilité des nombreuses bases de données offertes à nos chercheurs ne sont pas étrangères à cette hausse, tout comme l'accès facile pour

les généalogistes aux ressources de notre partenaire d'affaires, Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

Membres inscrits	31 décembre 2012	31 décembre 2013	31 décembre 2014
Principal	1228	1268	1301
Associé	98	97	106
Vie	47	48	49
Autres	138	133	122
Total	1511	1546	1578

RAPPORTS SOMMAIRES DES COMITÉS DE LA SGQ

L'Ancêtre

La remise du Prix de *L'Ancêtre* a eu lieu le 12 juin 2014 lors de la Fête des bénévoles. Nous félicitons les lauréats: André Larose, Monique Thibault et Denis Martel. En guise de reconnaissance, les auteures et auteurs des trois dernières années ont été invités comme l'année précédente. M^{me} Françoise Mercure, présidente et directrice générale de la Commission de la capitale nationale du Québec (CCNQ), était l'invitée d'honneur. La CCNQ est le contributeur financier du prix de *L'Ancêtre*.

Les principales réalisations de l'équipe de *L'Ancêtre* pour l'exercice 2014–2015 sont:

- Mise en place d'un nouveau processus de production afin de mieux répartir les tâches. Le comité de rédaction est désormais pleinement fonctionnel et efficient. Deux nouveaux membres se sont joints à l'équipe: Jocelyne Sauriol et Brigitte Poincier;
- Lancement du DVD des 40 ans de la revue lors du dîner de Noël, le 6 décembre dernier. Avec plus de 65 exemplaires vendus, le DVD est un vif succès;
- Publication de six nouvelles chroniques: «Nos racines militaires», «Lieux de souche», «Fichier Origine», «Au fil des recherches», «Ad Lib» et «La paléographie»;
- Fin de trois chroniques: «Les glanures», «Généalogie insolite» et «L'Héraldique et vous». Un grand merci aux auteurs, Rodrigue Leclerc, Louis Richer et Claire Boudreau, pour avoir partagé leurs découvertes.

Pour la prochaine année, plusieurs projets canaliseront les efforts de l'équipe:

- Mettre en place un nouveau partenariat avec la firme Omnigraphe pour la composition de la revue;
- Développer un mécanisme pour encourager et soutenir nos membres dans la rédaction et la publication d'un premier texte;
- Rendre disponible une nouvelle version du protocole bibliographique et de l'aide-mémoire afin de faciliter la rédaction et la révision de textes;
- Mettre en vente les numéros de la revue ainsi que les tirés à part en format numérique.

Bibliothèque

Au cours de l'exercice 2014–2015, la bibliothèque a acquis 217 documents pour une valeur totale de 6482 \$, comparative-ment à 338 documents pour l'année précédente. Plus de 60 % proviennent de dons. La bibliothèque comptait 13 424 documents pour une valeur de 401 021 \$ en date du 30 mars 2015.

Pour les membres qui publient à compte d'auteur et qui font don de leur publication à la SGQ, celle-ci maintient son engagement à diffuser cette information dans la rubrique « Nos membres publient » et à offrir un temps d'exposition à l'accueil dans nos locaux.

La section 3 « Répertoires BMS » compte près de 3500 ouvrages. La priorité des achats est donnée, dans l'ordre, aux répertoires de baptêmes, mariages et sépultures, puis aux livres d'histoire et aux biographies, aux monographies paroissiales et régionales ainsi qu'aux histoires de familles.

L'implantation du logiciel d'indexage des titres d'articles de périodiques a été finalisée en novembre dernier en partenariat avec la Société généalogique canadienne-française. Cet index est un apport majeur dans le repérage des titres d'articles accessibles aux chercheurs et au public sur notre site Web.

Conférences

Cette année, neuf conférences avaient eu lieu, dont huit dans le cadre des conférences mensuelles et une lors du dîner de Noël. Voici la liste :

- Septembre : *L'improbable victoire des Patriotes en 1837*. Réal Houde.
- Octobre : *L'ADN et la généalogie*. Jean-Pierre Gendreau-Hêtu.
- Novembre : *Les francophones à travers l'Amérique*. Étienne Rivard.
- Décembre : *Assister et soigner : des infirmières des colonies dans les régions de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue au Québec (1928–1972)*. Johanne Daigle.
- Dîner de Noël : *Les voyageurs dans les Pays-d'en-Haut*. Gilles Bédard.
- Janvier : *La Corriveau, de l'histoire à la légende*. Catherine Ferland et Dave Corriveau.
- Février : *L'étonnante survivance du régime seigneurial au Québec (1854–1974)*. Benoît Grenier.
- Mars : *L'Institut généalogique Drouin et l'héraldique*. Marc Beaudoin.
- Avril : *Le régiment de Carignan-Salières : les premières troupes françaises de la Nouvelle-France, 1665–1668*. Marcel Fournier.

Selon les commentaires reçus, les conférences ont été bien appréciées de la part des membres de la SGQ. L'auditoire moyen a été de 72 personnes.

Entraide généalogique

Pour l'année 2014–2015, les questions soumises au service « Entraide généalogique » et les réponses trouvées peuvent être consultées dans les quatre numéros du volume 41 de la revue *L'Ancêtre*. Pour ce volume, le service d'entraide a répondu

à 43 des 66 demandes reçues et à 16 autres publiées dans les volumes précédents. Michel Drolet et Paul Lessard ont traité 250 demandes de renseignements.

Formation

Le comité de formation a offert 50 ateliers, dont 30 de niveau intermédiaire et 3 de niveau spécialisé. Afin d'élargir les possibilités de perfectionnement, nous avons inscrit à l'horaire un nouvel atelier, « Le registre foncier », qui a été offert à trois reprises. Étaient également offerts deux nouveaux ateliers sur l'héraldique : « Conception d'armoiries » et « Lecture et illustration des armoiries ».

Nous avons également offert quatre ateliers d'aide aux généalogistes : deux d'entraide générale et deux pour les logiciels de généalogie *Heredis* et *Brother's Keeper*. Ces ajouts se voulaient un soutien technique et pratique pour les personnes désireuses de résoudre quelques difficultés rencontrées et de perfectionner leurs connaissances. L'atelier « Premiers contacts avec la généalogie » fut présenté à cinq reprises.

Comparativement à l'an dernier, nous constatons un nombre équivalent d'inscriptions pour chaque atelier offert, avec une moyenne de 13,2 inscriptions par atelier. Un atelier a été annulé à cause d'un nombre insuffisant d'inscriptions.

Nous avons également organisé deux visites historiques. Une première à l'automne a permis aux participants de visiter les Voûtes de l'Intendant et son impressionnante exposition d'artefacts datant de plusieurs siècles. Au printemps, nous avons visité le Morrin Centre.

Nous tenons à souligner l'excellente collaboration et la participation de Rénaud Lessard et des formateurs de Bibliothèque et Archives nationales du Québec aux ateliers offerts. Comme par les années passées, notre association a permis d'offrir une plus grande variété d'ateliers.

Héraldique

Le mandat du comité d'héraldique consiste à effectuer des recherches et à réaliser des études sur l'héraldique.

Au cours de 2014–2015, le comité d'héraldique a réalisé de nombreuses activités :

- Un atelier d'initiation à l'héraldique ;
- Un atelier de blasonnement ou de description héraldique des armoiries ;
- Entraide dans la création d'armoiries personnelles : deux classes d'interprétation des travaux en cours avec l'Autorité héraldique du Canada ;
- Participation aux divers salons : les Fêtes de la Nouvelle-France, le Salon du patrimoine familial, les Journées de la culture, et la Semaine nationale de généalogie ;
- Conférence intitulée « L'Institut généalogique Drouin et l'héraldique » ;
- Développement de l'utilisation des logiciels *Héraldique 6* et *Héraldique 8* et d'un guide d'utilisation ;
- Révision du cahier du participant pour l'atelier d'initiation en héraldique ;

- Mise en place de la base de données Armorial du Québec et saisie d'armoiries d'associations de familles;
- Élaboration de l'onglet héraldique sur le site Web de la SGQ.

L'Armorial du Québec, un projet d'inventaire des armoiries historiques, demeure l'un des chantiers majeurs du comité. Cette première banque de données héraldiques au Québec comprend des armoiries d'associations de familles, de villes et de municipalités, de militaires, etc. Le regroupement d'armoiries diverses dans l'Armorial du Québec est l'outil essentiel au travail d'accompagnement à l'élaboration de nouvelles armoiries personnelles et associatives.

À ce jour, le comité compte trois détenteurs d'armoiries personnelles de l'Autorité héraldique du Canada. Deux candidats ont fait leurs demandes d'homologation et huit autres ont démarré leurs propres recherches.

Informatique

Au cours de l'année 2014–2015, le comité informatique a remplacé les vieux ordinateurs près de l'accueil par des ordinateurs de dernière génération. Il a également maintenu le bon fonctionnement du parc informatique en changeant les pièces défectueuses et en maintenant à jour les logiciels administratifs ainsi que ceux du parc informatique. De plus, nous avons mis en place, grâce à Michel Lortie, un nouveau bureau qui s'affiche à l'ouverture des ordinateurs du côté de l'accueil. Enfin, nous avons servi de soutien informatique pour des cours de perfectionnement donnés aux membres et lors d'événements tels le Salon du patrimoine familial et les Fêtes de la Nouvelle-France.

Publications

Ce fut une année fructueuse pour le Comité des publications : la production du DVD de *L'Ancêtre* ainsi qu'une contribution très importante à la banque de données de *BMS2000*, et une version améliorée de l'index des mariages du Québec (1926–1997).

Une étroite collaboration du Comité de *L'Ancêtre* et du Comité des publications a permis la réalisation sur DVD des 40 années de *L'Ancêtre*. Ce DVD permet de retracer et de consulter rapidement tous les articles publiés dans *L'Ancêtre* depuis 1974.

La SGQ est le plus important contributeur de la base de données *BMS2000*. En effet, l'apport de la SGQ représente environ 1 800 000 actes de baptêmes, mariages et sépultures sur un total de 12 000 000. La SGQ a poursuivi la saisie des actes de baptêmes et de sépultures de la paroisse de Notre-Dame-de-Québec ; durant la dernière année, plus de 35 000 actes de cette paroisse ont été déposés dans le *BMS2000*, ce qui porte le total d'actes pour cette seule paroisse à 111 000. Nous prévoyons compléter ce programme d'ici trois ans par l'inscription de tous les actes disponibles jusqu'en 1941.

La saisie des actes de mariage du Maine et du Massachusetts est pratiquement terminée, ce qui libère des bénévoles pour entreprendre l'établissement des liens entre les actes que nous avons saisis et les images fournies par les mormons. Ce programme s'inscrit à l'intérieur d'une entente entre *BMS2000* et les mormons.

Le comité des publications participe activement à la diffusion de données sur notre site Web. C'est ainsi qu'une nouvelle version des données au sujet des 2 500 000 mariages du Québec de 1926 à 1997 a été mise en ligne. Nous avons apporté les modifications suivantes :

- Ajout, dans l'index, des lieux de mariages absents pour les années 1926 à 1945 ;
- Utilisation des noms de lieux respectant la nomenclature résultant des fusions municipales ;
- Ajout des régions administratives et des MRC ;
- Correction des erreurs signalées par nos membres.

Le fichier des centenaires décédés est régulièrement mis à jour. On y compte maintenant plus de 14 200 personnes.

Roue de paon

Cette année, la SGQ a remis des attestations à 15 généalogistes dans le cadre du concours « Roue de paon ». Lors de cette activité qui s'est tenue le 27 novembre, nous avons souligné l'émission d'une 100^e attestation.

Nous avons demandé à nos membres de nous faire parvenir la liste de leurs ancêtres ayant appartenu au régiment de Carignan-Salières et des compagnies de Tracy afin de souligner le 350^e anniversaire de l'arrivée de ces hommes en Nouvelle-France. Plusieurs généalogistes participent à cette activité qui se terminera le 30 juin prochain.

Service à la clientèle

La première activité organisée par le Service à la clientèle fut le 5 à 7 des bénévoles le 13 juin 2014 en guise de remerciement pour le travail accompli. Près de 90 bénévoles ont participé à l'événement.

Des activités de représentation ont eu lieu au Festival celtique sur les Plaines d'Abraham et au Centre d'interprétation historique de Sainte-Foy où les nombreux visiteurs ont pu apprécier les différentes facettes de la recherche en généalogie.

Lors d'une journée organisée par le regroupement des sociétés d'histoire de la ville de Québec, nous avons installé un stand d'information au pavillon Desjardins de l'Université Laval. De plus, au même endroit, nous avons participé au colloque « L'État civil, d'hier à aujourd'hui » commémorant le 475^e anniversaire de l'ordonnance de Villers-Cotterêts.

Comme nous le faisons chaque année, nous avons planifié et organisé les stands de la SGQ dans le cadre des activités des Fêtes de la Nouvelle-France et du Salon du patrimoine familial tenues respectivement au quai 22, rue Dalhousie et à Laurier Québec.

Une conférence portant sur la SGQ et les différents aspects de la recherche en généalogie a été donnée aux membres de « l'Association de famille des Tremblay d'Amérique ». Ces fenêtres de visibilité sont importantes pour faire connaître non seulement les services de la SGQ, mais également pour promouvoir la généalogie au sein de la population.

Durant la semaine nationale de généalogie, nous avons accompagné quatre groupes d'élèves de 4^e année dans la quête de leurs ancêtres. À la fin de janvier, le responsable du Service

à la clientèle a assisté à la présentation des travaux des élèves de l'école Le Ruisseau; chaque élève était très fier de montrer le résultat de ses recherches aux autres élèves, aux parents et, bien sûr, au représentant de la SGQ. Au printemps, deux groupes d'élèves de 4^e année de l'école L'Escalade sont venus faire des recherches sur leurs ancêtres.

Cette année, nous avons accueilli 191 visiteurs comparativement à 216 l'année dernière.

Enfin, une formation a été offerte aux bénévoles de l'accueil pour les initier au fonctionnement du nouveau système informatisé de gestion financière de la SGQ. De même, l'apprentissage du système de gestion de la base de données pour la gestion des documents numériques de la SGQ a fait l'objet d'une activité de formation.

Service de recherche

À ce jour, nous avons reçu et traité 45 demandes de recherche. Parmi celles-ci, on compte :

- 22 demandes de parchemins doubles ou simples, dont 7 avec encadrement;
- 19 recherches d'actes de naissance, mariage et décès;
- 4 transcriptions de documents notariés.

De plus, le projet de commémoration de l'arrivée du régiment de Carignan-Salières, 1665–2015, a généré plus de 50 candidatures dont 35 lignées ascendantes ont été validées. Rappelons que notre objectif était de 40 parchemins.

Web

Le comité du Web s'est attaqué à la lourde tâche de refaire notre site Web. Michel Lortie était le chargé de projet de cet important mandat. Après plus de 15 mois de travail, le nouveau site a été lancé le 28 mars 2015.

Le comité du Web a ajouté au site, dans le menu Base de données/accès réservé aux membres, de nouveaux documents notariés transcrits. La validation et la vérification des documents transcrits offerts à nos membres sont sous la responsabilité de Lise St-Hilaire. Nous remercions les généalogistes qui ont fourni des documents transcrits pour alimenter cette base de données.

Au 1^{er} avril 2015, 817 documents notariés transcrits étaient disponibles, soit plus du double du nombre de l'an dernier.

De plus, deux mises à jour de la base de données « Les centennaires » ont été réalisées : la première le 2 juillet 2014 et la deuxième le 3 janvier 2015. Cette base de données contient actuellement 14 208 entrées.

Depuis le mois de janvier 2014, la SGQ possède sa page Facebook. Au 23 mars 2015, nous comptons 1151 « J'aime » répartis géographiquement comme suit : 1066 du Canada, dont 274 de la ville de Québec et 158 de Montréal, 45 des États-Unis et 24 de la France.

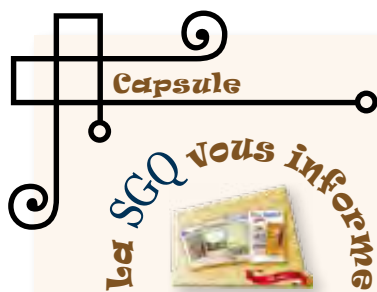
Les indications relatives à la fréquentation de notre site Web du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015 ont été mesurées. Mensuellement, le site Web reçoit en moyenne 3044 visiteurs qui font 7100 visites et consultent 28 582 pages. Il s'agit d'une augmentation de la fréquentation de notre site Web par rapport à l'année 2013–2014. L'origine géographique de nos visiteurs est la suivante : 96,9 % du Canada, 1,9 % des États-Unis et 0,6 % de la France.

Objectifs pour l'exercice 2015–2016

1. Commémoration du 350^e anniversaire de l'arrivée du régiment de Carignan-Salières;
2. Bonification des services en ligne;
3. Préparation d'un colloque pour le 55^e anniversaire de la SGQ en 2016.

Remerciements

Le conseil d'administration remercie tous les membres qui participent en grand nombre à nos activités comme en témoignent la fréquentation du Centre de documentation Roland-J.-Auger, l'assistance à nos conférences et la popularité des visites organisées par le comité de formation. Enfin, merci à nos bienfaiteurs qui contribuent à la bonne santé financière de notre organisme.



Anciens numéros de la revue *L'Ancêtre* disponibles

La revue *L'Ancêtre* existe depuis 1974. Publiée quatre fois par année, elle se distingue par la qualité et la diversité de l'information qu'elle contient : nombreux articles de fond et études d'intérêt généalogique, chroniques diverses, service d'entraide, échos de la bibliothèque, publications, dons et acquisitions, activités et nouvelles diverses de la Société de généalogie de Québec. Tous les numéros parus depuis septembre 1974 sont disponibles.

Pour plus d'informations, consultez la page : www.sgg.qc.ca/produits-a-vendre/revue-ancetre-anciens-numeros.



Paléographie

Lise St-Hilaire (4023)

Chronique
Chronique
Chronique
Chronique
Chronique
Chronique

LA PALÉOGRAPHIE est l'étude des écritures manuscrites anciennes. Grâce à cette science, vous pourrez obtenir beaucoup d'informations sur la vie de vos ancêtres. Tout chercheur est confronté tôt ou tard à la lecture de ces textes. Quelques-uns sont assez faciles à lire, mais d'autres sont très difficiles. Cette nouvelle chronique qui voit le jour dans ce numéro ne vous donnera pas toutes les réponses, mais j'ose espérer qu'elle vous aidera et vous motivera à aller fouiller dans tous ces trésors conservés aux archives de BAnQ.

En septembre 1998, je commençais mes travaux en généalogie. Dès le premier contact, je suis devenue membre de la SGO. Je me suis inscrite au cours de niveau débutant qui était annoncé et, un bon samedi, j'ai eu la piqûre. Depuis, je me suis heurtée à différents documents dont certains me paraissaient écrits dans une autre langue. Le cours de M^{me} Diane Maheux, suivi en 2003, m'a aidée à corriger mes lacunes, et la pratique a fait le reste. Je suis donc maintenant en mesure de vous proposer une nouvelle chronique sur la paléographie du XVII^e siècle.

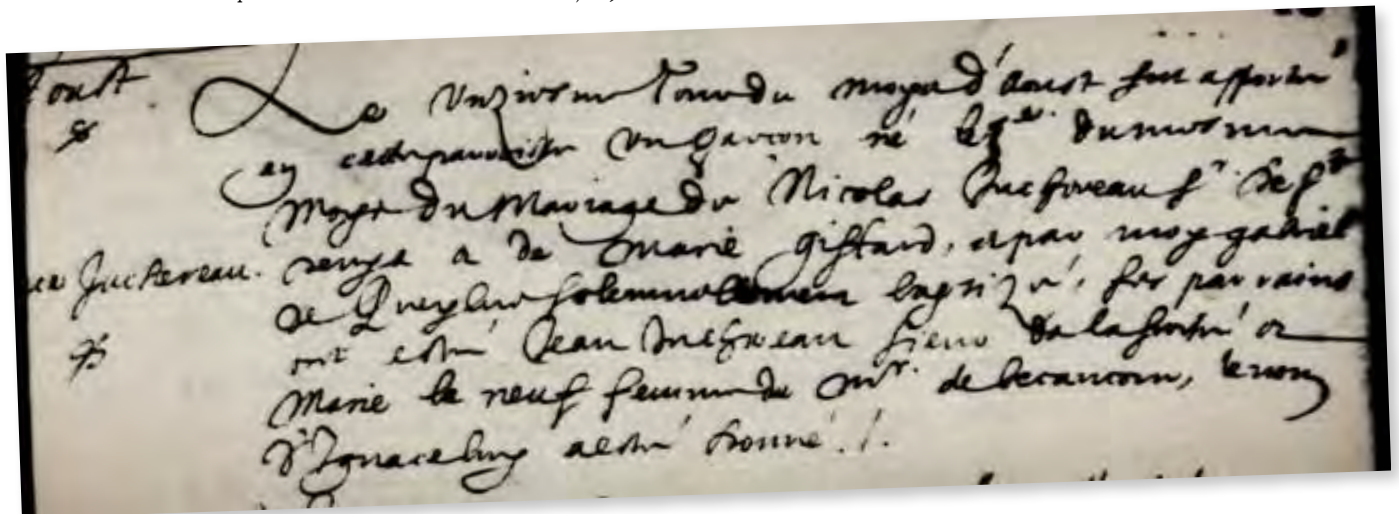
Chaque chronique présentera un exercice dont la transcription vous sera donnée dans le numéro suivant. En espérant que vous les apprécierez, voici le premier que j'ai choisi pour vous. À vos crayons!



Cathédrale Notre-Dame-de-Québec.

Source : http://en.m.wikipedia.org/wiki/File:Cath%C3%A9drale_de_Qu%C3%A9bec.jpg

Exercice n° 1 : un baptême à Notre-Dame-de-Québec, 1658.



Vous pouvez communiquer avec l'auteure à l'adresse :
sintilali@videotron.ca

Rassemblement de familles



Rassemblement annuel de l'**Association des BRASSARD d'Amérique**, le samedi 27 juin 2015.

Centre communautaire Léon-Juneau,
1640, avenue Hamilton Est, Alma, Québec G8B 4Z1

Inscription à partir de 9 h, conférence à 10 h, et assemblée annuelle de 13 h à 15 h.

Conférence: *L'industrie régionale d'hier à aujourd'hui* par M^{me} Jessica Lapointe, responsable de l'action muséale et culturelle de la Société d'histoire du Lac-Saint-Jean.

Conférence, repas, taxes et services inclus: 30 \$ pour les réservations faites avant le 17 juin, et 35 \$ après cette date.

Conférence seule: 12 \$.

Assemblée générale annuelle gratuite; prix de présence.

Bienvenue à tous.

Pour tout renseignement ou réservation, communiquez avec:

Claudie Cardin 450 671-4076 president@brassardamerique.com

Lily Brassard 418 668-2921 aga2015@brassardamerique.com

Consultez notre site Web: <http://brassardamerique.com>



L'**Association des MATTE d'Amérique** invite tous ses membres ainsi que les parents et les amis à son premier rassemblement général qui se tiendra les 8 et 9 août 2015 à Neuville. À cette occasion, l'association soulignera le 350^e anniversaire de l'arrivée de Nicolas Matte en Nouvelle-France. Plusieurs activités sont prévues le samedi: visite guidée de l'église de Neuville, dîner à la salle des Fêtes, visite de la terre ancestrale située au vignoble *Aux trois moulins*, dévoilement d'une plaque commémorative. Cette journée se terminera par un grand banquet et un feu d'artifice au Domaine Notre-Dame. Le dimanche, le déjeuner familial et l'assemblée générale clôtureront ce premier rassemblement.

Pour plus d'informations: www.famillematte.org



Le prochain **rassemblement des familles DUBOIS** se tiendra le 15 août 2015 à Beaumont, près de Lévis.

Au programme: assemblée générale des membres, dîner au Moulin de Vincennes et visite guidée de la municipalité.

Cette invitation s'adresse à tous les Dubois, Dubois dit Quintin, Dubois dit Lafrance et Brisebois.

Pour tout renseignement, contactez André Dubois au 418 833-8129, adubois40@hotmail.com ou dubois@genealogie.org.



RASSEMBLEMENT 2015 — **Association des TREMBLAY d'Amérique**

L'association des Tremblay d'Amérique invite ses membres et toute la population à son rassemblement annuel qui aura lieu cette année les 15 et 16 août 2015, à l'Hôtel Tadoussac, 165, rue du Bord de l'Eau, Tadoussac (Québec) GoT 2Ao.

L'assemblée générale annuelle se tiendra le dimanche 16 août à 9 h.

Nous invitons cordialement tous les Tremblay et leurs amis(es) à venir fraterniser au cours de cette fin de semaine. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site Web de l'association:

www.genealogie.org/famille/tremblay



L'**Amicale FALARDEAU**, qui vise à regrouper tous les Falardeau descendants de Guillaume Follardeau et Marie Ambroise Bergevin, ainsi que leurs proches, tient sa rencontre annuelle le dimanche 23 août 2015.

L'assemblée générale annuelle aura lieu au Site traditionnel huron à Wendake, près de Québec. Elle sera suivie d'un dîner et d'autres activités qui devraient intéresser tous les membres et leur famille.

Pour plus de renseignements, visitez le site www.falardeau.ca.

Tous les Falardeau et leurs proches sont les bienvenus.



Robert Giffard : préparatifs avant le départ de 1634

Réjean Binet (6422)

L'auteur, né à Beauport, est le dernier descendant de sept générations successives de Binet ayant vécu sur la même propriété entre 1784 et 1972. Après l'obtention d'un doctorat en chimie de l'Université Laval, à Québec, il s'établit dans la région de Montréal où il occupera pendant près de 20 ans plusieurs postes en recherche, en production et en gestion. Un intérêt toujours grandissant pour l'écriture et le domaine des lettres l'amène à poursuivre ses études à l'Université de Montréal, et à obtenir un certificat en traduction, puis à fonder sa propre entreprise de traduction et de rédaction technique. Maintenant à la retraite, il a publié à compte d'auteur la biographie de son père *Paul-René Binet: sa vie, son époque*, avant de s'intéresser activement à l'histoire de Beauport et à celle de ses ancêtres.

Résumé

*Les recherches sur Beauport, pourtant l'une des premières seigneuries de Nouvelle-France, sont relativement peu nombreuses, les auteurs s'intéressant surtout à son fondateur, Robert Giffard. Dans deux articles publiés dans la revue **L'Ancêtre**, l'auteur a tenté de reconstituer le plus fidèlement possible les deux premiers séjours de Giffard en Nouvelle-France, puis, dans un troisième, les événements qui ont mené la Compagnie des Cent-Associés à lui concéder la seigneurie de Beauport en janvier 1634. Dans ce quatrième article dédié à Robert Giffard, l'auteur tente d'expliquer l'organisation que ce dernier a mise en place avant de s'amener au pays avec un premier contingent d'engagés, au printemps 1634.*

Giffard toujours intéressé par la Nouvelle-France

Lors de son premier séjour en Nouvelle-France, de 1621 à 1626, Robert Giffard avait un engagé à son service. Il avait commencé à couper du bois de chêne dans l'intention d'en faire le commerce avec la mère patrie¹. Cette essence, considérée comme un bois précieux, était alors l'objet de mesures de protection bien spéciales en France². Ce n'est qu'en 1665, avec l'arrivée de Jean Talon, qu'on a instauré de telles mesures en Nouvelle-France.

Lorsqu'il est revenu dans la colonie en 1628, Giffard avait l'intention de récupérer et d'expédier ce bois en France. Nous croyons qu'il avait probablement dû s'entendre avec des marchands ou des personnes capables de recevoir et d'écouler cette marchandise sur le marché français, avant de revenir au pays. Toutefois, comme mentionné dans un précédent article³, on ne peut que spéculer à ce sujet puisqu'aucun document offi-

ciel ne nous permet de savoir avec qui il avait pu prendre de tels arrangements. De même, on ne sait pas s'il revenait seul en 1628, ou s'il avait embauché du personnel afin de mettre sur pied une véritable entreprise. Cependant, cela nous apparaît peu probable puisque la coupe de bois à plus grande échelle sur un territoire non concédé aurait sûrement nécessité la signature d'une entente particulière avec la Compagnie principale. Nous pensons plutôt qu'il voulait, en premier lieu, expédier ses 10 000 merrains alors entreposés sur les rives de la rivière Beauport avant de lancer une véritable exploitation commerciale. Toutefois, ce projet ne s'est jamais matérialisé puisque Giffard et tous les navires français furent arraisonnés par les frères Kirke avant même de pouvoir atteindre Québec au printemps 1628. Puis, à l'été 1629, c'est au tour de la colonie française tout entière de se retrouver sous l'emprise des Anglais. Et pour couronner le tout, Giffard a finalement perdu tout son précieux bois en 1631, on s'en souviendra⁴.

Avec la restitution de la colonie à la France en mars 1632, Giffard pouvait espérer remettre son projet en marche. Cependant, comme il avait perdu beaucoup d'argent dans la tentative ratée de 1628, on peut présumer que ses finances personnelles étaient maintenant limitées. Il devait donc commencer par se trouver du financement avant de recruter de la main-d'œuvre.

1. BINET, Réjean. « Robert Giffard : premier séjour en Nouvelle-France », *L'Ancêtre*, vol. 39, n° 300, automne 2012, p. 41-50.
2. VACHON, André. « La famille Drouin au Perche 1551-1636 », *La Revue Sainte-Anne-de-Beaupré*, 1985, p. 19. Par exemple, on y apprend qu'en 1626, Robert, le père de Robert Drouin ne pouvait abattre certains chênes qui se trouvaient sur ses terres parce que le bailli du Perche voulait les « retenir ».
3. BINET, Réjean. « Robert Giffard : second séjour en Nouvelle-France », *L'Ancêtre*, vol. 39, n° 302, printemps 2013, p. 173-182.

4. BINET, Réjean. « Robert Giffard : premier séjour en Nouvelle-France », *op. cit.*, p. 49-50.

Tout comme Carpin⁵, nous croyons que Giffard a commencé ses démarches auprès de certains associés de la Compagnie principale peu de temps après le retour de la Nouvelle-France dans le giron français, démarches qui ont éventuellement résulté en l'obtention de la seigneurie de Beauport en janvier 1634, comme il a été expliqué dans un précédent article⁶.

Même si Giffard possédait maintenant le titre de seigneur, ce statut ne faisait pas automatiquement de lui un homme riche. En effet, comme l'indique Rainville :

[...] *l'ouverture d'une seigneurie dans un pays neuf est loin d'être une sinécure. Les besoins sont énormes, les gains sont nuls, du moins dans les débuts*⁷ [...].

Association de Giffard avec des marchands de Rouen et Pierre Le Bouyer

Le 3 mars 1634, Giffard signe tout d'abord un traité d'association sous seing privé avec trois marchands de Rouen : Jean Rozée, Jacques Duhamel et François Vallée. Qui sont ces gens ? Rozée et Duhamel font partie des Cent-Associés, depuis 1628 et 1629 respectivement. De plus, Rozée est un participant actif dans la compagnie particulière qui a obtenu, à la fin de 1632, le monopole de traite pour une période de cinq ans dans la vallée du Saint-Laurent⁸, et il est, en outre, [...] *l'un des responsables et préposés aux embarquements*⁹ [...] des navires en partance de Dieppe. Pour ce qui est du traité d'association de Giffard sous seing privé, on n'en connaît malheureusement pas les détails exacts puisqu'on ne l'a jamais retrouvé. L'acte notarié que Giffard signe quelques jours plus tard avec Le Bouyer en fait mention et nous fournit certains renseignements à son sujet.

Joseph Besnard, éminent historien mortagnais, est celui qui a mis la main sur l'acte passé avec Le Bouyer dans les archives notariales de Mortagne¹⁰. Cet acte, rédigé de la main de M^e Mathurin Roussel, a été dressé neuf jours après le traité d'association cité ci-dessus, soit le 12 mars 1634. Même s'il en a fait une transcription complète¹¹, Besnard n'offre aucune explication ou interprétation du texte. Deux ans plus tard, Cambray a repris dans son intégralité la transcription de Besnard, en plus

de présenter un photostat de l'original du document¹². Cambray a bien tenté d'en faire l'analyse en fonction des connaissances du temps, mais on verra plus loin qu'il est malheureusement parti dans une mauvaise direction. Il faudra attendre près de 70 ans avant que d'autres auteurs, notamment Rainville et surtout Carpin, ne s'intéressent de nouveau à cet important document¹³. Essayons de voir ce que l'on peut en tirer, parce que l'analyse détaillée de cet acte nous permettra, tout d'abord, de préciser le montage financier que Giffard a préparé, et la structure de l'entreprise qu'il a mise en place avant de venir s'installer en Nouvelle-France puis, par la suite, de mieux suivre son cheminement une fois rendu au pays.

En premier lieu, commençons d'abord par regarder la partie qui se rapporte à son association initiale avec les trois marchands de Rouen. On y mentionne que :

[...] *ledict Giffard a subrogé ledict Le Bouyer en son lieu et place pour un cinquième audict traité fait avec lesd. Rosée, Valée et du Hamel et aux mesmes droits et conditions que ledict Giffard avec lequel il partagera par moitié le profit desd. deux cinquièmes à eux afférentes audict traité, ensemble la pention pour la nourriture des hommes que lesd. Rosée, Valée et du Hamel sont obligés de payer et généralement tout ce qui en prouindra sans rien excepter ny retenir en quelque sorte que ce soit*¹⁴ [...].

Un peu plus loin dans le contrat, on parle de [...] *merchandises et frais* [...] à renvoyer au Canada, de sorte que tout semble indiquer que la convention porte sur des activités de commerce entre la France et la Nouvelle-France.

Mais de quelles activités de commerce parle-t-on ici ? Voilà bien le dilemme devant lequel nous nous trouvons. Est-ce que cette association avec trois marchands de Rouen signifie que Giffard voulait être impliqué dans la traite des fourrures, un commerce fort lucratif que Giffard connaissait sûrement depuis son premier séjour au Canada ? C'est la conclusion à laquelle semble en être arrivé Cambray :

[...] *Une des conditions du contrat comportait l'échange de marchandises, à savoir l'envoi en France par Giffard de pelleteries contre d'autres marchandises absolument nécessaires au pays que c'était engagé à lui expédier le Sieur de Saint-Gervais*¹⁵ [...],

conclusion reprise par d'autres, dont Alain Rainville :

[...] *Parallèlement, Giffard est impliqué dans le commerce et la traite des fourrures par l'entremise de la société qu'il a créée avec les marchands rouennais Jean Rosée, François Vallée et Jacques du Hamel; c'est*

5. CARPIN, Gervais. *Le Réseau du Canada, Étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France (1628–1662)*, Québec, Paris, Septentrion et Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2001, p. 321–322.

6. BINET, Réjean. « Robert Giffard : concession de la seigneurie de Beauport en 1634 », *L'Ancêtre*, vol. 40, n° 305, hiver 2014, p. 91–97.

7. RAINVILLE, Alain. *Ambitions et illusions d'un entrepreneur seigneurial en Nouvelle-France : Robert Giffard, 1634–1653*, mémoire de maîtrise en histoire, Université Laval, 2000, p. 43.

8. TRUDEL, Marcel. *Histoire de la Nouvelle-France, III, La Seigneurie des Cent-Associés, tome I, Les événements*, Montréal, Fides, 1979, p. 118–119.

9. CARPIN, Gervais. *Op. cit.*, p. 151.

10. CAMBRAY, Alfred. *Robert Giffard, Premier Seigneur de Beauport et les Origines de la Nouvelle-France*, Cap-de-la-Madeleine, [s. é.], 1932, p. 42.

11. BESNARD, Joseph. « Les préliminaires de l'émigration percheronne au Canada », *Nova Francia*, vol. V, n° 2, 1930, p. 71–73.

12. CAMBRAY, Alfred. *Op. cit.*, p. 23–28.

13. Il est vrai que d'autres auteurs, notamment Trudel, en ont fait mention au cours des années mais sans jamais vraiment s'y attarder sérieusement, la plupart reprenant essentiellement les propos de Cambray, y compris les erreurs d'interprétation que ce dernier a pu faire.

14. Toutes les citations présentées dans cet article sont tirées de la transcription présentée par Joseph Besnard.

15. CAMBRAY, Alfred. *Op. cit.*, p. 210.

du moins ce que suggère l'appartenance de Rosée et du Hamel aux Cent-Associés et à la compagnie particulière détentrice du monopole du commerce et de la traite des fourrures dans la colonie. Giffard y est à la fois associé, salarié et responsable¹⁶ [...].

Est-ce vraiment le cas? Nous avons de sérieux doutes à ce sujet. Voici pourquoi. Tout d'abord, on ne mentionne nulle part les mots fourrures ou pelleteries dans le contrat. Puis, si Giffard et Le Bouyer avaient effectivement voulu prendre part au commerce des pelleteries, on leur aurait probablement demandé de participer à la compagnie de Cheffault-Rozée, en faisant leurs mises de fonds comme tous les associés¹⁷, car les autres membres de ladite compagnie n'auraient sûrement pas aimé voir une petite société particulière leur ravir une partie du lucratif marché des pelleteries. Et finalement, nous croyons que si l'entente avait pour but de faire le commerce des fourrures, les deux partenaires (Le Bouyer et Giffard) se seraient sans doute rendus à Rouen pour signer l'entente avec les trois marchands, non pas juste Giffard. Comme c'est Giffard qui veut mettre en place un commerce du bois, c'est uniquement lui qui a ratifié ce premier traité. On verra un peu plus loin pourquoi Robert Giffard a voulu inclure son ami Le Bouyer dans le projet.

Pour en finir avec l'analyse de cet extrait, nous pensons plutôt que c'est Carpin qui a visé dans le mille lorsqu'il écrit :

[...] *L'intérêt pour Giffard de s'associer à Rozée et Duhamel dépasse la simple recherche de capitaux. Ces associés étaient non seulement des marchands bien organisés dans le commerce maritime mais surtout des associés de la Compagnie générale et de la compagnie particulière alors détentrice du monopole du trafic avec Québec. Cette association facilitait donc les départs à partir de Dieppe et assurait un meilleur contrôle sur les retours du bois*¹⁸ [...].

En effet, Carpin semble écarter complètement une participation potentielle de Giffard dans le commerce des fourrures.

Quant à savoir si Giffard est [...] *salarié et responsable* [...], comme l'indique Rainville, nous croyons à nouveau que ce n'est pas le cas puisque [...] *les gages à lui accordés par ladite Compagnie* [...] dont il est fait référence dans le contrat avec Le Bouyer se rapportent à la Compagnie des Cent-Associés et non pas à la société formée avec les trois marchands de Rouen (il est à noter que dans tout le document, le notaire a utilisé un C majuscule quand il parlait de la Compagnie de Nouvelle-France ou des Cent-Associés et un c minuscule quand il faisait référence à la compagnie particulière des marchands de Rouen). C'est également la conclusion à laquelle en est arrivé Gervais Carpin lorsqu'il écrit :

[...] *le placement sous forme de rentes non seulement de ses bénéfices dans leur compagnie mais aussi de*

*son salaire versé par la Compagnie générale — salaire de chirurgien et médecin, pensons-nous*¹⁹ [...], sans qu'il ne le justifie, comme nous, par l'usage d'une lettre majuscule ou minuscule pour le mot compagnie. Il est intéressant de noter que Carpin, peut-être par mimétisme ou intuition, reprend la même graphie que celle du contrat dans l'extrait cité ci-dessus (pour la lettre c initiale du mot compagnie).

Sachant maintenant qu'on a affaire au commerce du bois, combien d'argent chaque associé a-t-il investi dans l'aventure? Le contrat passé avec Le Bouyer indique un montant de 1800 livres tournois. Cependant, on ne précise pas si les trois marchands rouennais avaient eux aussi fait une telle mise de fonds. Carpin croit que chaque part dans l'entreprise avait une valeur de 1800 livres et donc qu'ils avaient dû investir le même montant que Giffard et Le Bouyer²⁰. Nous suivons de nouveau le raisonnement de Carpin puisque si les cinq partenaires devaient éventuellement se partager au prorata les pertes et profits dans ce commerce, ils ont dû tous y faire la même mise de fonds.

Quant à Rainville, il interprète de nouveau les choses de façon différente :

[...] *Il (Giffard) se constitue un capital de 3600 livres par l'entremise de la société qu'il vient de former avec Pierre Le Bouyer de Saint-Gervais. Les deux parties fournissent chacune la moitié du montant et se partageront à parts égales les profits et pertes [...]. Astucieusement, Giffard finance sa portion du capital à même les parts qu'il a dans une autre association créée peu de temps auparavant avec les marchands Jean Rosée, François Vallée et Jacques du Hamel*²¹ [...].

Si on avait eu affaire au commerce des fourrures, ce qu'assumait Rainville, on aurait peut-être pu décrire l'entente entre Giffard et Le Bouyer de cette façon. Ce n'est pas le cas. De plus, on ne parle pas ici de deux associations, mais d'une seule et même entreprise comprenant cinq associés. Quant au financement, on verra comment Giffard entend s'y prendre. Par contre, Rainville a vu juste lorsqu'il a assumé que Giffard ne disposait pas des 1800 livres pour sa mise de fonds, une somme plutôt rondelette pour l'époque²². C'est donc pourquoi Giffard se devait d'attirer quelqu'un susceptible de l'aider financièrement.

Mais avant de faire une analyse détaillée des termes du contrat qui se rapportent plus spécifiquement à Pierre Le Bouyer, on peut tout d'abord se demander pourquoi Giffard a choisi Le Bouyer comme cinquième associé et partenaire privilégié dans cette entreprise. Rappelons tout d'abord que Marie Regnard, l'épouse de Giffard, entretenait d'étroites relations

19. *Ibid.*, p. 323.

20. *Ibid.*, p. 322.

21. RAINVILLE, Alain. *Op. cit.*, p. 78.

22. Si on assume que le salaire annuel moyen d'un engagé à cette époque était d'environ 75 livres tournois, les 1800 livres d'une part correspondent donc à plusieurs centaines de milliers de dollars aujourd'hui, voire à plus d'un million.

16. RAINVILLE, Alain. *Op. cit.*, p. 45.

17. Selon TRUDEL, Marcel. *Op. cit.*, p. 118–119, la compagnie de Cheffault-Rozée comprenait plus d'une soixantaine de membres, dont Champlain qui y a fait une contribution de 900 livres.

18. CARPIN, Gervais. *Op. cit.*, p. 322–323.

d'amitié avec M^{me} de La Peltrie et des demoiselles Catinat²³, dont Claire Catinat, que Le Bouyer a épousée en 1624. Donc, Giffard connaissait ce dernier depuis au moins l'époque de son mariage en 1628 et les liens d'amitié se sont probablement transformés en liens de confiance au cours des années. C'est ce dont parle Carpin, sans pouvoir l'expliquer toutefois, lorsqu'il écrit :

[...] *Il devait probablement déjà exister des liens de confiance entre Giffard et Le Bouyer au moment de leur contrat, puisque Giffard se reposait entièrement sur lui pour le placement sous forme de rentes non seulement de ses bénéficiés dans leur compagnie mais aussi de son salaire*²⁴ [...].

Pierre Le Bouyer était un homme connu, puissant et fort respectable du Perche : écuyer, sieur de Saint-Gervais, conseiller du roi et lieutenant général du Perche. De plus, son épouse Claire Catinat était la tante du fameux maréchal de France Nicolas de Catinat²⁵. Nul doute donc que Pierre Le Bouyer était un homme financièrement très à l'aise, contrairement à son ami Robert Giffard.

Revenons maintenant au contrat et aux clauses qui lient plus spécifiquement Le Bouyer et Giffard. Premièrement, on précise que les deux partenaires

[...] *fourniront chacun la somme de dix-huit cent liures tournois qu'ils employeront en marchandise, nourriture et gages des hommes qu'ils enverront au premier embarquement en l'Amérique dicte Canada ou Nouvelle France, où le dict Giffard conduira lesd. hommes et convertira lesd. marchandises et labeurs des hommes en autres marchandises et manufactures qu'il enverra en France que ledict LeBouyer recevra et vendra au profit commun d'eux [...] et renouera le dict Le Bouyer ce qui luy sera demandé par ledict Giffard soit d'hommes, victuailles ou autre chose pour le continuation dudict commerce audict Canada* [...].

Examinons de près ce long extrait. Tout d'abord, on précise que les fonds investis serviront à payer [...] *marchandise, nourriture et gages* [...]. Comment interpréter ce passage ? Nous croyons qu'il indique clairement que Giffard prévoyait emmener tout ce qu'il faut pour ériger un moulin à scie afin de couper du bois sur place. Puis on voit bien qu'il ne s'agit pas ici d'établir des colons sur des terres, c'est-à-dire de défricher, désarter ou ensemer, puisqu'on parle de réaliser un travail de transformation (*manufactures* est le terme utilisé) requérant [...] *marchandises et labeurs des hommes* [...] afin d'obtenir un produit que Giffard enverra en France.

On précise aussi de façon très claire les tâches que Le Bouyer devra accomplir en France pendant que Giffard s'occupera de la contrepartie canadienne. Le Bouyer ne fait pas juste s'occuper des affaires de Giffard, mais il doit, entre autres, recevoir et vendre ce qui sera expédié par Giffard de Nouvelle-France, puis

lui renvoyer victuailles et autres marchandises et même de la main-d'œuvre supplémentaire. Par [...] *recevra et vendra* [...], on veut sans doute dire ici assurer une certaine forme de supervision, par exemple gérer les factures et effectuer les dépôts, puisque la réception et l'envoi des marchandises n'avaient sûrement pas lieu à Mortagne mais plutôt dans l'un des ports de Normandie (sans doute Dieppe, à cette époque). En effet, Le Bouyer devait probablement coordonner ces activités avec les trois autres associés de Rouen.

Pour en terminer avec ce passage, nous le trouvons particulièrement intéressant puisqu'on y apprend que Le Bouyer doit maintenant agir en lieu et place de Giffard comme agent recruteur d'hommes en France. Nous reviendrons sur ce rôle important de Le Bouyer un peu plus loin.

Poursuivons notre analyse détaillée du contrat. Voici un autre extrait qui laisse entendre, cette fois-ci, que Giffard n'avait probablement pas les fonds requis pour payer sa quote-part dans l'entreprise :

[...] *En conséquence de la dicte présente société ledict Giffard a consenti et accordé, accorde et consent que la terre à luy concédée par la Compagnie de la Nouvelle France par lettres de ce expédiées le quinsiesme de janvier dernier en vertu du pouuoir à elle donné par eedict du mois de may [le mot mil est manquant] six cent vinct huict deuemement vérifié soit et demeure commune auxdicts Le Bouyer et Giffard en toute propriété, profits, reuenu, bastiments et améliorations et luy en a ledict Giffard en tant que besoin est ou seroit cédé et transporté par ces présentes à luy ses hoirs et ayant cause [...] la moitié pour en jouir aux mesmes droits et prérogatives que led. Giffard* [...].

Voilà une clause fort surprenante. Un partage 50-50 avec Le Bouyer, non seulement de ses titres de propriété sur la seigneurie de Beauport, mais également sur toutes concessions futures pour [...] *le temps et espace de dix ans* [...], comme indiqué dans le contrat. Pourquoi tant de générosité envers Le Bouyer si les deux partenaires investissaient la même somme dans une société de commerce du bois ? Après tout, les profits potentiels devaient être partagés à parts égales, comme les pertes. La seule raison, croyons-nous, est que Giffard avait peu de fonds et qu'il a dû demander à Le Bouyer de financer en tout ou en partie sa portion. En homme d'affaires averti, ce dernier exige donc de Giffard la mise en nantissement à hauteur de 50 % de toutes ses propriétés actuelles et futures dans la colonie.

D'ailleurs, un ajout au présent contrat semble corroborer cette thèse puisque Le Bouyer fait le jour-même une avance de fonds à Giffard de 180 livres tournois :

[...] *recongnois avoir recu dud. sieur le bouier la 10^e de dix huict cent liures tournois pour employer a lefect du concordat ci desus*²⁶ [...].

L'utilisation du terme concordat, s'il est utilisé dans le cadre d'un règlement entre débiteur et créancier, peut vouloir dire

23. BINET, Réjean. « Robert Giffard : second séjour en Nouvelle-France », *op. cit.*, p. 177.

24. CARPIN, Gervais. *Op. cit.*, p. 323.

25. CAMBRAY, Alfred. *Op. cit.*, p. 22.

26. Ajout au précédent contrat présenté par BESNARD, Joseph. *Op. cit.*, p. 73.

que Giffard s'engageait à rembourser Le Bouyer et qu'il s'agissait bien d'un prêt²⁷.

C'est finalement un autre acte, celui passé à Québec devant M^e Piraube le 23 septembre 1641, qui nous permet de conclure encore plus fermement que Le Bouyer avait dû financer la part entière de Giffard dans l'entreprise. On y mentionne que :

[...] *led. sieur Bonnier des la passation d'icelluy* (contrat de 1634) *luy avoit donné dix huict cens livres et promet de fournir le reste dedans un an a commencer du jour que led. contract fut passé*²⁸ [...].

On ne peut être plus clair, croyons-nous ; c'est seulement Le Bouyer qui avance des fonds pour financer sa part et celle de Giffard.

Cambray présente un photostat de cet acte de Piraube, de même qu'une transcription partielle de certains extraits²⁹ dont il fait une analyse erronée, selon nous, erreur reprise par d'autres auteurs, dont Rainville à nouveau. Tout d'abord, il n'a pas tenu compte du passage cité ci-dessus dans lequel on y apprend que Le Bouyer finance sa part et celle de Giffard. Il commence plutôt son analyse avec ce qui suit immédiatement cet extrait, soit :

[...] *ce quil navoit voulu faire attendu les pertes qui ont esté faictes en icelle société et par lettres de sa main escriptes au dict sieur Giffard il renonce aud. contract Le dict sieur Giffard pour entretenir la bonne amytié quilz ont ensemble desire rembourser led. Sieur*

27. Voir la définition du terme concordat dans *Le Petit Robert*.

28. PIRAUBE, Martial, 23 septembre 1641, « Transport du sieur Robert Giffard à Pierre Bonnier ». On notera que Piraube a fait erreur dans l'écriture de son nom, mais il s'agit bien du sieur de Saint-Gervais, Pierre Le Bouyer. On peut obtenir une copie transcrite de ce contrat auprès de la Société de généalogie canadienne-française, à Montréal. Cet extrait et les autres sont tirés de cette transcription.

29. CAMBRAY, Alfred. *Op. cit.*, p. 210–212.

Bonnier de lad. somme de dix huict cens livres Ne luy voulant faire perdre faulte desecuter led. contract de société [...].

En se basant sur ce passage et croyant toujours qu'on avait affaire à la traite des fourrures, Cambray essaie de nous convaincre qu'à cause des attaques incessantes des Iroquois et des pertes en mer, leur association n'avait pu livrer les profits escomptés. En conséquence, Giffard et Le Bouyer, voulant empêcher toute friction mutuelle, avaient décidé de mettre fin à leur association, puis, dans un geste d'amitié sincère, Giffard avait décidé de rembourser les 1800 livres que Le Bouyer avait investies dans l'entreprise. Nous croyons que cette interprétation des écrits est totalement inexacte.

Comment devrait-on plutôt interpréter ce deuxième extrait ? Tout d'abord, on y apprend que l'entreprise de Giffard a rencontré des difficultés dès le début. On parle de pertes, mais on ne précise pas leur nature ou leur origine contrairement à ce que suggère Cambray (Iroquois, pertes en mer). Pour une raison que l'on ne connaît pas, les choses ne se sont pas bien déroulées à l'été 1634. Est-ce que Giffard pensait récupérer ses 10 000 merrains ou une partie de ceux-ci ? Peut-être, mais nous croyons qu'il avait déjà été informé à propos de la perte de ce bois. Avait-il recruté moins d'hommes que prévu pour mettre en place son entreprise au Canada ? Peut-être bien, comme on le verra dans un prochain article sur Giffard.

Peu importe la nature exacte des difficultés rencontrées, Pierre Le Bouyer a sans doute paniqué quelque peu et voulu cesser d'investir dans le projet dès l'année suivante, demandant même à Giffard de mettre fin à leur contrat de 1634. Toutefois, il semble bien que l'entreprise ait survécu à ces difficultés de démarrage puisqu'elle s'est poursuivie malgré tout jusqu'en 1641. En effet, l'extrait suivant le confirme :

Hôtel du Cheval Blanc à Saint-Cosme-en-Vairais, Tourouvre, l'un des endroits où Robert Giffard peut avoir fait du recrutement. Image tirée du volume de M^{me} Montagne, p. 24.

NDLR : L'hôtel du Cheval Blanc a été la propriété de la belle-famille de Julien Fortin, père, les Lavye, puis de Mathurin Fortin, l'oncle de Julien Fortin, fils de Julien et Marie Lavye. De plus l'abbé Vavasseur dans sa monographie *L'émigré Julien Fortin 1621–1687. Sa famille au Varais et en Canada*, p. 15, émet l'hypothèse que Julien aurait été séduit par les conférences de Robert Giffard à l'hôtel du Cheval Blanc.



[...] *A la charge toutesfois quil [Le Bouyer] y renoncera [au contrat] [...] et en cas quil ny voulut pas renoncer led. Sieur Giffard declare quil se tient au terme de son contract de societ  [..].*

Donc, en 1641, leur contrat tenait toujours et la société était toujours en exploitation, puisque Giffard laissait même sous-entendre qu'il voulait la poursuivre. Pour en revenir aux difficultés de démarrage de l'entreprise, elles n'ont pas dû perdurer très longtemps, car le jésuite Paul Le Jeune a tout de même parlé de l'exploitation de bois de Giffard avec un certain enthousiasme dans sa Relation de 1636, on s'en souviendra³⁰.

Maintenant qu'on a établi que c'est Le Bouyer qui a totalement assumé la part du financement de Giffard dans l'entreprise, revenons au mois de mars 1634 pour la suite des choses. Deux jours seulement après la signature du contrat liant Giffard et Le Bouyer, M^e Roussel est de nouveau présent en la résidence du sieur de Saint-Gervais, puisque Giffard signe une procuration qui, cette fois-ci, confère à Le Bouyer [...] *pouvoir et puissance* [...], comme le dit si bien Cambray³¹. Avec ce deuxième acte, Le Bouyer peut maintenant agir en lieu et place de Giffard auprès des autres partenaires et prendre toutes les décisions qui s'imposent. Considérant la somme qu'il vient d'investir dans l'aventure, Le Bouyer a effectivement tout intérêt à ce que les choses se déroulent bien, autant en France qu'en Nouvelle-France, et même à y participer de façon active, comme indiqué dans son contrat d'association avec Giffard.

Giffard peut maintenant engager de la main-d'œuvre: Jean Guyon et Zacharie Cloutier

La question du financement réglée, Giffard peut maintenant recruter de la main-d'œuvre et vraiment mettre son projet en branle. En réalité, nous croyons que ses activités de recrutement ont débuté bien avant la signature du contrat avec Le Bouyer. C'est probablement à partir de mars 1632, avec le retour de la colonie dans le giron français, et plus encore en 1633, que Giffard a dû multiplier ses rencontres et plaidoyers auprès de parents et d'amis en faveur de ce pays infini où

[...] *chaque Percheron pourrait devenir un seigneur [...] où la chasse, la pêche, en même temps qu'un divertissement, sont un moyen de faire fortune*³² [...],

comme le souligne si bien M^{me} Montagne.

Même après l'obtention de la seigneurie de Beauport, nous pensons que l'intention première de Giffard était toujours d'implanter dans la colonie une exploitation de bois. On ne sait pas si Giffard a alors voulu séparer ses activités de recrutement de colons pour peupler sa seigneurie, de ses activités

de recrutement d'engagés pour mener à bien son entreprise de commerce de bois.

Nous croyons qu'il n'y avait probablement pas de frontière étanche entre ces deux activités de recrutement. Toutefois, Giffard devait avant tout remplir ses engagements auprès des Cent-Associés, c'est-à-dire recruter des familles pour peupler sa seigneurie. Pourquoi ne pas tenter alors de combiner ces deux activités? C'est sans doute ce qu'il s'est dit. Pour établir des colons, il faut tout d'abord défricher la terre avant d'essarter, d'ensemencer et de construire maison. Giffard avait eu le temps d'explorer à fond la côte de Beauport lors de son premier séjour au pays et il savait où se trouvaient les plus belles chênaies de Beauport.

Mais comment attirer des familles au pays, en particulier des gens de métier, non seulement aptes à construire maison et cultiver la terre, mais aussi à construire et exploiter un moulin à scie pour faire du ais ou du merrain? Sans doute pas facile en effet, mais Giffard réussit tout de même à convaincre Jean Guyon, maître maçon, et Zacharie Cloutier, maître charpentier, tous deux résidents de Mortagne, de le suivre au Canada en leur faisant signer un contrat d'engagement et de concession de terres.

Avant d'examiner de près cet autre acte passé devant M^e Mathurin Roussel, on peut se demander comment Giffard en est arrivé à convaincre deux chefs de famille dans la fleur de l'âge, dont les affaires semblaient plutôt prospères en France, de le suivre dans son aventure canadienne. Faisons tout d'abord brièvement connaissance avec ces deux illustres pionniers.

Jean Guyon est né à Tourouvre vers la mi-septembre 1592³³. On pense qu'il peut également avoir vécu à cet endroit durant sa jeunesse. Par contre, on ne sait pas où il a fait ses études, mais il a reçu une bonne éducation puisque tout document écrit de sa main, une fois arrivé en Nouvelle-France,

[...] *nous montre une écriture fine, adroite, reflétant une connaissance du français de l'époque et une maîtrise de l'écriture*³⁴ [...],

selon Dion. De même, on ne sait pas où il a appris le métier de maçon mais, en 1614, il porte déjà le titre de maître maçon. Peu de temps avant son mariage avec Mathurine Robin, en juin 1615, Jean Guyon acquiert de Marin Boucher une modeste résidence tout près de l' glise de Saint-Jean,   Mortagne. C'est là qu'il emménage avec sa nouvelle épouse, les occasions d'affaires y étant sûrement plus nombreuses qu'au petit bourg de Tourouvre.

Guyon demeure à cet endroit jusqu'en 1627. Les cinq premiers enfants du couple y naissent de 1617 à 1627 (  un intervalle d'environ 24 à 30 mois)³⁵. En mars 1626, peu de temps après le décès de sa mère (son père était décédé en 1623), Jean Guyon achète une propriété plus vaste à l'intérieur des fortifica-

30. BINET, Réjean. *Robert Giffard: premier séjour en Nouvelle-France*, op. cit., p. 50.

31. On peut trouver une transcription de ce contrat dans l'article de BESNARD, Joseph. *Op. cit.*, p. 73. CAMBRAY, Alfred. *Op. cit.*, p. 29-31 présente un photostat de l'original et reprend la transcription de Besnard.

32. MONTAGNE, M^{me} Pierre. *Tourouvre et les Juchereau*, Québec, Société de généalogie de Québec (SGQ), 1965, p. 25.

33. DION, Henri. *Les ancêtres des Dion d'Amérique*, t. 1, Association des Dion d'Amérique inc., 1991, p. 11.

34. *Ibid.*, p. 21.

35. *Ibid.*, p. 28-29. Voir aussi GODBOUT, Archange. *Vieilles familles de France en Nouvelle-France*, Québec, Centre canadien des recherches généalogiques-1, 1976, p. 97.



Mortagne au XVIII^e siècle. À droite, indiquée par le chiffre 1, la paroisse de Saint-Jean où Jean Guyon a demeuré avant 1627, et à gauche, indiquée par le chiffre 2, la paroisse de Notre-Dame à l'intérieur des murailles, où Jean Guyon a demeuré de 1627 à 1634. Image tirée du volume d'Henri Dion, p. 27.

tions de la ville, en la paroisse de Notre-Dame à Mortagne, maison que la famille Guyon occupera à partir de 1627, après y avoir tout d'abord fait quelques réparations. C'est là que naîtront trois autres enfants, dont Michel, le 3 mars 1634, un mois à peine avant le départ de Jean Guyon pour la Nouvelle-France. Cette propriété était voisine de celle de la famille Catinat dont l'une des filles, Claire, a épousé Pierre Le Bouyer, comme il a déjà été mentionné³⁶.

L'aînée des Guyon, Barbe, s'est mariée dans cette paroisse en février 1632. Son époux, Pierre Paradis, est relié à Sainte Dupont, l'épouse de Zacharie Cloutier, selon des informations tirées de leur contrat de mariage³⁷. Dans ce contrat, on note aussi que Jean Guyon fait d'importantes donations en faveur de sa fille, entre autres des meubles, des garnitures de maisons, des ustensiles de toutes sortes, ainsi que 30 livres au jour des noces et 90 livres un an plus tard³⁸. Est-ce que Guyon avait l'intention de partir pour le Canada en 1632 ou en 1633? Peut-être. C'est ce que suggère Michel Langlois :

[...] Sachant que Jean Guyon a signé son contrat d'engagement pour le Canada deux ans plus tard, on peut croire que déjà il avait l'intention de partir, et cette dot ressemble davantage ainsi à un héritage anticipé³⁹ [...].

36. BINET Réjean. *Robert Giffard : second séjour en Nouvelle-France*, op.cit., p. 177.

37. DION, Henri. *Op. cit.*, p. 38.

38. LANGLOIS, Michel. *Les ancêtres beauportois (1634–1670)*, L'Éclaireur de Beauceville, imp., 1984, p. 36–37.

39. *Ibid.*, p. 37.

Pierre Paradis et Barbe Guyon vont par la suite émigrer au Canada, mais en 1653 seulement⁴⁰.

Pour ce qui est de Zacharie Cloutier, il est né vers 1590 à Saint-Jean de Mortagne⁴¹, c'est-à-dire dans la paroisse où la famille de Jean Guyon a vécu de 1615 à 1627. Il était l'aîné d'une famille fort nombreuse. Sa mère était décédée en 1608, peu de temps après la naissance de son neuvième enfant. Son père s'était remarié la même année, pour ajouter par la suite quatre autres enfants à sa progéniture. On connaît peu de chose à propos de l'enfance de Zacharie Cloutier. De toute évidence, il n'a pas eu l'occasion de recevoir une éducation très poussée car il ne savait pas écrire et, dans de nombreux documents, on trouve plutôt le tracé d'une hache en guise de paraphe personnel. Sans doute initié aux travaux manuels du bois par son père qui était menuisier, il a par contre réussi à parfaire sa formation et à obtenir le titre de maître charpentier. En juillet 1616 à Saint-Jean de Mortagne, Zacharie Cloutier a épousé Sainte Dupont, une veuve sans enfants de cet endroit. C'est là qu'ils ont vécu et élevé leur famille de six enfants.

Maintenant qu'on connaît un peu mieux les familles de Jean Guyon et de Zacharie Cloutier, on peut se demander ce qui a bien pu les pousser à vouloir suivre Giffard en Nouvelle-France. Comme Henri Dion, nous sommes d'avis que les négociations avec Giffard peuvent avoir été laborieuses avant d'en arriver à l'entente scellée par contrat le 14 mars 1634. En réalité, quand

40. DION, Henri. *Op. cit.*, p. 39.

41. CLOUTIER, Raoul. *Les Cloutier de Mortagne-au-Perche en France et les descendants au Canada*, [s. é.], 1973, p. 34-B.



Maison de Jean Guyon sise sur la rue Portail-Saint-Denis (aujourd'hui intégrée à l'Hôtel du Tribunal). Image tirée de BÉLANGER, Raymond. *François Bellenger, seigneur de L'Islet-de-Bonsecours*, Québec, PUL, 2010, p. 25.

on fait une analyse détaillée de cette entente, elle nous semble de prime abord fort alléchante pour les futurs censitaires. En effet, Giffard cédait des terres de dimensions plutôt respectables sous forme d'arrière-fief, faisant de Guyon et Cloutier des seigneurs, sans parler des autres conditions particulières qui permettaient à ces derniers de

[...] faire l'expérience de l'aventure canadienne sans que celle-ci ne leur coûte un sou [...],

comme le souligne Dion⁴². En contrepartie, Guyon et Cloutier s'engageaient à se rendre en Nouvelle-France, accompagnés de leurs fils aînés, dès la partance des bateaux, pour défricher les bois et cultiver les terres appartenant à Giffard et exécuter tout travail demandé par celui-ci, tant sur sa seigneurie qu'à l'extérieur, pendant le temps et espace de trois ans à compter de la Saint-Jean Baptiste 1634⁴³.

42. DION, Henri. *Op. cit.*, p. 47.

43. CAMBRAY, Alfred, *op.cit.*, p. 34-40, présente un photostat et une transcription complète de cette entente.

La requête de Giffard au sujet des fils aînés de Guyon et de Cloutier est quelque peu particulière. Ceci nous porte à croire que Giffard voulait non seulement que ceux-ci aident leurs pères à s'établir rapidement dans la colonie, mais qu'ils participent aussi à son activité de coupe de bois. De même, on peut se demander pourquoi Giffard ne leur concède pas immédiatement des terres voisines d'où il prévoit lui-même s'installer, c'est-à-dire près de la rivière Beauport. En effet, c'est seulement en 1637, à la fin de leurs contrats d'engagement de trois ans, que Guyon et Cloutier prendront possession de leurs arrière-fiefs sis à environ un kilomètre à l'est de la rivière Beauport, là où ils avaient commencé à défricher des terres et érigé un moulin⁴⁴.

La raison principale, croyons-nous, est que Giffard voulait tout d'abord exploiter tout le bois de chêne se trouvant sur les coteaux de Beauport avant de concéder des terres à des censitaires. C'est sans doute ce qui explique aussi pourquoi Giffard a mis tant de temps à faire d'autres concessions sur son territoire alors qu'il aurait facilement pu en accorder une dizaine dès les premières années de son arrivée au pays. En effet, Giffard a recruté bien des gens, mais on peut se demander pourquoi si peu ont décidé de s'établir à Beauport, en particulier durant la période 1634-1640.

Pierre Le Bouyer : recruteur d'hommes ?

Selon les termes de son contrat d'association avec Giffard, Le Bouyer devait lui envoyer des hommes lorsque celui-ci en faisait la demande, mais on ne sait pas vraiment comment Le Bouyer effectuait ce recrutement. Un document nous fournit certains détails : le contrat d'engagement de François Baugis et de son épouse envers Robert Giffard, passé à Québec le 12 août 1641⁴⁵.

Les Baugis sont originaires des Sables d'Olonne, petit port du Poitou au nord de La Rochelle. Le contrat précise que leur engagement est rétroactif au 24 juin 1641, ce qui correspond plus ou moins à la date de leur arrivée au pays, plusieurs semaines avant la signature de l'acte. Dans le contrat, on fait référence à un autre document ou reçu qu'ils auraient tout d'abord signé à Mortagne avant de se déplacer vers Dieppe et s'embarquer vers la Nouvelle-France. Ce premier document indique que Giffard leur avait fait une avance de 62 livres tournois [...] *faict cy devant en france* [...], c'est-à-dire auparavant en France. Comment Giffard peut-il leur avoir fait une avance en France alors qu'il était en Nouvelle-France au printemps 1641? Nous

44. Selon DION, Henri, *op. cit.*, p. 57-58, Robert Giffard fit construire, dès 1634, une maison ainsi que des établissements secondaires (grange, étable) au sommet du deuxième escarpement de la partie sud de la seigneurie, face au fleuve, au bout de l'actuelle rue Saint-Edmond, immédiatement à l'est de la rivière du Buisson, puis, non loin de cette maison, plus au sud, au sommet du premier escarpement, un moulin pour faire des planches. Cette maison était utilisée par les employés de Giffard et le moulin deviendra la propriété de Jean Guyon quelques années plus tard.

45. PIRAUBE, Martial, 12 août 1641, «Marché entre le Sr Giffard et François Baugis et sa femme Denise Mercier». On peut obtenir une copie transcrite de ce contrat auprès de la Société de généalogie canadienne-française, à Montréal. Les informations qui se rapportent au contrat sont tirées de cette transcription.

croyons qu'il ne peut s'agir ici que du représentant de Giffard, soit Pierre Le Bouyer. C'est également la conclusion à laquelle en est arrivé Carpin lorsqu'il parle de ce contrat :

[...] *L'accord d'août 1641 devait probablement remplacer un premier accord signé à Mortagne avec Pierre Le Bouyer*⁴⁶ [...].

Il est intéressant aussi de noter que dans le contrat signé à Québec, Giffard accepte de dédommager les Baugis d'un montant de 20 livres tournois pour couvrir les dépenses liées à leur déplacement de Mortagne à Dieppe et les frais de séjour d'un mois à cet endroit en attendant que le bateau soit prêt à partir pour le Canada. Les 42 livres restantes semblent avoir été soustraites de leur salaire de 75 livres tournois que Giffard s'était engagé à leur payer chaque année.

Que peut-on déduire de ce contrat d'engagement? Tout d'abord, on sait que Giffard avait sans doute réussi à convaincre nombre de Percherons à l'accompagner dans son aventure canadienne, avant son départ au printemps 1634. Toutefois, comme on le verra dans un prochain article, le contingent initial de Giffard en 1634 était plutôt maigre, mais ce n'était là qu'un début, puisque plusieurs autres habitants du Perche vont émigrer en Nouvelle-France au cours des années subséquentes. Même si les seuls contrats qu'on ait trouvés jusqu'à ce jour soient ceux de Guyon et de Cloutier, le contrat d'engagement de Baugis semble confirmer que les engagés de Giffard

46. CARPIN, Gervais. *Op. cit.*, p. 324.

devaient signer une entente avant leur départ, car Giffard payait certaines dépenses et les futurs engagés pouvaient même recevoir une avance sur leurs premiers gages, une pratique courante avec les engagés de la Nouvelle-France.

Pour ce qui est des coûts reliés à la traversée, soit environ 20 livres tournois par personne, y compris vivres et provisions, ces frais étaient à la charge de la Compagnie des Cent-Associés⁴⁷. Même si Le Bouyer a probablement agi en tant qu'intermédiaire de Giffard au début, nous croyons qu'il a aussi dû faire du recrutement par la suite, sinon comment expliquer que des non-résidants du Perche, comme le couple Baugis-Mercier, puissent se retrouver aux services de Giffard en 1641 ou comment expliquer les [...] *plus de trois centz habitant* [...] que Giffard aurait fait passer au pays, selon les dires de Jean de Lauson en 1652, on s'en souviendra⁴⁸?

Dans un prochain article, nous tenterons de reconstituer le premier recrutement de Giffard. Entre autres, nous essaierons de départager ceux qui sont véritablement arrivés en 1634 de ceux qui n'ont pu être du voyage initial et qui sont plutôt arrivés en 1635 et en 1636.

Vous pouvez communiquer avec l'auteur à l'adresse : rejean.binet@hotmail.com

47. CARPIN, Gervais. *Op. cit.*, p. 148.

48. BINET, Réjean. *Robert Giffard: second séjour en Nouvelle-France*, *op. cit.*, p. 178.

Des gens du quartier racontent...

Le 15 mars dernier avait lieu le lancement de ***Souvenirs de Saint-Jean-Baptiste, tome 2. Des gens du quartier racontent...*** M. René Bureau, un des trois fondateurs de la Société de généalogie de Québec (membre 0001), était l'invité d'honneur de l'événement ; il a largement collaboré à la réalisation du livre.

Dans cet ouvrage, des résidants actuels et anciens du faubourg Saint-Jean racontent leurs souvenirs d'enfance, se remémorent leurs écoles, les divertissements, les fêtes, rappellent les commerces, la religion ou encore les organismes du quartier.

Le premier tome, *Je suis né en 1915 à Saint-Jean-Baptiste*, dont l'auteur est René Bureau, a été publié en 2010.

On peut se procurer *Des gens du quartier racontent...* au coût de 30 \$ à l'Épicerie européenne, à la quincaillerie Saint-Jean-Baptiste et au secrétariat du Comité du patrimoine de Saint-Jean-Baptiste, 955, de Bienville, Québec.



Répertoires disponibles

La Société de généalogie de Québec offre plusieurs répertoires de baptêmes, de mariages et de sépultures tels que : BMS de Charlevoix et Mariages du Québec métropolitain. Consultez la liste des répertoires disponibles sur le site Web de la SGQ.

Pour plus d'informations, consultez la page : www.sgq.qc.ca/produits-a-vendre/repertoires.



Au fil des recherches

Daniel Fortier (6500)

Chronique
Chronique
Chronique
Chronique
Chronique
Chronique

Cette rubrique vise à faire état de thèses de doctorat ou de mémoires de maîtrise réalisés par des étudiantes et des étudiants inscrits dans les universités au Québec, en vue de l'obtention de leur diplôme. Le contenu de ces travaux peut s'avérer une source importante de renseignements pour les généalogistes. Nous espérons que ces recensions permettront aux lecteurs de **L'Ancêtre** d'être à l'avant-garde de l'information, les résultats de certaines de ces études se matérialisant par la suite en publications destinées au grand public.

MORISSETTE, Michel. *Les persistances de l'«Ancien Régime» québécois: seigneurs et rentes seigneuriales après l'abolition (1854–1940)*¹ M.A. Histoire, Département d'histoire, Université de Sherbrooke.

Le 18 février 2015, dans le cadre des soirées mensuelles de la Société de généalogie de Québec, le professeur Benoît Grenier, de l'Université de Sherbrooke, présentait une conférence dont le titre était *L'étonnante survivance du régime seigneurial au Québec (1854–1974)*. Pour celles et ceux n'ayant pu assister à cette dynamique présentation ou encore pour les personnes désirant en connaître plus, nous proposons un résumé du mémoire de maîtrise de l'historien Michel Morissette, mémoire réalisé sous la supervision de M. Grenier².

La présentation de M. Grenier s'attachait principalement à démontrer que l'année 1854 ne marquait pas la fin « définitive » du régime seigneurial mais que cette « agonie » se prolongeait jusqu'en 1970. Dans son mémoire, M. Morissette reprend les différentes étapes de cette période. Ainsi, après avoir souligné que l'Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux dans le Bas-Canada, S.C. 1854–1855, 1^{re} session, c. 3 (ci-après Acte seigneurial) est venue « cristalliser » financièrement certains droits des seigneurs sur leurs fiefs, il traite également du mécanisme d'indemnisations par le biais d'une rente constituée et de sa persistance jusqu'en 1940, année qui sera marquée par la fondation du Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, en vertu de la Loi 4, George VI, chap. 25, sanctionnée le 17 mai 1940.

Le mémoire de Michel Morissette apporte cependant certaines précisions, notamment : l'évolution de la typologie des seigneurs entre 1854 et 1940 ; les transferts de seigneuries, imputables aux transactions financières ou au jeu des successions ; ou

encore la continuité de la propriété seigneuriale. M. Morissette tire la conclusion suivante :

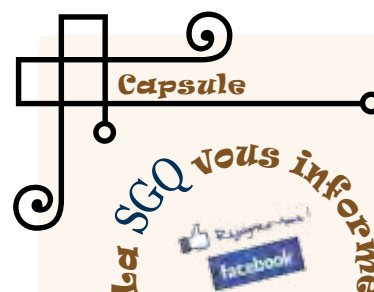
En tout, dans près de la moitié des seigneuries de 1940, ce seront les descendants des propriétaires de 1854 qui seront présents, ou la même institution dans le cas de ce type de propriétaire. Les propriétaires de l'autre moitié des seigneuries montrent plutôt le reflet des changements socio-économiques au Québec durant la période.

Un parallèle aurait pu être fait avec la transmission des biens fonciers chez la famille paysanne moyenne. Une section est consacrée à la présence féminine à titre de « seigneuresse » et à leurs comportements à ce titre. Par ailleurs, les parcours de certains seigneurs, leur motivation probable et leurs stratégies d'acquisition ainsi que l'émergence de la présence de certaines institutions financières font l'objet d'analyse.

Le dernier chapitre traite de l'aspect financier de l'ensemble de cette opération : de la valeur des fiefs en 1854 à l'envoi des derniers chèques d'indemnisations, entre 1940 et 1950, aux derniers propriétaires de rente constituée.

Vous pouvez communiquer avec l'auteur à l'adresse : fortierdanqc@gmail.com

1. MORISSETTE, Michel. *Les persistances de l'«Ancien Régime» québécois: seigneurs et rentes seigneuriales après l'abolition (1854–1940)*, mémoire présenté dans le cadre d'une maîtrise en histoire, Université de Sherbrooke, août 2014. Source: http://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/5436/Morissette_Michel_MA_2014.pdf?sequence=4&isAllowed=y
2. GRENIER, Benoît. *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Éditions Boréal, 2012, 248 pages.



Facebook

La Société de généalogie de Québec (SGQ) est maintenant sur Facebook. Abonnez-vous au fil d'actualité pour

connaître les plus récentes nouvelles de la SGQ. Inscrivez « Société de généalogie de Québec » dans la case « recherche » sur votre page d'accueil « Facebook ».



Les Récollets de la Nouvelle-France jusqu'à leur disparition au XIX^e siècle

Jacques Fortin (0334)

Historien, toponymiste et généalogiste, Jacques Fortin est originaire de Lac-à-la-Croix, maintenant Métabetchouan–Lac-à-la-Croix. Après l'obtention d'un baccalauréat en histoire et d'un certificat en arts et traditions populaires, à l'Université Laval, il est successivement archiviste à l'actuelle Bibliothèque et Archives nationales du Québec, puis historien contractuel au ministère de la Culture et des Communications. À la suite de la création de la Commission de toponymie du Québec, il entre à son service comme historien et le demeure jusqu'à sa retraite. Il est notamment membre de la Société de généalogie de Québec depuis 1975 et de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs.

Résumé

L'année 2015 marque le 400^e anniversaire de la venue des Récollets en Nouvelle-France. En effet, le 2 juin 1615, ces missionnaires débarquent à Québec pour se consacrer à leur mission auprès de la population d'origine européenne et des Amérindiens. Alors, tout en actualisant les données historiques en fonction des récentes recherches, ce texte reprend pour l'essentiel le contenu d'une conférence de l'auteur présentée à Trappes, au sud-ouest de Paris, dans le département des Yvelines, lors de l'ouverture du Troisième Séminaire sur les lieux de mémoire communs franco-québécois, le 26 octobre 2006. Le texte original a été publié sous le titre «Les Récollets au Québec», dans *Mémoires vives*, bulletin, n^o 21, juin 2007. L'auteur brosse un bref tableau de la présence des Récollets au Québec, depuis leur arrivée à Tadoussac en mai 1615, jusqu'à la disparition complète de l'ordre mineur, avec l'inhumation du frère Marc Coutant, le 7 mars 1849.

Les Récollets¹ ont été présents en Nouvelle-France de 1615 à 1629 et de 1670 à 1849. L'histoire de ces missionnaires se résumait, dans les manuels d'histoire du Québec, à la seule mention de leur venue en Nouvelle-France en 1615 et au fait qu'il s'agissait de la première communauté religieuse en terre québécoise². Aucune explication n'était fournie pour justifier le moment de leur arrivée et le choix de la communauté elle-même. D'ailleurs, aucune synthèse de l'œuvre des Récollets n'avait alors été réalisée.

Notre propos tente de fournir quelques réponses aux questions suivantes: qui sont les Récollets et pourquoi ne sont-ils apparus dans le paysage de Québec qu'en 1615, soit sept ans après la fondation de cette bourgade? En réponse à ces interrogations, nous exposerons les faits historiques liés aux principaux établissements des Récollets en Nouvelle-France, plus spécifiquement à Québec, à Trois-Rivières et à Montréal. Nous nous

attarderons aux bâtiments conventuels qui constituent autant de lieux d'établissement de la communauté. Nous conclurons avec un court bilan du patrimoine laissé par les Récollets, sur le plan de l'architecture et de leurs écrits.

Les Récollets

Les Récollets sont constitués en ordre dès la fin du XVI^e siècle; ils sont issus d'une branche réformée de la communauté des Franciscains créée en 1209 par François d'Assise. Dès 1530, l'ordre tente d'implanter des maisons de récollection en France, projet qui ne réussira qu'en 1594 avec la fondation d'une première maison à Saint-Léonard-de-Noblat³, à une vingtaine de kilomètres à l'est de Limoges. Le 15 mai 1897, le pape Léon XIII publie la bulle *Felicitate quadam*⁴ qui joint les Récollets et d'autres communautés à l'ordre des Frères mineurs, appellation officielle des Franciscains, sous réserve d'uniformiser les constitutions.

1. Lors de notre recherche historique initiale, les deux principales sources consultées étaient les travaux des pères franciscains Odoric-Marie Jouve et René Bacon, ainsi que ceux de Marcel Trudel. Toutefois, la publication de l'œuvre monumentale de Caroline GALLAND nous a permis de revoir nos données et notre analyse.

2. DAIGNEAULT, Léon. *L'épopée canadienne: histoire du Canada*, manuel de 6^e année, Montréal, Frères des Écoles chrétiennes, 1954, p. 17–18.

3. GALLAND, Caroline. *Pour la gloire de Dieu et du roi. Les récollets en Nouvelle-France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Éditions du Cerf, 2012, p. 31.

4. JOUVE, Odoric-Marie. *Dictionnaire biographique des Récollets missionnaires en Nouvelle-France, 1615–1645—1670–1849*, Saint-Laurent, Bellarmin, 1996, p. XV.

Pour certains, le nom *récollet* évoquait leur maison de récollection ou maison de retraite spirituelle; pour d'autres, les Récollets se désignaient ainsi parce qu'ils n'acceptaient dans leur rang que ceux qui possédaient l'esprit de récollection ou de recueillement.

Leur venue

Les Jésuites, aussi connus comme la Compagnie de Jésus, étaient déjà venus en Acadie en 1611 et on les trouve dans plusieurs colonies de l'Amérique. Ils ont sensiblement le même parcours que les Récollets. Les Jésuites auraient donc dû être sollicités et même privilégiés pour l'établissement d'une mission à Québec au moment choisi par Pierre Dugua de Mons, le grand argentier des débuts de la Nouvelle-France tant en Acadie que dans la vallée du Saint-Laurent, ou par Samuel de Champlain, son fidèle collaborateur et le maître d'œuvre de l'établissement de la nouvelle colonie française en terre d'Amérique. Toutefois, rien de tel ne s'est produit: les Récollets abordent les rives du Saint-Laurent à Tadoussac, puis à Québec au printemps 1615.

En 1933, Adélarde Desrosiers et Camille Bertrand fournissent l'explication suivante à cette venue tardive à Québec et s'expriment ainsi:

Rassuré sur l'existence de la colonie, Champlain voulut en compléter l'organisation en lui donnant des missionnaires chargés de la conduite religieuse des Français et de la conversion des sauvages (que l'on désigne maintenant comme des Amérindiens). Les Franciscains récollets (dénomination retenue par le père Odoric-Marie Jouve et certains de ses contemporains) étaient bien préparés à cette œuvre difficile. Ils avaient de nombreuses et florissantes missions dans toute l'Amérique latine. Leur amour pour la paix et leur esprit particulariste les tenaient généralement éloignés des affaires de l'État; leur pauvreté et leur zèle apostolique leur faisaient accepter les plus humbles emplois⁵.

Trente ans plus tard, l'historien Marcel Trudel posera la même question du choix et la seule explication qu'il ose avancer en est une de « jeu de circonstance »⁶. Caroline Galland, tout en ne rejetant pas celle de Trudel, formule une nouvelle hypothèse avec le fait que cette arrivée en Nouvelle-France se situe au lendemain de l'assassinat du roi Henri IV et d'une période où règne un *antijésuitisme* certain que l'on retrouve alors en France. On impute en partie ce récidive à la Compagnie de Jésus⁷. Les Récollets représentent donc un renouveau, d'autant plus que leur présence est toute récente dans le royaume français.

En 1614, Samuel de Champlain procède à une réorganisation de la Nouvelle-France en parvenant à regrouper les marchands sous la Société des marchands de Rouen et de Saint-Malo. Cette nouvelle société se contente de maintenir l'habitation de

Québec. Marcel Trudel souligne qu'à ce moment, Champlain songeait à faire venir des missionnaires en terre néo-française. Les coûts d'une telle initiative sont énormes; ils doivent être assumés par les marchands en subvenant notamment aux dépenses liées au transport, à l'établissement et à l'approvisionnement de ces missionnaires. Ces frais ralentissent quelque peu ce projet.

Par contre, il s'en trouve pour rêver d'un tel projet et le développer. Louis Houël, sieur du Petit-Pré, secrétaire du roi et contrôleur général des salines de Brouage, se charge de trouver de tels missionnaires. La mémoire de Houël est d'ailleurs rappelée dans la toponymie québécoise, sur la Côte-du-Sud, avec l'hydronymie rivière Ouelle et le toponyme éponyme de la municipalité de Rivière-Ouelle.

À cette époque, quatre couvents se situent en Saintonge, dont un à Brouage. Houël propose l'affaire à Bernard Du Verger, un Récollet influent, avec l'objectif de venir en Nouvelle-France au printemps 1614. Pour la concrétisation du projet, deux Récollets se rendent à Paris chez le nonce apostolique Roberto Ubaldini; ce dernier les informe qu'ils doivent recevoir l'avis du ministre général de l'Ordre. Houël ne se laisse pas décourager et, quelques mois plus tard de nouveau à Paris, il rencontre le père Jacques Garnier de Chapouin (1550–1621), supérieur de la nouvelle province de Saint-Denis qui venait d'être érigée en 1612.

Profitant des États généraux ouverts à Paris le 14 octobre 1614, le père Chapouin s'entretient avec Henri de Bourbon, prince de Condé, et avec le cardinal de Rouen, M^{gr} François de Joyeuse (Carcassonne, France, 1562–Avignon, 1615), aussi président de la Chambre du clergé. Avec eux se trouve Charles de Boves, grand vicaire de Pontoise qui deviendra l'un des bienfaiteurs des Récollets et qui contribuera financièrement à la construction de leur couvent près de la rivière Saint-Charles, soit à quelque trois kilomètres à l'ouest de la place Royale.

Lors de la rencontre, l'envoi de missionnaires récollets est approuvé. Marcel Trudel affirme que

malgré ce qu'en a pensé l'historien franciscain Jouve, les Récollets n'obtinrent nullement en 1615, pour leur mission du Canada, un bref apostolique qui leur assurât pour dix ans les pouvoirs missionnaires et qui rattachât cette Église naissante directement au Saint-Siège; ils n'eurent qu'une simple permission verbale accordée par le nonce apostolique.

Cette permission sera d'ailleurs le seul lien juridictionnel qui reliera la mission de la Nouvelle-France au Saint-Siège. Ces missionnaires ne dépendront d'aucun diocèse de France.

La province de Saint-Denis désigne donc le père Denis Jamet pour présider l'établissement de la mission à titre de commissaire de la province de Saint-Denis en Nouvelle-France. Il est accompagné des pères Joseph Le Caron et Jean Dolbeau⁸.

5. DESROSIERS, Adélarde et Camille BERTRAND. *Histoire du Canada*, Montréal, Granger, 1933, p. 57–58.

6. TRUDEL, Marcel. *Histoire de la Nouvelle-France. Le comptoir 1604–1627*, Montréal, Fides, 1966, p. 212.

7. GALLAND, Caroline. *Op. cit.*, p. 52–53.

8. Il ne faut pas confondre le père Jean Dolbeau avec le père jésuite Jean Dolebeau; cet autre grand missionnaire de la Nouvelle-France viendra à Québec quelques années plus tard, en 1640.

Le frère Pacifique Duplessis complète l'équipe de missionnaires. Nous présentons leur notice biographique en annexe.

De Paris, selon la coutume des Frères mineurs, les quatre missionnaires se rendent à pied à Honfleur, où ils s'embarquent pour la Nouvelle-France. Arrivés à Tadoussac le 25 mai 1615, puis à Québec le 2 juin, les Récollets se mettent rapidement au travail. Au mois de juin, les pères Dolbeau et Le Caron remontent le fleuve Saint-Laurent vers le cours d'eau Les Trois Rivières, aujourd'hui connu sous le nom Rivière Saint-Maurice et, dès le 24 juin, la première messe est chantée sur la rive de la rivière des Prairies⁹. Le lendemain, le père Jean Dolbeau célèbre une autre messe, à Québec, qui est suivie d'un *Te Deum*.



Bâtiment des Récollets de l'Hôpital général de Québec, vue latérale.

Source : Répertoire du patrimoine culturel du Québec.

Près de la falaise et à proximité de l'habitation de Québec, sont aussitôt érigées une maison pour les Récollets et une chapelle connue sous le vocable L'Immaculée-Conception. Puis, les Récollets se réunissent en « Petit Conclave » pour se partager le territoire missionnaire de la vallée du Saint-Laurent. Le père Jean Dolbeau se voit confier la rive nord du Saint-Laurent, soit le territoire des Innus, dans les environs de la rivière Saguenay, avec Tadoussac comme lieu de résidence. Le père Joseph Le Caron reçoit les missions Wendates et des populations amérindiennes, dans la région des Grands Lacs. Quant au père Denis Jamet, il demeure à Québec et on lui confie les missions entre le poste de Québec et l'embouchure des Trois Rivières. Les Récollets mettent tout en œuvre pour la réussite de leur mission et, quelques années plus tard, le couvent de Québec et la chapelle sont déjà construits. Pour subsister, ils s'occupent de la culture de la terre et, selon le père Jouve, il s'agit très certainement des premiers agriculteurs à Québec. Louis Hébert ne fait son apparition en terre québécoise qu'en 1617; il se fait alors concéder un fief sur la rive nord de la rivière Saint-Charles, dans les environs de l'Hôpital général. La construction du couvent

9. Ces faits sont tirés des *Mémoires des Récollets*, 1637, et ils sont repris par Marcel Trudel, dans son *Histoire de la Nouvelle-France*.

est précédée d'un échange de terres. Louis Hébert occupe alors la partie est du plateau de Québec.

Les projets de la mission sont imposants et, à cet égard, le père Denis Jamet, à son retour de France, écrit à son bienfaiteur Charles de Boves le 15 août 1621. Il lui fait alors une longue description du couvent Saint-Charles qui, en 1670, sera connu sous le nom Notre-Dame-des-Anges¹⁰. Le père Jamet décrit le bâtiment conventuel de deux étages en soulignant qu'il s'agit d'une construction d'une longueur de 34 pi (10,3 m) et d'une largeur de 22 pi (6,7 m).

Dans un même ordre d'idées, le grand vicaire de Pontoise, Charles de Boves, fait état des dons de Louis Houël, sieur du Petit-Pré, dans le but de soutenir l'œuvre missionnaire. Ce dernier verse notamment 200 écus par année pour faire ériger un séminaire visant à éduquer six jeunes Amérindiens, et 1200 livres pour les vivres et les commodités. Charles de Boves rappelle au père Jamet que les couvents des ordres sont aménagés pour servir aussi d'hôpital, de couvent et même de forteresse. En 1627, le couvent et les divers aménagements sont complétés.

Malheur! Les frères Kirke s'amènent devant Québec; la Nouvelle-France tombe aux mains des Anglais. Samuel de Champlain capitule le 19 juillet 1629, et cet événement déclenche son retour en France avec les colons, les administrateurs et les Récollets. Seuls quelques Français demeurent; ils se réfugient chez les Amérindiens.

Le retour de la colonie, en 1632, ne s'effectue qu'avec les Jésuites, qui étaient déjà venus à Québec en 1625. Les *Récollets de Paris, qui avait vécu en condition précaire à Québec [...], désirent une meilleure assurance avant de revenir. Ils laissaient donc passer l'occasion en 1632*¹¹.

Les Jésuites reviennent donc seuls en Nouvelle-France. Les Récollets ne seront de retour qu'en 1670. La colonie est alors en pleine expansion démographique. En plus de Québec, des postes sont établis à Trois-Rivières et à Ville-Marie, respectivement depuis 1634 et 1642.

Retour des Récollets en Nouvelle-France

Le retour des Récollets en Nouvelle-France est rendu possible, selon Caroline Galland¹², par différentes raisons. Elle en mentionne deux qui nous paraissent marquantes soit: du côté de la France, le rapprochement de l'ordre auprès de Versailles et la volonté du roi d'y fonder un couvent et, du côté de la Nouvelle-France, un certain malaise à l'égard des Jésuites qui semble s'être développé dans la population néo-française et l'administration.

10. LAROUCHE, Georges Gauthier. *L'église pionnière de Québec, origines et fondateurs (1615-1664)*, Québec, Septentrion, 2014, p. 59-65, fait état de la problématique relative à la dénomination du lieu.

11. GALLAND, Caroline. *Op. cit.*, p. 96-97.

12. *Ibid.*, p. 152-175.

L'intendant insiste sur les effets négatifs d'une pratique trop rigoriste en matière de confession.¹³

Le père récollet Germain Allart (Sézanne, 1618–Vence, 1685) est alors mandaté pour assumer le retour des Récollets dans la colonie. Le 15 mai 1669, à titre de commissaire de Saint-Denis et par ordre du roi Louis XIV, il envoie trois Récollets à Québec. Le naufrage de leur navire près des côtes du Portugal en 1669 entraîne un nouveau départ de La Rochelle au printemps 1670. Le père Allart est lui-même du voyage; il est accompagné des pères Gabriel de La Ribourde, Simple Landon et Hilarion Guénin, du frère Anselme Bardou ainsi que du célèbre frère Luc (Claude François), artiste, peintre et architecte.

Les Récollets retrouvent leur couvent en fort mauvais état. Ils se remettent à la tâche et, en six semaines, ils reconstruisent une maison en planches pour leurs célébrations religieuses. En 1671, ils entreprennent une nouvelle construction en pierre. Le comte de Frontenac s'y réservera même un appartement personnel. Les Récollets reprennent leur mission; au lendemain de la création du diocèse de Québec, en 1674, ils agiront avec certaines responsabilités paroissiales.

Dans les 20 ans suivant leur retour en Nouvelle-France, les Récollets ont quasiment complété leurs différents établissements conventuels. En 1673, ils ouvrent à Québec un noviciat et en 1677, ils accueillent dans leur couvent un premier Canadien, Pierre Pellerin, connu sous le nom d'Ambroise (Trois-Rivières, 1656–Paris, 1708), fils de Pierre et Louise Mousseau. Il a comme parrain le gouverneur Pierre Boucher. Dans les mois qui suivent l'ouverture officielle de leur noviciat, les Récollets reçoivent leur premier postulant, Jacques Denis de La Ronde, connu sous le nom Joseph Denis, lui aussi né à Trois-Rivières en 1657; il décédera à Québec en 1736. L'année suivante, un deuxième postulant prend l'habit en la personne de Claude Pelletier, mieux connu comme le frère Didace Pelletier; né à Sainte-Anne-de-Beaupré en 1657, il sera architecte et maître charpentier. À son retour d'études en France, le commissaire en Nouvelle-France, le père Valentin Leroux lui attribue la charge d'établir des couvents à Montréal, à Trois-Rivières, à Plaisance, Terre-Neuve, ainsi qu'à Cataracoui, l'actuelle ville de Kingston, en Ontario. Il décédera à Trois-Rivières en 1699. Fait rarissime, sa cause en béatification sera introduite par M^{gr} de Saint-Vallier dès 1713.

Travaux immobiliers

Les projets immobiliers des Récollets avaient tardé à se mettre en place en raison d'un certain différend avec M^{gr} François de Laval. En mai 1686, ce dernier affirme dans une lettre qu'il *a été réglé à la Cour que les Récollets ne doivent pas s'établir à Montréal, qu'on ne doit pas souffrir qu'ils aient des couvents à Trois-Rivières...*

L'abbé Auguste Gosselin, un des biographes de M^{gr} de Laval affirme même que

l'on ne doit pas laisser aller les Récollets à une ou deux lieues de Québec sans qu'ils en aient donné avis à l'évêque ou à ses grands vicaires.

Avec la nomination de M^{gr} Jean-Baptiste de La Croix de Chevreuses de Saint-Vallier, en 1688, comme deuxième évêque de Québec, les événements se bousculent et la vie des Récollets change du tout au tout. L'évêque lève l'interdiction de M^{gr} de Laval de s'établir en dehors de Québec; les projets sont amorcés dès le début de 1690 et les différentes constructions conventuelles sont planifiées.

Les Récollets procèdent à la construction d'un premier couvent à Montréal en 1692. Selon le père Jouve, ce couvent serait l'œuvre du frère Didace Pelletier. L'année suivante, le couvent de Trois-Rivières est construit; on y trouve une très grande similitude avec le précédent. Le frère Didace Pelletier en sera aussi le constructeur.

Dès 1705, les Récollets voient à la construction d'un autre couvent à Montréal, lequel sera démoli en 1867. Ce nouveau bâtiment, situé sur la rue Notre-Dame entre la rue Sainte-Hélène et la rue Saint-Pierre, est en partie reconstruit sur le site initial. Le maître d'œuvre de ce chantier est un dénommé Pierre Couturier pour la construction de la chapelle et du couvent. De nouveaux travaux sont entrepris en 1713 pour la façade de l'église avec le sculpteur Jean Jacques dit Leblond; puis d'autres travaux sont réalisés pour l'érection d'une clôture en 1721 et 1722. Avec la fin du mandat du père Louis Demers, en 1796, la communauté des Récollets n'existe plus au Québec. La vie du couvent s'organise autour de la chapelle. En 1818, l'expansion de Montréal, avec la construction de la rue Sainte-Hélène, amène la démolition de l'aile ouest. Cette démolition réduit considérablement l'ampleur du bâtiment.



Frère Didace Pelletier.
Source : www.ofmqc.ca/tra/franciscains/figures/didace_pelletier.htm
(consulté le 24 septembre 2014).

Quant à la construction du couvent de Trois-Rivières, elle s'amorce en 1693. Il s'agit d'un simple bâtiment en bois. L'église est érigée en 1700, selon les plans du père Luc Filastre venu au Canada en 1677. Les Récollets procèdent en 1742 à la reconstruction de l'église et du couvent. Après sa cession aux autorités britanniques en 1776, l'édifice est transformé en hôpital, en prison,

13. *Ibid.*, p. 155.

puis en palais de justice. L'église, qui avait été reconstruite en 1754, sert dorénavant de lieu de culte pour les protestants et elle est consacrée et dédiée à saint James. Comme le mentionne avec raison le comité de mise en valeur de la Commission franco-québécoise des lieux de mémoire communs,

*l'église et le couvent des récollets de Trois-Rivières constituent le seul ensemble conventuel qui témoigne encore de la présence de cette communauté en Nouvelle-France*¹⁴.

Depuis 1692, les Récollets sont les aumôniers officiels du gouverneur et ils accompagnent les troupes pendant les campagnes militaires. Un rapprochement près du pouvoir politique s'impose. M^{gr} de Saint-Vallier souhaite fonder son Hôpital général au lieu où se trouvent les Récollets. De plus, la volonté du pouvoir royal de consolider la communauté fait en sorte que les travaux d'un nouveau couvent sont réalisés sur le site de l'actuelle cathédrale Holy Trinity, à l'angle des rues Sainte-Anne et des Jardins. Ce nouvel établissement permet ainsi un rapprochement dans le quartier avec deux autres communautés, les Ursulines vouées à l'éducation des jeunes filles et les Jésuites, à celle des jeunes garçons.

M^{gr} de Saint-Vallier procède rapidement avec l'achat en 1692 de la propriété des Récollets et, le 14 septembre de la même année, les Augustines emménagent dans l'ancien couvent. Les travaux de construction du couvent et de la chapelle, ainsi que du jardin, se poursuivent jusqu'en 1700. L'église sera dédiée à Saint-Antoine-de-Padoue. Lors de la guerre de la Conquête, l'ensemble conventuel subit de lourds dommages. Dès 1776, les bâtiments sont partiellement utilisés pour la conservation des archives de l'administration britannique. Le couvent des Récollets est détruit en 1796, ce qui a entraîné la disparition des bâtiments et des archives de la communauté. Le site fait alors place à la cathédrale Holy Trinity, érigée entre 1800 et 1804.

L'importance de l'ordre au Québec

Le père Odoric-Marie Jouve et ses collaborateurs ont recensé 345 membres ayant œuvré au sein de l'ordre des Récollets; toutefois, Catherine Galland n'en retient que 344¹⁵. De ce nombre, 90 sont issus de la Nouvelle-France et de la province de Québec¹⁶, soit 47 pères et 43 frères. Leur activité missionnaire s'est déroulée sur tout le territoire jadis connu comme celui de la Nouvelle-France, incluant l'Acadie. Le personnel séculier faisant gravement défaut, à compter de la venue de M^{gr} Saint-Vallier en 1688, l'évêque de Québec les a chargés de diverses activités paroissiales.

En 1763, les autorités britanniques défendent aux Récollets et aux Jésuites, peut-être en raison de leur lien avec les anciens administrateurs de la colonie française, de recevoir des novices.

14. COMITÉ DE MISE EN VALEUR. *Pour assurer un avenir au passé: des lieux de mémoire communs au Québec et à la France*, Québec, Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs, 2005, p. 45.

15. GALLAND, Caroline. *Op. cit.*, p. 217.

16. Nous utilisons cette dénomination pour marquer le changement de régime politique en 1763 et le nom du territoire québécois.

Cette interdiction est renouvelée en 1791. Ainsi, le 14 septembre 1796, en conformité avec un décret de la Sacrée congrégation pour la propagation de la Foi daté du 17 septembre 1792, l'évêque de Québec M^{gr} Jean-François Hubert, sécularise les frères entrés chez les Récollets depuis 1784. L'ordre avait accueilli sept nouveaux membres entre 1785 et 1791. Le décès du père Louis Demers (Saint-Nicolas, 1732 – Montréal, 1813) marque la fin de la présence des Récollets au Québec. Dans les jours suivants, les autorités britanniques saisissent la propriété de l'ordre des Récollets à Montréal. Le frère Marc Coutant (Québec, 1762 – Saint-Thomas, Montmagny, 1849) fut le dernier Récollet sécularisé.

Il est intéressant de souligner que, quelques années avant la fermeture de son couvent à Québec, l'ordre accueillait un Récollet, le père Jean-Baptiste Castenet. Originaire du diocèse de Rodez dans la région de Midi-Pyrénées en 1766, venu de la France au lendemain de la Révolution française en 1793, il décédera à l'Hôpital général de Québec le 26 août 1798 à l'âge de 32 ans.

À leur disparition du Québec, les Récollets laissent un patrimoine architectural et archivistique intéressant. Le père Didace Pelletier avait établi une architecture lors de la construction des couvents et des chapelles, vers la fin du xviii^e siècle. Cette architecture inspirera plusieurs constructeurs d'églises et se prolongera au-delà de la vie des Récollets. Charles Bourget, dans un texte diffusé par la fondation du patrimoine religieux du Québec, en citant l'ouvrage de Luc Noppen, *Les églises du Québec (1600–1850)*, souligne que le plan récollet a survécu dans plusieurs paroisses. Les architectes construisent des églises *sur ce plan sans transept, où seul le rétrécissement du chœur dégage des chapelles intérieures, et où, généralement, une cloison isole une sacristie intérieure.*

Nous pouvons citer les églises de Saint-François et de Saint-Jean, à l'île d'Orléans, en 1734, et celle de Sault-au-Récollet, comme exemples de ce plan. Au xix^e siècle, on relève aussi les églises de Saint-François-du-Lac et de Saint-André de Kamouraska.

Les Récollets laissent aussi une production littéraire importante de documents publiés qui nous présentent leur œuvre en terre québécoise et canadienne. Nous ne procéderons à une énumération que de quelques documents.

Le frère Gabriel Sagard publie, en 1632 à Paris, deux documents soit *Le grand voyage du pays des Hurons* suivi du *Dictionnaire de la langue huronne*. Il s'agit du premier dictionnaire conçu en Amérique du Nord. Ces publications constituent une somme de connaissances sur le pays des Hurons et leurs coutumes, ainsi que sur le territoire de la Nouvelle-France et de la vallée du Saint-Laurent. Ces deux écrits s'inscrivent dans les revendications des Récollets qui souhaitent revenir en Nouvelle-France et récupérer ainsi leurs biens et poursuivre leur mission. Devant l'impasse, le frère Sagard récidive en 1636 avec la publication à Paris d'une *Histoire du Canada, une œuvre aux ambitions encyclopédiques*, comme le souligne Marcel Trudel.

Un autre document fort important est attribué au père récollet Sixte Le Tac, qui séjourna au pays entre 1676 et 1689. Il est intitulé *Histoire chronologique de la Nouvelle France ou*



Monument de la foi, 1916. Pour commémorer le tricentenaire de la venue des Récollets en Nouvelle-France.

Source : Répertoire du patrimoine culturel du Québec.

Canada depuis sa découverte en mil cinq cent quatre jusques l'an mil six cent trente-deux (1689). Toutefois, René Bacon, dans le *Dictionnaire biographique des Récollets* du père Jouve, doute de cette paternité et attribue l'œuvre à Hyacinthe Lefebvre, supérieur de la province de Saint-Denis de 1675 à 1678. Caroline Galland confirme ce fait et souligne qu'Eugène Réveillaud éditera une première fois cette histoire, à Paris en 1888¹⁷.

Deux autres documents méritent notre reconnaissance, soit les relations du père Chrestien Le Clercq publiées sous les titres *Nouvelle relation de la Gaspésie* et *Premier établissement de la Foy en Nouvelle-France en 1690*. Encore là, ces deux documents décrivent les missions des Récollets en Nouvelle-France ; ils nous permettent de bien saisir les mœurs et coutumes des habitants. Les travaux du père Louis Hennepin et ses relations intitulées *Nouvelle découverte d'un très grand pays situé dans l'Amérique*, en 1697, et *Nouveau voyage d'un païs plus grand que l'Europe*, publiées en 1698, sont aussi fort révélateurs de l'époque.

Un dernier document digne de mention est la relation du père Emmanuel Crespel. Elle est intitulée *Voisages du R. P. Emmanuel Crespel dans le Canada et son naufrage en revenant en France*. Victime d'un naufrage en 1724, le futur père Crespel revient en Nouvelle-France en 1725 pour y être ordonné par M^{gr} de Saint-Vallier en mars 1726.

Le survol des sources documentaires des Récollets nous permet de constater une production littéraire somme toute importante. Même si elle ne rejoint pas celle des Jésuites avec leurs relations annuelles et leur journal, pour ne citer que ces deux sources, les récits et diverses publications des Récollets ont contribué à la connaissance de l'histoire des débuts de la Nouvelle-France.

Conclusion

Cette brève présentation de l'œuvre des Récollets n'a pas la prétention d'une véritable étude. Elle ne vise qu'à exposer les principaux faits historiques. Nous voulons faire ressortir leur action missionnaire à travers la Nouvelle-France et le Régime britannique. À l'exception de la connaissance bien documentée de la vie des Récollets et de leurs différents couvents, l'impact de la présence des Récollets en terre québécoise et leur action dans les différentes paroisses au Québec demeurent un terreau fertile pour de prochaines recherches historiques.

Les quelques lectures réalisées sur le sujet et les quelques publications portant sur les Récollets en Amérique nous laissent voir que, malgré l'incendie du couvent de Québec en 1796, il reste encore un nombre imposant d'archives à dépouiller, tant au diocèse de Québec que dans les archives paroissiales et dans les dépôts d'archives en France et à l'étranger. Depuis notre recherche initiale, l'historienne française Caroline Galland est venue combler cette lacune en soutenant une thèse sur les Récollets en Nouvelle-France à l'Université de Nanterre en 2008, thèse dont le texte a été repris et publié en 2012. L'œuvre des Récollets a longtemps été reconnue pour ses propriétés foncières et ses relations annuelles, mais les recherches historiques des dernières années ont permis de jeter un nouveau regard enrichi sur l'action des Récollets et sur leur patrimoine matériel et immatériel toujours vivant.



Brochure *Les Récollets en Canada*.

Source : Répertoire du patrimoine culturel du Québec.

17. GALLAND, Caroline. *Ibid.*, p. 23–24.

SOURCES

- *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec, PUL, 1966, vol. 1, 774 p.
- *Fichier Origine*. Fédération québécoise des sociétés de généalogie, avec la collaboration de la Fédération française de généalogie, version 44, 15 avril 2014, www.fichierorigine.com (consulté le 15 mai 2014).
- GALLAND, Catherine. *Pour la gloire de Dieu et du roi. Les Récollets en Nouvelle-France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Éditions du Cerf, 2012, 528 p.
- JOUVE, Odoric-Marie. *Le troisième centenaire de l'établissement de la foi au Canada : volume-souvenir*. Québec, [s. é.], 1917, 498 p.
- JOUVE, Odoric-Marie, coll. Archange Godbout, Hervé BLAIS et René BACON. *Dictionnaire biographique des Récollets missionnaires en Nouvelle-France, 1615–1645—1670–1849*, Saint-Laurent, Bellarmin, 1996, 903 p.
- NOPPEN, Luc, coll. Achille MURPHY et autres. *Les églises du Québec (1608–1850)*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1977, 298 p.
- TRUDEL, Marcel. *Le régime militaire et la disparition de la Nouvelle-France, 1759–1764*. Saint-Laurent, Fides, 1999, 612 p.

Annexe

BIOGRAPHIES DES FONDATEURS

DOLBEAU, Jean Né à Angers, duché d'Anjou, le 12 mars 1586, il entre au noviciat des Récollets en 1605 à La Baumette, à proximité de la ville d'Angers. Ordonné à une date inconnue, il est confesseur; il sollicite la faveur d'aller prêcher aux Indes orientales ou occidentales. En 1615, il s'embarque avec trois autres Récollets sur le *Saint-Étienne* commandé par François Gravé-Du Pont, aussi appelé Dupont-Gravé. Il part de Honfleur le 24 avril 1615 et arrive dans la baie de Tadoussac un mois plus tard, le 25 mai, pour atteindre Québec le 2 juin. Dès lors, il s'emploie à la construction d'une petite chapelle qui subsistera jusqu'en 1629. En décembre de la même année, il est assigné à la mission de Tadoussac chez les Innus où il apprend la langue et catéchise la population locale, soit les coureurs des bois et les Amérindiens. Dolbeau accompagne Samuel de Champlain en France en 1617 pour défendre les intérêts de la colonie. Il revient en 1621 à Québec; il établit les fondations du couvent Saint-Charles, près de la rivière Saint-Charles. Il retourne en France dès 1621 avec un *petit sauvage de douze ou treize ans* qu'il fait baptiser à la cathédrale d'Angers. Il poursuit sa vie comme supérieur et comme conseiller spirituel, fonctions qu'il occupe à plusieurs reprises. Il décède au couvent d'Orléans le 9 juin 1652.

DUPLESSIS, Pacifique Frère récollet, il est né à Vendôme, département du Loir-et-Cher, à une date inconnue. Il exerce la profession d'apothicaire, puis entre chez les Récollets. Il y fait profession en 1598 et poursuit ses activités d'apothicaire à Paris. En 1615, il est l'un des quatre Récollets à débarquer à Québec et, à son arrivée, il dirige la construction de la chapelle. Il poursuit ses activités de missionnaire à Trois-Rivières en 1617 où il prodigue notamment des soins auprès

des malades et se consacre à l'instruction des enfants. Certains ont vu en lui le premier enseignant en Nouvelle-France. Toutefois, des historiens, dont Marcel Trudel, attribuent ce mérite au père Joseph Le Caron¹⁸. Il rentre en France l'année suivante et il est de retour en 1629 à Québec où il décède. Selon Chrestien Le Clerq, *sur l'ordre de Champlain*, ses obsèques sont célébrées *avec toute la solennité que l'état du pays le pouvait*¹⁹.

JAMET, Denis On ignore tout de sa vie avant 1612, année de la fondation de la province de Saint-Denis où il est nommé supérieur du couvent de Montargis en 1613. Jacques Garnier de Champouin, provincial, lui confie la direction de la nouvelle mission des Récollets en Nouvelle-France. Dès l'année suivante, il retourne à Honfleur en France pour promouvoir les missions de la colonie. Il revient à Québec en 1620 en qualité de commissaire provincial, et s'empresse d'achever la construction du couvent Saint-Charles dont la première pierre avait été posée par le père Jean Dolbeau. La chapelle est bénie le 25 mai 1621. Puis, dans le prolongement de la démarche de Samuel de Champlain, le père Jamet adresse un mémoire au roi Louis XIII sur les moyens à prendre *pour assurer l'avenir de la religion et pour supprimer les désordres dans la jeune colonie*²⁰. Reparti l'été suivant, il décède au couvent de Montargis, le 26 février 1625.

LE CARON, Joseph Fils de Louis, chaussetier et valet de chambre du roi, et Jeanne Gaulchet, Claude Le Caron est né et a été baptisé à proximité de Paris en 1585 ou 1586. À titre de prêtre séculier, il est l'aumônier du dauphin, le futur Louis XIII, puis en 1610, il entre au noviciat des Récollets sous le nom de Joseph. À partir de 1612, il est membre de la province de Saint-Denis. À son arrivée à Québec, il se rend hiverner au pays des Hurons. Il revient en France en août 1625 pour soutenir les intérêts des missions en Nouvelle-France. De retour en France en 1629, il est nommé supérieur de l'hospice Sainte-Marguerite, au village de Trie, près de Gisors. Il y meurt de la peste le 29 mars 1632, le jour même de la signature du traité de Saint-Germain-en-Laye qui rendait le Canada à la France.

Vous pouvez communiquer avec l'auteur à l'adresse :
lancetrefortin@videotron.ca

18. TRUDEL, Marcel. *Op. cit.*, p. 324.

19. DUMAS, G. M. « Duplessis, Pacifique », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 1, Québec, PUL, 1966, p. 305.

20. JOUVE, Odoric-Marie. *Op. cit.*, p. 529.

GLOSSAIRE DU GÉNÉALOGISTE

Donation entre vifs

Contrat par lequel une personne (le donateur) se dépouille irrévocablement d'une chose en faveur d'une autre (le donataire) qui l'accepte. (Jetté)

Source : Fédération québécoise des sociétés de généalogie :
<http://federationgenealogie.qc.ca/guideresources/glossaire>

Nos membres publient



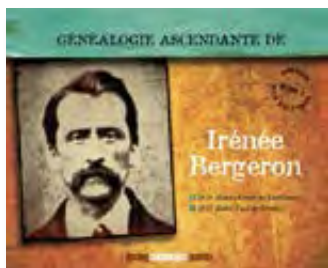
SAINT-HILAIRE, Guy. *Les premiers Audet dit Lapointe d'Amérique*, Beloeil, éd. ADNAL, 2014, 200 p.

Cette nouvelle publication de l'Association des descendants de Nicolas Audet dit Lapointe (ADNAL) présente en détails les trois premières générations de Audet-Lapointe en Amérique. Il contient une biographie de l'ancêtre Nicolas Audet dit Lapointe et de chacun de ses sept fils qui ont transmis les patronymes Audet et Lapointe à leur descendance, de même que la mention de chacun des 459 arrière-petits-enfants de l'ancêtre. Le lecteur aura le plaisir d'y découvrir beaucoup de détails captivants sur la vie de ses premiers ancêtres en terre d'Amérique, et d'être assuré d'avoir les dernières informations à jour à leur sujet.

Prix : 20 \$ plus frais d'expédition, s'informer.

En vente

chez l'éditeur : ADNAL, 399 rue Le Moyne, Beloeil, Québec J3G 2C1. Tél. 450 467-9453, adnal@videotron.ca
dans la région de Québec : chez Louise Lapointe, tél. 418 841-2648, lapointe.lou@sympatico.ca

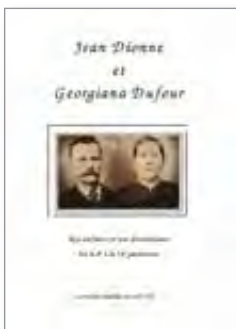


BERGERON SZEFER, Linda. *Généalogie ascendante de Irénée Bergeron, 1838 (Sainte-Croix-de-Lotbinière)–1923 (Saint-Paul-de-Chester), Dossier Mes ancêtres, t. 1*, Plessisville, Omnigraphe éditeur, 2014, 222 p.

Destiné tant aux amateurs qu'aux chercheurs chevronnés, ce premier volume d'une série retraçant les ancêtres des arrière-grands-parents de l'auteure couvre l'ascendance patrilinéaire et matrilinéaire d'Irénée Bergeron (descendant d'André Bergeron arrivé à Québec en 1665), au moins jusqu'aux premiers immigrants. Les données généalogiques sont présentées sous forme de tableaux dans une mise en page originale où chaque paire de pages en

regard présente l'ascendance d'un ancêtre sur trois générations, la page de gauche identifiant ses parents, ses grands-parents et ses arrière-grands-parents, chacun avec les données concernant leur baptême, leur(s) mariage(s) et leur sépulture, et la page de droite énumérant les enfants de ces couples, leurs données et leur relation à l'ancêtre. Chaque information validée par la lecture d'une copie des actes visés est clairement identifiée et accompagnée d'une référence précise. Le volume contient également une minihistoire du Québec du début de la colonie à nos jours, la minibiographie de quelques ancêtres ayant vécu au XVII^e siècle et un index des personnes mentionnées dans l'ouvrage. Un extrait en format PDF est disponible sur demande.

En vente auprès de l'auteure : 1405, rue Saint-Calixte, Plessisville, Québec G6L 3S8. Tél. : 819 362-1913, omnigraphe@icloud.com
au coût de 35 \$ (frais de poste ou de messagerie en sus).



CHAREST, Francine. *Jean Dionne et Georgiana Dufour*, 454 p.

Ce volume présente les descendants de Jean Dionne de la 8^e à la 14^e génération. Dans la table des matières à côté de chaque prénom vous verrez le numéro de la page qui vous dirigera vers la famille concernée.

Il ne reste que 10 copies à ce jour.

En vente chez l'auteure : 114, rue Notre-Dame, Mont-Carmel, Québec G0L 1W0

Coût : 50 \$ plus les frais de poste



Samuel Jacobs, le premier Juif du Québec, et la famille qu'il y fonda.

Guy Saint-Hilaire (0064), maître généalogiste agréé

Né en 1939 à Lévis, Guy Saint-Hilaire a vécu à Saint-Romuald jusqu'à l'âge adulte. Après des études universitaires à l'Université Laval et à Rome, il a vécu près de huit ans en Asie et en Amérique du Sud, puis il a œuvré pendant plus de 25 ans au Canada comme adjudicateur d'un tribunal administratif fédéral dont il est retraité depuis 2003. Intéressé à la généalogie depuis 1953, il a déjà publié quelques travaux et de nombreux articles dans ce domaine.

Résumé

Juif allemand né vers 1710, le négociant Samuel Jacobs est arrivé à Québec en 1759 avec les troupes britanniques venues pour conquérir la colonie française. Après la capitulation de Québec, il s'y est installé, développant des réseaux d'affaires à divers endroits stratégiques, notamment dans la vallée du Richelieu. Il a eu 10 enfants d'une conjointe québécoise entre 1764 et 1783, les six derniers étant nés à Saint-Denis-sur-Richelieu où il avait déménagé en 1769. Malade, autour du 1^{er} juillet 1786 il part précipitamment pour Québec où il décède le 3 août suivant, entouré de quelques amis. Par testament, il a confié à une fiducie l'administration de sa succession, assez considérable pour l'époque. Il y prévoyait une rente confortable à sa conjointe sa vie durant, l'entretien de ses enfants vivants jusqu'à leur majorité, et la remise à chacun de sa part d'héritage à l'atteinte de sa majorité.

Selon l'historien Denis Vaugeois¹, Samuel Jacobs est le premier Juif qui se soit établi au Québec, devançant de peu ses amis Aaron Hart et Eleazar Levy. On ne connaît pratiquement rien du passé de Samuel Jacobs, sauf qu'il était un Juif allemand et qu'on l'estime né en 1710 parce qu'il est dit avoir 76 ans à son décès en 1786. Il pourrait toutefois avoir été un peu plus jeune que l'âge déclaré à son décès. Selon certains, originaire d'Alsace, il serait devenu un marchand s'intéressant entre autres au ravitaillement des troupes britanniques qu'il accompagnait. Il était en Nouvelle-Écosse en cette qualité quand, en mai-juin 1759, il est invité à se joindre à l'expédition du vice-amiral Charles Saunders et du major général James Wolfe qui partait pour la conquête de la Nouvelle-France. Après la capitulation de Québec, il s'y établit comme négociant et fournisseur des troupes anglaises demeurées sur place, tout en développant des réseaux d'affaires à divers endroits stratégiques de la colonie, et spécialement dans la vallée du Richelieu. Vers le début de 1763, il rencontre la jeune Marie-Josephte Audet dit Lapointe avec qui il fera vie commune. Fille de Jean-Baptiste Audet dit Lapointe et Agathe Greffard de l'île d'Orléans et baptisée à cet endroit le 24 février 1746, elle était d'environ 35 ans sa cadette.

La conjointe Marie-Josephte Audet dit Lapointe

On peut se demander comment ce négociant Jacobs de Québec, d'un certain âge et financièrement à l'aise, a pu séduire la jeune Marie-Josephte venant d'une famille pas trop fortunée de Saint-Jean de l'île d'Orléans. On n'aura probablement jamais la réponse à cette question, mais il n'est pas impossible que ce soit lié au besoin de services domestiques qu'il avait. À l'époque, pour diminuer le nombre de bouches à nourrir dans la famille et aider financièrement le chef de famille, il était fréquent qu'avant leur mariage des jeunes filles de la campagne aillent offrir leurs services comme servantes à des gens plus à l'aise de la ville, chez qui elles établissaient alors une résidence temporaire. C'est peut-être dans le cadre d'un tel emploi chez cet homme que des relations plus cordiales aient pu se développer entre eux.

Toujours est-il qu'en juin 1763, alors âgée de 17 ans, la jeune Marie-Josephte devient enceinte de son premier enfant des œuvres de Samuel qui devait avoir près de 53 ans. Pendant leur vie de couple, elle donnera naissance, entre 1764 et 1783, à dix enfants dont les quatre premiers sont nés à Québec et les six derniers à Saint-Denis-sur-Richelieu. Toutefois, trois de ces dix enfants devaient décéder au berceau et la mère fut assez malade après la naissance du dernier, en août 1783.

1. VAUGEOIS, Denis. *Les Premiers Juifs d'Amérique 1760-1860*, Québec, Septentrion, 2011, p. 168.

Dans sa biographie de Samuel Jacobs au *Dictionnaire biographique du Canada*², l'historien Denis Vaugeois, suivi par *La Mémoire du Québec en ligne*³ de Jean Cournoyer, indique que Marie-Josette Audette dit Lapointe est mère et belle-mère des enfants de Samuel Jacobs, laissant croire qu'elle ne serait pas la véritable mère de certains d'entre eux. Nous ne pouvons partager cette assertion qui contredit, à notre avis, le libellé du testament de Samuel Jacobs, l'information puisée dans la correspondance conservée de cet individu, et les données de l'état civil concernant plusieurs des enfants, autant de sources montrant bien qu'elle serait la mère de tous et de chacun d'eux. Il semble ici qu'il y a eu une mauvaise interprétation de quelques phrases d'une entente intervenue le 29 septembre 1804 devant le notaire Joseph-Pierre Gauthier entre les quatre enfants légataires de Marie Josephte Audette. Oui, le libellé du document mentionne à quelques reprises que cette dernière était la mère et belle-mère des parties à l'entente, mais les parties à l'entente étaient les enfants Samuel, Jean-Baptiste, Angélique et le gendre Joseph Vignau aidant Marie-Geneviève Jacobs, son épouse. Comme il y avait le gendre Joseph Vignau parmi les parties à l'entente, selon les pratiques notariales il était normal que le document qualifie Marie-Josephte Audette de mère et belle-mère des parties, mais cela ne signifiait nullement qu'elle n'était pas la mère de tous les enfants en cause.

Vers le milieu de 1769, tout en conservant d'importants liens d'affaires à Québec, le négociant Jacobs transférait son centre de gestion, sa famille et son domicile à Saint-Denis-sur-Richelieu où il venait de rénover une résidence. Il y avait également ouvert un magasin et se comportait comme un important homme d'affaires, entre autres en achetant de nombreux biens immobiliers dans le voisinage et en agissant comme un marchand en gros⁴.

Il semble que, malgré son attachement pour Samuel Jacobs, Marie-Josephte ait gardé un bon contact avec sa famille. Au baptême de sa fille Marie-Geneviève à Québec en 1766 et à celui d'Angélique en 1783 à Saint-Denis-sur-Richelieu, elle demandait à sa sœur Charlotte, née deux ans après elle, d'être la marraine. Aussi, il était prévu qu'elle accompagne sa sœur Marie-Anne, de quatre ans sa cadette, tout comme son conjoint Samuel devait accompagner le futur Robert Aird, quand ceux-ci conclurent leur contrat de mariage à Saint-Denis le 27 avril 1770 devant le notaire Jehanne, mais son absence et celle de Samuel

au moment de la signature du contrat obligèrent le notaire à biffer sur la minute la mention encore lisible de cet accompagnement anticipé. De plus, à la suite de son déménagement à Saint-Denis-sur-Richelieu, six de ses huit frères et sœurs l'ont suivie, sans doute à sa suggestion ou à celle de son conjoint Samuel, et dans l'espoir d'améliorer leur sort. Il s'agit de Pierre, Agathe, Charlotte, Marguerite mariée Boulet, une deuxième Marguerite mariée Renaud, et Joseph. En outre, en juin 1778, son frère Pierre acceptait de prendre à ferme une terre appartenant à Samuel.

On s'est souvent demandé si Samuel Jacobs et Marie-Josephte Audette dit Lapointe s'étaient épousés. Dans son testament en octobre 1784, Samuel désignait Marie-Josephte comme celle *who has lived with me these many years & who has generally been reputed to be my Wife, and as such has been call'd by the name of Jacobs*⁵.

Il précisait en outre que les sept enfants légataires qu'il avait eus avec elle (nés entre mars 1764 et août 1783) étaient « naturels », et il prévoyait même des legs à d'éventuels autres enfants « naturels » ou « légitimes » qu'il pourrait encore avoir d'elle. Cela démontre bien qu'à ce moment le couple n'était pas encore marié, mais qu'il entrevoyait le mariage comme possible. Faisant allusion à une licence de mariage que Samuel aurait obtenue le 15 octobre 1784, mais que nous n'avons pu retrouver, certains pensent qu'il aurait par la suite régularisé son union par un mariage protestant. À notre avis, il n'y a eu aucun mariage entre ces deux conjoints, ni de telle régularisation. Outre le fait qu'aucun acte d'un mariage entre eux n'ait été retrouvé dans l'état civil de l'époque, aucune documentation importante relative à la succession des deux conjoints ne fait allusion à un tel mariage. En la lisant, on a plutôt l'impression que la formulation utilisée fait tout pour éviter de les présenter comme gens mariés, même si par ailleurs on fait état des enfants qu'ils ont eus ensemble.

On peut soupçonner que Samuel évitait un tel mariage parce qu'étant déjà marié, il ne voulait pas être accusé de bigamie, mais nous n'avons rien trouvé permettant de confirmer l'existence d'un tel mariage antérieur. Certains ont suggéré qu'il serait arrivé à Québec avec des enfants d'une précédente union⁶, ou qu'il aurait eu une autre conjointe québécoise avant Marie-Josephte⁷, ou même qu'il était frère d'un Phillip Jacobs marié à Montréal en 1767 à la veuve Mary Martin⁸, mais, en ce qui nous concerne, nous n'avons trouvé aucune trace de pareilles situations, et ses testament et codicilles, tout autant

2. VAUGEOIS, Denis. « Jacobs, Samuel », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, Les Presses de l'Université Laval/University of Toronto Press, 1980, vol. 4, p. 415.

3. COURNOYER, Jean. « Jacobs (Samuel) » et « Audette (Marie-Josette; dit Lapointe) », dans *La Mémoire du Québec en ligne*, édition 2015, <http://www.memoireduquebec.com>, (consulté le 21 février 2015).

4. Beaucoup de détails du présent article sont tirés de l'état civil du Québec ancien et de certains extraits microfilmés de l'abondant dossier de la succession de Samuel Jacobs contenus sur les bobines C-1337 à 1342, C-11353, C-13099, C-15707, C-15708 à Bibliothèque et Archives Canada.

5. Traduction libre: « qui a vécu avec moi ces nombreuses années, était généralement reconnue pour être mon épouse et était, de ce fait, appelée du nom de Jacobs. »

6. VAUGEOIS. *Op. cit.*, p. 20.

7. GREER, Allan. *Peasant, Lord, and Merchant: Rural Society in Three Quebec Parishes, 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, p. 143.

8. MACKEY, Frank. *Done With Slavery: The Black Fact in Montreal, 1760-1840*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 53.

que les documents de sa succession qu'il nous a été donné de consulter, ne contiennent aucune insinuation à cet égard.

Quelques indices nous permettent de croire que Samuel et Marie-Josephte formaient un couple plutôt à l'aise. Le niveau de vie et les relations sociales et d'affaires dont fait état la documentation sur sa succession le laissent voir. On sait aussi que Samuel possédait une esclave noire⁹. De plus, l'acte de baptême du deuxième enfant, né en 1765, nous apprend qu'il avait été mis en nourrice à Charlesbourg¹⁰, conformément à l'habitude qu'avaient alors les mieux nantis de la ville de Québec de placer leurs nouveau-nés en nourrice à la campagne. Enfin, de la correspondance nous apprend qu'au début de l'été 1779, leurs deux filles aînées ont été retirées d'un pensionnat d'enfants de Boucherville et qu'à l'automne de la même année, ces filles, de même que le fils Samuel, étaient envoyées en pension à Québec, ce que la majorité de la population n'était pas en mesure de faire.

La famille

Bien que la mère, Marie-Josephte, ne sache ni lire ni écrire, le père, Samuel, qui frayait avec une classe de commerçants assez aisés, tenait à la bonne instruction de ses enfants. Nous savons qu'il s'intéressa à leur éducation. En 1779, il plaçait l'aîné, Samuel, en pension dans une famille juive de Québec, le faisant scolariser par un éducateur protestant de l'endroit, et il envoyait au pensionnat des Ursulines de Québec ses deux filles puînées : Marie-Geneviève (1779–1781) et Marie-Anne (1779–1782). Il se préoccupa aussi d'avoir des éducateurs à sa résidence de Saint-Denis-sur-Richelieu pour enseigner aux enfants en âge d'apprendre. La mère étant illettrée, c'est le père qui correspondait avec les trois enfants à Québec ou avec un ami québécois, Charles Grant, à qui il se fiait pour les suivre et chez qui d'ailleurs sa fille Marie-Geneviève a résidé de 1781 à 1783. Dans une lettre en anglais du 16 mars 1783 adressée à cette dernière, tout en louangeant son comportement et en lui signalant qu'en cas d'inconduite il ne la reconnaîtrait plus comme sa fille, il lui manifeste le désir qu'elle lui écrive au moins une fois par mois en français.

Peu avant le décès de Samuel Jacobs en août 1786, le projet de mariage de sa fille Marie-Geneviève allait causer un certain froid dans la famille, obligeant sa conjointe à louvoyer entre l'opposition du père à ce mariage et l'aide à apporter à sa fille. Âgée d'à peine 19 ans, et même si d'autres prétendants s'intéressaient toujours à elle, Marie-Geneviève s'était entichée d'un certain Joseph Vigneau, fils d'un médecin de Chambly, qu'elle voulait épouser malgré l'opposition de son père. Alors que, dans son testament du 15 octobre 1784, Samuel faisait à celle-ci un legs généreux identique à celui accordé à sa sœur Marie-Anne, par son codicille du 29 mai 1786, il la déshéritait complètement au cas où, avant sa mort, elle se marierait sans son consentement et où, après sa mort, elle épouserait le

9. MACKEY. *Op. cit.*, p. 537.

10. Registres de B.M.S. de Charlesbourg (Saint-Charles-Borromée), Québec, 29 août 1765 (double du greffe, non celui de la paroisse).

Traduction de la lettre envoyée par Geneviève Jacobs à son père Samuel contrarié par son mariage et voulant, en plus de la déshériter, la renier comme sa fille.

Saint-Denis, 6 juillet 1786

Très Cher Père :

Ce serait pour moi un plaisir indubitable si je pouvais vous parler plutôt que de vous écrire, mais je suis dans une telle situation qu'il me semble impossible de vous dire tout ce que mon cœur ressent. Laissez-moi alors, avec la candeur, la vérité et l'aide de l'éducation que vous m'avez donnée, vous demander la tendresse de considérer votre pauvre Polly comme votre enfant et de jeter sur elle votre bonté plutôt que votre disgrâce, dans une circonstance comme la présente. Il est vrai que j'ai très mal agi en cette affaire en ne vous faisant pas part de mon état d'esprit, mais bien que je souffre du fait que vous m'ayez tout enlevé, ne me rendez pas misérable en me rejetant comme n'étant pas votre fille. Laissez-moi vous assurer avec la plus grande sincérité que ce n'est pas par ingratitude ou manque d'amour pour vous que je me marie, mais, croyez-moi, c'est pour l'amour sincère que je lui porte. Permettez-moi de faire appel à votre grâce, je vous en supplie à genoux, et soyez persuadé que si jamais je suis heureuse ce sera à cause de vos bonnes dispositions à mon égard. C'est tout ce que je veux, et si c'est pour être refusé, je suis alors bien misérable. Une chose de plus, c'est que vous devez penser et croire à ma sincérité, puisque cela vient de mon cœur et de mon âme. Et si j'obtiens le bonheur de posséder ce que mon cœur souhaite, votre grâce, alors vous verrez votre pauvre Polly aussi heureuse qu'il est possible de l'être en ce monde. Je vous demande pardon pour toute l'anxiété dans laquelle je vous ai placé depuis le début de cette affaire. Je ne peux en dire davantage, mon cœur étant trop plein, sauf ceci que je suis et demeurerai pour toujours votre fille sincère et affectueuse jusqu'à la mort, et votre très humble servante.

P. Jacobs.

nommé Vigneau en cause, étant toutefois libre alors d'épouser qui que ce soit d'autre. La raison pour laquelle le père s'opposait tant à ce prétendant qui aurait déjà travaillé pour lui n'est pas claire. Toutefois, si l'on se fie au contenu d'une lettre que lui a envoyée le père du prétendant le 15 juin 1786, ce serait en partie lié au fait que la situation financière de ce garçon et peut-être aussi son niveau social ne correspondaient pas à ce que Samuel espérait de l'époux de sa fille aînée. Par ailleurs, dans une autre lettre du 26 juin adressée cette fois à *Mademoiselle Jacobs l'aînée*, ce futur beau-père lui promet de ne pas manquer à sa parole (d'aider le futur couple!), l'assure qu'elle sera

heureuse sans les biens faits de Mr vostre père qui me paraît un homme tres dur,

et lui promet des attentions qu'il aura toute sa vie pour elle. Nous parierions toutefois que cette lettre, interceptée par le père et retrouvée dans la correspondance de celui-ci, n'est jamais parvenue à sa fille.

Malgré différentes pressions de l'entourage, le vieux négociant Jacobs ne voulait rien savoir de ce mariage, et cette affaire l'affectait sérieusement. Même si deux amis l'ayant visité le 27 juin 1786 attestaient par écrit l'avoir trouvé *malade et en très mauvais état dans sa santé*, devant l'inéluctable, Samuel décida précipitamment peu après le 29 juin de quitter Saint-Denis-sur-Richelieu pour Québec d'où, quelques jours plus tard, il se fit envoyer par bateau deux malles et une valise. Dans une lettre émotive et respectueuse du 6 juillet 1786 adressée à son père à Québec, tout en lui renouvelant son amour filial, sa fille Marie-Geneviève le supplie une nouvelle fois d'accepter son mariage avec l'homme qu'elle aime. Puis, après la publication d'un ban faite la veille et la dispense obtenue des deux autres, le mariage est finalement célébré le lundi 10 juillet 1786 à Saint-Denis-sur-Richelieu en présence du commerçant local Pierre Guérout, tenant lieu de père à l'épouse, d'un frère et d'une sœur de cette dernière, soit de Lévis Jacobs âgé de 13 ans et de Marie-Anne Jacobs âgée de 19 ans, et de quelques personnalités de l'endroit. On peut curieusement noter que Pierre Guérout est le même que celui qui avait, quelques semaines plus tôt, servi de témoin au codicille du père Samuel déshéritant sa fille en cas d'un tel mariage. Alors que Samuel était toujours à Québec, il reçut certainement la nouvelle de ce mariage qu'il ne pouvait supporter, puisque dans un dernier codicille du 3 août 1786, quelques heures avant de mourir à cet endroit, il déshéritait maintenant formellement sa fille Marie-Geneviève et exprimait même le souhait que sa conjointe Marie-Josephte ne cohabite pas avec elle ni ne lui apporte quelque secours ou soulagement que ce soit. Certes, dans ce codicille du 3 août, il léguait à sa fille Marie-Geneviève, « *Spouse of Mons^r Vignio* », la somme de un shilling et pas davantage, mais aussi il l'écartait totalement de toute autre forme de participation à sa succession. De toute évidence, ce seul legs de l'une des plus petites pièces de la monnaie en vigueur visait probablement à contourner une loi de l'époque l'empêchant de déshériter complètement un de ses enfants, mais dans les faits cette façon de faire équivalait bien à déshériter sa fille Marie-Geneviève.

Décès et succession de Samuel Jacobs

Par ailleurs, comme le précisent diverses pièces notariées¹¹, c'est bien vers minuit le jeudi 3 août 1786, au Café ou Hôtel Macpherson à Québec, qu'est décédé Samuel Jacobs. À son décès, il avait sur lui la somme de 720 £ que le D^r James Davidson, le médecin à son chevet, a par la suite remise à l'exécuteur testamentaire Michel Cornud. Au registre de la cathédrale anglicane Holy Trinity de Québec, à la date du 5 août 1786, il n'y a que la brève inscription suivante au sujet de sa sépulture :

Buried at the new burying ground Samuel Jacob, merchant of St. Denis, aged 76 years, died of a short illness¹².

L'après-midi du 6 août suivant, le notaire François Cherrier apposa des scellés à la maison et au magasin du défunt Samuel Jacobs à Saint-Denis-sur-Richelieu. Puis, le 10 août suivant, ses amis de Québec se réunissaient pour ouvrir un coffre contenant différents papiers dont son testament d'octobre 1784 par lequel il désignait Edward William Gray, shérif de Montréal, et Michel Cornud, marchand de Québec, ou le survivant des deux puis l'exécuteur testamentaire de ce dernier, comme ses propres exécuteurs testamentaires et comme les tuteurs de ses enfants et les syndics de leurs biens. Le 22 août 1786, Cornud, l'exécuteur testamentaire, expédiait à Marie-Josephte Audet à Saint-Denis-sur-Richelieu

une malle où sont les hardes de Mons^r Jacobs avec quelques autres effets & la négresse de Mad^{lle} Marianne.

Puis, le 15 septembre suivant commence, à Saint-Denis-sur-Richelieu par le notaire Joseph Papineau, en présence des légataires Marie-Josephte Audet et Samuel Jacobs fils, des exécuteurs testamentaires Gray et Cornud et de certains autres intervenants, l'inventaire des biens de feu Samuel Jacobs. L'opération s'est déroulée scrupuleusement jour après jour de 8 heures du matin à 6 heures du soir, sauf le dimanche, jusqu'au 30 septembre inclusivement, soit 14 pleins jours ouvrables consécutifs.

Dans son testament selon la forme anglaise du 15 octobre 1784, formulé par l'avocat Arthur Davidson de Montréal et reconnu véritable par la Cour des prérogatives du district de Montréal le 13 septembre 1786¹³, Samuel Jacobs ne prévoyait pas de remise de capitaux à sa conjointe Marie-Josephte, mais lui léguait tout l'ameublement et la vaisselle se trouvant en sa maison à son décès, ainsi que le produit, à lui être versée deux fois l'an sa vie durant, d'un placement de 1500 £ qu'il chargeait les exécuteurs testamentaires de faire. Pour les sept enfants Marie-

11. Apposition de scellés à la maison et au magasin de feu Samuel Jacobs le 6 août 1786 par M^e François Cherrier; obligation de George Allsopp envers la succession de Samuel Jacobs le 13 décembre 1787 devant M^e Pierre-Louis Descheneaux.

12. Traduction libre : « Fut inhumé dans le nouveau cimetière, Samuel Jacobs, marchand de Saint-Denis, âgé de 76 ans, décédé à la suite d'une courte maladie. »

13. Pour le texte du testament, voir Bibliothèque et Archives Canada, bobine C-1337, vol. 5, p. 67, et pour l'homologation en cour, voir l'inventaire du 15 septembre 1786 devant M^e Joseph Papineau.

Geneviève, Marie-Anne, Samuel, John Levi, Jean-Baptiste, Baptiste-Samuel et Angélique qu'il avait eus de Marie-Josephte et les autres qu'il pourrait en avoir, il prévoyait la remise de sommes pour leur maintien, habillement et éducation jusqu'à l'âge de leur majorité ou, dans le cas des filles, jusqu'au moment de leur mariage s'il survenait plus tôt, et par la suite, la remise de capitaux pour leur utilisation personnelle ou celle de leurs propres enfants. Toutefois, par l'effet des codicilles des 29 mai et 3 août 1786, tout legs à Marie-Geneviève, soit un capital de 1500 £, se trouvait annulé et devait être partagé en trois parts égales à ajouter aux legs faits à la conjointe Marie-Josephte et à chacun des enfants Samuel et Marie-Anne. La privation d'héritage infligée à Marie-Geneviève par son père pour s'être mariée contre son gré semble avoir déconcerté un peu la famille, mais malgré la sympathie manifestée à son égard, les exécuteurs testamentaires s'en sont tenus aux volontés du testateur tout en favorisant l'aide que voulaient lui apporter d'autres membres de la famille. En tout cas, en avril 1788, avec leur collaboration, on voit Marie-Anne donner 30 £ à sa sœur pour l'aider, et le 12 juillet 1788, devant le notaire Jean-Baptiste Badeaux, sa mère Marie-Josephte Audet s'engageait, tant qu'elle vivrait, à lui verser une rente annuelle de 30 £.

Le sort de la conjointe Marie-Josephte Audet dit Lapointe

Il semble que tôt après le décès de son conjoint, Marie-Josephte Audet, alors âgée de 40 ans, ait songé à quitter Saint-Denis-sur-Richelieu pour Trois-Rivières et en ait parlé aux exécuteurs testamentaires au moment de l'inventaire puisque, lors de son retour à Québec l'exécuteur Cornud s'est arrêté à Trois-Rivières pour voir une maison déjà offerte à Marie-Josephte. Dès le 9 octobre 1786, il lui faisait savoir qu'elle aurait avantage à accepter cette offre le plus tôt possible, même s'il y avait des réparations à faire. L'achat et les réparations faites, c'est le 19 juin 1787 que Marie-Josephte quitte Saint-Denis-sur-Richelieu pour Trois-Rivières. L'on sait qu'elle s'y trouve en septembre suivant avec au moins trois jeunes enfants, et sans doute aussi avec l'esclave noire de la succession. L'on note par ailleurs que, le 7 juillet 1788, elle épouse à Trois-Rivières le veuf Jean-Baptiste Rieutord, chirurgien, en présence de hautes personnalités de l'endroit et de sa fille Marie-Anne Jacobs. Le seul enfant issu de ce mariage fut une fille, Geneviève, née en janvier 1790 et décédée en avril suivant. Informé par la suite que le D^r Rieutord voulait se départir de « la négresse » et projetait de la lui retourner, par lettre du 29 juillet 1790, l'exécuteur testamentaire Cornud tenta de l'en dissuader l'invitant plutôt à la donner à l'une des deux filles de son épouse, M^{me} Holmes (Marie-Anne) ou M^{me} Vigneau (Marie-Geneviève). Une entente est vite intervenue, car le 14 septembre 1790, M. Cornud signait un document donnant plein pouvoir à M. et M^{me} Rieutord de céder définitivement à Joseph Vigneau *la négresse qu'ils ont chez eux et appartenant à ladite succession* (de Samuel Jacobs). Il s'agit sans doute de l'esclave noire envoyée de Québec à Marie-Josephte après le décès de Samuel Jacobs en 1786, et peut-être

même de celle appelée « Jenny » que ce dernier avait acquise en 1761, au prix de 64 £, de son ami new-yorkais Hyam Myers¹⁴.

Le 8 décembre 1803, peu avant son décès, Marie-Josephte Audet, gisant malade en son lit, demande au notaire Joseph Badeaux de Trois-Rivières de recevoir son testament dans lequel elle lègue à son mari Jean-Baptiste Rieutord tous les biens relevant de la communauté qu'elle a avec lui, à ses filles Marie-Geneviève et Angélique ses hardes et bijoux, à celles-ci et à ses fils Samuel et Jean-Baptiste la demeure acquise par elle à Trois-Rivières avant son mariage, constituant en outre ces quatre enfants ses légataires universels. Elle en profite aussi pour disposer d'un capital de 1500 £, comme le lui permettait le testament de Samuel Jacobs, en attribuant 200 £ à chacun de ses fils, Samuel et Jean-Baptiste, et 550 £ à chacune de ses filles, Marie-Geneviève et Angélique. Puis, le 11 décembre 1803, après 15 années de vie commune avec le médecin Rieutord, Marie-Josephte Audet décède, alors âgée de 57 ans, et elle est inhumée le lendemain au cimetière catholique de Trois-Rivières. Le 29 septembre 1804, les quatre légataires universels de Marie-Josephte comparaissent devant le notaire Joseph-Pierre Gauthier, pour déclarer qu'ils sont héritiers d'une somme de 500 £ dont celle-ci avait omis de disposer et que, pour éviter des conflits de famille, ils s'entendent pour que la somme originale ainsi augmentée à 2000 £ soit divisée entre eux en quatre parts égales de 500 £ chacune, de préférence au partage envisagé par la testatrice. Ils déclaraient aussi ne pas vouloir se prévaloir de la prohibition portée au codicille du père du 29 mai 1786 pourvu que la part revenant à Marie-Geneviève lui demeure propre à elle et aux siens. Le 4 juillet 1808, devant le notaire Louis Chabouillez, l'aîné Samuel Jacobs reconnaissait avoir bien reçu sa part de 500 £ de la succession de sa mère.

Coordonnées et cheminement des enfants

Nous avons vu que le négociant Samuel Jacobs avait eu dix enfants hors mariage entre 1764 et 1783 avec Marie-Josephte Audet. Arrêtons-nous maintenant un peu sur ceux-ci. Alors que nous estimons avoir trouvé l'acte de naissance des neuf derniers dans l'état civil québécois parce qu'ils auraient été baptisés catholiques, nous n'avons pas réussi à trouver celui de l'aîné, Samuel, tout en estimant qu'il pouvait être né en 1764 étant donné qu'on lui donne 60 ans à son décès en 1824. Un document de la famille daté de 1783¹⁵ nous apprend qu'il serait né le 3 mars 1764, date qu'à défaut d'informations plus officielles, nous n'avons pas de problème à retenir. En ce qui concerne le fils Jean-Baptiste né le 18 août 1765 et apporté à l'église de Charlesbourg par sa nourrice parce qu'il était en danger de mort, l'acte de baptême du 28 août 1765 puis celui de décès daté du lendemain l'identifient seulement comme fils du sieur Jacob, négociant de Québec, et de sa femme, mais il ne peut s'agir d'un autre couple que celui dont nous nous sommes occupés plus haut. Quant à Marie-Anne et au deuxième Jean-Baptiste pour

14. MACKEY. *Op.cit.* pp. 53 et 537.

15. Bibliothèque et Archives Canada, bobine C-1341, n° 2910.

qui l'on ne trouve pas d'acte de naissance énonçant clairement le nom des parents, nous estimons que la première est la Marie-Anne baptisée à Québec le 26 avril 1769 et indiquée comme née le même jour de père et mère inconnus, et que le second est le Jean-Baptiste baptisé à Saint-Denis-sur-Richelieu le 4 avril 1779 et indiqué lui aussi comme né la veille de père et mère inconnus, étant donné que c'était alors la façon habituelle de présenter les enfants nés hors mariage et que ces dates et lieux de naissances correspondent assez bien aux données dont fait mention le document de famille de 1783 déjà mentionné. En ce qui a trait aux six autres enfants appelés Marie-Geneviève née en 1766, Lévi né en 1772, Thomas (1) né en 1776, Baptiste-Samuel né en 1780, Thomas (2) né en 1781, et Angélique née en 1783, comme leur acte de baptême catholique indique clairement le nom de leurs deux parents, on peut être plus certain que la date de leur naissance indiquée sur ces documents est la bonne. Par ailleurs, vu qu'à l'instar du premier Jean-Baptiste, les fils Thomas (1) et Thomas (2) sont décédés à peine quelques jours après leur naissance, nous ne pensons pas nous arrêter davantage à leur sujet, nous limitant aux sept enfants ayant survécu aux premiers jours de leur naissance, les seuls dont le testament et la succession de Samuel Jacobs fassent état.

1. On sait qu'en septembre 1779, à l'âge de 15 ans, le fils aîné, **Samuel**, a été mis en pension dans une famille juive à Québec. L'année suivante, il a dû changer de pension, mais il a été expulsé de cette dernière à la fin de novembre 1781 à la suite d'un petit vol par effraction commis ailleurs qu'il a reconnu mais que l'on a tenté de garder secret. Grâce à l'intervention de Charles Grant, il a alors été pris en charge par d'autres, dont William Grant qui l'occupa jusqu'en décembre 1782 à Québec et à Sainte-Hélène, près de Montréal (sans doute l'île Sainte-Hélène), puis l'a retourné à Saint-Denis-sur-Richelieu. Après quelques vaines recherches d'emploi, Samuel écrit de Québec à ses parents le 30 octobre 1785 qu'il part pour la Jamaïque afin de s'occuper de son futur. On leur confirme, le printemps suivant, qu'il y était parvenu sain et sauf. Toutefois, le 17 août 1786, *La Gazette de Québec* signale son retour à Québec en provenance de la Jamaïque, après 80 jours de navigation¹⁶. Le 15 septembre 1786, il est à Saint-Denis-sur-Richelieu où il participe à l'inventaire des biens de son père qui débute à cet endroit. On le voit par la suite s'occuper du bien-être de sa mère et des membres les plus jeunes de sa fratrie. Le 18 mai 1789, il écrit à l'exécuteur testamentaire, Cornud, qu'il n'en peut plus d'être oisif et aimerait trouver un travail de commis dans un endroit où l'on tient des livres comptables (*a count house*). Le 24 mai 1793, devant M^e Joseph Papineau, avec l'aide du fonds de la succession de son père, il peut acquérir de Claude-Joseph Boucher de Niverville une partie de la seigneurie de Chambly, ce qui lui donne le titre de seigneur en partie de Chambly et lui assure un certain revenu de subsistance. Il se laisse ensuite tenter par les affaires, établissant

sa résidence à Chambly-même. On sait aussi qu'il a légué à sa sœur Angélique sa seigneurie qui deviendra le territoire de Saint-Basile-Le-Grand. Son père n'ayant pas prévu de descendance pour lui dans son testament d'octobre 1784 et en l'absence d'indices d'un mariage, nous pensons qu'il était encore célibataire au moment de son décès à Chambly le 16 juillet 1824 à l'âge de 60 ans. Il a été inhumé le 19 suivant à l'église anglicane St. Stephen's de Chambly.



Signature de Samuel Jacobs figurant comme acheteur à un contrat de vente passé le 13 janvier 1786 devant M^e Marin Jehanne.

2. En ce qui concerne la fille aînée, **Marie-Geneviève** née en 1766 et souvent simplement appelée Mary et parfois même Polly, on a vu qu'elle avait été pensionnaire chez les Ursulines de Québec en 1779 et était suivie par Charles Grant. Or, il semble que celle-ci commençait à développer une ferveur religieuse qui déplaisait à ce dernier et peut-être craignait-il que les religieuses ne commencent à l'embrigader pour devenir une des leurs. Selon une lettre du 21 mai 1781 qu'il adressait à son père, il considérait que *she can benefit nothing further in a nunnery unless you think her learning superstition, folly & nonsense will be of advantage to her*¹⁷, et il offrait de la laisser plutôt vivre dans sa propre famille. Malgré l'agrément du père, les religieuses se sont opposées à ce qu'elle quitte le pensionnat; il a fallu plusieurs interventions et attendre jusqu'au 2 août pour qu'elle puisse en sortir. Toutefois, en revenant d'un court séjour à Québec en octobre 1783, le père aurait ramené sa fille avec lui à Saint-Denis-sur-Richelieu. Nous avons par ailleurs pu noter que, dans une lettre adressée à son père le 27 mars 1786, un ami ne comprenait pas que Marie-Geneviève, à qui il transmettait ses salutations, fasse maigre et que celui-ci tolère que ce principe démoniaque (du jeûne) soit « *imbibed in so young*

17. Traduction libre: «elle ne pouvait bénéficier davantage de demeurer dans un couvent à moins que vous pensiez que son apprentissage de superstitions, de sottises ou de stupidités lui soit bénéfique.»

16. *La Gazette de Québec*, n^o 1096, 17 août 1786, p. 2.

a mind and so fine a girl»¹⁸. Après la mort de son père en 1786, elle n'a pas eu d'autres choix que d'accepter d'être déshéritée pour s'être mariée contre son gré mais, avec l'aide de son époux Vigneau, elle a tenté d'obtenir un peu d'aide financière de sa famille, surtout en 1788 quand le couple a songé à acheter une maison. À l'égal de trois autres frères et sœurs, elle a toutefois pu hériter de sa mère décédée en décembre 1803, mais c'était beaucoup moins que ce qu'elle aurait aussi pu recevoir de son père. Après son mariage, Marie-Geneviève a vécu à Boucherville où elle a passé le reste de sa vie, donnant naissance à huit enfants et y décédant le 15 mai 1838, âgée de 71 ans, six ans avant son mari.

3. Pensionnaire chez les Ursulines à Québec de 1779 à 1782, **Marie-Anne**, née en 1769, serait revenue à Saint-Denis-sur-Richelieu à l'été de 1782. Après avoir été témoin au mariage de sa sœur Marie-Geneviève le 10 juillet 1786, elle serait allée rejoindre son père à Québec. Celui-ci, dans une lettre à son épouse du 26 juillet suivant, aurait transmis à cette dernière les marques d'affection filiales de leur fille Marie-Anne. Il semble que, dans les mois qui ont suivi le décès de son père, Marie-Anne ait résidé chez son tuteur Edward William Gray à Montréal, visitant sa mère à Trois-Rivières à l'occasion. Elle était d'ailleurs témoin au mariage de cette dernière en juillet 1788. Le 22 décembre 1788, de Montréal, le tuteur Gray écrivait ce qui suit à son collègue Michel Cornud de Québec :

*Our Ward, Mary Ann, has with my consent engaged herself to marry Mr William Holmes, Surgeon to the Fifth Regiment [of Foot], a young man of good Character and has something independent of his surgency who I think will be as good a match as ever she could expect to meet with, and if you should be of the same opinion, I request that you will send me a License to have them united in the bonds of wedlock by the return of the Post if you can procure one in time as I am of opinion that the sooner business of this sort is finished the better it will be for the Lady, as she seems to be rather capricious occasioned perhaps by some improper attachment*¹⁹.

Le 29 décembre suivant, de Québec, Michel Cornud lui envoyait la licence demandée pour ce mariage, précisant qu'elle avait été obtenue sur la caution que lui-même

18. Traduction libre : « imprégné dans un esprit si jeune et chez une jeune fille si bien. »

19. Traduction libre : « Avec mon consentement, notre pupille Mary Anne s'est engagée à épouser M. William Holmes, médecin du 5^e régiment (de pied), un jeune homme de bonne réputation ayant d'autres biens en sus de sa profession. Je pense qu'il s'agit d'un des meilleurs prétendants qu'elle puisse espérer. Si vous êtes du même avis, je vous demande de me faire parvenir une licence de mariage pour eux par le retour du courrier si vous pouvez en obtenir une entretemps. Je suis d'avis que le plus tôt qu'une affaire de ce genre sera réglée, le mieux ce sera pour la dame, car elle semble plutôt difficile, peut-être après s'être intéressée à des partis qui ne convenaient pas. »

et le D^r James Davidson avaient fournie en se basant sur son écrit, car ils n'avaient aucune connaissance du futur mari. Le mariage avec ce militaire nord-irlandais de famille très riche aurait finalement eu lieu, selon certains, le samedi 3 janvier 1789 à Montréal ou dans son voisinage, mais nous n'avons pas pu en retrouver de certificat. Elle a ensuite accompagné son époux dont le régiment fut stationné de 1790 à 1791 à Detroit où seraient nées ses deux premières filles, et de 1791 à 1796 à Newark (aujourd'hui Niagara-on-the-Lake) où seraient nées les deux suivantes, avant de revenir à Québec où elle a eu quatre autres enfants et est décédée le 22 octobre 1803 à l'âge de 34 ans. Trois de ses enfants sont morts jeunes, et des cinq autres, le seul garçon, William Edward, médecin et marié, est décédé à Québec en 1825 à l'âge de 29 ans; les quatre filles ont suivi leurs maris, officiers militaires britanniques, et deux sont décédées en Angleterre, une en Écosse et l'autre en Australie.

4. À l'instar de ses frères et sœurs cadets, le fils, **John Levi** né en 1772 et souvent simplement appelé Levi, a d'abord été éduqué en la résidence familiale de Saint-Denis-sur-Richelieu par des professeurs anglophones privés engagés par ses parents. Dès le 29 août 1783, on le voit écrire un petit mot à son père parti à Québec pour ses affaires. Ayant manifesté son intérêt pour la médecine, il a été convenu le 19 juin 1789 entre lui (aidé de son tuteur Michel Cornud) et le médecin et apothicaire de Québec James Davidson qu'au cours d'une formation de cinq ans que chacun s'engageait à ne pas interrompre, ce dernier, moyennant la somme de 113 £ sterling, lui apprendrait en résidence la profession de médecin et d'apothicaire. Toutefois, arguant de mauvais traitements, Levi a quitté son maître le 31 mars 1790, et il a été convenu le 22 avril suivant que le D^r Davidson rembourserait au tuteur Cornud la moitié de la somme déjà perçue, soit 56 £ et 10 shillings. Entre temps, le 17 avril 1790, le beau-frère, William Holmes, écrivait au tuteur Gray que, sur l'insistance de son épouse, il était prêt à s'occuper pendant deux ans de la formation de Levi en chirurgie et médecine, de sorte qu'après une année supplémentaire dans un hôpital, il devrait être en mesure de réussir l'examen du comité des médecins. À la fin mai de la même année, Levi partait pour Detroit afin d'entreprendre sa formation auprès de son beau-frère qu'il suivit ensuite à Newark où, en août 1794, un *town lot* lui est concédé. En début 1800, les autorités militaires ont songé à lui pour succéder au D^r James Davidson comme médecin du 2^e bataillon du *Royal Canadian Volunteers*, mais nous ignorons si, finalement, il a été retenu. Nous ne savons pas ce qui a pu lui advenir par la suite, n'étant pas parvenu à le retracer. Il n'est cependant pas impossible qu'il ait quitté le Québec avec des militaires britanniques repartis pour l'Europe.
5. Par une lettre du 18 juin 1789 envoyée de Trois-Rivières par le beau-père Rieutord au tuteur Cornud, on apprend que **Jean-Baptiste**, né en 1779, est tombé d'un cheval le 12 juin

précédent se fracturant un bras et subissant une luxure de l'avant-bras. Par ailleurs, à une demande de son frère aîné Samuel d'aider Jean-Baptiste à se trouver un emploi en affaires, le 11 août 1800, le tuteur Gray répond qu'il ne voit pas de possibilités pour lui à ce moment et que celui-ci ferait mieux d'en profiter pour parfaire ses connaissances de l'arithmétique et améliorer son écriture en fréquentant pendant quelques mois l'école de M. Jones de Québec qu'il connaît, espérant que, le printemps suivant, les chances de mieux organiser sa vie soient meilleures. Quand, le 29 septembre 1804 devant le notaire Joseph-Pierre Gauthier de Montréal, Jean-Baptiste signe un accord avec ses cohéritiers sur un legs de sa mère, on le dit alors résidant de Montréal. Il était présent au mariage de sa sœur Angélique le 17 octobre 1804 à Boucherville, puis on perd sa trace par la suite.

6. Né en 1780, **Baptiste-Samuel** a suivi sa mère à Trois-Rivières en juin 1787 mais, intéressé par la navigation, il aurait quitté ce lieu quelques années plus tard. Dans une lettre du 11 août 1800, le tuteur Gray se dit chagriné qu'il soit revenu à Trois-Rivières et qu'il refuse de retourner travailler en haute mer. Monsieur Gray pense toutefois que, dans les circonstances, il serait mieux pour lui de demeurer avec sa mère tant qu'on ne lui aurait pas trouvé un nouvel emploi. Il souhaite cependant que Baptiste-Samuel réfléchisse davantage à sa situation et poursuive dans la profession pour laquelle il a été si bien préparé. Au cours des 50 années suivantes, nous l'avons totalement perdu de vue mais, au recensement du Bas-Canada de 1851, on le retrouve comme un résidant de Saint-Joseph de Chambly âgé de 72 ans, à qui l'on donne comme métier celui de « bourgeois ». Il décède le 9 juillet 1853 à l'âge déclaré de 73 ans, puis il est inhumé le surlendemain au cimetière catholique de Chambly. Il semble être demeuré célibataire jusqu'à son décès.

7. En ce qui concerne la benjamine, **Angélique** née en 1783, elle épouse, un an après le décès de sa mère et alors âgée de 21 ans, l'avocat montréalais François-Xavier Bender à Boucherville le 17 octobre 1804 en présence de ses frères Samuel et Jean-Baptiste ainsi que de son beau-frère Joseph Vigneau qui tous ont signé l'acte de mariage. On sait qu'au décès de son frère aîné Samuel en juillet 1824, Angélique a hérité de la partie de la seigneurie de Chambly dont il était propriétaire et qui pouvait générer d'intéressants revenus. C'est toutefois son mari qui, comme chef de la communauté de biens avec son épouse, s'est alors chargé de l'administrer. Par la suite, malgré l'opposition de son conjoint, elle a obtenu, le 13 février 1830, une séparation de biens de la Cour du banc du roi siégeant à Montréal, laquelle fut ensuite confirmée par la Cour d'appel en juillet 1831. Son mari la contesta devant le Conseil privé de Londres, mais un accord entre les conjoints en avril 1833 a mis fin à cette procédure et a favorisé un retour à la vie commune. Pour non-respect d'une condition de l'accord, en avril 1844, Angélique a tenté de rendre effective la séparation de biens décrétée en 1830,

mais son mari s'est alors adressé à la Cour d'appel pour l'en empêcher. Dans un jugement final du 10 mars 1846, celle-ci rejette la requête du mari, ordonnant que la séparation soit faite comme prévu en 1830, conformément au désir d'Angélique²⁰. Cela lui a permis, entre autres, de reprendre ses biens propres, dont la seigneurie héritée. Résidant à Montréal, Angélique a eu sept enfants entre 1805 et 1819, presque tous morts à la naissance, sauf la dernière qui s'est mariée en 1843. Angélique est décédée à Chambly le 8 mai 1858, alors âgée de 74 ans.

Il y a lieu de croire que les deux fils, Levi et Jean-Baptiste, dont nous avons perdu la trace se sont exilés du Québec vers d'autres destinations où ils espéraient un avenir meilleur. Ils ne semblent pas avoir laissé de descendants au Québec.

Conclusion

Au cours de ce bref exposé sur l'immigré juif Samuel Jacobs arrivé au Québec lors de la conquête, nous sommes plutôt limité à l'aspect familial de sa vie au pays avec sa conjointe de fait et ses enfants. Malgré l'intensité de ses relations d'affaires et du temps dévolu à son commerce plutôt florissant, il semble s'être beaucoup préoccupé du bien-être de sa conjointe et de ses enfants. Nous avons l'impression qu'il était tout de même assez directif et avait une tendance à tout contrôler, mais avec la trentaine d'années de plus que sa conjointe, les moyens financiers drôlement supérieurs dont il disposait, et sa dextérité dans la gestion des affaires, il ne faut pas trop s'en surprendre. Apparemment, il aurait formé un couple heureux avec sa conjointe et une famille sereine avec ses nombreux enfants, mais il semble que la résistance de sa fille aînée à vouloir se marier contre son gré l'ait un peu ébranlé et ait peut-être avancé un peu son décès. Par ailleurs, on peut noter qu'à cause de ses relations d'affaires et de son bien-être financier, il appartenait à une classe sociale supérieure à la moyenne dont les membres de sa famille ont pu profiter. Ses filles Marie-Anne et Angélique ont épousé des professionnels et, après son décès, sa conjointe Marie-Josephite a épousé le chirurgien de la ville de Trois-Rivières. Par ailleurs, aucun de ses fils ne s'est dirigé vers la culture de la terre, optant plutôt pour d'autres professions ou métiers jugés plus nobles. Du point de vue généalogique, on peut aussi noter que même si ses quatre garçons sont parvenus à l'âge adulte, il n'aurait pas laissé de descendance du nom Jacobs au Québec, mais seulement une descendance par ses trois filles portant, en conséquence, des patronymes différents du sien.

Famille de Samuel Jacobs fondée au Québec

Samuel Jacobs, Juif de culture allemande né vers 1710, probablement en Alsace, décède le 3 août 1786 à l'âge de 76 ans, sépulture le 5 à Québec (Holy Trinity Anglican Cathedral), profession :

20. LELIÈVRE, Siméon et François Réal ANGERS. *Revue de législation et de jurisprudence*, Premier volume, Montréal, Lowell et Gibson Imprimeurs, 1845, p. 321.

négociant. Il a eu comme conjointe **Marie-Josephte Audet dit Lapointe** (Jean-Baptiste et Agathe Greffard), baptême le 24 février 1746 à Saint-Jean, Î.O. Sa date de naissance n'est pas indiquée à l'acte. Décès le 11 décembre 1803, sépulture le lendemain à Trois-Rivières (L'Immaculée-Conception).

Enfants de Marie-Josephte Audet dit Lapointe et Samuel Jacobs :

- 1 **Samuel Jacobs**, naissance le 3 mars 1764 à Québec (Bibliothèque et Archives Canada, microfilm C-1341, n° 2910), décès le 16 juillet 1824 à l'âge de 60 ans, sépulture le 19 à Chambly (St. Stephen's Anglican Church).
- 2 **Jean-Baptiste Jacobs**, naissance le 18 août 1765, baptême le 28 à Québec (Saint-Charles-Borromée, Charlesbourg), décès le 28 août 1765, sépulture le lendemain à Québec (Saint-Charles-Borromée, Charlesbourg). L'acte de baptême et celui de la sépulture indiquent qu'il est fils du sieur Jacob, négociant à Québec, et de sa femme, sans préciser le prénom du père ni donner le nom de la mère.
- 3 **Marie-Geneviève Jacobs**, naissance le 5 novembre 1766, baptême le lendemain à Québec (Notre-Dame-de-Québec), décès le 15 mai 1838, sépulture le 17 à Boucherville (Sainte-Famille). Elle a épousé le 10 juillet 1786 à Saint-Denis-sur-Richelieu **Joseph Vigneau**, né le 5 novembre 1759 (Marc-Antoine et Marie Quintal), baptisé le 5 novembre 1759 à Boucherville (Sainte-Famille), décédé le 20 novembre 1844, inhumé le 23 à Boucherville (Sainte-Famille), professions : officier de milice, juge de paix.
- 4 **Marie-Anne Jacobs**, naissance le 26 avril 1769, baptême le même jour à Québec (Notre-Dame-de-Québec). Elle est la Marie-Anne née à cette date à Québec de parents inconnus. Décès le 22 octobre 1803, sépulture le 25 à Québec (Notre-Dame-de-Québec). Elle a épousé le 3 janvier 1789 à Montréal **William Holmes**, né vers 1766 à Stewartstown, Tyrone Co., Ulster, Northern Ireland (William et Martha Stewart), décédé le 24 février 1834, inhumé le 28 à Québec (St. Andrew's Presbyterian Church), profession : médecin.
- 5 **John Levi Jacobs**, naissance le 23 octobre 1772, baptême le 23 à Saint-Denis-sur-Richelieu, décès après 1800 (il a été question de lui en 1800 pour remplacer le D^r J. Davidson comme médecin du 2nd Battalion of the Royal Canadian Volunteers, puis on perd sa trace).
- 6 **Thomas Jacobs**, naissance le 6 août 1776, baptême le même jour à Saint-Denis-sur-Richelieu, décès le 22 août 1776, sépulture le 23 à Saint-Denis-sur-Richelieu.
- 7 **Jean-Baptiste Jacobs**, naissance le 3 avril 1779, baptême le lendemain à Saint-Denis-sur-Richelieu. Il est le Jean-Baptiste né à cette date à Saint-Denis de parents inconnus. Décès après octobre 1804 (présent au mariage de sa sœur Angélique le 17 octobre 1804 à Boucherville, puis on perd sa trace).
- 8 **Baptiste-Samuel Jacobs**, naissance le 14 mai 1780, baptême le même jour à Saint-Denis-sur-Richelieu, décès le 9 juillet 1853, sépulture le surlendemain à Chambly (Saint-Joseph).
- 9 **Thomas Jacobs**, naissance le 27 juillet 1781, baptême le jour même à Saint-Denis-sur-Richelieu, décès le 7 août 1781, sépulture le lendemain à Saint-Ours (L'Immaculée-Conception).
- 10 **Angélique Jacobs**, naissance le 16 août 1783, baptême le même jour à Saint-Denis-sur-Richelieu, décès le 30 mai 1857, sépulture le 2 juin à Chambly (Saint-Joseph), Vallée-du-Richelieu. Elle a épousé le 17 octobre 1804 à Boucherville (Sainte-Famille) (contrat de mariage 17 octobre 1804 devant M^e Peter Lukin), **François-Xavier Bender**, né le 22 janvier 1781 (François-Xavier et Marguerite Benoit), baptisé le même jour à La Prairie (La Nativité de Notre-Dame), décédé le 8 mai 1858, inhumé le 10 à Sorel-Tracy (Saint-Pierre), profession : avocat ; séparation de biens prononcée le 13 février 1830 par la Cour du banc du Roi, district de Montréal, QC.

Vous pouvez communiquer avec l'auteur à l'adresse :
St-hilaire.gu@videotron.ca



Précision

Dans notre chronique intitulée *La généalogie des fromages de chez nous*, parue dans *L'Ancêtre*, n° 299, vol. 38, été 2012, p. 277, nous avons mentionné que le nom du fromage *Le Migneron de Charlevoix* rappelait celui des frères Jean et Laurent Migneron, deux pionniers établis en Nouvelle-France au XVII^e siècle. En fait, le nom du fromage rappelle plus précisément le nom d'Anne, la fille de Laurent, première épouse de Robert Dufour avec qui elle a eu trois filles. Robert est l'ancêtre des Dufour d'Amérique par sa deuxième femme, Marie-Louise Gagné, avec qui il a eu quatre fils et trois filles (Programme de recherche en démographie historique).

Merci à notre lectrice Nataly pour ce rappel.

Louis Richer (4140)



L'épopée acadienne des trois premières générations de Bergeron dit D'Amboise en Nouvelle-France

Marius D'Amboise (7250)

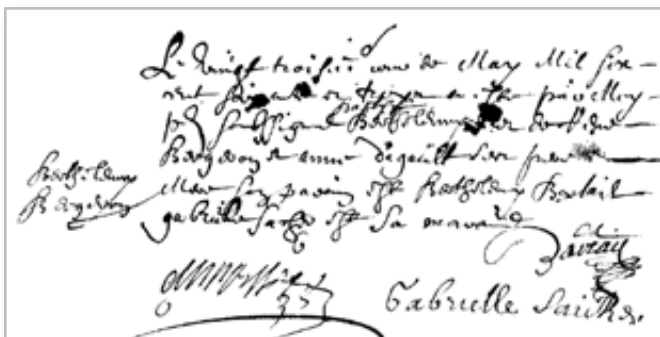
Professeur de chimie à la retraite de l'Université de Montréal, l'auteur, depuis l'âge de 17 ans, se passionne pour la généalogie acadienne et poursuit des recherches sur les ancêtres de sa famille au Québec, en France et aux États-Unis.

Résumé

La recherche dans les archives de France, du Québec et de la Nouvelle-Angleterre permet à l'auteur de lever bien des incertitudes concernant les trois premières générations de sa lignée de Bergeron dit D'Amboise et de rectifier, documents à l'appui, une hypothèse «royale» du père Adrien Bergeron sur l'ascendance exacte de l'ancêtre Barthélemy Bergeron, et sur ses descendants immédiats.

Le premier ancêtre de la famille D'Amboise au Canada est Barthélemy Bergeron. C'est longtemps après son arrivée que certains de ses descendants seront connus sous le nom D'Amboise ou Damboise. Barthélemy est né à Amboise, où il fut baptisé à l'église de Saint-Denis le 23 mai 1663. Il était le fils de René et Anne Dagault.

En 1974, à la bibliothèque d'Amboise, en France, j'ai découvert l'extrait de baptême que voici :



Décrypté à l'aide de la paléographie et transcrit en caractères d'imprimerie, cet acte se lit comme suit :

Le vingt troisième jour de may Mil six cent soixante et trois a esté par Moy (prêtre) soubssigné Baptisé Barthélemy (enfant) de (René) Bergeron et Anne Dagault ses père et mère. Son parrain est Barthélemy Bairau. Gabrielle Saiches est sa marraine.

Les signatures suivent : celle du prêtre est illisible, une autre semble être « Bairau » et la dernière, très facile à lire, est celle de la marraine, Gabrielle Saiches. Le nom du père de Barthélemy, René, s'avère plus difficile à saisir.

Dans son ouvrage¹ sur les Acadiens au Québec, le père Adrien Bergeron, se basant sur la recherche d'une dame Lubineau de Nantes, croit que Barthélemy est le fils d'Antoine et Claudette Scarron. Cette dame Lubineau admet pourtant n'avoir jamais retrouvé l'acte de baptême de Barthélemy à Amboise. En conséquence, le père Bergeron écrit que la partie française, dont il présente plusieurs générations, doit être considérée comme hypothétique, mais dotée d'une forte probabilité. Malheureusement, ces informations propagées sur Internet sont fausses.

Mes recherches approfondies en France en 1989 m'ont fait retrouver à la bibliothèque d'Amboise le *Répertoire des naissances de la paroisse Saint-Denis d'Amboise 1626-1740*. Ce répertoire indique sans équivoque à la page 120 que le père de Barthélemy est bien René Bergeron. Ce document, coté GG176B, mentionne la naissance en mai 1663 de Barthélemy Bergeron, fils de René et Anne Dagault. L'examen du répertoire ne donne aucun autre enfant appelé Barthélemy Bergeron au cours de la période 1626-1740.

Cette hypothèse malheureuse du père Bergeron, largement diffusée, mérite rectification. La preuve du baptême de Barthélemy Bergeron à Amboise en mai 1663 et de l'identité de ses parents, René Bergeron et Anne Dagault, existe comme en témoignage l'extrait présenté ci-contre.

Si elle s'était avérée, l'hypothèse ici réfutée aurait fait de la mère de Barthélemy, Claudette Scarron, sœur du poète Paul Scarron, une parente par alliance de Louis XIV, puisque la veuve Scarron, Françoise D'Aubigné, marquise de Maintenon,

1. BERGERON, Adrien. *Le grand arrangement des Acadiens au Québec*, t. 1, Montréal, Éditions Élysée, 1981, 318 p.

devint l'épouse morganatique du roi après le décès de la reine Marie-Thérèse d'Autriche!

Toujours selon le père Bergeron², Barthélemy Bergeron serait arrivé à Québec en septembre 1684 comme membre des troupes de la Marine. Avant de partir s'établir en Acadie, c'est d'abord à Québec qu'il vécut, associé à Pierre Le Moyne d'Iberville, participant à des expéditions l'été et exerçant l'hiver à Québec le métier de boulanger-pâtissier, comme l'avait fait un temps son père dans la région de Lyon.

Les premières traces de son arrivée en Nouvelle-France sont attestées dans un contrat d'association passé le 5 novembre 1684 devant le notaire Michel Fillion entre

Julien Boissy dit Lagrillade, pâtissier de son métier, Guillaume Dupont, boulanger, et Barthélemy Bergeron, aussi boulanger.

On retrouve plusieurs contrats, actes juridiques et procès qui mentionnent son nom ou le concernent directement entre 1685 et 1695. Le plus intéressant est sans doute le testament que Barthélemy Bergeron fait le 7 janvier 1690 devant le notaire Gilles Rageot avant de partir en campagne militaire.

À quel moment s'est-il installé en Acadie? Sans en connaître la date exacte, ni les circonstances avec certitude, on peut supposer que c'est vers 1693, à l'issue ou au cours d'une campagne avec d'Iberville.

Une lettre de Villebon, gouverneur de l'Acadie, datée du 12 décembre 1694 et adressée au gouverneur du Massachusetts³, confirme que Barthélemy Bergeron, alors connu sous le nom Damboise⁴ dans les échanges courants, est prisonnier des Anglais de Boston et se trouve parmi un groupe d'otages prêts à être échangés contre rançon. Dans ce groupe figure aussi une jeune veuve, Geneviève Serreau de Saint-Aubin, qu'épousera Barthélemy, vraisemblablement à Boston, et qui lui donnera huit enfants.

À cette époque, d'après Jean-Paul Médéric Tremblay⁵, le couple est installé à Port-Royal, en Acadie. Barthélemy est propriétaire d'une goélette avec laquelle il navigue pour son compte dans la baie Française (aujourd'hui baie de Fundy); son beau-père, Jean Serreau de Saint-Aubin, navigue pour le roi et traverse l'Atlantique. Il est probable aussi que Barthélemy allait souvent à Boston pour affaires.

2. BERGERON, Adrien. *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, vol. 20, n° 3, 1969, p. 160; vol. 20, n° 4, 1969, p. 201.

3. Lettre de trois pages du gouverneur Villebon conservée aux Archives du Massachusetts.

4. L'usage du lieu d'origine comme nom courant était assez répandu en Nouvelle-France; de plus c'était aussi l'habitude chez les militaires d'utiliser un surnom, souvent celui de leur lieu d'origine.

5. TREMBLAY, Jean-Paul Médéric. « Un homme de cette sorte Jean Serreau de Saint-Aubin (1621-1705) », *Les Cahiers de la Société historique acadienne*, vol. 13, n° 3, 1982, p. 92.

La France et l'Angleterre étaient en guerre pour la possession de l'Acadie. Les Anglais de Boston en particulier et les Acadiens provoquaient constamment des escarmouches, si bien que la famille Bergeron au complet fut emmenée en otage à Boston à quelques reprises: 1695, 1704 et 1713. Au moins une de leurs filles, Marie-Anne, y est même née en 1706.

Le traité d'Utrecht en 1713 met fin à la guerre de la Succession d'Espagne. La France cède à l'Angleterre l'Acadie qui deviendra la Nouvelle-Écosse. Port-Royal prend le nom d'Annapolis-Royal. Plus de 2500 Acadiens deviennent sujets britanniques, mais refusent de prêter serment à la Couronne sans une clause de neutralité. Cela devient le prétexte du Grand Dérangement en 1755.

Le recensement effectué à Port-Royal en 1714 par le missionnaire Félix Pain précise :

parmi les familles vivant proche le fort, Damboise et sa femme avec 3 garçons et 3 filles.

La situation difficile des Acadiens incite le gouverneur Vaudreuil à leur proposer en 1720 des concessions sur les bords de la Rivière-Saint-Jean. Entre les années 1728 et 1730, d'après le père Bergeron, plusieurs familles acadiennes, dont celle des Bergeron-D'Amboise, quittent Annapolis-Royal pour s'installer en Acadie française, correspondant à peu près au Nouveau-Brunswick d'aujourd'hui.

C'est à Sainte-Anne-de-la-Rivière-Saint-Jean (Sainte-Anne-du-Pays-Bas ou Pointe-Sainte-Anne, aujourd'hui Fredericton) qu'ils s'installent et c'est là sans doute que moururent, vers 1736, Barthélemy et Geneviève, puisque leur nom n'apparaît pas au recensement de 1739.

Barthélemy est à la tête d'une nombreuse descendance, connue parfois sous le nom de Bergeron, parfois sous celui D'Amboise, dispersée à la grandeur du continent américain, de la Gaspésie à la Californie. À ceux-ci, il faut ajouter les descendants de ses filles, encore plus nombreux.

Deuxième génération

On connaît huit enfants à Barthélemy et Geneviève: Barthélemy fils, Marie, Michel, Françoise, Marie-Anne, Joseph-Augustin, Anne-Marie et Marie-Geneviève. Tous les membres de cette famille ont vécu la déportation et la plupart sont morts en exil, principalement en Louisiane. C'est le cas en particulier des trois garçons.

Barthélemy fils Bergeron

Probablement né à Boston, mais baptisé le 1^{er} janvier 1696 à l'île d'Orléans, Barthélemy fils épouse Marguerite Dugas le 21 avril 1721 à Annapolis-Royal. Quatre garçons et quatre filles sont issus de ce couple. Ils semblent tous avoir été déportés en Louisiane. Barthélemy fils y décéda en 1765.

Michel Bergeron

Né en 1702 possiblement à Boston, Michel suivit les traces de son père et de son grand-père maternel : navigateur, il a accompagné son père dans ses expéditions et a pris sa relève puisqu'il naviguait dans les années 1750 pour le compte du gouverneur de l'Acadie.

De son premier mariage (Pisiguit, 1721) à Jeanne Hébert, il eut quatre enfants, dont un fils. Du deuxième mariage en 1727 avec Marie Dugas, il eut 13 enfants, 7 filles et 6 garçons, dont un fils, prénommé Michel comme son père, qui dirigea l'émigration d'un groupe familial de Sainte-Anne-du-Pays-Bas (1759–1763) à Cacouna, puis à Saint-Grégoire, Nicolet. Lors de la déportation, la famille de Michel père fut dispersée, une partie en Louisiane et l'autre au Québec. Michel Bergeron et Marie Dugas moururent en Louisiane.

Joseph-Augustin Bergeron

Le troisième fils du couple Bergeron-Serreau est Augustin. On s'entend pour dire qu'il a dû naître à Boston en 1710. Il ne figure ni au registre de Port-Royal, ni à celui d'autres paroisses de l'Acadie, ni au Québec. Il a épousé Marie-Rose Melanson vers 1732 à Cobequid, aujourd'hui Truro, en Nouvelle-Écosse.

Troisième génération

De Joseph-Augustin et Marie Rose naquirent trois garçons et une fille : Jean-Baptiste, Joseph, Pierre et Élisabeth.

Après la déportation, Joseph-Augustin, son fils aîné Jean-Baptiste, la femme de ce dernier et ses enfants partent d'Halifax, naviguent vers Saint-Domingue pour aboutir en Louisiane en 1765 où Joseph-Augustin, Jean-Baptiste et deux de ses enfants moururent d'une épidémie. Marie-Rose Melanson serait décédée lors de la déportation.

Le troisième fils de Joseph-Augustin, Pierre, épousa Geneviève Poitevin vers 1760 à Saint-Anne-de-la-Rivière-Saint-Jean et émigra en Gaspésie, au Québec. Née à Rivière-Saint-Jean en 1752 et mariée à Cacouna en 1771 à Antoine Boucher, Élisabeth Bergeron vécut à Kamouraska où elle décéda le 13 février 1774.

Le deuxième fils de Joseph-Augustin, Joseph Bergeron, né vers 1735, aurait épousé vers 1761 Angélique Saindon à Rivière-Saint-Jean; il émigra au Québec avec un groupe familial sous la conduite de son cousin Michel fils Bergeron. Ce dernier continua en 1764 vers Nicolet, tandis que Joseph se fixa avec son épouse dans la région du Bas-du-Fleuve, paroisse de Kamouraska, où s'était établi depuis peu son beau-père Michel Saindon avec sa famille.

Aucun acte n'a pu être trouvé pour attester de la naissance et de la filiation de Joseph. Certains le font descendre de Barthélemy fils ou de Michel père Bergeron. Mais le recensement du 12 août 1763 à Rivière-Saint-Jean et les répertoires de mariages de Rivière-du-Loup et de L'Isle-Verte le donnent bien comme fils d'Augustin Bergeron et Marie-Rose Melanson.

À la troisième génération de cette lignée de Bergeron, c'est donc sur Joseph Bergeron et son épouse Angélique Saindon que sera centrée notre attention pour suivre à la trace la filiation des Damboise et la dévolution⁶ des fermes acquises à L'Isle-Verte et défrichées à Saint-Cyprien.

Joseph Bergeron et Angélique Saindon donnèrent naissance en Acadie et au Canada à six enfants au moins⁷, dont cinq, trois garçons et deux filles, se marièrent à L'Isle-Verte et y établirent leur descendance. Après le décès d'Angélique vers 1769, Joseph épousa en secondes noces le 27 octobre 1770 Geneviève Côté, coseigneuse de L'Isle-Verte, qui ne lui donna qu'un enfant, Théotiste, probablement décédé très tôt, mais c'est elle qui éleva les enfants du premier mariage et les dota généreusement de terres à L'Isle-Verte.

Avant de conclure sur la généalogie de cette lignée de Bergeron dit D'Amboise, de la première génération, celle de Barthélemy, jusqu'à la neuvième, celle de l'auteur et de son cousin, il convient de relater brièvement la remontée d'un petit groupe d'Acadiens de la Rivière-Saint-Jean jusqu'à la *Kakouna*⁸ sur le bord du Saint-Laurent et de situer cette remontée dans l'épopée tragique du Grand Dérangement.

Autour du Grand Dérangement de 1755 et après...

C'est en 1755 que le gouvernement de Nouvelle-Écosse mit à exécution sa décision d'éliminer définitivement les Acadiens de son territoire et entreprit ce qu'on peut bien associer à un véritable génocide. Ce furent la séparation des familles, l'emprisonnement de plusieurs et la déportation des habitants de la côte sud de la baie de Fundy. Certains purent s'échapper, s'enfuyant dans les bois et se réfugiant sur la rive nord où ils vinrent grossir les villages existants, dont Pointe-Sainte-Anne.

À l'automne 1758, le gouvernement d'Halifax confia au colonel Robert Monckton la tâche d'expulser tous les Acadiens vivant à la Rivière-Saint-Jean. Avec un contingent d'un millier de soldats, Monckton détruisit tout sur son passage, chassa les habitants, incendia les maisons, tua le bétail et brûla les récoltes jusqu'à Grimrose, aujourd'hui Gagetown, village acadien détruit le 4 novembre 1758. Gagetown se situe à environ 60 km au sud-est de Pointe-Sainte-Anne. Plusieurs Acadiens moururent de froid, de faim, de privation et de misère au cours de l'hiver suivant l'expédition de Monckton. L'un de ses lieutenants, Moses Hazen, prit la tête d'un détachement d'une

6. Avec son cousin germain Renaud Santerre, l'auteur prépare un opuscule intitulé : *De L'Isle-Verte à Saint-Cyprien: la migration en terre québécoise d'une lignée acadienne de Bergeron dit Damboise*.

7. Les actes originaux de baptême, de mariage et de décès d'Angélique Saindon et de certains de ses enfants n'ont pu être retrouvés.

8. L'érection canonique de la paroisse de Saint-Georges de Cacouna date de 1825 et celle de Saint-Jean-Baptiste de L'Isle-Verte de 1828.

quinzaine de « rangers » pour raser complètement Pointe-Sainte-Anne en février-mars 1759. L'historien acadien Fidèle Thériault⁹ raconte les péripéties de cette destruction et les pires cruautés auxquelles se livra Hazen. Pour une vue d'ensemble de ces exactions, on peut se reporter à un historien américain, John Grenier¹⁰.

Tout fut détruit; inutile de dire que tous les registres de naissances, mariages et inhumations furent brûlés. Ainsi s'explique la disparition de plusieurs documents originaux. Après le départ de Hazen, ceux qui s'étaient réfugiés dans les bois revinrent sur place pour inhumer, avec beaucoup de difficultés, les corps des martyrs.

La vie à Rivière-Saint-Jean n'était plus tenable. Il fallait souvent reculer devant l'envahisseur et mener une vie nomade dans les bois. Au printemps 1763, à la cession définitive du Canada à l'Angleterre, une dizaine de familles, sous la conduite de Michel fils Bergeron, se mirent en route vers le nord à travers lacs et forêts pour aboutir vers la fin de l'année 1763 sur les rives du Saint-Laurent à la hauteur de ce qui est devenu Cacouna.

Bona Arsenault¹¹ présente ainsi cette épopée :
En 1758, plusieurs familles de fugitifs acadiens vivaient cachées dans les bois de la rivière Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick actuel. Le colonel Monckton reçut l'ordre d'aller les déloger de leur retraite. L'expédition de Monckton et de ses 1200 miliciens, commencée le 16 septembre 1758, dura deux mois et fut poursuivie au mois de janvier 1759 par Moses Hazen, l'un de ses officiers. Toutes les maisons qui s'y trouvaient furent incendiées sur une distance de 35 milles en amont de la rivière, plusieurs Acadiens furent tués et vingt-trois furent faits prisonniers. Les autres, fuyant à travers les bois, purent atteindre les rives du fleuve Saint-Laurent, à Cacouna.

Dans son édition du 14 décembre 1872, le journal Meschacébé, publié en Louisiane, écrit que le groupe de réfugiés de Rivière-Saint-Jean avait décidé de se diriger vers Québec avant l'arrivée des soldats de Monckton.

La troupe, précise le journal, se composait d'une dizaine de familles, entre autres les Béliveau, Gaudet, Poirier, Bergeron, Bourque, Bercasse et Lamontagne. Il y avait plusieurs femmes, des jeunes filles et des enfants en bas âge. Le chef de l'expédition était Michel Bergeron dit de Nantes, homme hardi à la chasse et un vrai coureur des bois.



Château d'Amboise, de style Renaissance, résidence des rois de France à partir de 1434.

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Ch%C3%A2teau_d%27Amboise

Se basant sur le recensement effectué à Rivière-Saint-Jean le 12 août 1763, le père Adrien Bergeron déduit la présence dans ce groupe de Michel Bergeron (Magdeleine Bourg), de Joseph Bergeron (Angélique Saindon) et de leurs jeunes enfants¹².

Quelle voie emprunta cette petite troupe dans sa migration vers le nord-ouest? Il est fort probable qu'après avoir longé la rivière Saint-Jean jusqu'au Grand-Sault, près de ce qui est aujourd'hui Edmundston, le groupe poursuivit son périple le long de la rivière Madawaska jusqu'au lac Témiscouata, qu'ils remontèrent jusqu'au chemin de portage qu'empruntaient ceux qui allaient de Québec jusqu'en Acadie. Le portage les conduisit jusqu'au lieu aujourd'hui appelé Cacouna, où ils passèrent l'hiver. Quelques-uns, dont Joseph Bergeron et sa jeune famille, y prirent même racine dans la seigneurie de l'Île-Verte.

Une bonne partie du groupe, après quelques mois passés dans cette région, remonta le fleuve, toujours sous la conduite de Michel fils Bergeron, jusqu'à Nicolet et alla s'établir à Saint-Grégoire, Nicolet. Ces familles sont généralement connues de nos jours sous le nom de Bergeron. C'est de cette branche qu'est issu le ministre de la Sécurité publique (2012), Stéphane Bergeron.

Un enfant de Michel fils, Étienne, resta à Cacouna quelques années avant d'aller s'installer en Gaspésie. Cette branche s'est développée sous le patronyme D'Amboise. Étienne est l'ancêtre du professeur Gérald D'Amboise de l'Université Laval.

Quelques membres du groupe, issus de Joseph-Augustin Bergeron, s'enracinèrent dans le Bas-du-Fleuve et s'identifièrent presque tous sous le patronyme D'Amboise ou Damboise. C'est à cette branche que se rattachent l'auteur et son cousin, Renaud Santerre.

12. BERGERON, Adrien. *Le grand arrangement des Acadiens au Québec*, op. cit. p. 259.

9. THÉRIAULT, Fidèle. *Le Petit Courrier*, vol. II, n° 1, 1995, p. 11-14.

10. GRENIER, John. *The Far Reaches of Empire War in Nova Scotia, 1710-1760*, Oklahoma University Press, [s. d.]

11. ARSENAULT, Bona. *Histoire et généalogie des Acadiens*, t. I, Montréal, Léméac, 1978, p. 215.

GÉNÉALOGIE DES BERGERON dit D'AMBOISE

Issus du mariage à Amboise (Indre-et-Loire, France) vers 1660 de René Bergeron et d'Anne Dagault.

Prénom et nom	Lieu et date du mariage	Prénom et nom du conjoint (Prénom du père; nom de la mère)
Génération I		
Barthélemy Bergeron	probablement Boston 1695	Geneviève Serreau de Saint-Aubin (Jean; Marguerite Boisleau)
Génération II		
Joseph-Augustin Bergeron	Port-Royal 1731	Marie-Rose Melanson (Jean; Mad. Petitot dit Sincennes)
Génération III		
Joseph Bergeron	Sainte-Anne-du-Pays-Bas (Fredericton) 1761	Angélique Saindon (Michel; M.-Yves Godin dit Bellefontaine)
Génération IV		
Jean-François Bergeron dit Damboise	Kamouraska 31 janvier 1791	Marie-Rose Soucy (André; Marie Hudon)
Génération V		
Benoît Bergeron dit Damboise	Kamouraska 11 février 1822	Marie-Flavie Roy dit Desjardins (Jean; Marie-Josephte Ouellet)
Génération VI		
Jean Bergeron dit Damboise	Saint-Arsène 11 février 1850	Suzanne Cayouette (Joseph; Nathalie Saindon)
Génération VII		
Paul Damboise	Saint-Clément 14 février 1888	Philomène Malenfant (Cléophas; Démerise Dumont)
Génération VIII		
Charles D'Amboise	Squatec 1 ^{er} septembre 1919	Alma Viel (Louis; Marie Michaud)
Adèle Damboise (Paul; Philomène Malenfant)	Squatec 28 octobre 1931	Louis Santerre (Georges; Marie Pelletier)
Génération IX		
Renaud Santerre (Adèle Damboise; Louis Santerre)	Québec 7 juin 1980	Agathe Garon (Léon-Thomas; Blanche Dumulon)
Marius D'Amboise (Charles; Alma Viel)	Montréal 2 septembre 1964	Angela Epstein (David; Rachel Bercovici)

Vous pouvez communiquer avec l'auteur à l'adresse :
marius.damboise@gmail.com



Des Leclerc pionniers sur deux rives...

Rodrigue Leclerc (4069)

Né à Québec, l'auteur est diplômé en archivistique de l'Université Laval, où il fait carrière successivement à la Bibliothèque générale, aux Archives et aux Collections spécialisées. À sa retraite, il publie *50 ans d'histoire: le syndicat des employés de l'Université Laval*. Il poursuit depuis sa collecte d'informations pour la généalogie des familles Leclerc et Garneau. Il est membre de l'Association des familles Leclerc ainsi que de la Société de généalogie de Québec, et participe au Comité de **L'Ancêtre**.

Résumé

Dans cet article, l'auteur montre comment il est facile pour les généalogistes de suivre de fausses pistes dans la recherche d'informations permettant de retracer une lignée d'ancêtres portant un patronyme donné. À partir de l'histoire de Leclercville qui a célébré son 150^e anniversaire de fondation en 2013, l'auteur fait état des difficultés rencontrées pour établir correctement la généalogie de la famille fondatrice de Leclercville. Il présente brièvement les ancêtres Leclerc qui se sont établis à Charlesbourg, dont on souligne le 350^e anniversaire du Trait-Carré en 2015.

L'auteur établit le lien de parenté entre les Leclerc de Lotbinière et ceux du comté de Portneuf, particulièrement des Leclerc de Donnacona, ville qui célèbre son centenaire de fondation en 2015 et dont les ancêtres viennent de Charlesbourg. Finalement, il fera le lien avec Félix Leclerc dont c'était le 100^e anniversaire de naissance en 2014. Pour la grande famille des Leclerc, voilà quatre grandes occasions de se retrouver entre cousins et cousines.

Préambule

Qui n'a pas entendu au moins une fois dans sa vie cette fameuse question: «Té qui té?», ou encore «Té un p'tit qui toé?». Traduits en français correct, on devrait dire: «Qui es-tu, toi?», ou plus simplement: «Qui es-tu?». Ayant à faire une recherche sur l'histoire d'une ville, j'ai trouvé tellement de variantes de prénom pour une même personne que j'ai failli déclencher une véritable guerre de clocher, une chicane de famille ou, tout simplement, une bonne discussion entre puristes. J'avais déjà connu quelques situations semblables dans le passé.

Par exemple, une personne baptisée sous le prénom de Marie-Louise-Hélène a été recensée sous celui de Louise, s'est mariée sous les prénoms de Marie-Luce-Hélène et est décédée comme Hélène si l'on en croit la chronique nécrologique. Autre cas: baptisé sous les prénoms de Joseph-Adrien-Pierre-Paul, appelé familièrement Drien ou Adrien, il s'est marié, a signé et a été connu le reste de sa vie, et même à la chronique nécrologique, sous les prénoms de Charles-Adrien. Le cas à l'origine de cet article est beaucoup plus complexe pour le chercheur, tant en histoire qu'en généalogie.

Pierre-Navejus Leclerc

L'année 2013 a marqué le 150^e anniversaire de la fondation de la municipalité de paroisse de Sainte-Émmélie de Leclercville, comté de Lotbinière. Ici, on a connu quelques variantes même

dans la graphie du nom de la paroisse. On trouve ainsi entre autres: Sainte-Émilie, Sainte-Émélie, Sainte-Emmille.

Ayant reçu le mandat de présenter un bref historique de la ville de Leclercville, je me suis dirigé vers le site Web de ladite municipalité. Je note ce prénom peu usité de Pierre-Navejus Leclerc. Tout en continuant mes recherches sur la ville, je consulte alors le site de la Commission de toponymie du Québec pour en savoir plus sur cette personnalité. Je trouve une information similaire auprès de l'Association des familles Leclerc.

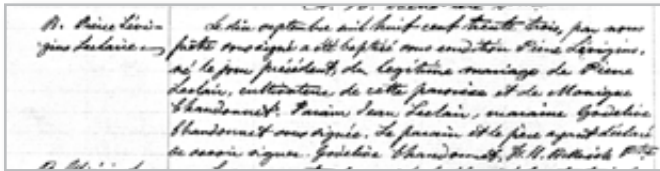
Le nom de Leclercville¹ a été choisi pour honorer la mémoire de Pierre Leclerc, fils de Michel-Clément, donateur du terrain sur lequel fut construite la magnifique et historique église de Sainte-Émmélie, toujours fréquentée aujourd'hui. Son fils Pierre-Novégéus fut le premier secrétaire trésorier de la municipalité et son autre fils Pierre-Milem, maire et préfet de comté.

Le premier Leclerc dans cette paroisse fut Michel-Clément [V], baptisé à Lotbinière le 4 janvier 1765, fils de Michel [IV], lui-même fils de Jean-Baptiste [III], fils d'Adrien [II] et fils de Jean [I] Le clerc et de Marie Blanquet. Michel-Clément est l'ancêtre de Félix Leclerc, notre troubadour national.²

1. LECLAIRE, Gilles P. *Leclercville, Québec*, Association des familles Leclerc, www.associationfamiliesleclerc.ca/Leclercville.html (consulté le 16 mars 2015).
2. *Ibid.*

Tiens donc : une autre graphie ! Je me mets sans plus tarder à la recherche de LA VÉRITÉ.

En règle générale, les registres paroissiaux et les actes notariés permettent de vérifier ces informations. Pour débiter, je consulte les registres paroissiaux du comté de Lotbinière sur le site internet de *FamilySearch*. Je vais de surprise en surprise. Tout d'abord, l'acte de baptême de ce personnage diffère de ce que l'on a vu jusqu'ici.



Acte de baptême de Pierre Lévigus Leclerc³.

Transcription: *Le dix septième mil huit cent trente trois, par nous / prêtre sous signé a été baptisé sous condition Pierre Lévigus, / né le jour précédent, du légitime mariage de Pierre / Leclair, cultivateur de cette paroisse et de Monique / Chandonnet. Parrain Jean Leclair, maraine Godelive / Chandonnet sous signée. Le parrain et le père ayant déclaré / ne savoir signer. Godelive Chandonnet F.H. Belleisle ptre.*

En passant, notons la graphie de *Leclair* dans la marge et celle de *Leclair* dans le texte. Mais d'où peut bien venir ce prénom de *Lévigus*, demanderez-vous? Excellente question que je me suis moi-même posée. On peut tenter l'explication suivante : *Lévigus* est une déformation du nom *Éligius* (en latin, « l'élu ») qui est devenu *Éloi*. Ça pourrait aussi être une déformation du mot *Leveticus*⁴ emprunté au latin de la *Vulgate*, qui qualifie ce qui est relatif aux lévites, aux clercs, ce qui serait, dans le cas présent, prémonitoire de son futur rôle de secrétaire-trésorier de la municipalité. C'est une possibilité. Ce prénom subira quelques modifications.

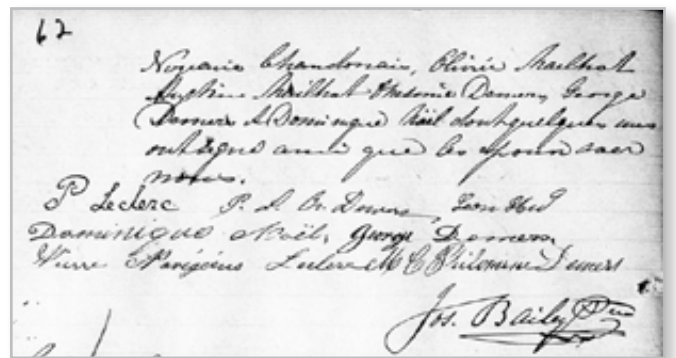
En effet, le 22 janvier 1856, jour de son mariage avec Marie-Philomène-Clarence Demers, il s'appellera Pierre Navegeus Leclerc, comme on peut le voir écrit dans la marge de l'acte consigné au registre. On constate également le changement de graphie de *Leclair* pour *Leclerc* parmi les signatures à la fin de l'acte. Notons l'ajout des accents dans la signature de Pierre Navégéus Leclerc. Encore ici, on peut s'interroger sur l'origine du prénom Navégéus. Tout en sachant cette hypothèse peu probable, on peut imaginer que ses parents ou l'officiant aient été érudits et l'aient prénommé en hommage au dramaturge romain Naevius (-264 à -194), en français Névius ou Nevius. Sait-on jamais! Et les scripteurs auraient improvisé à partir de cette possibilité.



Acte de mariage de Pierre Navegeus Leclerc et Philomène Demers⁵.

Transcription: *Le vingt deux janvier mil huit cent cin / quante six après la publication d'un ban / de mariage faite sans opposition quelconque / au prône de notre messe paroissiale (...) vu la dispense des deux autres bans / du troisième au troisième degré de consan / guinité accordé le seize du courant (...) vu / aussi le consentement des parens, nous Curé / sousigné avons reçu le mutuel / consentement de mariage de Pierre Na / vegeus Leclerc fils mineur de Pierre Leclerc / Ecuyer et de défunte Monique Chandonnais / de la paroisse de Lotbinière d'une part...*

À la fin de cet acte, on retrouve quelques signatures significatives telles celle du père du marié *P. Leclerc*, celle de la mariée *M C Philomène Demers*, ainsi que celle du marié *Pierre Navégéus Leclerc*. De plus, si on compare les deux actes, baptême et mariage, on remarque également la différence de graphie pour *Monique Chandonnet* au baptême et feu *Monique Chandonnais* au mariage.



Signatures des témoins au mariage de Pierre Leclerc et Philomène Demers⁶.

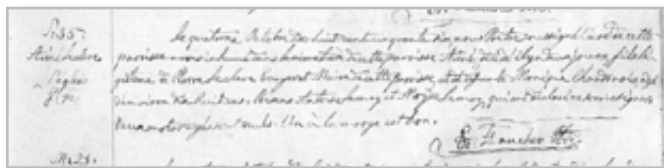
3. FamilySearch, Intellectual Reserve, Inc., © 2015, <https://familysearch.org/pal:/MM9.3.1/TH-197-28021-28893-24?cc=1321742&wc=MMY5-W2L:n1746756003>, image 419 (consulté le 16 mars 2015).

4. REY, Alain, sous la dir. de. *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Dictionnaires LE ROBERT, 2010, p. 1196.

5. FamilySearch, Intellectual Reserve, Inc., © 2015, <https://familysearch.org/pal:/MM9.3.1/TH-1942-28004-10094-80?cc=1321742&wc=MMY5-HZS:1721957483>, images 69-70 (consulté le 16 mars 2015).

6. *Idem*.

Dans l'acte de décès de son frère Aimé survenu le 12 octobre 1856, on apprend que leur père Pierre est maire de la paroisse.



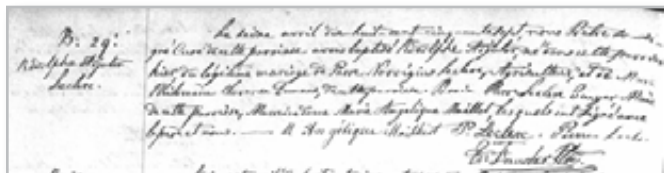
Acte de sépulture d'Aimé Leclerc.

Transcription: *Le quatorze Octobre dix-huit-cent-cinquante-six, nous Prêtre soussigné Curé de cette / paroisse avons inhumé dans le cimetière de cette paroisse [Saint-Louis de Lotbinière] Aimé, décédé il y a deux jours, fils lé / gitime de Pierre Leclerc Ecuyer et Maire de cette paroisse et de défunte Monique Chandonais, âgé / d'environ dix huit ans.*

Présens Antoine Lemay... Deux mots rayés sont nuls. Un à la marge est bon. Le mot en marge est *l'église*⁷. Aimé a donc été inhumé dans l'église de la paroisse.

Aimé-Edmond Leclerc est né le 18 octobre 1837 et a été baptisé le 20 ; sa mère, *Monique Chandonais*, décèdera onze jours plus tard et sera inhumée le 1^{er} novembre suivant⁸.

Puis le 16 avril 1857, Pierre Novégus Leclerc et son épouse font baptiser leur premier enfant, Rodolphe Adjutor.

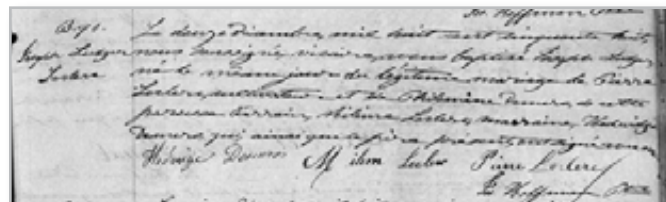


Acte de baptême de Rodolphe Adjutor Leclerc⁹.

Transcription: *Le seize avril dix-huit-cent-cinquante sept, nous Prêtre soussi / gné Curé de cette paroisse avons baptisé Rodolphe Adjutor, né dans cette paroisse / hier du légitime mariage de Pierre Novégus Leclerc, Agriculteur, et de Marie / Philomène Clarence Demers, de cette paroisse. Parain Pierre Leclerc Ecuyer, Maire / de cette paroisse, Marreine dame Marie Angélique Maillot, lesquels ont signé avec / le père et nous. Suivent les signatures M Angélique Mailhiot, P. Leclerc. Pierre Leclerc.*

Son grand-père Pierre est donc son parrain. On note ici encore de nouvelles graphies: *Pierre Novégus Leclerc*, *Angélique Maillot* et *Angélique Mailhiot*. Passons sous silence *Marreine*, ainsi que le nom de *Marie Clarence Philomène* qui est devenu *Marie Philomène Clarence Demers*.

Le 12 décembre 1858, Pierre et Philomène font baptiser leur deuxième enfant, Joseph-Ludger, le jour même de sa naissance.



Acte de baptême de Joseph Ludger Leclerc¹⁰.

Transcription: *Le douze décembre, mil huit cent cinquante huit, / nous soussigné, vicaire, avons baptisé Joseph Ludger, / né le même jour du légitime mariage de Pierre / Leclerc, cultivateur et de Philomène Demers, de cette / paroisse. Parrain, Milème Leclerc; marraine, Hedwidge / Demers, qui, ainsi que le père présent, ont signé avec nous. /*

Suivent les signatures de *Hedwige Demers*, *Milèm Leclerc*, *Pierre Leclerc* et *Jos. Hoffman*, Ptre.

Dominique Leclerc et sa descendance

Pierre Leclerc avait au moins un frère, Dominique, qui s'est marié le 8 septembre 1840. Ce fut un mariage double ; le frère d'Émilie Auger, *Jean Baptiste Auger*, a épousé, le même jour, *Esther Lafleur*, fille majeure de feu *Amable Lafleur* et de *Marie Perus* (Pérusse), de la paroisse *St Jean Deschaillons*. Le nouveau marié, Dominique Leclerc, était témoin au mariage de son nouveau beau-frère.

Dominique Leclerc et Émilie Auger ont eu sept enfants, dont Nérée, né le 14 septembre 1843 à Saint-Louis de Lotbinière¹¹. Nérée Leclerc épousera Zéphirine Laliberté le 10 juin 1878 à Sainte-Émmélie de Lotbinière¹². De cette union naît, entre autres, Léonidas (Léo) (Saint-Édouard-de-Lotbinière, 7 mai 1882) qui épousera Fabiola Parrot le 14 novembre 1904 à Leclercville¹³. Ensemble, ils auront 11 enfants, dont le neuvième, Félix (La Tuque, 2 août 1914 – Saint-Pierre, île d'Orléans, 8 août 1988) deviendra le célèbre poète-compositeur québécois.

7. *Ibid.*, <https://familysearch.org/pal:/MM9.3.1/TH-1971-28022-24344-59?cc=1321742&wc=M-MY5-W2F:1227746184>, image 114 (consulté le 16 mars 2015).
8. *Ibid.*, <https://familysearch.org/pal:/MM9.3.1/TH-1961-28022-26463-57?cc=1321742&wc=M-MY5-W2Z:134560841>, image 7 (consulté le 16 mars 2015).
9. *Ibid.*, <https://familysearch.org/pal:/MM9.3.1/TH-1942-28022-25743-77?cc=1321742&wc=M-MY5-W2F:1227746184>, image 123 (consulté le 16 mars 2015).

10. *Ibid.*, <https://familysearch.org/pal:/MM9.3.1/TH-1961-28022-25285-63?cc=1321742&wc=M-MY5-W2F:1227746184>, image 153 (consulté le 16 mars 2015).
11. *Ibid.*, Pedigree Resource File, <https://familysearch.org/ark:/61903/2:2:3MRB-V5D> (consulté le 16 mars 2015).
12. *Ibid.*, <https://familysearch.org/ark:/61903/2:2:3MRB-V5C> (consulté le 16 mars 2015).
13. *Ibid.*, <https://familysearch.org/ark:/61903/2:2:3MRB-V5Z> (consulté le 16 mars 2015).

Vers Charlesbourg et Donnacona

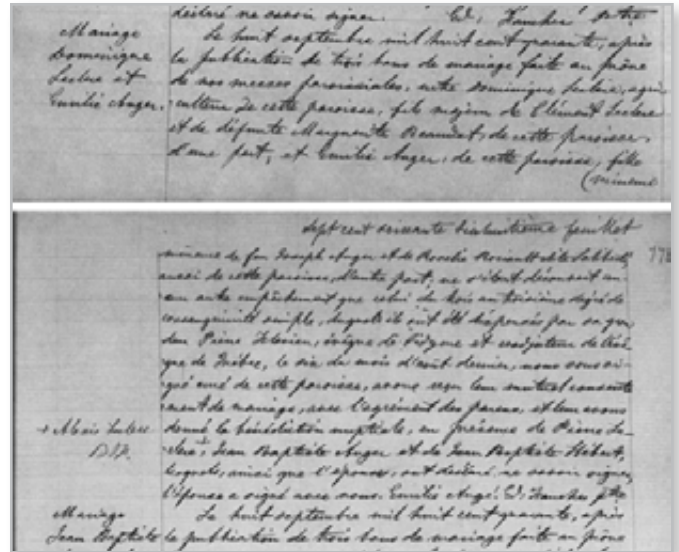
Le lien entre les Leclerc de Leclercville et ceux de Portneuf se fait par les frères Joseph (Marie Bélanger), Jean-Baptiste (Marie-Anne Jobidon) et Louis-Victor (Geneviève Choret), fils d'Adrien Leclerc et Geneviève Paradis (m. 9 novembre 1694, Saint-Pierre, Î.O.). On a montré plus avant, d'une part, le rapport entre Michel et Lotbinière et, d'autre part, le rapport avec Félix Leclerc. C'est surtout Louis-Victor et ses fils, Louis (m. Marie-Louise Cliche, 13 février 1775, Charlesbourg) et Charles-Marie (m. Geneviève Bédard, 24 janvier 1774, Charlesbourg), qui ont contribué au peuplement du comté de Portneuf.

On compte encore quelques descendants de Louis et Geneviève à Charlesbourg qui, rappelons-le, célèbre le 350^e anniversaire du Trait-Carré cette année. Quant aux Leclerc de la grande région de Portneuf, je citerai Germain Julien dans son livre *La naissance d'un village manufacturier, Pont-Rouge (1768–1911)*¹⁴.

À Pont-Rouge, 23 chefs de famille portaient le nom Leclerc en 1911. Ils étaient tous descendants de Louis Leclerc et de Marie-Louise Cliche. Ces aïeux sont partis de Charlesbourg en 1799 avec leurs dix enfants et sont venus s'établir dans le rang de l'Enfant-Jésus à Cap-Santé. Louis est décédé en 1810, à l'âge de 63 ans, et sa femme dix ans auparavant, à l'âge de 46 ans. En 1825, trois de leurs fils mariés étaient établis sur des terres agricoles du rang de l'Enfant-Jésus: Louis et Madeleine Marcotte de même que Jean-Baptiste et Louise Garneau sur le territoire actuel de Cap-Santé; Joseph et Marie Julien sur le territoire qui sera annexé à la municipalité de Pont-Rouge en janvier 1907. De plus, Louis et Jean-Baptiste possédaient depuis 1814–1815 d'autres terres dans le rang des Petites-Montagnes (aujourd'hui la rue Dupont Ouest), tandis que Joseph en avait acheté une dans le rang du Brûlé en 1816. Quelque 122 descendants de ces trois cultivateurs occupaient 23 maisons à Pont-Rouge en 1911: 13 dans le village et 10 dans la paroisse. Sur les 23 chefs de famille, seulement une dizaine avaient l'agriculture comme gagne-pain

À partir de Pont-Rouge et de Cap-Santé, les Leclerc ont essaimé dans tout le comté, y compris Donnacona. Un de mes oncles maternels, Alonzo Leclerc (Rose-Anna Laroche, domestique chez mon oncle paternel Wilfrid époux de Laura Leclerc) y est demeuré depuis son mariage jusqu'à sa mort. Alonzo et Rose-Anna y ont élevé leur famille de six enfants: Maurice (Lucette Gauthier), Donat (Gracia Leclerc), Rose-Aimée, Gérard (Cécile Paradis), Henri (Paulette Papillon) et Léo (Jeanne Doré). Leur fille Rose-Aimée a habité la maison paternelle jusqu'à son décès. Un arrière-petit-fils a pris la relève.

14. JULIEN, Germain. *La naissance d'un village manufacturier: Pont-Rouge 1768–1911*, Saint-Augustin-de-Desmaures, [s. é.], 2010, p. 283.



Acte de mariage de Dominique Leclerc, frère de Pierre Leclerc¹⁵.

Transcription: *Le huit septembre mil huit cent quarante, après / la publication de trois bans de mariage faite au prône / de nos messes paroissiales, entre Dominique Leclair, agri / culteur de cette paroisse, fils majeure de Clément Leclerc / et de défunte Marguerite Beudet, de cette paroisse, / d'une part, et Emilie Auger, de cette paroisse, fille (mineure) / mineure de feu Joseph Auger et de Rosalie Roirault dite Laliberté, / aussi de cette paroisse, d'autre part; ne s'étant découvert au / cun autre empêchement que celui du trois au troisième degré de / consanguinité simple, duquel ils ont été dispensés par sa gran / deur Pierre Flavien, évêque de Didyme et coadjuteur de l'évê- / que de Québec, le six du mois d'août dernier, nous soussi- / gné curé de cette paroisse, avons reçu leur mutuel consente / ment de mariage, avec l'agrément des parents, et leur avons / donné la bénédiction nuptiale, en présence de Pierre Le- / clerc+, Jean Baptiste Auger et de Jean Baptiste Hébert, lesquels, ainsi que l'épouse, ont déclaré ne savoir signer, / l'épouse a signé avec nous. Suivent les signatures Emilie Augé. Ed. Faucher ptre.*

+ Note en marge Alexis Leclerc / BTh.

15. <https://familysearch.org/pal:/MM9.3.1/TH-1942-28022-26915-87?cc=1321742&wc=MHBB-Q68:15628601,15628602,15628603>, image 56

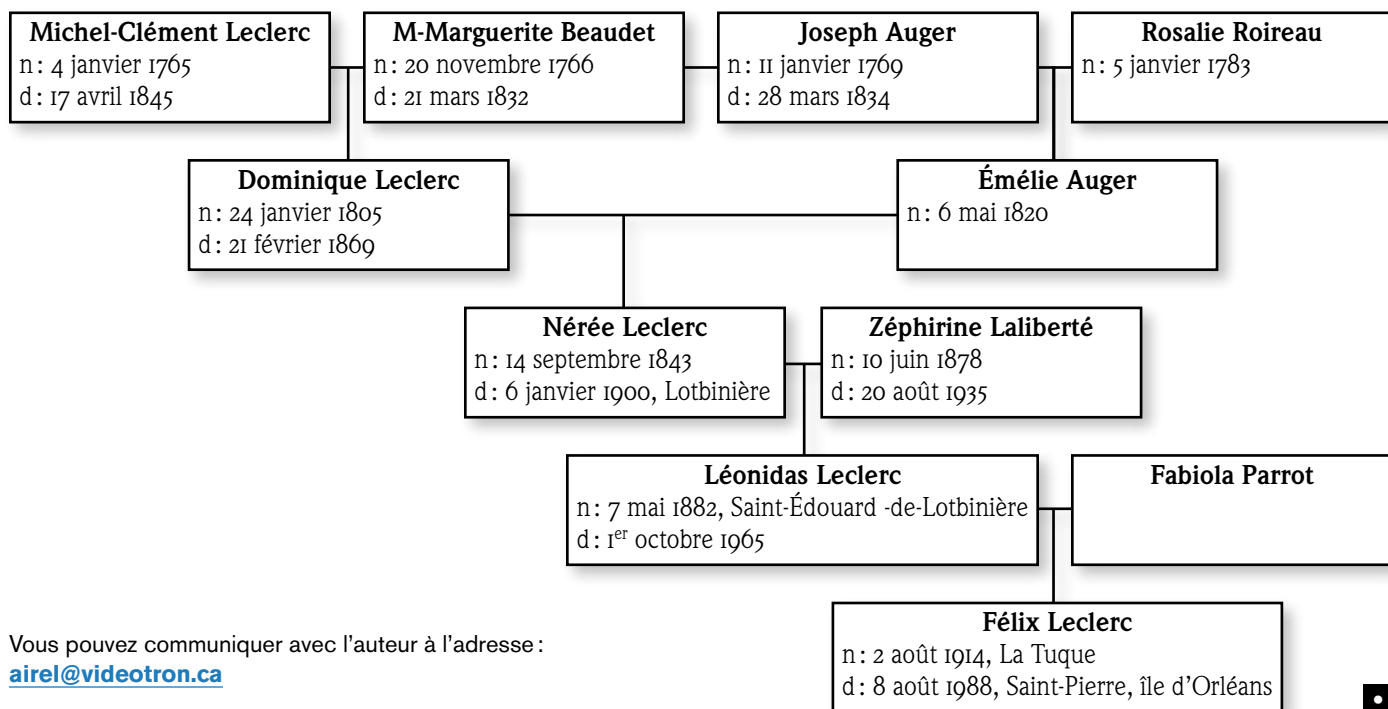
GLOSSAIRE DU GÉNÉALOGISTE

Douaire

Gain de survie de la femme consistant en un usufruit sur les propres de son mari, fixé soit par contrat de mariage (douaire conventionnel ou préfix), soit par la coutume (droit coutumier).

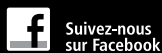
Source : Fédération québécoise des sociétés de généalogie : <http://federationgenealogie.qc.ca/guideressources/glossaire>

ASCENDANCE DE LÉONIDAS ET DE FÉLIX LECLERC



LIEU HISTORIQUE NATIONAL *Maison* NATIONAL HISTORIC SITE
SIR ÉTIENNE-PASCHAL-TACHÉ

DÉCOUVREZ
LE PARCOURS EXCEPTIONNEL
DE CET HOMME DE CARACTÈRE
ET DE COURAGE.



Sir Étienne-Paschal Taché
1865-2015

150 ans

www.ville.montmagny.qc.ca/maisontache



Émile Moreau, un descendant de Jean Moreau dit Lagrange

Marc Moreau (5233)

Né à Roberval au Lac-Saint-Jean en 1949, Marc Moreau est le fils de Roger et Louissette Brassard. Il obtient un baccalauréat en communication graphique de l'Université du Québec à Montréal en 1974 et un certificat en pédagogie à l'Université Laval en 1982. Il entre à l'emploi de la Commission scolaire des Découvreurs en 1980 où il occupera les postes d'enseignant et d'adjoint à la direction du Centre de formation professionnelle De Rochebelle, à Sainte-Foy, jusqu'à sa retraite en 2010. Il est membre de la Société de généalogie de Québec depuis 2003 et du Comité de formation depuis février 2013. Il siège au conseil d'administration de l'Association des Brassard d'Amérique depuis juillet 2011.

Résumé

C'est par la découverte du récit de la vie de son arrière-grand-père que l'auteur s'est intéressé à la grande histoire. Il n'en fallait pas plus pour qu'il prenne les moyens pour acquérir des connaissances en généalogie afin de connaître son ascendance jusqu'à son ancêtre et nous faire découvrir une partie de l'histoire de Jean Moreau dit Lagrange.

Au début de l'année 2000, mon père m'a remis trois cahiers dans lesquels mon arrière-grand-père Émile avait écrit ses mémoires de 1877 à 1945, année du décès de son épouse Albertine Nobert. Je constate aujourd'hui que la lecture de ces écrits a éveillé ma curiosité pour connaître davantage mon histoire de famille, laquelle s'est transformée en une passion pour l'histoire et la généalogie.

Tout au long de son récit, mon arrière-grand-père détaille ses liens familiaux, ses amitiés, ses études, ses emplois, son mariage, l'arrivée de ses enfants et ses activités en politique au Lac-Saint-Jean; il termine sa vie à Québec. J'ai découvert l'histoire d'un homme dont l'existence a été dans l'action dès la fin de ses études et dans ses engagements auprès de sa communauté tout au long de sa vie.

Émile Moreau est enfant unique du couple Louis-Émile, navigateur, et Flore Pépin dit Saint-Pierre. Il est né le 20 juin 1877 et a été baptisé le lendemain sous le nom de Joseph Émile Ernest Moreau à Saint-Cyrille-de-Lessard, alors comté de L'Islet. Sa mère décède le 3 septembre 1888 d'une pleurésie. Son père Louis-Émile épousera en secondes noces Eugénie Michaud le 6 octobre 1891 à Saint-Cyrille-de-Lessard. Quatre enfants sont nés de ce mariage,



Photographie du mariage d'Émile et d'Albertine à Sanford, Maine, É.-U., en 1901. Collection de Nicole Gendron, fille de Marie-Anna Moreau.

trois sont morts en très bas âge. Une fille a survécu, Marie Anna, demi-sœur de mon arrière-grand-père. Elle deviendra religieuse sous le nom de sœur Sainte-Adine, des Sœurs de la Charité.

Émile fait ses études au Collège des Frères des écoles chrétiennes à L'Islet à partir de septembre 1892. Après sa formation, il travaille pour les entreprises forestières King and Brothers et Price Brothers. En 1897, il émigre aux États-Unis où il exerce le métier de contremaître et de mesureur de bois dans les états du Rhode Island et du Maine.

En 1900, Émile part pour Sanford dans l'État du Maine. Il fait la rencontre de celle qui deviendra sa femme, Albertine Nobert, et de sa famille. Albertine est la fille de Prosper, cultivateur de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, et Séraphine Devos. Albertine vit avec ses parents, son frère Eugène et sa sœur Laura mariée à Jean Lapointe. Émile et Albertine se marient devant le révérend John J. Mc Guinis, le 7 janvier 1901 à Sanford. Malheureusement, peu de temps après ce mariage, le père

d'Émile, Louis-Émile, décède le 14 août 1901 à Saint-Cyrille-de-Lessard.

Lors de cette même année du mariage, René Dupont, recruteur pour la colonisation du Québec, ira engager de futurs

colons dans la région de Sanford. Émile, son beau-père Prosper Nobert et son beau-frère Jean Lapointe achètent des lots de terre dans le canton de Dalmas et partent pour le Lac-Saint-Jean le 17 mars 1902. Péribonka est une mission desservie à l'époque par le curé d'Albanel, Elzéar Bergeron (1902–1914). Dans l'exposé de ses souvenirs, mon arrière-grand-père donne des informations sur l'arrivée de chacun de ses enfants :

1 Le 11 mars 1902, Albertine donne naissance à **Marie-Alice-Albertine** à Sanford, Maine. Le parrain et la marraine sont M. et M^{me} Ligouri Morin.

Par la suite, mes arrière-grands-parents auront six autres enfants qui naîtront à Péribonka :

2 **Joseph Émile Ernest** (mon grand-père) naît le 19 août 1903 et est baptisé le 23. Son parrain est Prosper Nobert et sa marraine Séraphine Devost, les parents d'Albertine, épouse de mon arrière-grand-père.

3 **Marie Blanche Irène** naît et est baptisée le 9 février 1906. Le parrain est Eugène Nobert, son oncle, et la marraine est Marie Rousseau, fille de Joseph Rousseau, cultivateur de la paroisse.

4 **Marie Rose Annette** naît le 1^{er} janvier 1908 et est baptisée le lendemain. Le parrain est Ludger Rousseau et la marraine Léa Roy, son épouse.

5 **Marie Anne Angèle (Marie-Anna)** naît le 31 mai 1910.

6 **Antoinette** naît le 29 décembre 1913 et est baptisée le lendemain. Le parrain est Jean Bérubé, boucher ; la marraine est Marie-Anne Simard, sa conjointe.

7 **Joseph Auguste** naît et est baptisé le 22 novembre 1916. Le parrain est son frère Émile et la marraine est sa sœur Alice.

D'après les faits relatés, au lendemain de son arrivée au Lac-Saint-Jean, en plus de s'occuper de sa terre, Émile exercera plusieurs fonctions pour sa communauté. Il sera membre du conseil municipal de Saint-Henri-de-Taillon de 1907 à 1909. De 1919 à 1923, il remplira les fonctions de secrétaire-trésorier de la Commission scolaire, de secrétaire-trésorier pour le conseil municipal et de maire de Péribonka pendant quelques années. De 1922 à 1940, il occupera le poste de président de la Commission scolaire de Roberval.

En 1916, Émile Moreau entreprend une carrière politique. Candidat libéral défait dans Lac-Saint-Jean parce qu'il y avait deux candidats libéraux sur les rangs, il a été élu en 1919 avec la plus grande majorité de la province, puis réélu jusqu'en 1935. Il est assermenté comme ministre sans portefeuille dans le cabinet Louis Alexandre Taschereau le 27 septembre 1921. Appelé à voyager souvent à Québec, il déménage en 1922 avec sa famille, de Péribonka à Roberval.

En plus de la construction de routes, les grands projets dont il a fait profiter sa région sont la réalisation des ponts sur les rivières Métabetchouan, Péribonka, Saint-Jérôme et Honfleur, en plus du grand barrage de l'île Maligne, à Alma. D'autres projets suivront : la construction de l'École normale et de l'hôpital Saint-Michel à Roberval, la poursuite de la construction du chemin de



Albertine Nobert, épouse d'Émile Moreau, et Émile Moreau, arrière-grand-père de l'auteur, vers 1935. Collection de l'auteur.

fer, et l'implantation des grandes usines à papier d'Alma et de Mistassini.

Son siège de député devient vacant lorsqu'il est nommé conseiller législatif de la division de Lauzon le 6 juin 1935. Il occupera cette fonction à Québec jusqu'à son décès le 28 janvier 1959 à l'âge de 81 ans.

Des faits relevés dans le récit

J'ai retenu quelques mentions dans les cahiers pour en faire soit une vérification sur la précision des faits ou bien pour rendre hommage aux personnes liées aux événements.

Pour ce premier relevé dans son récit, il fait le commentaire qu'un des colons de la région, Olivier Cloutier, avait 22 enfants vivants. Après vérification, le couple Olivier Cloutier et Marie-Anne Lefebvre s'est marié le 7 janvier 1879 à Saint-Prospère. Au recensement de 1901, la famille habite à Saint-Prospère et compte 15 enfants¹. Par la suite, le couple aura encore quatre enfants qui naîtront à Normandin de 1902 à 1908. Olivier y meurt à 52 ans en 1909². Mon arrière-grand-père était près de la vérité, 19 enfants et les parents, ce qui donne un compte de 21 personnes dans la famille Cloutier.

À deux reprises dans son texte, Émile Moreau nous parle de l'apogée de la popularité du roman de Louis Hémon *Marie-Chapdelaine* et des habitants de Péribonka de 1918 à 1920. Il décrit la célébration reliée au monument érigé en l'honneur de l'écrivain en septembre 1919. Par la suite, lui-même fait un lien avec un habitant de la paroisse et le roman. Ce qu'il dit :

1. *Ancestry.ca*, recensement 1901, district Champlain, sous-district Saint-Prospère, p. 6, famille n° 41.
2. *Ancestry.ca*, Actes d'état civil et registres des paroisses du Québec (collection Drouin), 1621 à 1967.

Il semble que Joseph Larouche, défricheur et ses trois fils, Joseph, François et Ferdinand, est la famille sur laquelle, l'auteur du roman se serait influencé (sic).

D'autres colons ont aussi inspiré l'œuvre de Louis Hémon. En 1975, le journal *L'Étoile du Lac* publiait une photographie de 1919 d'un groupe de personnes sur le parvis de l'église de Péribonka. On peut lire :

À l'occasion de l'élévation du monument en l'honneur de l'écrivain Louis Hémon, auteur de « Maria Chapdelaine ». On y remarque plusieurs personnalités de l'époque; l'Honorable Cyrille Delage, Ernest Murray (Tibé du roman « Maria Chapdelaine »), l'Honorable Perreault, Enerope Gaudreault, Eutrope Gagnon (du roman de Louis Hémon) (Tibé et Eutrope sont les deux principaux personnages de ce roman); aux côtés d'Eutrope Gaudreault l'Honorable ministre Émile Moreau et l'on aperçoit aussi, dans la photo Samuel Bédard (le père Chapdelaine du roman).

La description se poursuit, pour nommer les quelques personnes présentes sur la photographie³. Cependant, en désaccord avec le roman, peu de temps après l'inauguration du monument, des habitants de Péribonka balanceront le monument dans la rivière. Ils contestent le misérabilisme qui leur est attribué⁴. Il faut reconnaître que l'écrivain Louis Hémon s'est révélé un bon observateur qui a su dépeindre les pionniers de la colonisation de cette région.

Marie-Anna, la demi-sœur d'Émile, qui habite Cacouna, lui rend visite au printemps 1915. Elle enseigne pendant une année à Péribonka. En 1916, à la fin de l'année scolaire, elle part et le 15 août 1916, elle entre au noviciat chez les Sœurs de la Charité de Québec. Elle portera le nom de sœur Sainte-Adine. Elle enseignera la musique et le chant à La Malbaie, à Lambton, en Estrie, à Saint-Édouard-de-Lotbinière, à Saint-Georges de Beauce et à Saint-André de Kamouraska. Après 1927, elle est ensuite chargée de la comptabilité à l'hôpital Saint-Sacrement et à l'hôpital Laval, de Québec, à l'hôpital Saint-Julien, à l'hôpital des Îles-de-la-Madeleine, à l'École normale de Lévis, à l'hôpital de Rimouski et à l'hôpital de Beauceville. Elle décédera le 22 novembre 1959, à l'âge de 65 ans, ayant été religieuse pendant 44 ans. J'ai comparé la description qu'avait faite mon arrière-grand-père de la carrière de sa demi-sœur avec les informations obtenues des archives de la communauté des Sœurs de la Charité; Émile connaissait très bien le *curriculum vitae* de Marie-Anna.

Motivé par la lecture de cette histoire de vie, j'ai commencé mes recherches après avoir suivi quelques ateliers à la Société de généalogie de Québec. La curiosité d'en savoir davantage sur ma lignée Moreau est devenue une passion, que je poursuis

3. Journal *L'Étoile du Lac*, édition du 25 juin 1975, p. 10, Centre d'archives du Domaine-du-Roy, Roberval.

4. Article paru dans le journal *L'Autorité*, 19 août 1939, www.archiv.umontreal.ca/exposition/louis_hemon/heritage/heritage_page1-2.html.

encore aujourd'hui avec ma lignée maternelle, les Brassard, ayant comme ancêtre Antoine Brassard marié à Françoise Mery.

Petite histoire de l'ancêtre Jean Moreau dit Lagrange

Jean Moreau, né vers 1635, est le fils de Jean et Jeanne Doucet de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, évêché de Nantes, en Bretagne. Il arrive en Nouvelle-France vers 1660. Tout laisse croire qu'il est venu à titre d'engagé, c'est-à-dire des gens de tous métiers se voyant payer la traversée, à condition de travailler gratuitement dans la colonie pendant 36 mois. Par la suite, s'il désirait s'établir au pays, il recevait une concession.

La première mention de Jean Moreau apparaît lors de l'octroi d'une terre à Sainte-Famille de l'île d'Orléans le 17 août 1663. L'ancêtre reçoit cette concession de Charles de Lauson, sieur de Charny, contrat passé devant le notaire Paul Vachon⁵. Il la vendra à François Lefebvre⁶, mais cette terre lui reviendra faute de paiement⁷.

Jean Moreau se marie à Anne Cousture (Fille du roi) le 12 novembre 1665 à Château-Richer. Née vers 1641, elle est la fille de Jacques et Marie Chevalier de Saint-Hilliers, évêché de Chartres. Le contrat de mariage est passé devant le notaire royal Claude Aubert, le 23 octobre 1665 [ce sera le 350^e anniversaire de ce mariage en 2015]. Sont présents lors du contrat notarié: Abel Benoist, Osany Nadot dit Lavigne, Jacques Lessard (Esard), Michel Bouchard et Marie Trottin, sa femme, Marthe Pointel (mariée le 9 novembre 1665 à Abel Benoist dit Laforest) et Marie Lanfillé (mariée le 9 novembre 1665 à Pierre Roche)⁹.

Lors du mariage religieux, Nicolas Marsolet de Saint-Aignan et Pierre Royer sont témoins et la cérémonie est célébrée par l'abbé Thomas Morel, missionnaire de la Côte-de-Beaupré.

L'ancêtre commence sa famille sur cette première terre octroyée par Charles de Lauson, sieur de Charny, à Sainte-Famille où naîtront six de ses huit enfants: Étienne, Jean, Louis, Charles, Jeanne et Pierre. Jean Moreau vendra cette terre à

5. BAnQ-Québec, greffe du notaire Paul Vachon, concession de Charles de Lauson sieur de Charny à Jean Moreau, 17 août 1663 (microfilm 4, min-2076).

6. BAnQ-Québec, greffe du notaire Guillaume Audouart dit Saint-Germain, vente d'une terre située dans le fief Lirec, Sainte-Famille, île d'Orléans par Jean Moreau, habitant de l'île d'Orléans, à François Lefebvre, 21 août 1663 (microfilm 4, min-2467 A).

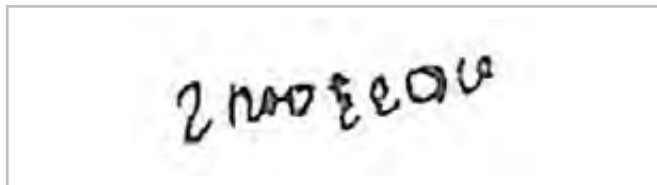
7. BAnQ-Québec, greffe du notaire Claude Aubert, remise d'une terre située à l'île d'Orléans par François Lefebvre, de la côte et seigneurie de Beaupré, à Jean Moreau, 15 novembre 1663 (microfilm 4, min-2465).

8. BAnQ-Québec, greffe du notaire Claude Aubert, contrat de mariage entre Jean Moreau dit Lagrange et Anne Cousture, 23 octobre 1665 (microfilm 4, min-2465).

9. Anne Cousture, Marthe Pointel et Marie Lanfillé sont Filles du roi, probablement arrivées sur le même bateau. D'après le site www.migrations.fr, il est fait mention d'un vaisseau de Normandie, venu de Dieppe, le *Saint-Jean-Baptiste*, qui est arrivé à Québec le 18 juin 1665. Les trois femmes sont passagères du bateau.

Nicolas Pantin le 24 janvier 1678, par contrat devant le notaire Claude Aubert¹⁰. Sa famille y aurait habité pendant 12 ans.

Le 12 février 1678, Jean Moreau achète de Léonard Tresny dit Laverdure et de son épouse Jeanne Richer, une habitation située à Saint-Laurent, île d'Orléans¹¹. C'est sur ce seul contrat que j'ai trouvé la signature de Jean Moreau. Ses enfants Marie-Anne et Nicolas naîtront dans cette maison. L'ancêtre habitera sur cette terre pendant 26 ans. Il meurt le 14 mars 1704 à l'âge de 60 ans.



Signature de Jean Moreau (j moreau) au contrat du notaire Duquet de Lachesnay, le 12 février 1678.

Après l'inventaire des biens par le notaire seigneurial Étienne Jacob le 13 octobre 1704, Pierre s'organise pour acheter la terre et prendre à sa charge sa mère, avec l'accord de la famille¹². Lorsqu'il décide d'acheter la partie de la terre qui appartient à sa mère, il y aura une longue contestation par les beaux-frères René Simoneau et René Mineau. Malgré les conflits liés à cette vente, la Prévôté de Québec rendra sa décision à l'avantage de Pierre le 24 janvier 1718¹³. Anne Cousture décédera le 13 mai 1715 et sera inhumée le lendemain à Saint-Laurent, île d'Orléans.

Cette terre restera la propriété de la famille Moreau encore quelques années. Le 25 août 1725, selon les aveux et dénombremens, p. 31, Pierre Moreau, son fils, habite encore la terre de 2 arpents de front, avec maison, grange, étable et 20 arpents de terre labourable¹⁴.

Les enfants et les petits-enfants de Jean Moreau et Anne Cousture¹⁵

- 1 Étienne :** né le 28 octobre 1666 et baptisé le surlendemain à Sainte-Famille, île d'Orléans. Il est mentionné au recensement de 1667 (10 mois), mais non à celui de 1681.
- 2 Jean :** né le 8 octobre 1668 et baptisé le 11 du même mois à Sainte-Famille. Il décède à 71 ans et est inhumé le 18 décembre 1739 à Saint-Laurent, île d'Orléans.
- 3 Pierre :** né le 11 avril 1679 et baptisé le 24 à Sainte-Famille. Il se marie à Catherine Brulon le 14 novembre 1703 à Saint-Laurent. Catherine est décédée le 19 juin 1706 et inhumée à Saint-Laurent le lendemain. Pierre, son époux, décédera le 10 février 1744 et sera inhumé deux jours plus tard à Montmagny.

Petit-enfant :

- **Ignace :** né et baptisé le 8 juillet 1704 à Saint-Laurent. Il s'est marié à Jeanne Audet le 9 novembre 1727 à Saint-Jean, Î.O.

Pierre Moreau a épousé en secondes noces Geneviève Fontaine le 24 novembre 1707 à Saint-Jean.

Petits-enfants :

- **Marie :** née et baptisée le 18 octobre 1711 à Saint-Laurent, elle s'est mariée à Basile Cloutier le 7 février 1735 à Saint-Jean, et en secondes noces à Joseph Lalangue Charpentier-Lague le 22 août 1749 à Château-Richer. Elle épousera lors d'un troisième mariage Jacques Ripoche-Ducharme à Saint-Joseph-de-Beauce le 13 novembre 1775.
- **Geneviève :** née et baptisée le 15 avril 1713 à Saint-Laurent. Elle décède le 28 novembre 1725 et est inhumée le lendemain à Saint-Laurent.
- **Pierre :** né et baptisé le 16 mars 1715 à Saint-Laurent où il sera inhumé le 28 avril 1715.
- **Marguerite :** née et baptisée le 31 août 1716 à Saint-Laurent. Sa date et son lieu de décès demeurent inconnus.
- **Joachim :** né et baptisé le 27 mai 1718 à Saint-Laurent, il décède le 12 janvier 1733 et est inhumé le lendemain à Saint-Laurent.
- **Pierre :** né et baptisé le 4 septembre 1720 à Saint-Laurent, il a épousé Angélique Demeules le 5 novembre 1742 à Saint-Jean et, en secondes noces, Marie Thècle Laisné le 20 octobre 1760 à Saint-Jean. Il décède le 10 novembre 1766 et est inhumé à Saint-Laurent deux jours plus tard.
- **Laurent :** né le 24 octobre 1722 et baptisé le 25 à Saint-Laurent, il épouse Hélène Coulombe le 10 juin 1748 à Saint-Laurent. Il décède le 19 mai 1800 et est inhumé le surlendemain à Saint-Antoine-de-Tilly.

10. BAnQ-Québec, greffe du notaire Claude Aubert, vente d'une terre située dans le fief de Lireq (*sic*) du côté et passage du nord, par Jean Moreau dit Lagrange de l'île d'Orléans. Seigneurie de Lireq (*sic*), à Nicolas Pattin, maître menuisier, de la côte de Beaupré audit lieu le Chasteau Richer, 24 janvier 1678 (microfilm 4, min-2565).

11. BAnQ-Québec, greffe du notaire Duquet de Lachesnaye, vente d'une habitation située au comté de Saint-Laurent du côté sud, par Léonard Tresny de Laverdure, premier archer de monsieur le grand prévôt et Jeanne Richer, son épouse de la ville de Québec, à Jean Moreau, du comté Saint-Laurent, 12 février 1678, (microfilm 4, min-2492).

12. BAnQ-Québec, greffe du notaire Louis Chambalon, vente par la veuve de Jean Moreau (Anne Cousture) à Pierre Moreau son fils, 10 juillet 1706 (microfilm 4, min-2103).

13. LEBEL, Gérard et Jacques SAINTONGE. *Nos Ancêtres*, Sainte-Anne-de-Beaupré, La Revue Sainte-Anne, 1988, vol. 27, p. 115-128.

14. ROY, Léon. *Les terres de l'île d'Orléans, 1650 à 1725*, édition revue et augmentée par Raymond Gariépy, Montréal, Éd. Bergeron et fils, 1978, p. 294-295.

15. J'ai utilisé les diverses sources citées à la fin pour obtenir les informations sur les enfants et les petits-enfants de Jean Moreau et Anne Cousture ainsi que mon ascendance jusqu'à l'ancêtre.

- **Marie-Thérèse**: née le 8 avril 1724 et baptisée le 9 à Saint-Laurent, elle s'est mariée à Louis Isabel le 8 novembre 1746 à Saint-Laurent. Elle est décédée le 23 novembre 1806 et est inhumée le 25 du même mois à Saint-Henri-de-Lauzon.
- **Geneviève**: née le 20 juillet 1727 et baptisée le 21 à Saint-Laurent, elle s'est mariée à Charles Cloutier le 18 novembre 1748 à Château-Richer. Son lieu et sa date de décès ne sont pas connus.
- **Véronique**: née et baptisée le 16 juillet 1729, elle décède quelques mois plus tard le 17 octobre 1729 et est inhumée le 18 à Saint-Laurent.
- **Jean-Baptiste**: né le 24 novembre 1730 et baptisé le lendemain à Saint-Laurent, il a épousé Catherine Réaume le 7 avril 1755 à Saint-Laurent. Il décède le 25 mars 1773 et a été inhumé le 26 à Québec.

4 Louis: né le 23 décembre 1670 et baptisé le lendemain à Sainte-Famille. Il est inhumé le 3 juin 1749 à l'Hôpital général de Montréal.

5 Charles: né le 13 juillet 1673 et baptisé le 16 à Sainte-Famille. Il est décédé à 16 ans le 28 septembre 1689 et a été inhumé le lendemain à Saint-Laurent. Il serait mort noyé.

6 Marie Jeanne: née le 28 janvier 1676 et baptisée le lendemain à Sainte-Famille. Elle s'est mariée à Joseph Dalleray le 29 novembre 1695 à Saint-Laurent. Elle est décédée le 24 avril 1740 à Montmagny.

Petit-enfant:

- **Marie-Angélique**: née le 12 janvier 1697 et baptisée le lendemain à Saint-Laurent. Elle décède le 19 janvier 1719 et est inhumée le 20 à Québec.

Marie-Jeanne Moreau a épousé en secondes noces René Simoneau dit Sanschagrin le 23 novembre 1699 à Saint-Laurent.

Petits-enfants:

- **René**: né le 4 octobre 1700 et baptisé le 16 à Saint-Laurent, il a épousé Françoise-Geneviève Lambert-Champagne-Aubin le 4 février 1727 à Saint-Nicolas. Il est décédé le 17 février 1785 et a été inhumé le 18 à Saint-Nicolas.
- **Marie Jeanne**: née le 7 avril 1702 et baptisée le lendemain à Montmagny où elle s'est mariée le 15 novembre 1728 à Charles Chalut. Elle est décédée le 15 juillet 1742 et a été inhumée le 16 à Québec.
- **Jean-Baptiste**: né le 13 mai 1704 et baptisé à Montmagny le 18 mai, il s'est marié à Marie-Anne Vermet le 24 novembre 1727 à Berthier-en-Bas (Berthier-sur-Mer). Il est décédé le 23 mai 1790 et a été inhumé à Cap-Saint-Ignace le 25.
- **Pierre**: né le 22 mai 1706 et baptisé le lendemain à Pointe-aux-Trembles. Il s'est marié à Angélique Bilodeau le 25 octobre 1735 à Berthier-en-Bas, en deuxièmes noces à Marie-Suzanne Hayot le 2 février 1750 à Saint-Vallier et,

lors d'un troisième mariage en un lieu indéterminé, avant le 15 septembre 1758 à Marie-Joséphé Martin. Il est décédé le 11 août 1775 et a été inhumé le 12 à L'Islet.

- **Michel**: né le 20 février 1709 et baptisé une semaine plus tard à Pointe-aux-Trembles (Neuville), il s'est marié à Marie Angélique Renaud-Locas le 7 janvier 1737 à Saint-Nicolas. Il a été inhumé le 5 décembre 1790 à Nicolet.
- **Joseph**: né le 19 février 1711 et baptisé le lendemain à Montmagny où il a été inhumé le 20 octobre 1772, au lendemain de son décès.
- **Charles**: né le 18 janvier 1714 et baptisé le 19 à Montmagny, il s'est marié à Marguerite Vermet le 18 janvier 1740 à Berthier-en-Bas. Il est décédé le 5 janvier 1802 et a été inhumé le 13 du même mois à Montmagny.
- **Marie-Marguerite**: née le 26 avril 1717 et baptisée le lendemain à Montmagny, elle s'est mariée à Charles Marois le 8 août 1741 à Québec et, en secondes noces, à Joseph Dubé à Montmagny le 19 octobre 1778. Elle décèdera le 15 octobre 1807 et sera inhumée le surlendemain à Cap-Saint-Ignace.
- **Gabriel**: né le 5 juin 1718 et baptisé le 7 à Montmagny. Il s'est marié à deux reprises: une première fois à Marie-Joseph Blanchet le 23 novembre 1744 à Montmagny et, en secondes noces, à Marguerite Boucher le 24 novembre 1755 à Saint-Nicolas. Il est décédé le 12 juillet 1780 et a été inhumé le 17 du même mois à Saint-Nicolas.
- 7 Marie-Anne**: née le 30 avril 1682 et baptisée le 10 mai à Saint-Laurent, Î.O., elle s'est mariée à René Mineau, (Minaut ou Minaud) le 14 novembre 1703 à Saint-Laurent. Son lieu et sa date de décès demeurent inconnus.

Petits-enfants:

- **René**: né le 1^{er} avril 1707 et baptisé le 2 à Beaumont, il s'est marié à Marie-Joseph Morneau le 3 novembre 1728 à Saint-Michel-de-Yamaska. Il a été inhumé à Rivière-du-Loup, maintenant Louiseville, le 9 septembre 1767.
- **Étienne**: né et baptisé le 2 mars 1707, à Beaumont, il est décédé le 24 mars 1764 et a été inhumé le 25 à Saint-Michel-de-Yamaska.
- **Marie Françoise**: née le 11 juillet 1709 et baptisée le jour même à Saint-Michel-de-Yamaska, elle s'est mariée à Joseph Bibaut (Bibeau) le 17 avril 1730 à Saint-Michel-de-Yamaska. Elle est décédée le 1^{er} avril 1769 et a été inhumée le lendemain à Berthier-en-Haut (Sainte-Geneviève-de-Berthierville).
- **Geneviève**: née et baptisée le 13 septembre 1711 à Saint-Laurent, Î.O., elle s'est mariée à Jean Boyer dit Lafantaisie le 25 février 1732 à Saint-Michel-de-Yamaska. Elle est décédée le 26 décembre 1790 et a été inhumée le 28 à Rivière-du-Loup (Louiseville).

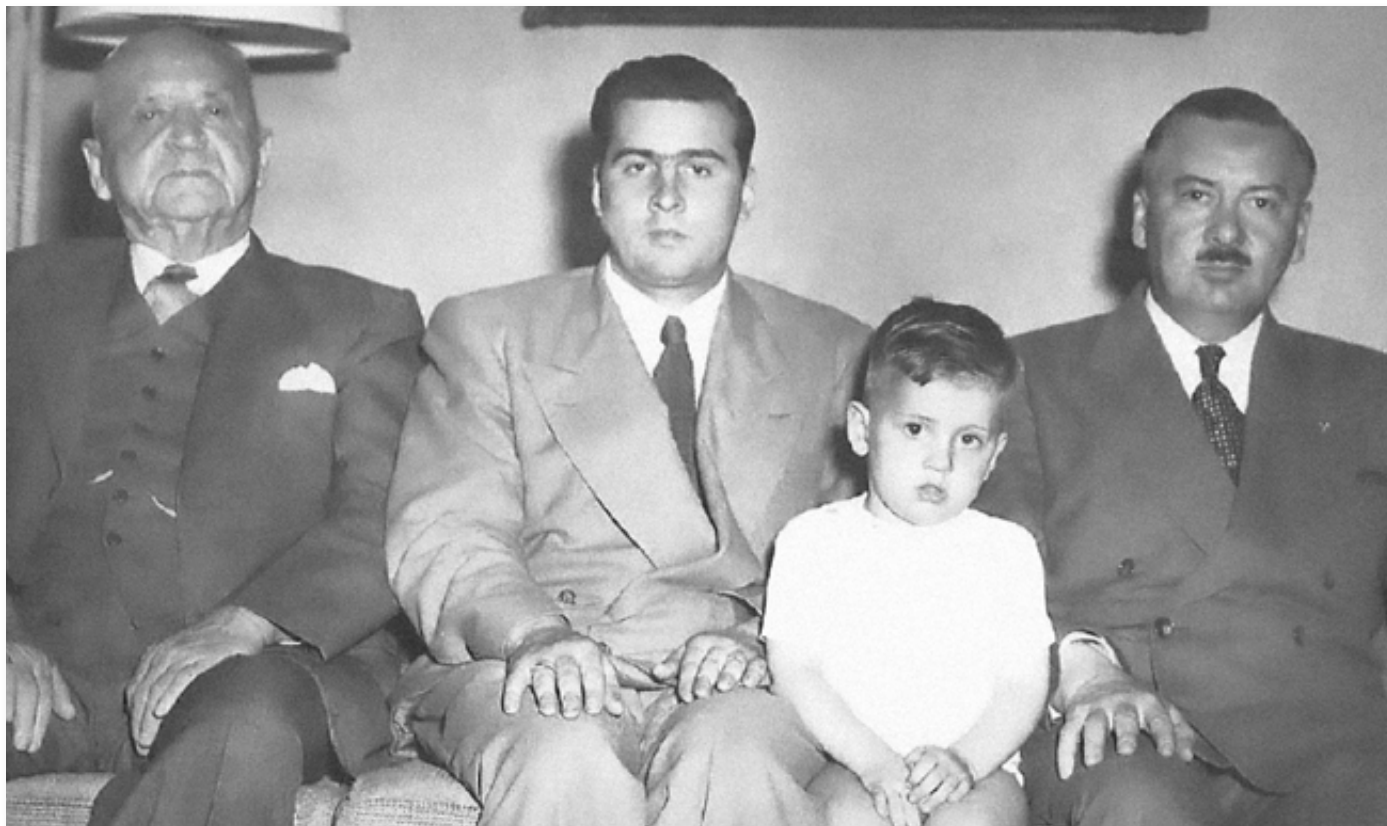
- **Marie Catherine**: née et baptisée le 19 novembre 1713 à Saint-Jean, Î.O., elle s'est mariée à Noël Godard dit Lapointe le 14 janvier 1732 à Saint-Michel-de-Yamaska. Elle décède le 27 février 1750 et a été inhumée le lendemain à Yamaska.
- **Joseph**: né le 20 juillet 1716 et baptisé le lendemain à Saint-Jean, Î.O., il décède sans laisser de descendance connue le 13 avril 1801 et a été inhumé à Yamachiche, le 14.
- **Jean-Baptiste**: né le 3 octobre 1718 et baptisé le 4 à Saint-Jean, Î.O., il décède le 17 mai 1730 et a été inhumé à Yamaska le lendemain.
- **Simon**: né vers 1725 en un lieu inconnu il épouse Marie Angélique Gibeau à Rivière-du-Loup (Louiseville) le 24 octobre 1746. Il a été inhumé le 3 décembre 1760 à L'Assomption.
- **Joseph**: né le 18 mars 1727 et baptisé le 19 mars 1727 à Saint-François-du-Lac, il épouse Marie Louise Benoit à

Berthier-en-haut le 6 février 1769. Il décède le 6 avril 1781 et est inhumé le lendemain aux Cèdres.

- 8 Nicolas**: né et baptisé le 4 juin 1684 à Saint-Laurent. Il décède et a été inhumé le 20 janvier 1715 à l'Hôtel-Dieu de Québec.

SOURCES

- *Ancestry.ca*, © 2006–2013, *Ancestry.com*.
- Baptêmes, mariages et sépultures (BMS), Registres des paroisses à la bibliothèque de la SGQ.
- *BMS2000* www.bms2000.org/.
- DESJARDINS, Bertrand. *Dictionnaire généalogique du Québec ancien, des origines à 1765*, [Cédérom] De la Chenelière, 2006.
- Fonds Drouin numérisé, SGQ.
- JETTÉ, René. *Dictionnaire généalogique des familles du Québec: des origines à 1730*, Montréal, PUM, 1983, 1080 p.
- PRDH (Programme de recherche en démographie historique). Université de Montréal, © 1999–2009.
- *Mes Aïeux.com: la généalogie simplifiée*, 5 septembre 2012, © 2012, www.mesaieux.com/.



Quatre générations de Moreau. Dans l'ordre: mon arrière-grand-père Émile, mon père Roger, moi Marc et mon grand-père Émile. Photographie qui date de 1954 environ. Collection de l'auteur.

MON ASCENDANCE MOREAU

Prénom et nom (Prénom du père; nom de la mère)	Date et lieu du mariage	Prénom et nom du conjoint (Prénom du père; nom de la mère)
---	----------------------------	---

Jean Moreau	Vers 1635 Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, évêché de Nantes en Bretagne, France	Jeanne Doucet
-----------------------	---	---------------

Première génération

Jean Moreau dit Lagrange (Jean; Jeanne Doucet)	12 novembre 1665 Château-Richer	Anne Cousture (Jacques; Marie Chevalier)
---	--	---

Deuxième génération

Pierre Moreau (Jean; Anne Cousture)	14 novembre 1703 Saint-Laurent, île d'Orléans	Catherine Brulon (Pierre; Jeanne Baillargeon)
--	--	--

Troisième génération

Ignace Moreau (Pierre; Catherine Brulon)	9 novembre 1727 Saint-Jean, île d'Orléans	Jeanne Audet dit Lapointe (Joseph; Jeanne Pouliot)
---	--	---

Quatrième génération

Gabriel Moreau (Ignace; Jeanne Audet dit Lapointe)	23 octobre 1775 Notre-Dame-de-Bon-Secours, L'Islet	Claire Gagnon (Pierre-Prisque; Claire Morneau)
---	---	---

Cinquième génération

Louis-Hubert Moreau (Gabriel; Claire Gagnon)	23 août 1843 Saint-Jean-Port-Joli	Virginie Lindsay (André-Gilbert; Solange Lemieux)
---	--	--

Sixième génération

Louis-Émile Moreau (Louis-Hubert; Virginie Lindsay)	(1 ^{er} m) 24 avril 1876 Saint-Cyrille-de-Lessard, L'Islet	Flore Pépin dit Saint-Pierre (Lucien; Christine Fabas)
	(2 ^e m) 6 octobre 1891 Saint-Cyrille-de-Lessard, L'Islet	Eugénie Michaud

Septième génération

Émile Moreau (Louis-Émile; Flore Pépin dit Saint-Pierre)	7 janvier 1901 Sanford, Maine, É.-U.	Albertine Nobert (Prosper; Séraphine Devost)
---	---	---

Huitième génération

Émile Moreau (Émile; Albertine Nobert)	8 janvier 1928 Saint-Joseph d'Alma, Lac-Saint-Jean	Rose-Blanche Gagnon (Cyprien; Ovelina Ouellet)
---	---	---

Neuvième génération

Roger Moreau (Émile; Rose-Blanche Gagnon)	30 avril 1948 Saint-Jean-de-Brébeuf de Roberval, Lac-Saint-Jean	Louissette Brassard (Alphonse; Adrienne Pelletier)
--	--	---

Dixième génération

Marc Moreau
(Roger; Louissette Brassard)

Vous pouvez communiquer avec l'auteur à l'adresse :
marc.moreau@sympatico.ca



Lieux de souche

Romain Belleau (5865)

CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

La ville s'est appelée alternativement Châlons-sur-Marne et Châlons-en-Champagne; le nom actuel a été fixé par décrets en 1995 et 1997. C'est la préfecture du département de la Marne, et c'est ici que se trouvent les Archives départementales; comme l'indique leur site Web, l'édifice qu'elles occupent est l'un des plus anciens bâtiments d'archives de France, créé spécialement dans ce but; une antenne est cependant ouverte à Reims pour les archives de la période moderne et les fonds ecclésiastiques et judiciaires rémois d'Ancien Régime.

Châlons comptait un grand nombre de paroisses: Saint-Alpin, Notre-Dame, Saint-Éloi, La Trinité, Saint-Germain, Sainte-Marguerite, Saint-Antoine, Saint-Sulpice, Saint-Jean (la cathédrale), Saint-Loup, Saint-Nicaise...

La ville est située sur la Marne, comme son nom ancien l'indiquait. Deux canaux, le Mau et le Nau, dérivations d'un ruisseau ou de la rivière, la traversent également; ils permirent l'installation de moulins. Dans la nuit du 23 au 24 août 1673 vers les 10 h du soir, le feu prit à l'un des trois moulins appartenant à l'évêque de Châlons et se communiqua aux deux autres;

pour pourvoir à la fourniture des farines nécessaires pour la nourriture du publicq, le Conseil de ville demanda qu'on trouve le moyen de faire couler les eaux dans les canaux de la ville pour faire tourner les sept [autres] moulins.

Le Conseil de ville

La consultation des comptes rendus du Conseil de ville révèle des aspects de la vie quotidienne des habitants et de leurs préoccupations au fil des événements. En 1648, une troupe de comédiens demande la permission de donner quelques représentations: cette autorisation leur est refusée le 25 avril. En 1656, un projet est présenté pour rendre la Marne navigable de Joinville à Saint-Dizier (actuelle Haute-Marne, département voisin): l'idée est refusée au prétexte que cela rendrait la Marne trop forte et porterait préjudice à la ville.

On observe aussi, ce qui est commun à la plupart des villes de cette province, le passage de troupes et les problèmes liés à leur logement: en février 1661, le roi donne l'ordre de recevoir des compagnies de cheveau-légers; en mai 1667, un billet de logement est donné au capitaine du régiment d'Orléans pour loger chez le sieur Grossetête; celui-ci refusant de loger le capitaine, le lieutenant de ville fait rompre sa porte; le Conseil de ville remercie celui-ci d'avoir maintenu l'autorité de sa charge! En janvier 1668, on demande qu'un état soit fait pour chacun des habitants de la ville,

par noms et surnoms, qualités et familles, de l'état de leurs maisons pour loger cavallerie ou infanterie, afin de faciliter la confection des logements des gens de guerre qui passent en cette ville et qui y sejourment soit en garnison ou autrement.

Une lettre de cachet du roi transcrite dans le rapport du Conseil de ville du 10 février suivant ordonne *de recevoir et loger les officiers et soldats de la compagnie [du régiment d'infanterie de Dampierre] a mesure qu'ils y arriveront ou seront levés, et de leur fournir les vivres nécessaires par forme d'estappe suivant nos règlement le tout durant le temps de dix jours.*

Le 13 mai 1672, on annonce que jusqu'à 32 cornettes de cavalerie devront loger dans la ville; les propriétaires *qui ont des écuries en leurs maisons ont été priés de les prester au besoin*; les officiers visiteront les lieux pour y faire installer les auges et râteliers nécessaires; quant aux propriétaires qui n'ont pas d'écurie, il leur est demandé de *faire achapt de pailles pour fournir aux lieux ou on mettra les chevaux...* Je n'ai rien vu cependant dans les comptes rendus du Conseil concernant un éventuel passage du régiment de Carignan-Salières dans la ville en 1665.

Le 19 janvier 1668, entre 6 h et 7 h du soir, un incendie se déclare aux églises Saint-Étienne et La Trinité; il y a des morts. Le 22 janvier, pour venir en aide aux blessés, et aux veuves et enfants de ceux qui ont été tués, il est proposé de

faire un fond par la vente de petit plomb en balles qui est au magasin. Par ailleurs tous les seaux de la ville, mais encore un grand nombre de seaux de bois qu'on a été obligé de prendre chez les marchands, [...], [les] échelles et autres outils sont égarés;

il est d'abord proposé d'en faire faire quatre ou cinq cents, *et raccommo-der les autres qui pourront estre retrouvés*; on se répartit la tâche de rechercher les seaux et les outils, de les faire rapporter à *l'hôtel commun de cette ville*. Le 30 janvier suivant, on propose d'obliger tous les habitants *qui ont quelques commodités d'avoir chacun deux seaux à leurs dépens*; en définitive, il est décidé d'en fabriquer huit cents aux dépens de la ville, et d'en délivrer deux à chacun des habitants *qui ont commodité de les payer*. Le lieutenant de ville et les officiers sont également priés

de choisir quelques dames qui veulent se donner la peine de faire queste par la ville afin de recompenser les affligés.

Une requête en modération d'impôts adressée au contrôleur des finances indique

qu'une revue générale des habitants de Châlons ayant été faite en l'année 1699, il ne s'y trouva que 2,900 familles en tout, et l'on auroit peine à croire, s'il n'était de notoriété publique et que l'on justifiera par pièces, s'il en est besoin, que 1,400 d'entre elles recevoient par charité, chacune semaine environ, 10 livres de pain chacune.

En janvier 1758, l'intendant demande au lieutenant de ville d'éclairer les rues pendant six mois (du 1^{er} octobre au 1^{er} avril); le syndic doit faire une proposition au conseil, et ces dépenses doivent être prises sur les deniers communs de la ville; le toisé des rues est fait, il s'établit à 3870 toises; en installant des lanternes à 15 toises de distance, il faut 258 lanternes; réduit à 250, leur installation nécessiterait 4446 livres de chandelle à 10 sols la livre, soit une dépense de 2223 livres, à quoi s'ajouteraient l'entretien des lanternes et les gages des allumeurs, soit une dépense totale de 3000 livres. Mis en délibéré, le projet est refusé le 13 février suivant; les motifs invoqués sont que

la ville est surchargée de dépenses urgentes et indispensables telles que le pavé, la reconstruction de l'éperon, celle du pont de Vaux, et autres, et ne pourrait se livrer à celles de pur ornement et de commodité... Le projet, d'ailleurs, n'était point du goût de Monseig[neur] L'Eveque de cette ville, Prelat auquel sont dûs toutes sortes d'Egards, et qui a des Droits inviolables sur les respects, les hommages, et les causes de tous les Diocésains...

À Châlons, comme on l'a vu dans d'autres villes, un *Te Deum* est chanté en octobre 1758; le Conseil rappelle que s'il a déjà assisté à celui du 8 dans la cathédrale,

il assistera en plus grand nombre que faire se pourra en celui qui sera chanté Dimanche prochain quinze dud[it] mois à l'issue des Vêpres dans l'Eglise paroissiale de Saint Germain, et que de la il se transportera au Jard ou il sera allumé un Bucher.

La lettre du roi du 18 septembre au comte de Clermont, gouverneur de la province, demandant ces célébrations, fait état *des braves soldats [que le roi a] envoyé en Canada sous les ordres du Marquis de Montcalm [et qui] ont si bien secondé par leur extrême valeur les bonnes dispositions de leurs chefs qu'ils viennent de sauver les Colonies françaises, en remportant malgré l'énorme disproportion du nombre une Victoire Signalée sur les anglais auprès du lac Champlain. Action mémorable ou quatre mille Français ont combattu et vaincu vingt deux mille hommes dont plus de six mille ont été tués dans ce combat Si glorieux aux Vainqueurs.*

En juin 1763, à l'occasion de la publication de la paix, le roi demande aussi que le conseil assiste *en corps* au *Te Deum*, et qu'il fasse allumer *un feu de joie* et donner

toutes les autres marques de réjouissance publique qu'il est d'usage de donner dans ces sortes de cas; cependant, à cause de la misère du temps et des

grandes dépenses dont la ville est surchargée il ne sera point présenté de collation à la ville après la cérémonie mais [...] il sera seulement envoyé 30# [livres] d'aumône aux prisonniers, et pareille somme aux Dame et Sœur de charité des paroisses de notre Dame, de la Trinité et de St Germain pour les distribuer aux pauvres les plus nécessiteux de ces paroisses et leur procurer quelque soulagement;

il sera fait aussi une distribution générale de vin aux seigneurs temporels, membres du Conseil de ville, chefs des compagnies de Justice et finance, au Capitaine de l'arquebuse et à ceux des compagnies de milice bourgeoise; *pour obvier à tous desordres il n'y aura point de fontaine de vin.*

Par les rues de Châlons-en-Champagne

Une promenade par les rues de la ville révèle une part de son histoire ancienne et les personnages célèbres qui y sont nés ou qui y ont habité. Mais on remarque d'abord les matériaux utilisés pour la construction: le bois, celui de chêne surtout, prélevé dans la forêt du Der toute proche; la craie, présente dans le sous-sol de la ville et des environs, exploitée dans des carrières souterraines; la brique; et la pierre, rare dans la région, et qui servait surtout pour les fondations afin d'isoler la craie de l'humidité du sol. Craie et brique en couches alternées pour améliorer la résistance de la construction constituent ce qu'on appelle *l'appareil champenois*. Il reste de magnifiques exemples de maisons à pans de bois, certaines avec encorbellement, c'est-à-dire avec un premier étage débordant sur la rue, forme fréquente au Moyen Âge; les motifs géométriques des colombages varient, mais on trouve de nombreuses croix de saint André.



Maison Clémangis.
Photo fournie par l'auteur.

L'Hôtel des Fermes ou Hôtel des Douanes, rue du Lycée, rappelle l'affermage, c'est-à-dire l'attribution de la perception de différents impôts à des fermiers: ceux-ci se chargeaient de recueillir les sommes imposées en se payant au passage. Les

douanes recueillaient les taxes dues sur certaines marchandises à l'entrée des villes ou des provinces.



Insigne de mariniers sur une maison.

Photo fournie par l'auteur.

Le pont des Mariniers porte sur une de ses arches la date de 1560. Il rappelle évidemment l'importante activité liée à l'eau; la Marne était navigable depuis Vitry-le-François, à quelques kilomètres en amont; on transportait des boisseaux de froment, de seigle, des grains, des *poïnssons* (tonneaux) de vins, des bastons eschaltz à ficher vigne (des piquets pour la vigne), du sel et des pièces de forge jusqu'à Paris, voire Rouen; on remontait ensuite la rivière en tractant les bateaux sur les chemins de halage avec des chevaux. Ces bateaux ou *voitures d'eau* (et

les mariniers étaient appelés voituriers par eau), à fond plat, étaient fabriqués en particulier à Saint-Dizier (où j'habite) et dans les environs (Hoëricourt, Valcourt). La rue des Récollets rappelle la présence de ces religieux venus à Châlons en 1613. On se souvient qu'ils arrivent en Nouvelle-France en 1615; ils quittent la colonie après la prise de Québec par les Kirke en 1629, et ne reviennent qu'en 1670, Richelieu et l'administration royale leur ayant préféré entretemps les Jésuites. Le couvent qu'ils occupaient à Châlons vit passer (après son retour en France) le frère Luc (Claude François), qu'on reconnaît au Québec comme l'un des premiers peintres de la colonie, et qui réalisa d'ailleurs un portrait de Jean Talon. L'église Notre-Dame-en-Vaux de Châlons possède un tableau qui est attribué au frère Luc.

Une rue de la Petite juiverie et une rue des Juifs rappellent la présence ancienne d'une communauté israélite. On a écrit des juifs de l'époque :

considérés comme hommes de corps ou serfs du seigneur du lieu, il était d'usage commun de les obliger à habiter un lieu déterminé. Le soir, les rues étaient barrées par des chaînes.

Un pont de Putte-Savate atteste la présence de tanneurs, mégissiers, corroyeurs (qui transforment la peau tannée en cuir); son nom lui viendrait à la fois des cordonniers et de l'odeur dégagée par le travail de tannage.

On trouve aussi une rue du Grenier-à-Sel, une rue des Fripiers, une rue de l'Arquebuse, une rue de l'Arsenal (pour la fabrication de poudre à canon) et une rue Grande-Étape, anciennement rue de l'Étape-au-Vin, à cause du stationnement que les vins du vignoble y faisaient à la foire de Saint-Martin [11 novembre] en attendant les acheteurs (Luçot, *Journal de Beschefer*). D'autres noms ont disparu: ainsi celui de la rue du Tripot, où se réunissaient les joueurs du jeu de paume...

En remontant des bords du Mau vers les rues de la ville, à la hauteur de l'ancienne porte Saint-Antoine, le promeneur aperçoit une sculpture, intitulé *Les marcheurs*, trois grandes silhouettes de métal, œuvre en 2005 de Ludovic Boney, sculpteur « québécois » (*sic*), indique une plaque au sol.

Bien sûr, certains noms de rues évoquent des personnages qui n'ont aucun rapport direct avec la Nouvelle-France. Citons Nicolas Appert, né à Châlons mais mort à Messy (Seine-et-Marne) en 1810, inventeur du procédé d'appertisation, ou *art de conserver pendant plusieurs années les substances animales et végétales* (la mise en conserve, en somme). Le fichier *FrancoGène* indique cependant qu'un Jacques Apert dit Lépine, fils d'un autre Jacques, épouse à Détroit en 1744 Marie-Catherine (ou Marie) Daigneau... Une commune du nom de l'Épine existe pas très loin de Châlons. Perrot d'Ablancourt, né à Châlons en 1606, mort à Paris en 1664 mais inhumé à Ablancourt (commune de la Marne), traduisit de nombreuses œuvres du grec et du latin. Une autre rue porte le nom de Claude Chastillon (vers 1560-1616), topographe du roi. Il se trouve que sa maison (actuelle rue du Lycée) est aussi celle où est né Jean Talon!



Maison de Jean Talon.

Photo fournie par l'auteur.

MIGRANTS ORIGINAIRES DE CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

L'ouvrage *Ces villes et villages de France... berceau de l'Amérique française* consacré à Champagne-Ardenne, Alsace, Lorraine, donne les noms de 22 Châlonnais partis pour l'Amérique française jusqu'en 1805. En réalité, il faut retirer de cette liste les quatre Aubry, qui ne sont pas de Châlons mais, pour deux d'entre eux, d'Échalot en Côte-d'Or.

Une seule Fille du roi figure dans la liste : il s'agit de Perrette Vallée (Valet), baptisée à Saint-Sulpice le 3 juillet 1644 ; elle a 12 frères et sœurs ; elle arrive en 1665 à Québec et contracte mariage dès le 5 octobre avec Jean Bourassa (Bourasseau), originaire de Vendée ; le couple a trois enfants ; elle décède *en travail d'enfant* le 5 mai 1676.

Le Châlonnais le plus célèbre pour la Nouvelle-France est bien sûr Jean Talon. Il est baptisé dans l'église Notre-Dame le 8 janvier 1636. Son père est bailli du chapitre (le chapitre est le collège des chanoines attaché à une cathédrale ; il possède des biens plus ou moins importants ; le bailli est l'officier à la tête de cette circonscription).

La commission qui nomme Talon intendant de la Nouvelle-France est du 23 mars 1665. Le titre est *Intendant de la Justice police & finances en (...) pays de Canada, acadie, & Isle de Terre-neuve, & au(tres) pays de la France Septentrionale*. Il est le deuxième intendant nommé pour la colonie (le premier, Louis Robert, n'y est pas venu). Les premiers intendants étaient chargés d'assister les gouverneurs, représentants du roi, dans les régions de France nouvellement soumises, ou aidaient dans l'application d'édits et d'accords récemment signés ; leur mission était temporaire. Leurs fonctions deviennent peu à peu fixes au fur et à mesure que se réorganise l'administration fiscale ; enfin, ils deviennent (en 1653)

des commissaires départis pour l'exécution des ordres du Roi ; lors de la crise frumentaire des années 1661-1663, les intendants durent veiller à l'application des mesures prises pour approvisionner les marchés et prévenir la disette (Bély).

Châlons est le siège de l'intendance de Champagne ; Rué d'Orfeuil y fait construire l'hôtel de l'intendance, devenu le siège de la préfecture de la Marne. Talon fut d'abord intendant d'armée dans le Hainaut (région transfrontalière entre la France et la Belgique conquise par Louis XIV) ; Bély précise que l'intendant d'armée

devait notamment lever les contributions dans les territoires occupés, empêcher que les rapports de la troupe et les populations ne dégénèrent en réprimant les écarts de conduite de part et d'autre, traiter avec les munitionnaires, inspecter les magasins et les hôpitaux, contrôler l'exercice de la justice militaire, sévir contre les détournements de fonds, dresser l'état des gratifications dues à ceux qui avaient fait des prisonniers de marque et légaliser tous les actes et contrats passés par les militaires.

Jean Talon est donc un homme expérimenté quand il est nommé pour la colonie. Un *Mémoire pour servir d'Instruction* complète le 27 mars suivant la commission qu'il a reçue. Les commémorations du 350^e anniversaire de l'arrivée du régiment de Carignan-Salières sont l'occasion de rappeler le souvenir de cet intendant arrivé en même temps que les troupes du régiment en 1665. La correspondance entre Talon et Colbert permet de suivre les opérations avant l'embarquement. Le 22 avril, Talon écrit :

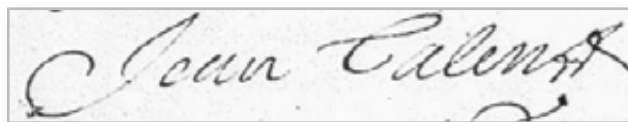
les officiers du Régiment de Carignan travaillent à l'envisage de rendre leurs Compagnies plus que complètes et on m'a assuré qu'il y en a plus de moitié qui ont des surnuméraires ; ils témoignent tous qu'ils passent avec joye en Canada ce qui me fait beaucoup espérer de l'utilité de leur service.

Le 4 mai, il note qu'il manque des matelas, *n'y en ayant présentement que 200 pour 1200 soldats* ; un complément de 500 paillasses est fait, mais Talon estime lui-même que *cette commodité ne vaut pas l'autre pour le coucher dans un pays ou les froids sont perçans ; il faudra sur les lieux faire de son mieux pour que les soldats n'y souffrent pas.*

Le 14 mai, il assiste à la revue des huit compagnies qui doivent partir à bord de *L'Aigle d'or* et de *La Paix* ; il note que certains officiers ont des compagnies dont le nombre de soldats dépasse celui qui est ordonné par les règlements et qu'elles sont *en bien meilleur estat que les autres par l'armement et les habits* ; il demande pour eux une gratification. Le 21 mai, il s'est fait donner

des rolles particuliers de chaque soldat afin [dit-il] qu'arrivez que nous serons, je puisse en tirer ceux qui seront d'une profession plus utile au public et les distribuer aux habitants.

Malheureusement ces rôles ne nous ont pas été conservés... On voit déjà l'une des préoccupations de Talon, le développement de la colonie, l'établissement de colons, en attribuant par exemple des seigneuries aux officiers du régiment avec l'espoir qu'ils entraîneront à leur suite certains de leurs soldats.



Signature de Jean Talon.
Photo fournie par l'auteur.

Parlant du régiment de Carignan-Salières, on peut mentionner la présence d'un officier originaire de Soulanges, commune située à moins d'une trentaine de kilomètres de Châlons, Pierre de Joybert, fils de Claude de Joybert et Claude Brissier ; Michel Langlois, dans son ouvrage sur le régiment, indique d'ailleurs que les parents de Joybert se sont mariés à Châlons ; il est lieutenant de la compagnie de Grandfontaine ; il rentre en France en 1668 mais revient en 1670 avec Talon, puis est nommé administrateur de l'Acadie, où il reste jusqu'à sa mort. Le 17 octobre 1672, il avait épousé Marie-Françoise Chartier de Lotbinière ;

deux frères, Claude et Jacques de Joybert, écuyers, seigneurs en partie de Soulanges et Marson et autres lieux, sont témoins au contrat. Jean Talon est également présent.

Talon souhaitait revenir en France en 1667, mais Colbert lui demande de rester un an de plus. Il s'embarque à nouveau en 1669, mais le bateau qui le ramène essuie une tempête et il rentre en France; il revient en 1670, avec de nouvelles compagnies de soldats. Il quitte définitivement la colonie en 1673.

Talon rédige son testament le 19 avril 1694. Il paraîtra étrange que l'une des clauses de cet acte concerne un prêt de 50 000 livres fait par Talon... au roi d'Angleterre, somme dont il lui fait don, finalement. Il décède le 24 novembre 1694, à Paris. Il est inhumé dans l'église de Notre-Dame-en-Vaux à Châlons le 3 octobre 1695. La ville lui rend hommage de multiples façons: la dalle funéraire de la famille (cassée) a été relevée et posée sur un mur de l'église de Notre-Dame-en-Vaux; une statue sur le rond-point près de l'église, derrière l'hôtel de ville, le présente en pied, affrontant les vents sur un socle dessinant l'avant d'une barque; les haies de buis évoquent des vagues; la statue est de Juan Carlos Carrillo, elle fut inaugurée en 2004; l'artiste, d'origine péruvienne, obtint en 1998 un prix d'excellence au concours international de sculpture sur neige au Carnaval de Québec.



Statue de Jean Talon.
Photo fournie par l'auteur.

Une plaque est apposée sur la maison natale en 2008 et un bas-relief sculpté par Richard Bruyère en orne la façade. Une Place de Québec, toute proche, est inaugurée la même année. Enfin, une association des Amis de Jean Talon est créée en 1993.

Un autre Châlonnais est venu en Nouvelle-France. Il s'agit du jésuite Thierry Beschefer arrivé en 1665 avec Talon et revenu en France en 1690. Il est baptisé à l'église de Sainte-Marguerite le 28 mars 1630. Il est le fils de Germain Beschefer, lieutenant civil et criminel au bailliage royal de Châlons, par ailleurs auteur d'un *Journal* couvrant les années 1639-1679, et Marie de Paris. Les comptes rendus du Conseil de ville contiennent l'enregistrement des lettres du duc d'Orléans qui faisaient entrer Beschefer au nombre des gentilshommes de sa suite en mai 1672.

On trouve dans ce *Journal* un récit de l'incendie de la cathédrale en 1668, de celui des moulins en 1673, et cette remarque sur l'hiver 1659-1660:

En cette mesme année bissextile 1660, il a fait un si grand et fascheux yver qui a duré par l'espace de trois mois entiers avec plusieurs neiges, brouillants et verglas que tout le monde s'en estonnoit. Il commença le 27^e novembre 1659 et dura jusques au 26^e febvrier 1660, sans aucun degel.

Les rapports rédigés par les intendants de Champagne pour les contrôleurs généraux des finances contiennent de nombreuses remarques semblables sur les mauvaises récoltes, les crises alimentaires, les problèmes d'approvisionnement, les conflits qu'ils engendrent entre les communes... Le terrible hiver de 1709 avec ses conséquences connues, souvent rappelées, sur la population ne fut pas le seul drame de cette époque...

SOURCES

- BELLEAU, Romain. « L'émigration champenoise haut-marnaise vers la Nouvelle-France québécoise (1608–1763) », *Les Cahiers haut-marnais*, n^{os} 266–267, 2012/3–4, Émigration vers la Nouvelle-France québécoise (xvi^e–xviii^e siècles).
- BÉLY, Lucien. *Dictionnaire de l'Ancien Régime. Royaume de France xvi^e–xviii^e siècles*, Paris, P.U.F., collection Quadrige, 1996, 1384 p.
- Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs. *Ces villes et villages de France, ... berceau de l'Amérique française*, Le Puy-Sainte-Réparate, vol. 1, Champagne-Ardenne, Alsace, Lorraine.
- Correspondance entre la Cour et l'intendant Talon, Rapports de l'archiviste du Québec, t. II, 1930–1931, 182 p.
- DENISE, Jean-Paul. « Bateaux et voiture sur la Marne », *Champagne généalogie*, n^o 63, 2^e trimestre 1994, p. 131–139.
- HUSSENET, Jacques. « La correspondance des intendants de Champagne avec les contrôleurs généraux des finances (1678–1714) », *Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, t. CIII, 1988, p. 154–191.
- *L'intendance aux sources de l'administration locale*, actes du colloque des 24 et 25 octobre 2008 à Châlons-en-Champagne, Langres, Éditions Dominique Guéniot, 2010, 189 p.
- JONQUET, Michel. « Contribution à certains aspects juridiques de la vie de Jean Talon (1626–1694) intendant de la Nouvelle France », *Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, t. CX, 1995, p. 207–226.
- *Journal de noble homme maître Germain Beschefer, conseiller du roi, lieutenant civil et criminel, garde de scel en l'élection de Châlons (1639–1679)*, par M. l'abbé Lucot, *Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, t. CIV, 1899–1900, p. 59–96.
- LÉVÊQUE Anne-Marie, et la Commission Mémoire Collective du Conseil des Sages. *Châlons en Champagne, ses belles demeures et leur histoire*, préface de Jean-Pierre Ravaux, Langres, Dominique Guéniot, [s. d.], 159 p.
- Rapports du Conseil de ville de Châlons-en-Champagne, Archives municipales.
- RAVAU, Jean-Pierre. « À Châlons-en-Champagne, la maison où mourut Claude Chastillon et où naquit Jean Talon », *Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, t. CXIII, 1998, p. 117–123.

Vous pouvez communiquer avec l'auteur à l'adresse :

belleau.romain@gmail.com



Ad Lib

Michel Keable (7085)

Chronique
Chronique
Chronique
Chronique
Chronique
Chronique

La cuisinière canadienne, le premier livre de cuisine au pays

Qui, aujourd'hui, ne possède pas une collection de livres de cuisine ? Il s'agit d'ailleurs du type de volume le plus populaire en librairie. Cela n'a pas toujours été le cas. Pendant fort longtemps, la transmission des recettes se faisait principalement de mère en fille et, pour celles qui pouvaient acquérir une certaine instruction, les congrégations religieuses ont également contribué à répandre les rudiments de l'art culinaire. On pouvait sans doute trouver certaines recettes disséminées ici et là dans divers documents, mais aucun recueil complet n'était disponible en librairie.

La cuisinière canadienne est l'un des premiers et fort probablement le tout premier livre de cuisine écrit et publié au Canada. Son apparition en librairie avait été précédée, 15 ans plus tôt, par celle de *La cuisinière bourgeoise*, un ouvrage imprimé en France en 1825, une réédition d'un texte d'un certain Menon, d'abord édité en 1739. Parue en 1840, *La cuisinière canadienne*, un petit carnet mesurant 17,5 cm sur 10 cm, a rapidement eu beaucoup de succès auprès des lectrices. Le titre complet de l'ouvrage est assez explicite, une véritable table des matières :

La cuisinière canadienne, contenant tout ce qu'il est nécessaire de savoir dans un ménage, pour préparer les diverses soupes grasses et maigres, Cuire le Bœuf, le Veau, le Mouton, la Volaille, le Gibier et le Poisson: appreter les Poudings de toute espèce, ainsi que les pâtisseries en général, comprenant la manière de faire la pâte feuilletée, et une grande variété de patés, tartes, biscuits, beignes et pains de savoie: les confitures et les gelées de toutes sortes; la préparation des œufs et des crèmes, enfin des recettes pour les liqueurs et autres breuvages, et des notes sur les marinades, les légumes et les salades¹.

Tout un menu. Ce document est maintenant devenu très rare, quelques exemplaires à peine subsistent. Cependant, Bibliothèque et Archives Canada donne accès à une version numérisée de ce bouquin sur son site internet².

Dans les premières pages du recueil, des informations pratiques sont données aux cuisinières (il n'est évidemment aucunement question ici de quelque cuisinier que ce soit); en fait, on qualifie ces conseils de « devoirs de la cuisinière ». On y lit, par exemple, qu'elle doit

porter attention au mangé lorsqu'il est sur le feu; ne pas se servir d'un couteau qui aura tranché de l'ognon ou de l'ail, pour couper le pain ou le beurre; goûter les mets avec délicatesse, ne pas y remettre la cuiller ou la fourchette sans les essuyer, et pour cela tenir de l'eau chaude à proximité pour les y tremper et laver; [...] savonner la lavette ou le linge avec lequel on lave la vaisselle, et non pas piquer une fourchette dans un gros morceau de savon, ce qui fait du gaspillage et ne rince pas bien; il est même arrivé que des personnes ont été malades d'avoir pris le thé dans des tasses où il était resté du savon³.

**Sous Presse et paraîtra incessamment, la
CUISINIÈRE CANADIENNE.**

Livret in 12, prix . 30 sous.

**Ouvrage indispensable aux mères de famille, aux
jeunes femmes, et généralement à toutes les per-
sonnes qui veulent apprendre à bien préparer et
cuire les viandes, faire les pâtisseries et confitures,
aussi recettes pour les liqueurs, boissons, &c. &c.**

**N. P. Les Directions sont toutes garanties infail-
libles, étant extraites du Journal d'un ancien con-
fiseur de Montréal, et ont été éprouvées par plu-
sieurs familles.**

**LOUIS PERRAULT:
j-99**

10 Avril 1840.

L'Aurore des Canadas, 10 avril 1840, vol. I, n° 99.

Les techniques de cuisine, tout comme la nature des opérations à effectuer, peuvent laisser les lecteurs du XXI^e siècle quelque peu surpris. On s'imagine mal préparer un plat de la façon décrite. À titre d'exemple, voici deux recettes que l'on y trouve.

Les pages 8 et 9 proposent une *Soupe à la Tortue* qui ne contient évidemment aucune trace d'une tortue puisque les recettes sont conçues pour n'utiliser que des ingrédients courants à l'époque.

Une tête de veau sciée en deux; enlevez les yeux et la cervelle; faites bouillir la tête avec les pieds dans deux gallons d'eau; lorsqu'ils seront presque cuits;

1. PERRAULT, Louis. *La cuisinière canadienne*, Montréal, Imprimerie de Louis Perrault, 1840, 121 p.

2. www.collectionscanada.gc.ca/cuisine/027006-119.03-f.php (consulté le 20 janvier 2015).

3. *Ibid.*, p. 5.



Le manuel de Menon imprimé en France en 1825.

Source : http://www.collectionscanada.gc.ca/epparchive/100/200/301/nlc-bnc/impressions_250yearsef/1999/hcc1.gif (consulté le 4 mars 2015).

hachez la viande par petits morceaux; jetez la cervelle dans le jus coulé de la tête et des pieds, ce qui l'épaissira; ajoutez de l'ognon fris dans du saindoux, avec un peu de farine et sucre roti, pour colorer; jetez deux verres à patte de bon vin dedans, avec tête de clous, sel, poivre, marjolaine, sarriette, persil, thym, à votre goût. On peut aussi y faire entrer quatre œufs cuits durs et coupés. Faites ensuite bouillir le tout, pendant une demie heure. On met aussi un morceau de jarret de bœuf dans le bouillon pour donner plus de substance à ce dernier.

Les pages 20 et 21, quant à elles, présentent un mode de préparation d'une *Tête de Veau bouillie*.

Sciez la tête en deux, otez la cervelle, aussi les yeux avec une fourchette; arrachez la petite peau fine de dessus la cervelle et les veines; mettez la cervelle bouillir dans un linge, en même temps que la tête, les pieds et la fraise. La cervelle cuite, delayez la comme l'on fait des crêpes, avec trois œufs, lait et farine: ajoutez y un peu de sarriette, poivre et sel, faites cuire dans de la graisse bouillante; ce qui vous fournira de quoi orner avec des beignets le tour du plat, où vous aurez déposé la tête bouillie.

La publication de *La cuisinière canadienne* a marqué un changement important dans l'histoire de la cuisine et même de la langue française au Québec. Elle sera imitée: plusieurs ouvrages subséquents s'en inspireront, l'augmenteront, mais la base est

là⁴. Du point de vue de la langue, on peut remarquer des essais de francisation de certains termes anglais fréquemment utilisés à cette époque. Il y sera question, par exemple, de *saspone* pour *sauce pan* ou de *pouding* pour remplacer *pudding*⁵.

On remarque également que peu de proportions sont inscrites. On trouve bien deux verres de vin ou trois œufs, mais pour le reste, c'est à la discrétion de la cuisinière, tout comme les temps de cuisson. Parfois, les recettes sont minimales, comme celle des *Biscuits de mesure* qui se lit en 15 mots: *Deux tasses de crème, deux tasses de sucre, trois œufs, et quatre tasses de fleur*⁶. Notons que la « fleur » désigne une farine de haute qualité. Les quantités sont inscrites dans cette recette, mais la méthode, la température du four (pour autant que l'on pouvait la contrôler), ou tout autre détail au sujet de la cuisson dépendent de l'expérience de la cuisinière.

On retrouve dans cet ouvrage moult recettes tout aussi intéressantes les unes que les autres. Plusieurs sont plus simples et demandent des ingrédients moins étranges à nos yeux. En fait, la

nourriture de nos ancêtres se composait essentiellement de produits facilement accessibles comme des légumes et des viandes d'animaux faciles à élever. Le problème consistait souvent à préserver les produits durant la période hivernale; rappelons, en particulier, que le poisson était salé pour se conserver durant des mois, les fruits devenaient confitures, certains légumes étaient transformés en marinades...

La publication de ce livre de recettes a également servi de publicité pour les autres commerces de l'auteur. En fin de quatrième page de couverture, on lit: *L.P. [Louis Perrault] paie de l'argent comptant pour toutes sortes de guenilles de soie, toile et coton.*

Les recueils de recettes ont beaucoup changé. Que ce soit par l'ajout d'images, le détail des modes de préparation des aliments, les accords avec des vins, entre autres. *La cuisinière canadienne* a cependant posé un jalon important dans la diffusion de la cuisine locale.

Vous pouvez communiquer avec l'auteur à l'adresse : michel.keable@live.ca

4. Pour plus d'informations concernant l'importance de cette publication, on peut consulter: PARKER, Julie. « *La cuisinière canadienne: contenant tout ce qu'il est nécessaire de savoir dans un ménage...* »: témoin de l'émergence d'une cuisine nationale au carrefour des cultures au XIX^e siècle, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 2006, 120 p. <http://histoire.uqam.ca/upload/files/Julie%20Parker.PDF> (consulté le 3 mars 2015).
5. www.erudit.org/revue/cuizine/2014/v5/n1/1024282ar.html (consulté le 20 janvier 2015).
6. PERRAULT, Louis. *Op. cit.*, p. 73.



Nos racines militaires

Michel Langlois (0045) et Jacques Fortin (0334)

Chronique
Chronique
Chronique
Chronique
Chronique
Chronique

CHEVREFILS DIT LALIME, François

Originaire de l'évêché de Périgueux, en Dordogne, François Chevrefils dit Lalime, ou Belisle selon le PRDH, né vers 1643, arrive à Québec le 14 septembre 1665 à bord du navire *La Justice* comme soldat de la compagnie du capitaine Saint-Ours. Il quitte Québec en octobre pour le fort Richelieu où se trouve sa compagnie. Il est confirmé à cet endroit le 2 juin 1666, puis est cantonné à Champlain jusqu'en 1668. Au licenciement des troupes en 1668, il se fixe dans la seigneurie de Saint-Ours. Vers 1671, il épouse Marie Lamy qui était née en France vers 1653. De leur union naissent quatre enfants.

Le 1^{er} mai 1673, Claude Pastourel dit Lafranchise lui vend une terre de 2 arpents de front sur 30 de profondeur à Saint-Ours, au prix de 33 livres. Le 6 mai 1673, il est témoin lors de la vente d'une terre par le seigneur Pierre de Saint-Ours à Pierre Dupuy dit Lamontagne. Ce même seigneur lui remet le titre officiel de sa concession le 5 novembre suivant. Le 16 août 1674, il est témoin au contrat par lequel le charpentier Jean Duval s'engage à construire un bâtiment devant servir d'église. Le

seigneur Pierre de Saint-Ours lui concède, le 18 juillet 1677, ainsi qu'à cinq autres habitants, l'île Saint-Pierre face à sa seigneurie afin qu'ils puissent y faire paître leurs bêtes. François décède à Saint-Ours où il est inhumé le 18 mai 1678.

Enfants issus du mariage Chevrefils-Lamy :

- 1 **Marie Anne** : née vers 1672 en un lieu inconnu, elle épouse André Chapdelaine dit Larivière, en un lieu indéterminé le 16 septembre 1691. Ils auront 15 enfants. Elle décède le 9 avril 1709 et a été inhumée à Contrecoeur le lendemain.
- 2 **Louis** : né vers 1674 en un lieu inconnu, il épouse à Montréal le 6 juillet 1705 Geneviève Paillé. Le couple aura 14 enfants. La date du décès de Louis reste inconnue.
- 3 **Mathurin** : né le 14 octobre 1676 à Sorel, il y a été baptisé deux jours plus tard. On ignore tout des événements ayant pu marquer sa vie.
- 4 **François** : né vers 1678 en un lieu inconnu, il est inhumé à Contrecoeur le 20 avril 1686.

FORTIN DIT LAGRANDEUR, Louis

Louis Fortin dit Lagrandeur, soldat de la compagnie du capitaine La Freyère du régiment de Carignan-Salières, arrive à Québec le 18 août 1665 à bord du navire *L'Aigle d'or*. Il est né vers 1638 à Écardenville-sur-Eure, arr. d'Évreux, en Haute-Normandie. Déjà, le 26 mars 1667, les Sulpiciens lui concèdent une terre de 60 arpents en superficie au-dessus de la rivière Saint-Pierre en montant vers Sault-Saint-Louis. Il la vend à André Rapin le 4 décembre 1667. Les Sulpiciens lui en concèdent une autre à Lachine le 25 mai 1670.

Deux ans plus tard, il contracte mariage devant le notaire seigneurial Bénigne Basset le 9 octobre 1672 avec Catherine Chatillon dit Godin, fille de Pierre Godin et Jeanne Rousselière, de Montréal. Ce contrat nous apprend notamment que Louis est le fils de feu Philippe Fortin, vigneron, et Agnès Londin. Le mariage est célébré à Montréal le 21 novembre suivant. De leur union naîtront six enfants.

Il s'établit à Lachine et, selon le recensement de 1681, il habite au fief de Verdun et possède deux bêtes à cornes ainsi que 12 arpents de terre en valeur. Il décède à Lachine le 5 octobre 1687 et est inhumé le lendemain. Sa veuve fait procéder à l'inventaire des biens par le notaire royal Jean-Baptiste Pottier le 7 février 1688; elle épousera Jean-Baptiste Neveu en secondes noces à Lachine le 16 février 1688, avec qui elle aura sept enfants.

Enfants issus du mariage Fortin-Chatillon :

- 1 **Marie Madeleine Catherine** : née le 25 octobre 1725 et baptisée le même jour à Montréal, elle épouse Louis Pichard à Lachine le 10 octobre 1689. Ils auront trois enfants. Son époux décède et est inhumé à Lachine le 7 septembre 1699. Elle se remarie à Jean-Baptiste Chotard dit St-Onge à Lachine le 25 avril 1700. Deux enfants seront issus de cette union. Elle décède le 19 mai 1703 et est inhumée le jour même à Lachine.
- 2 **Michelle** : née et baptisée à Lachine le 30 avril 1678. Aucune autre information généalogique n'est connue si ce n'est qu'elle a donné naissance à Marie Louise, une enfant née hors mariage le 24 septembre 1702 et baptisée le 25 à Lachine. Cette enfant est déclarée fille d'Antoine Thérout dit Laferté et elle sera inhumée à Trois-Rivières le 22 juillet 1710.
- 3 **Catherine** : née et baptisée à Lachine le 1^{er} décembre 1679. Elle y décédera et y sera inhumée le surlendemain.
- 4 **René** : né le 27 juin 1681, il est baptisé le lendemain à Lachine. Il épouse Marie Madeleine Josephe Perrier à Sainte-Anne-de-Bellevue le 31 janvier 1710. Il est inhumé à Oka le 20 juin 1743. De leur union seront issus deux filles et un garçon.

5 Marie Catherine: née le 13 avril 1684, elle est baptisée trois jours plus tard à Lachine où elle se mariera à Pierre Leduc le 28 juin 1700. Ils auront 14 enfants. Elle décède le 11 décembre 1747 et est inhumée à Sainte-Anne-de-Bellevue le jour même.

6 Marguerite: baptisée à Lachine le 17 novembre 1686, elle décède le 4 janvier 1688 et est inhumée à Lachine le lendemain.

Seul **René** perpétuera le nom de sa famille; dès la génération suivante, la descendance familiale ne se prolongera que du côté des femmes.

LAMPRON ou LASPRON DIT LACHARITÉ, Jean

Jean Lampron ou Laspron dit Lacharité, né le 19 janvier 1637 à La-Charité-sur-Loire, évêché d'Auxerre, département de Nièvre, en Bourgogne, vient en Nouvelle-France comme soldat de la compagnie de La Fouille du régiment de Carignan-Salières, à bord du navire *La Justice*. Il arrive à Québec le 14 septembre 1665. Il est confirmé à Québec une semaine plus tard, le 21 septembre. En octobre, sa compagnie se déplace et passera l'hiver dans la région de Trois-Rivières. Elle est par la suite envoyée en cantonnement à Château-Richer où elle demeure jusqu'au départ des troupes à l'automne 1668. Il restera au pays. Il est fils de Jean, boulanger, et Marguerite Laby, de la paroisse de Saint-Jacques à La Charité-sur-Loire, évêché d'Auxerre, département de Nièvre, en Bourgogne.

Jean Lampron contracte mariage devant le notaire royal Romain Becquet le vendredi 4 octobre 1669, avec Marie Anne Michelle Renaud, née vers 1651, fille de feu Jean et Catherine de Saint-Amour, originaire de la paroisse de Saint-Pierre à Saumur, évêché d'Angers, en Anjou (département du Maine-et-Loire). Le mariage a lieu à Notre-Dame-de-Québec le lundi 7 octobre 1669. De leur union naissent sept enfants.

Jean s'établira à Nicolet. Par un acte du 3 juillet 1674, il s'associe pour une période de 12 ans avec Nicolas Dupuis. Tous deux mettent tous leurs biens en commun dans leur société. Il fait l'acquisition d'une terre de trois arpents de front appartenant à Jean-Baptiste Chouart le 31 mai 1683. Il s'associe le 29 juin 1685 pour les pertes et profits avec Pierre Lesieur dans le voyage qu'il s'apprête à faire aux Outaouais. Il continue à s'intéresser à la traite. En société avec Pierre Lesieur, François de Boisguillot, Pierre Dubois, Joseph Trottier, Jean Mongeau, Joseph Denis et Pierre Perruceau dit Le Parisien, le 4 août 1688, il doit à Bertrand Arnaud une somme de 4239 livres et 12 sols pour des marchandises.

On retrouve Jean Lampron à Québec le 10 décembre 1690. Il doit 60 livres à l'aubergiste Claude Bourget pour de la nourriture et de l'argent prêté. Il promet de le rembourser à la Toussaint. Il décède à l'Hôtel-Dieu de Québec le 15 juillet 1692. Quant à son épouse, elle sera inhumée à Trois-Rivières le 25 décembre 1714.

Enfants issus du mariage Lampron-Renaud :

1 Marie Anne: née en un lieu indéterminé au Québec, vers 1670, elle décède le 31 mai 1684 et est inhumée le 4 juin suivant à Trois-Rivières.

2 Jean-Baptiste: né le 31 juillet 1673, il est baptisé le jour même à Trois-Rivières. Il y épouse le 4 novembre 1700 Marie Madeleine Geoffroy. Ils auront neuf enfants dont un

est inscrit au registre comme enfant anonyme. Il est inhumé à Nicolet le 1^{er} janvier 1749.

3 Marguerite: née le 30 mai 1676, elle est baptisée le jour même à Trois-Rivières. Elle y épouse Jean-Baptiste Therrien le 9 novembre 1700. De leur union sont issus neuf enfants. Décédée le 26 mai 1753, elle est mise en terre le lendemain à Nicolet.

4 Claude: né le 21 juin 1679 et baptisé le jour même à Trois-Rivières. Il s'y marie, en premières noces, à Marie Charlotte Bruneau dit Jolicœur le 7 janvier 1712. Ils auront quatre enfants. Le 4 septembre 1720, à Nicolet, il épouse, en secondes noces, Marie Marguerite Foucault dit Courchesne dit Lefrançois; ils auront huit enfants, cinq garçons et trois filles.

5 Marie Madeleine: jumelle, elle est née le 25 juillet 1683 et est baptisée le 4 août à Trois-Rivières. Elle décèdera quatre jours plus tard et sera inhumée à Trois-Rivières le 10 août 1683.

6 Marie: jumelle, elle est née le 25 juillet 1683 et est baptisée le même jour et au même lieu que Marie-Madeleine. Son histoire familiale demeure inconnue.

7 Maurice: né le 28 août 1685, il est baptisé à Trois-Rivières le 2 septembre suivant. Il épouse Marie Aubuchon dit Lespérance à Pointe-aux-Trembles, dans la région de Montréal, le 13 avril 1711. Ils auront deux enfants. Marie Aubuchon avait eu sept enfants d'un précédent mariage avec Philippe Étienne dit Durivage le 20 septembre 1698. À la suite du décès de son épouse, Maurice marie Jeanne Archambault en secondes noces à Pointe-aux-Trembles le 7 janvier 1749. Il décèdera moins de un an plus tard le 19 décembre 1749 et sera inhumé le lendemain à Pointe-aux-Trembles.

RÉFÉRENCES

– *Fichier Origine*, Fédération québécoise des sociétés de généalogie, avec la collaboration de la Fédération française de généalogie, version 44, 15 avril 2014, [www.fichierorigine.com] (consulté le 23 novembre 2014).

– FOURNIER, Marcel et Michel LANGLOIS. *Le régiment de Carignan-Salières. Les premières troupes françaises de la Nouvelle-France 1665–1668*, Montréal, Éditions Histoire-Québec, 2014, p. 98, 104, 109.

– LANGLOIS, Michel. *Carignan-Salière 1665–1668*, Drummondville, La Maison des ancêtres, 2004, p. 277, 338, 383.

– Programme de recherches en démographie historique (PRDH), Université de Montréal.

Vous pouvez communiquer avec les auteurs aux adresses :

Jacques Fortin : lancetrefortin@videotron.ca

Michel Langlois : michellanglois@9bit.com

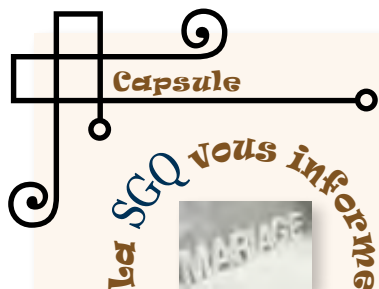
Nouveaux membres

Du 10 février au 29 avril 2015

7246	LALIBERTÉ	Guy	Québec	7268	CHATEL	Jean-Marc	Québec
7247	GENEST	Luc	Salaberry-de-Valleyfield	7269	BLOUIN	Marlène	Saint-Raphaël
7248	TREMBLAY	Guillaume	Lévis	7270	WING	Nicole	Colorado Springs, CO, USA
7249	BIBLIOTHÈQUE ÉTIENNE-PARENT		Québec	7271	SOUCY	Marie-Paule	Québec
7250	D'AMBOISE	Marius	Montréal	7272	DION	Michel	Québec
7252	LABRECQUE	Nathalie	Québec	7273	DESLAURIERS	Jean	Québec
7254	PARADIS	Nicole	Québec	7276	POTVIN	Christian	Québec
7255	BERNIER	Aline	Québec	7277	DIONNE	Marie-France	L'Ancienne-Lorette
7256	MCELHAW	Tralee	Québec	7278	GIASSON	Louise	Lévis
7257	CÔTÉ	Claudine	Québec	7279	GIASSON	Claire	Lévis
7258	CHAREST	Marjolaine	Québec	7280	GOULET	Stéphane	Saint-Apollinaire
7259	TREMBLAY	Pierre	Québec	7282	BERGERON	Ginette	Québec
7260	DERASPE	Hélène	Québec	7283	BERGERON	André	Québec
7261	DAIGLE	Jean-Pierre	Québec	7284	BRASSARD	Solange	Québec
7262	MCNICOLL	André	Québec	7286	FORTIN	Majorique	Québec
7263	LAURENT	Claude	Québec	7288	MARTEL	Gilles	Saint-Eustache
7264	PAINCHAUD	Louis	Château-Richer	7289	THIBODEAU	Lise	Saint-Georges, Beauce
7265	LAFOND	Guyline	Québec	7290	PROVOST	Lucien	Lévis
7266	PELLERIN	Donald	Québec	7291	LANGLOIS	Marc	Lévis
7267	PLANTE	Jacques	Lévis				

Erratum

Dans l'article « Louis Boulduc (1648–1701), ancêtre des Bolduc en Amérique », *L'Ancêtre*, vol. 41, n° 310, p. 196, la date du mariage de Zacharie BOLDUC et de Jeanne MEUNIER aurait dû se lire 23 août 1728 et non 28 août 1728.



Mariages du Québec 1926–1997

Cette base de données contient environ 2,5 millions d'inscriptions, soit la très grande majorité des mariages survenus au Québec entre 1926 et 1997. Sa consultation est réservée exclusivement à nos membres qui possèdent leur identifiant et leur mot de passe.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site de la SGQ: www.sgq.qc.ca. Après vous être identifiés,

- choisissez l'onglet « Bases de données » puis « Accès réservé aux membres »,
- cliquez sur « Mariages du Québec 1926–1997 ».



Le généalogiste juriste

Raymond Deraspe (1735)

Chronique
Chronique
Chronique
Chronique
Chronique
Chronique

Charles-Jules Baillargeon, un notaire du quartier latin

Né non loin de la basilique-cathédrale de Québec, le notaire Charles-Jules Baillargeon (1880-1952) y a longtemps exercé sa profession, vécu et élevé sa famille nombreuse. C'était un grand professionnel fortement engagé dans son milieu, et l'on pourra constater, en connaissant son ascendance paternelle et ses nombreuses réalisations, qu'il n'a pas développé un esprit de clocher mais qu'il a bien fait avancer la société par des initiatives incomprises sur le coup, mais adoptées par après au bénéfice de tous. Il suffit de penser à la gérance municipale, qui entrera en vigueur plus tard après le mandat de deux maires, soit avec le maire Gilles Lamontagne.

À la chapelle des Ursulines de la rue du Parloir à Québec

C'est à Québec que les parents du notaire Baillargeon ont contracté mariage le 20 juin 1876 après dispense de deux bans accordée par M^{re} Charles-Félix Cazeau, vicaire général, et publication du troisième localement. En effet, Elzéar-Louis-Antoine Baillargeon, majeur, écuyer, marchand, a épousé Catherine-Marguerite-Liliane Lelièvre, fille majeure de feu Roger, écuyer, «registrateur» du comté de Portneuf, et feu Catherine-Françoise Mailhot. Tous sont de la paroisse. Le célébrant se déclare vicaire de la paroisse de Saint-Roch à Québec et dûment autorisé par le curé Joseph Auclair de la basilique de Notre-Dame-de-Québec. Il ajoute que la cérémonie se déroule en la chapelle des Ursulines de Québec. Il note les présences du chapelain de la communauté, des révérends Georges Lemoine et Pierre Roussel, directeur du pensionnat de l'Université Laval, ainsi que du père de l'époux, de James Mogt, écuyer, avocat, ami de l'épouse, qui ont signé avec plusieurs autres. Je lis au pied de l'acte les signatures des époux et des abbés Roussel et Lemoine, d'Hélène Lelièvre, de M. G. Baillargeon, de l'avocat Mogt, d'Éléonore de la Gorgendière, de P. Baillargeon, M.D., d'Adèle Lelièvre, de J. Baillargeon, de J.-W. Marmont, de Jules Baillargeon, d'Ovide Fréchette, de Louise Lelièvre, d'Élizabeth Lelièvre, et de Siméon Lelièvre. Clôt l'acte: C. Baillargeon, prêtre, frère de l'époux.

Encore à Québec

Les aïeux paternels du notaire Charles-Jules Baillargeon se sont unis à la basilique de Québec le 26 juillet 1842 et ce, après dispense de deux bans et publication localement, vu que les époux sont

de la même paroisse. Qui sont-ils? Pierre Baillargeon, majeur, médecin, écuyer, sénateur de Québec, et Marie-Geneviève-Angèle Painchaud, majeure, fille de Joseph, écuyer, et dame Marie-Geneviève Parant. L'acte souligne les présences du père de l'époux, de Charles-François Painchaud, cousin de l'épouse et des parents de l'épouse, comme de plusieurs autres. Je lis les signatures des époux, du père de l'épouse, de Charles-François Painchaud, puis de Joséphine Painchaud, E. Bédard, Virginie Landry, Vital Têtu, A., Ed. et Et. Painchaud, M.-G. Painchaud, C. Landry, Flore et Marie-Antoinette Painchaud, Mathilde et

Joseph Painchaud, J.-E. Landry et E.-E. Parant, suivis du célébrant Charles-François Baillargeon, curé susnommé qui indique que le père de l'époux n'a su signer. Ce prêtre est le frère de l'époux.

Au Cap Saint-Ignace

Le 25 juillet 1797 en l'église de Cap-Saint-Ignace, François Baillargeon, majeur, cultivateur, résidant à l'île aux Oies, s'unit à Marie-Louise Langlois dit St-Jean, majeure, fille de Charles et feu Marie-Angélique Gagnon, de l'île aux Grues; ils sont les bisaïeux paternels du notaire. Le célébrant se déclare curé de Cap-Saint-Ignace et des îles voisines. Il souligne les présences du père de l'époux, d'Henri (?) Lemieux, amis, puis du père de l'épouse, de Prisque Langlois, frère, d'Alexandre (?) et de plusieurs autres. Nul n'a su signer de ce enquis suivant l'ordonnance. Le célébrant est Jean-Baptiste Griault, prêtre (Québec, 1758 – Sainte-Anne-de-la-Pocatière, 1814).

À Saint-Jean de l'île d'Orléans

Après le 16 février 1767, date de la signature de leur contrat de mariage devant le notaire Claude Louet, notaire à Québec de 1737 à 1767, les trisaïeux paternels de Charles-Jules Baillargeon se sont unis à Saint-Jean, île d'Orléans, le 23 février 1767, même si le domicile de l'épouse comme de ses parents était à Saint-Laurent Î.O. Le contrat tenant sur trois pages indique que Charles Baillargeon, majeur de 31 ans, domicilié à Saint-Jean, épousera devant notre mère la Sainte Église, Judith Rouleau, fille mineure de feu Louis et Catherine Colombe. Le notaire mentionne les présences de plusieurs personnes outre les époux. Du côté de l'époux: François Baillargeon, frère, Pierre Labrecque, beau-frère, Jean (?), Antoine Gosselin, Madeleine Baillargeon, E. Delagrave et demoiselle (?) Baillargeon; du côté



M. Charles-Jules Baillargeon.
Source: M. Louis Baillargeon.

de l'épouse: Xavier (?) Colombe, oncle maternel, Charles Rouleau, Jos. Pouliot (?), Charles Baillargeon. L'acte prévoit le douaire coutumier en faveur de l'épouse, un prélèvement éventuel avant partage, l'apport par elle d'un coffre et d'un buffet, en supposant que j'aie bien compris l'écriture du notaire.

À Saint-Laurent de l'île d'Orléans

Le 29 octobre 1725 à Saint-Laurent de l'île, comme on dit à Québec, Jean Baillargeon, veuf de Marie Denis, épouse Catherine Isabel, fille de Marc Isabel et Marguerite Lemelin. Tous deux doivent être de la paroisse. Aucune indication d'âge ou d'occupation des époux. Comme l'époux est veuf, il doit bien être majeur! De toute façon, nulle autorisation parentale n'est indiquée. Les époux sont dits ne pas savoir signer. Apparaissent au pied de l'acte les signatures de Jean Chabot, témoin des deux époux, André Pouliot, le père de l'épouse, puis Thomas Isabel, Charles Pouliot, Laurent (?) Lemelin, suivis de celle du célébrant.

Encore à Saint-Laurent, île d'Orléans

À Saint-Laurent, le 2 mars 1683, Jean Baillargeon scelle son union avec Marie-Jeanne Godbout, fille de Nicolas et Marie-Marthe Bourgoïn. Un contrat de mariage signé à Québec le 18 février précédent a établi les conditions financières du mariage. Le notaire instrumentant est Paul Vachon, de Québec.

À Québec

Le premier mariage de cette lignée en Nouvelle-France a été célébré le 20 novembre 1650 à Notre-Dame-de-Québec. Jean Baillargeon épouse Marguerite Guillebourday, fille de Louis et Marie Maguin. Ces derniers sont de Marçay, canton Vivonne, arrondissement et évêché de Poitiers, Vienne, au Poitou, en France. Les parents de l'époux, Louis et Marthe Fovier, sont de Londigny, canton de Villefagan, arrondissement de Ruffec, évêché d'Angoulême, en Charente, en France. L'acte n'est pas disponible, mais le généalogiste Gérard Lebel vient à notre secours. Il souligne d'abord les présences de Jacques Gesle, Jean Chanau et Clément Teschar. Il indique deux célébrants jésuites: Paul Ragueneau (Paris, 1600–Paris, 1680) et Antoine Poncet (Paris, 1610–Martinique, 1675). Il ajoute qu'un contrat de mariage a été signé devant le notaire seigneurial Paul Vachon. Contrat introuvable. Ce notaire a exercé à Québec jusqu'à 1693.

Naissance, mariage, carrière professionnelle et activités sociales de Charles-Jules Baillargeon

Le notaire Baillargeon est né à Québec le 14 novembre 1880. Il a été baptisé le même jour par l'abbé Georges-Pierre Côté, vicaire (Saint-Charles de Bellechasse, 1845–Québec, 1900) à Notre-Dame-de-Québec. Ses parrain et marraine sont Jules Baillargeon, oncle paternel et Adèle Lelièvre, tante maternelle. Ces gens signent avec le père: Élzéar Baillargeon, marchand, madame J. E. Fortier, A. Fortier, L. Lelièvre, Louise Lelièvre et J. Baillargeon.

C'est à l'église de Saint-Antoine à Bienville (aujourd'hui fusionné à la ville de Lévis) que le 14 juillet 1913, le notaire Charles-J. Baillargeon épouse en secondes noces Henriette Audette, fille majeure de Rodolphe, négociant, et Élise Morency, tous de la même paroisse. Il y a dispenses accordées par l'archevêque de Québec, Louis-Nazaire Bégin, pour empêchement d'affinité au premier degré (l'époux étant veuf de Gabrielle Audette, sœur de sa nouvelle épouse), puis pour la publication des trois bans. Le père de l'épouse est témoin de sa fille, mais pour ce qui est de l'époux, on ignore qui est son témoin, car son père est décédé alors qu'il était enfant. Le célébrant, ancien curé, se disant autorisé par le curé en poste, assisté d'un autre prêtre, reçoit l'échange des consentements et donne la bénédiction nuptiale. Aussi, je lis les signatures des époux, du père et témoin de l'épouse, puis d'Elzéar Baillargeon, frère de (?) L. Baillargeon, Rita B. Belleau, (?) B. Pouliot, Françoise Audette, (?) (?), Georges Belleau et (illisible), suivis de Dominique Pelletier, prêtre (Fraserville, 1859–Lauzon, 1940) et de Charles-François Baillargeon, prêtre, dont il a été question plus haut. Ajoutons une précision. La loi du Lévirat faisant obligation au veuf d'épouser la sœur de sa défunte femme s'est-elle appliquée ici? C'est oui si elle en a fait la demande, ce que je ne sais pas. Qu'est-ce que cette loi? Elle se trouve dans l'Ancien Testament au Deutéronome, chapitre 25, articles 5 à 25.

Le notaire a été admis à l'exercice de la profession en 1905 après des études sous le régime de quatre ans chez le notaire Charles-Edmond Taschereau. Il a obtenu son baccalauréat ès arts, nécessaire pour être admis à l'étude du droit en 1901 du collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Il a d'abord tenu étude au 126, rue Saint-Pierre à Québec (c'était l'étude Roy¹ & Baillargeon), puis au 71, de la même rue avant de s'installer au 38, rue Desjardins qu'il n'avait qu'à traverser pour atteindre le palais de justice d'alors (édifice Gérard D.-Lévesque maintenant) où se trouvait le bureau d'enregistrement (aujourd'hui bureau de la publicité des droits). D'abord locataire de l'immeuble, il l'a acheté des sœurs Ursulines, ses presque voisines. Il a dû le transformer durant la Crise pour le rendre conforme aux besoins de sa famille nombreuse. De nos jours, tous les notaires sont membres de la Chambre des notaires. Alors, la Chambre était l'organisme régissant la profession. Il y a été membre de 1930 à sa mort, y exerçant entre autres la présidence de la Commission des finances et la charge de syndic. Il a été délégué de sa profession à Madrid au Congrès international des notaires de 1950, et à compter de 1951, vice-président de la Chambre.

Les activités extra-professionnelles du notaire Baillargeon ont été nombreuses: secrétaire des anciens élèves de Sainte-Anne, marguillier à Notre-Dame-de-Québec, surintendant de la Commission du prêt agricole canadien (1935–1936), président de l'Association des propriétaires de Québec, président de conseils d'arbitrage, président de l'Union des ligues de propriétaires et président de la compagnie d'assurance La Solidarité dont il fut fondateur. Je me permets de souligner brièvement ses incursions

1. H.-Octave Roy en exercice de 1884 à 1932 et oncle du cardinal Maurice Roy.

en politique. Tel échevin réélu à Québec déclarait en félicitant son adversaire de son courage après une campagne dont *la tête était le notaire Baillargeon, les pieds Barthelemy Leclerc (marchand de chapeaux) et le corps H.-P. Cimon (homme d'affaires).*

Un autre membre du conseil municipal à la suite d'une élection rappelait avec sa morgue habituelle que

dans certains quartiers, le seul candidat favorisant la gérance municipale remporte une magnifique collection de zéros.

Participation au congrès du parti conservateur du Québec à Sherbrooke en 1933, appuyant Onésime Gagnon, congrès se concluant par la victoire de Maurice Duplessis dont il fut le candidat pour l'Union nationale à l'élection provinciale de septembre 1939. Il avait posé une condition : l'adversaire étant notaire, il ne parlerait pas contre lui ! En 1930, à l'hôpital Saint-Sacrement, il avait instrumenté à la rédaction du testament du futur premier ministre du Québec, soit le dernier testament de Maurice Duplessis, dont on peut prendre connaissance au bureau de la publicité des droits à Trois-Rivières dans le dossier de la maison Maurice-Duplessis de la rue Bonaventure.

Au moment du décès du notaire Baillargeon, le 19 mars 1952, l'étude du 38, rue des Jardins, comptait en plus de lui ses deux fils : Louis, en exercice de 1940 à 1991, longtemps lui aussi de la Chambre, syndic, par devoir, brièvement président de la Commission des écoles catholiques de Québec, vu la pressante

insistance de non moins que le premier ministre du Québec ! Puis, Jules, ayant lui exercé de 1950 à 1967. Un neveu a aussi suivi ses traces : le notaire Pierre Baillargeon (1988-1992). Deux enfants du notaire Louis Baillargeon exercent à Québec : Louis-Philippe, à l'étude Côté Samson Taschereau Demers, de la Grande Allée Ouest, et Sylvie de l'étude Vaillancourt Gingras et Baillargeon, de l'avenue Belvédère. Il est superflu de rappeler qu'à Québec, son départ de la vie fut un grand deuil.

MÉDIAGRAPHIE

- Baptêmes, mariages, sépultures (BMS) à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) jusqu'à 1900.
- Chambre des notaires du Québec (renseignements sur les dates d'exercice de notaires).
- DROUIN (Institut généalogique), *Répertoire alphabétique des mariages canadiens-français (1760-1935)*.
- *Idem* à la Société de généalogie de Québec (SGQ) jusqu'à 1941.
- JETTÉ René. *Dictionnaire généalogique des familles du Québec des origines à 1730*, Montréal, PUM, 1983, 1176 p.
- *La Revue du notariat*, vol. 54, n° 9, avril 1952 p. 506.
- *L'Action catholique*, 20 mars 1952, p. 3 et 19.
- LEBEL, Gérard. « Nos Ancêtres », *Revue de la Bonne Sainte Anne*, novembre 1996, p. 87.
- PONTBRIAND, Benoît. *Mariages de Notre-Dame-de-Québec 1621-1900*, Québec, B. Pontbriand, 1978, 255 p.
- St-HILAIRE, Guy. *Répertoire des mariages du comté municipal de Lévis (1679-1990)*, Sainte-Foy, SGQ, Contribution n° 71, 1992, 2 tomes, 1419 p.

FILIAISON PATRILINÉAIRE ASCENDANTE DE CHARLES-JULES BAILLARGEON

Nom et prénom (Prénom du père; nom de la mère)	Date et lieu du mariage	Nom et prénom du conjoint (Prénom du père; nom de la mère)
BAILLARGEON Charles-Jules (Louis-Élzéar; LELIÈVRE Catherine) (veuf de Gabrielle Audette)	1913-07-14 Saint-Antoine, Bienville	AUDETTE Henriette (Rodolphe; MORENCY Élise)
BAILLARGEON Louis-Élzéar (Pierre; PAINCHAUD Angèle)	1876-06-20 Notre-Dame-de-Québec	LELIÈVRE Catherine (Roger; MAILLOT Françoise)
BAILLARGEON Pierre (François; LANGLOIS dit St-JEAN M.-Louise)	1842-07-26 Notre-Dame-de-Québec	PAINCHAUD Angèle (Joseph; M.-Geneviève)
BAILLARGEON François (Charles; ROULEAU Judith)	1797-07-25 Cap-Saint-Ignace	LANGLOIS dit St-JEAN M.-Louise (Charles; GAGNON M.-Angélique)
BAILLARGEON Charles (Jean; ISABEL Catherine)	1767-02-23 Saint-Jean, Î.O.	ROULEAU Judith (Louis; COLOMBE Catherine)
BAILLARGEON Jean (Jean; GODBOUT Marie-Jeanne)	1725-10-29 Saint-Laurent, Î.O.	ISABEL Catherine (Marc; LEMELIN Marguerite)
BAILLARGEON Jean (Jean; GUILLEBOURDAY Marguerite)	1683-03-02 Saint-Laurent, Î.O.	GODBOUT Marie-Jeanne (Nicolas; BOURGOING M.-Marthe)
BAILLARGEON Jean (Louis; FOVIER Marthe)	1650-11-20 Notre-Dame-de-Québec	GUILLEBOURDAY Marguerite (Louis; MAGUIN Marie)

Vous pouvez communiquer avec l'auteur à l'adresse :

ibarabe@bell.net



Les archives vous parlent de...

Réнал Lessard (1791), coordonnateur, BAnQ-Québec,
 Bibliothèque et Archives nationales du Québec

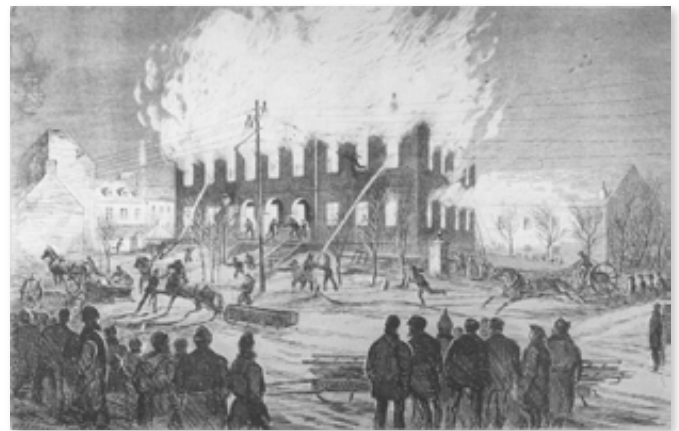
Collaboration avec Michel Simard, référencier à BAnQ-Québec

L'incendie du palais de justice de Québec en 1873

Durant la nuit du 1^{er} au 2 février 1873, un violent incendie détruit le palais de justice de Québec, situé dans le Vieux-Québec, sur la rue Saint-Louis. Un des employés du gardien, Jean-Baptiste Drolet, messenger, en faisant sa ronde de nuit, s'aperçoit que les corridors du troisième étage sont remplis de fumée. Il en avertit aussitôt son supérieur, Ferdinand Gingras, qui sort de son lit pour chercher la provenance de la fumée. Son fils Philippe court donner l'alarme. Le capitaine Henry Heigham, surintendant de la Police provinciale de Québec, accompagné de trois hommes de police, arrive rapidement, suivi par les pompiers. Ils entrent dans le bâtiment et trouvent le bureau du greffier de la paix en flammes. Le plancher s'écroule bientôt et l'incendie se propage aux autres parties, dont la superbe bibliothèque des avocats.

quelques instants dans tout l'immeuble. Les environs du palais de justice sont éclairés comme en plein jour. L'incendie continue ses ravages jusqu'à cinq heures du matin.

Le feu aurait pris dans l'entre-planter de la bibliothèque des avocats et, en raison de l'explosion qui a détruit toutes les portes, il se répand partout, jusque dans la voûte où l'on transportait depuis quelques jours les archives du greffe de la Cour de circuit.



Gravure représentant l'incendie du palais de justice de Québec.
 Source : BAnQ, Collection numérique, Journal *L'Opinion publique*, 20 février 1873.



Palais de justice de Québec vers 1870.
 Source : BAnQ-Québec, P560,S2,D2,P11514, Fonds J. E. Livernois Ltée.

Les pompiers, en petit nombre au début de l'incendie, essaient de contrôler le feu, mais ne peuvent y parvenir, l'eau manquant. Les boyaux, reliés aux bornes-fontaines des rues De Buade et Haldimand en quelques instants, n'apportent aucun secours. Pendant que les hommes de la brigade déroulent le boyau vers la borne-fontaine de la rue De Buade, leur cheval prend l'épouvante et renverse la voiture, avant d'être arrêté. Pendant que l'on s'affaire à ces préparatifs et que plusieurs personnes sortent les livres des différents bureaux, une explosion de gaz renverse ceux qui sont à l'intérieur et projette presque tous les châssis des fenêtres à une douzaine de mètres. Un nuage de fumée apparaît et les flammes se répandent en

Rapidement, on évalue les pertes. La collection exceptionnelle des ouvrages de droit de la bibliothèque des avocats est évaluée à au moins 15 000 \$. La valeur de la bâtisse est estimée à 50 000 \$. Construite entre 1799 et 1804, d'après les plans de François Baillairgé, elle remplaçait le couvent des Récollets, brûlé en 1796 et qui servait de salle d'audience depuis les débuts du Régime anglais. C'était un magnifique bâtiment en pierre de 41 m de façade sur 13 m de profondeur, avec un toit couvert de fer-blanc.

La perte d'archives a créé un trou certes important dans nos archives judiciaires, mais les dégâts auraient pu être catastrophiques. Le palais de justice conservait des archives remontant aux débuts de la Nouvelle-France (*Jugements et délibérations* du Conseil souverain puis du Conseil supérieur, dossiers de cour, greffes de notaires, registres d'état civil, procès-verbaux des grands-voyers, ordonnances des intendants, etc.). Heureusement, ces archives, de même que les greffes de notaires et les archives du bureau d'enregistrement, étaient conservées dans des voûtes qui ont bien résisté au feu. Durant

l'incendie, les hommes de police, les pompiers et des citoyens pénètrent dans les bureaux pour en sortir les documents, mais les progrès du feu les forcent bientôt à s'arrêter. Les documents en dehors des voûtes ou à l'intérieur de certaines subissent les effets désastreux de l'eau et du feu. Voici le bilan qu'en fait le journal *Le Canadien* le 3 février 1873 :

Nous regrettons de constater qu'une partie des archives des différents greffes a été détruite: les records de la cour supérieure et des affaires de faillite depuis huit ans, tous les plunitifs et les registres des jugements depuis 1858; les records et les plunitifs de la cour de circuit depuis un grand nombre d'années; tous les documents relatifs aux causes pendantes. On croit que les voûtes contenant les archives de la cour d'appel, de la cour supérieure et de la cour de circuit ne sont pas brûlées, mais on craint que ces documents soient considérablement endommagés par l'eau. Ces voûtes renferment aussi des documents d'une valeur inappréciable: les archives du conseil supérieur et des autres tribunaux et offices publics sous la domination française. La voûte renfermant les greffes déposés par les notaires, celle du bureau d'enregistrement et du shérif n'ont subi aucun dommage. On ne sait pas encore, ne l'ayant pas ouvert, dans quel état se trouve l'intérieur du salamandre contenant les billets promissoires¹.

Dans les mois suivants l'incendie, les employés du palais de justice s'emploient à sécher et à classer les archives. Dans son rapport du 1^{er} juillet 1873, Pierre Gauvreau du département de l'Agriculture et des Travaux publics note qu'il a

fallu couvrir les voûtes de l'ancienne bâtisse pour y déposer les archives, faire sécher les papiers acheter les salamandres, construire des voûtes et faire faire un ameublement permanent pour les nouveaux bureaux et les Cours.

Le séchage et la classification des archives se poursuivront pendant près d'un an. La première opération a consisté à récupérer dans les ruines les documents en partie détruits, puis à les nettoyer, les sécher, les classer et les identifier. Un registre par ordre alphabétique des dossiers trouvés dans les décombres concernant la Cour de circuit a été préparé (TP11,S1,SS999-1980-09-026/4583). On y a indiqué les causes pendantes et celles ayant fait l'objet d'un jugement. Ces dossiers couvrent la période s'échelonnant de 1865 à 1872. Des registres et des dossiers à moitié brûlés sont retirés des ruines du bureau de la Cour supérieure. La seconde opération a consisté à s'occuper des archives conservées dans les voûtes, mais abîmées par l'eau et l'humidité. Menacées par la pourriture, elles sont entièrement déplacées vers différents bureaux administratifs du gouvernement et séchées puis triées, enveloppées, attachées et étiquetées puis retournées dans leurs anciennes voûtes. Toutefois,

1. NDLR: Le dictionnaire en ligne Littré définit promissoire ainsi: ancien terme de jurisprudence. Le serment se divisait en asser-toire et en promissoire: le premier se faisait pour assurer une chose présente ou passée; le second, pour garantir une promesse. <http://littrereverso.net/dictionnaire-francais/definition/promissoire/59923> (consulté le 8 avril 2015).

malgré qu'un poêle chauffe constamment les lieux, on se plaindra en juin 1874 que des problèmes d'humidité persistent et qu'il serait indispensable de transporter les archives dans des locaux plus sûrs et plus secs.



Registre des dossiers trouvés dans les décombres du palais justice. Source : BANQ-Québec, TP11,S1,SS999.

L'incendie du palais de justice de Québec en 1873 explique certaines lacunes dans les archives judiciaires du district de Québec :

1. Les registres de la Cour du banc du roi en appel (Cour d'appel) manquent pour la période s'échelonnant de 1836 à 1872 (TP9). On retrouve cependant plus de 1000 factums et autres documents imprimés liés aux appels dans la Collection de documents judiciaires du juge George Okill Stuart (TL999,S1). Ces documents sont bien décrits dans Pistard.
2. La Cour de circuit est un tribunal de juridiction civile créé en vertu de la *Loi 12 Vict. (1849)*, chap. 38. Pour la période avant 1873, il ne subsiste plus pour le district de Québec que quelques registres débutant en 1857 et presque aucun dossier (TP10,S1).
3. Il ne subsiste que quatre dossiers de tutelles et curatelles pour les années 1871-1872 (CC301,S1).
4. La Cour des sessions de la paix a perdu beaucoup de documents entre 1866 et 1873. Voici le nombre de documents inventoriés dans Thémis 2 pour cette période :

NOMBRE DE DOCUMENTS PAR ANNÉE	
1864: 1316	1869: 1082
1865: 1397	1870: 258
1866: 1094	1871: 609
1867: 910	1872: 583
1868: 259	1873: 1383

5. La Cour supérieure a perdu tous ses registres de jugements, presque tous ses dossiers entre 1866 et 1872 inclusivement, et ses plunitifs pour 1858 à 1872 inclusivement.
6. Le registre d'assermentations des officiers de justice d'avant 1873 est perdu.

L'incendie du palais de justice de Québec en 1873, oublié par l'histoire, nous rejoint encore aujourd'hui. Toute recherche dans les archives judiciaires du district de Québec pour le XIX^e siècle se heurte à certains silences, surtout entre 1865 et 1873, et la connaissance des effets de l'incendie de 1873 permet d'en connaître la raison. Les journaux et les recueils de jurisprudence peuvent combler certaines lacunes.

Vous pouvez communiquer avec les auteurs aux adresses :
Rénald Lessard : renald.lessard@banq.qc.ca
Michel Simard : Michel.Simard@banq.qc.ca

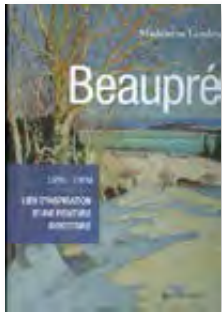


À livres ouverts

Collaboration

LANDRY, Madeleine. *Beaupré: 1896–1904, Lieu d'inspiration d'une peinture identitaire*, Québec, Les éditions du Septentrion, 2014, 206 p.

Abondamment et magnifiquement illustré, avec plus de 170 figures, majoritairement des peintures et des aquarelles peintes pour la plupart entre 1896 et 1904, ce livre nous transporte sur la Côte-de-Beaupré au XIX^e siècle. On y découvre avec ravissement l'œuvre produite par six paysagistes anglo-canadiens que l'auteure désigne comme le *groupe de Beaupré*. Madeleine Landry, titulaire d'une maîtrise en études culturelles, art et littérature de l'Université Laval, s'est intéressée à cette colonie d'artistes qui a dessiné la région en toutes saisons et sous différents angles: scènes à caractère rural, battures, bâtiments typiques érigés du temps de la Nouvelle-France, récoltes, halage du bois, coupe de la glace.



La petite bande de Beaupré regroupe les peintres William Brymner, William Cruikshank, Maurice Cullen, Edmond Dyonnet, James Wilson Morrice et Edmund Morris. Des biographies résument leur carrière et celle de Pierre Lafleur, un écrivain et philosophe ami du groupe. Tous se côtoient assidûment lors des rencontres du *Pen & Pencil Club of Montréal*, qui est au centre du réseau des relations sociales des sept compagnons. Le cœur de l'ouvrage est consacré à la

région de Beaupré et à l'analyse des œuvres produites.

Cette région a fasciné les membres du groupe par sa singularité en tant que lieu de mémoire d'un premier établissement français en Amérique ainsi que par sa luminosité et la diversité des sujets à représenter. Quelque 50 tableaux, qui illustrent des scènes allant du bord du fleuve aux montagnes, font l'objet d'une attention particulière. On souligne notamment leurs qualités picturales et la présence humaine qui anime le paysage. Des généalogistes en quête d'images reflétant le quotidien des habitants de ce coin de pays pourront trouver dans ce livre un complément pouvant renforcer leur propos. Je retiens, notamment, cette barque échouée (p. 134) de William Brymner dont

l'image est porteuse de multiples significations et renvoie aux premiers arrivants du début de la colonie. L'épave évoque également le passage du temps. On peut même y voir le naufrage du rêve canadien-français, une coque vidée de son contenu, échouée quelque part.

Jocelyne Sauriol (6956)

ARBOIS, Julien. *Dans l'intimité de nos Ancêtres: mœurs, vie quotidienne et coutumes d'autrefois*, Saint-Victor-d'Épine, City éditions, 2014, 251 p.

Le propos de l'auteur est de faire connaître le quotidien des ancêtres en France, en y traçant l'évolution depuis le Moyen Âge jusqu'au XX^e siècle. Dix-sept petits chapitres, d'une dizaine de pages en moyenne, y sont consacrés.

Sur la vie quotidienne des ancêtres, l'auteur donne quelques détails concernant

- la nourriture — rareté de la viande pour le peuple, famines, jeûne,
- le mode de conservation des aliments — du cellier à la glacière et au réfrigérateur,
- les conditions sanitaires — lente apparition des toilettes, hygiène personnelle et publique,
- les vêtements et leur entretien,
- les conditions et pratiques en matière de santé — épidémies, saignées, guérisseurs de tout acabit, incluant l'arracheur de dents.

L'école, le travail, les loisirs et les modes de communication et d'information font l'objet d'autant de chapitres. Sur l'éducation, on rappelle que la « pédagogie » a très longtemps fait usage de sanctions et de punitions: fessée, bonnet d'âne, mise au piquet. Quant au travail, il faisait appel à toutes les ressources, incluant celles des enfants, et l'encadrement des pratiques en ce domaine est apparu tardivement. Les loisirs accessibles au fil du temps varient selon les classes sociales. L'auteur souligne l'évolution des moyens de communication et d'information: messagers, curés ou crieurs publics, imprimés et autres moyens modernes.

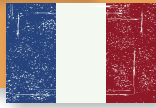


Les mœurs évoquées dans le livre traitent de « l'amour courtois », de l'évolution de la perception des attributs de la féminité et de la masculinité, des pratiques entourant le mariage — une histoire de famille! — et le divorce — un privilège d'hommes! Les mœurs entourant la mort sont également abordées: d'abord sous l'angle des « basses et hautes œuvres » exécutées par le bourreau et ensuite des pratiques entourant le deuil, la disposition et l'enterrement des corps.

Finalement, l'auteur aborde les diverses institutions qui ont marqué la vie des ancêtres. La participation citoyenne est traitée sous l'angle du droit de vote et du droit d'être élu. La justice est décrite comme une institution qui a évolué, certes, mais qui a longtemps fait la vie dure aux délinquants de toutes sortes: torture, enfermement, etc. En ce qui concerne l'armée, l'auteur fait état de son évolution vers la professionnalisation. Finalement, il décrit l'évolution du commerce et de l'économie: des colporteurs au marché moderne, avec l'apparition des sociétés anonymes.

Traiter du quotidien des ancêtres, du Moyen Âge au XX^e siècle, est une entreprise ambitieuse. Pour la réussir, l'auteur trace à grands traits ce quotidien. Le résultat est « impressionniste ». La lectrice ou le lecteur soucieux d'approfondir les thèmes abordés devra consulter d'autres ouvrages. Pour ce faire, l'auteur ne facilite pas la recherche, étant très avare de références.

Diane Gagnon (6556)



Fichier Origine

Fédération québécoise des sociétés de généalogies
Fédération française de généalogie

Chronique
Chronique
Chronique
Chronique
Chronique
Chronique

Pionniers de Côtes-D'Armor, de Seine-Maritime et de Charente au *Fichier Origine* — Version 46

La version 46 du 25 avril 2015 compte 78 nouvelles fiches. Plus de 120 dossiers ont été modifiés depuis la version 45 par l'ajout de dates de naissance ou de mariage de parents des pionniers.

Le *Fichier Origine* s'inscrit dans le cadre d'une entente de coopération, signée en mars 1998 et renouvelée en mai 2013 entre la Fédération québécoise des sociétés de généalogie et la Fédération française de généalogie. Le projet est financé par la Fédération québécoise des sociétés de généalogie qui reçoit une aide financière du ministère de la Culture et des Communications du Québec ainsi qu'un soutien de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), des Éditions du Septentrion, du Programme de recherche en démographie historique (PRDH) et de l'Institut généalogique Drouin. Le *Fichier Origine* est accessible

gratuitement dans Internet depuis 1998 à l'adresse suivante : www.fichierorigine.com/ Source: Marcel Fournier, coordinateur du *Fichier Origine*.

Avec l'accord de M. Fournier, la revue *L'Ancêtre* reprend dans ses pages les noms des migrants nouvellement inscrits et de ceux et celles ayant des dossiers modifiés. Au besoin, de petits commentaires sont ajoutés. Accédez à www.fichierorigine.com/ pour consulter les fiches complètes. Le relevé a été fait par Jacques Olivier (4046).

FR = Fille du roi

EFR = Époux de Fille du roi

CS = Carignan-Salières

78 NOUVEAUX MIGRANTS ET LIEU D'ORIGINE

ANNIS/LE NY, Félix, Loguivy-lès-Lannion (Saint-Yves),
auj. Lannion (Côtes-d'Armor) 22113

AUGER/SUBERCASE, Daniel, Orthez (temple protestant)
(Pyrénées-Atlantiques) 64430

AZEMA/SON/ST-MARTIN, Jacques, Montgaillard (Aude) 11245

BAUD, Thérèse, Bollène (Saint-Martin) (Vaucluse) 84019

BLANCHARD, Julien, Dinan (Côtes-d'Armor) 22050

BONIN/BONNIN, Sébastien, Saint-Mard (Saint-Médard)
(Charente-Maritime) 17359

CANTIN/JACQUET, François, Angluzelles-et-Courcelles
(Saint-Blaise) (Marne) 51010

CHABERT, Joseph, Lauris (Notre-Dame-de-la-Purification)
(Vaucluse) 84065

CHABOT, Nicolas-Armand, (b : Nicolas), Les Portes-en-Ré
(Saint-Eutrope) (Charente-Maritime) 17286

CHARLOT, Marguerite, Châteauvillain (Notre-Dame-
de-l'Assomption) (Haute-Marne) 52114

CHARTAN/CERTAUX, Thomas, Ectot-lès-Baon (Notre-Dame)
(Seine-Maritime) 76228

CLÉMENCEAU, Antoine, Saint-Christophe (Charente-
Maritime) 17315

COJEAN/COJAN/ST-BRIEUX, Jean, Plélo (Saint-Pierre-et-
Saint-Paul) (Côtes-d'Armor) 22182

COURTEL/COURTAIS/COURTET, Michel, Ploufagran
(Saint-Pierre) (Côtes-d'Armor) 22278

COURTIN, Pierre, Ploëzal (Saint-Pierre) (Côtes-d'Armor) 22204

CROZE/PROVENÇAL, Laurent, La Cadière-d'Azur
(Saint-André) (Var) 83027

DE QUEN, Jean, Amiens (Saint-Jacques) (Somme) 80021

DELESTRE, Anne, Andigné (Saint-Aubin) (Maine-et-Loire)
49005 **FR**

DENIS, Jean, Guingamp (Notre-Dame) (Côtes-d'Armor) 22070

DESCHAUX/DESCHAULX/BEAUME, Pierre, Bilieu
(Saint-Albin) (Isère) 38043

DESRUES/SANSPITIÉ, Jean-Baptiste, Bernin (L'Assomption)
(Isère) 38039

DUBUC, Marie, Le Havre (Notre-Dame) (Seine-Maritime) 76351

DUGAS/DUGAST/LAFONTAINE, Vincent, Chouppes
(Saint-Saturin) (Vienne) 86075

DUMAS, François, Nanteuil-en-Vallée (Saint-Jean-Baptiste)
(Charente) 16242 **EFR**

FAVERON, Noël, Saint-Judoce (Côtes-d'Armor) 22306

FERVAC/FARVAQUE/LAROSE, Joseph, Lille (Saint-Étienne)
(Nord) 59350

FOUREUR/CHAMPAGNE, Pierre, Reims (Saint-Jacques)
(Marne) 51454

GALLIAN/GALLIEN/PROVENÇAL, Joseph, Antibes
(Saint-Pierre) (Alpes-Maritimes) 06004

GODIN, Jeanne, Aulnay-sur-Iton (Saint-Pierre) (Eure) 27023



Église de Saint-Hilaire à Villiers-Couture, en Charente-Maritime.
Elle date du XI^e siècle et a été
rénovée au XV^e.

Source : www.eglises-en-charente-maritime.fr

- GOURIOU/GUIGNOLET, Jean-Baptiste (b : Jan), Landévennec (Notre-Dame) (Finistère) 29104
- GRISSEAU/GRISSART, Julien, Calorguen (Saint-Hubert) (Côtes-d'Armor) 22026
- GUIGNARD/DINHARGUE, Martin, Bidart (L'Assomption) (Pyrénées-Atlantiques) 64125
- GUIGNARD, Laurent-Artus, Paris (Seine) 75056
- GUILLEMOT/BRETON, Olivier, Plouguiel (Notre-Dame) (Côtes-d'Armor) 22221
- HARNOIS, Jean (b : Jan), La Motte (Saint-Vincent) (Côtes-d'Armor) 22155
- HENRY, Pierre, Tréguier (Côtes-d'Armor) 22362
- HUBERT, René, Paris (Seine) 75056 **EFR**
- JEANNE/JEHANNE, Marin, Dinan (Côtes-d'Armor) 22050
- LABADIE, Charles, Juillé (Saint-Germain) (Deux-Sèvres) 79142
- LAMONTAGNE, Charles-Étienne, Paris (Seine) 75056
- LAPARRE, Élie-Guillaume, Lougratte (Notre-Dame-de-la-Valette) (Lot-et-Garonne) 47152
- LARMINAT (DE), Jean-François, Thionville (Saint-Maximin) (Moselle) 57672
- LEBRETON/LARDOISE, Jean, Guingamp (La Trinité) (Côtes-d'Armor) 22070
- LEVASSEUR, Laurent, Bois-Guillaume (Sainte-Trinité) (Seine-Maritime) 76108
- LOCHET, Pierre, La Fresnaye (Saint-Meen) (Ille-et-Vilaine) 35297
- LOUBAT/SAINTONGE, Jean, Migré (Saint-Benoît) (Charente-Maritime) 17234 **EFR**
- MANUBY/CLERMONT, Jean, Clermont-Ferrand (Saint-Genès-les-Carmes) (Puy-de-Dôme) 63113
- MATHIEU, Jean, Coulonges (Notre-Dame) (Charente) 16108
- MÉNARD/MESNARD/SAINTONGE, Louis, Saintes (Charente-Maritime) 17415
- MINGOU, Jean, Villeneuve-la-Comtesse (L'Assomption) (Charente-Maritime) 17474
- MOINET/MONET, Antoine, Couture (Saint-Hilaire) (Charente) 16114
- MOINET/MONET, Jean, Couture (Saint-Hilaire) (Charente) 16114
- MONTSENIS/MONSENY/DUBIAT, Jean-Baptiste, La Côte-Saint-André (Saint-André) (Isère) 38130
- PÉRUSSEAU, Jeanne, La Rochelle (Charente-Maritime) 17300
- PICART/PICARD, Jean, Crolles (Saint-Pierre et Saint-Paul) (Isère) 38140
- POITIERS/DU BUISSON/POMMEROY, Guillaume, Staten Island (New York. États-Unis) 99404 **EFR**
- POLLET/LA COMBE/LA POCATIÈRE, François, Chélieu (Sainte-Anne) (Isère) 38098 **CS**
- PRESTA/PRETA/LAJOIE, Jean-Baptiste, Paris (Seine) 75056
- PROTEAU, Étienne, Montreuil-Belley (Saint-Pierre) (Maine-et-Loire) 49215
- PUYPÉROUX/LAFOSSE, Antoine, Orival (Saint-Adorateur) (Charente) 16252
- QUERTY/CURTY/LALIBERTÉ, Jean, Crolles (Saints-Pierre-et-Paul) (Isère) 38140
- RÉMONT/MONMAIN, Claude, Grenoble (Saint-Hugues) (Isère) 38185
- RENAUD/LACHAPPELLE, Pierre, Plouasnes (Saint-Jacques-et-Saint-Philippe) (Côtes-d'Armor) 22208
- RETAIL/DOLONE, Pierre, Brem-sur-Mer (Saint-Martin) (Vendée) 85243

RICHARD, Jacques, Juillé (Saint-Germain) (Deux-Sèvres) 79142
 RONDEL, Mathurin, Saint-Rieul (Côtes-d'Armor) 22326
 ROSY DE CHAUVIGNY, Pierre-Philippe, Saint-Lô (Notre-Dame) (Manche) 50002
 ROY/LEROY, Noël, Dieppe (Seine-Maritime) 76217
 RUELAN/RUELLAN, Jean-Marie, Moncontour (Saint-Mathurin) (Côtes-d'Armor) 22153
 RULLÉ/ROULLET/VULLET, François, Les Abrets (L'Assomption) (Isère) 38001
 RUSSEAU/ROUSSEAU, Jacques-André, Paris (Seine) 76056
 SCOTT, William Fisher, Waterford (Irlande) 99904

SURPRENANT/LAFONTAINE, Marin, Saint-Philbert-sur-Orne (Saint-Philbert) (Orne) 61444
 SUSMES/SUSMAIS, Nicolas (b: Jacques-Nicolas), Rouen (Saint-Gervais) (Seine-Maritime) 76540
 TOURNEL/TOURNIER/FRANCOEUR, Jacques, Lansac (Saint-Pierre) (Gironde) 33228
 VIENNEAU/VIANOT, Jean-Joseph, Bollène (Saint-Martin) (Vaucluse) 84019
 VIENNEAU/VIANOT, Marie-Thérèse, Bollène (Saint-Martin) (Vaucluse) 84019
 VIENNEAU/VIANOT, Michel, Bollène (Saint-Martin) (Vaucluse) 84019.

121 DOSSIERS MODIFIÉS DEPUIS LA VERSION 45

ALLEN, Joseph Antisell, Arbour Hill, Dublin (Irlande) 99136
 ANFRIE/ST-PIERRE, Pierre (b: Pierre-René-Nicolas), La Chapelle-sur-Dun (Notre-Dame) (Seine-Maritime) 76172
 ARCHAMBAULT, Denis, Saint-Xandre (Saint-Candide) (Charente-Maritime) 17414
 ARTUS/SAILLY (De), Louis, Amiens (Somme) 80021
 ATGER, Joséphine (n: Marie-Antoinette-Joséphine), Meysse (Saint-Jean-Baptiste) (Ardèche) 07157
 AUBIN, Napoléon (b: Aimé-Nicolas), Chêne-Bougeries (Suisse) 99140
 AUCHU, Philippe, Bayonne (Notre-Dame) (Pyrénées-Atlantiques) 64102
 AUCHU, Pierre (b: Pierre-Pascal), Bayonne (Notre-Dame) (Pyrénées-Atlantiques) 64102
 BAZIRE, Charles, Rouen (Saint-Vincent) (Seine-Maritime) 76540
 BAZIRE, Marie, Rouen (Saint-Vincent) (Seine-Maritime) 76540
 BECQUET/ST-SAUVEUR, François, Montivilliers (Saint-Sauveur) (Seine-Maritime) 76447
 BÉNARD/BESNARD, Louis-Michel, Versailles (Notre-Dame) (Yvelines) 78646
 BENOIST, Philippe, La Tremblade (protestant) (Charente-Maritime) 17452
 BÉRARD/BIRARD, Marie, Dompierre-sur-Mer (Saint-Pierre) (Charente-Maritime) 17142
 BERGERON, André, Saint-Saturnin-du-Bois (Saint-Saturnin) (Charente-Maritime) 17394
 BERNARD/BESNARD, Servant, Saint-Briac-sur-Mer (Saint-Briac) (Ille-et-Vilaine) 35256
 BERTHELOT/BARTELAIS, Pierre, La Tremblade (Sacré-Cœur) (Charente-Maritime) 17452
 BIGAULT/AUBREVILLE, Louis-Nicolas-Emmanuel, Le Neufour (Saint-François-d'Assise) (Meuse) 55379
 BIRTZ/DESMARTEAUX, Étienne, Ay-sur-Moselle (Saint-Jean-Baptiste) (Moselle) 57043
 BOIVIN, Alain, Trélivan (Saint-Magloire) (Côtes-d'Armor) 22364

BONENFANT, André, Fontenay-le-Comte (Vendée) 85092
 BONENFANT, Jean-Baptiste (b: Jean), Saint-Martin-de-Fraigneau (Saint-Martin-de-Tours) (Vendée) 85244
 BONENFANT, Jean-Louis, Saint-Martin-de-Fraigneau (Saint-Martin-de-Tours) (Vendée) 85244
 BOUFFARD, Jacques, Rouen (Saint-Martin-du-Pont) (Seine-Maritime) 76540
 BOUFFARD, Martin, Rouen (Saint-Martin-du-Pont) (Seine-Maritime) 76540
 BOULIER, Jean (b: Laurent-Jean) Yvignac-la-Tour (Saint-Aubin) (Côtes-d'Armor) 22391
 BOURDUCEAU/BORDUCEAU, Anne-Françoise, Paris (Saint-Jean-en-Grève) (Seine) 75056
 BOUSSIN/BOUSSON, Simon, Montrésor (Saint-Jean-Baptiste) (Indre-et-Loire) 37157
 BRARD (BERARD)/LA REVERDIA (LAREVERDRA), Jean, Saint-Bômer-les-Forges (Saint-Bômer) (Orne) 61369 **EFR**
CS
 BRAY/BRET, Étienne, Montagne (Saint-Étienne) (Isère) 38245
 BRISSON/BLAMONT, Nicolas, Badonviller (Saint-Martin) (Meurthe-et-Moselle) 54040
 BUREL/BUNEL, Jacques, Luneray (Saint-Rémi) (Seine-Maritime) 76400
 CALONNE (De), Jacques-Ladislas-Joseph, Douai (Saint-Jacques) (Nord) 59178
 CHAPUY, Joseph-Alexandre, Auxerre (Saint-Eusèbe) (Yonne) 89024
 CHARIER/CHARRIER, Jacques-Antoine, Paris (Saint-Eustache) (Seine) 75101
 CHARPENTIER, Marie-Reine, Paris (Saint-Sulpice) (Seine) 75056 **FR**
 CHÂTELAIN/CHASTELLAIN (De), Guillaume-Pierre, Senlis (Sainte-Geneviève) (Oise) 60612
 COGNARD/CAIGNARD, Joseph, Paris (Seine) 75056

- DANRÉ DE BLANZY, Louis-Claude, Paris (Saint-Benoît) (Seine) 75056
- DAULÉ, Jean-Denis, Paris (Notre-Dame-des-Champs) (Seine) 75101
- DE GARNIER/GARETS, Guillaume-Marie, Mars (Saint-Corneille) (Loire) 42141
- DE LESNERAC, Marguerite (b : Marie-Anne), Arganchy (Sainte-Radegonde) (Calvados) 14019
- DELAVOYE/LAVOIE, René, Rouen (Saint-Maclou) (Seine-Maritime) 76540
- DESCHAMPS, Anne, Paris (Saint-Jacques-du-Haut-Pas) (Seine) 75056 FR
- DESCOMBES, Pierre, Bordeaux (Sainte-Croix) (Gironde) 33063
- DESFOSSÉS/BEAUVILLÉ, Charles-Antoine, Roye (Saint-Pierre) (Somme) 80685
- DESLAURIERS/LORIERS (DES)/CORDEAU, Félix, Trémuson (Notre-Dame) (Côtes-d'Armor) 22372
- DESSAUX, Jacques, Paris (Seine) 75056
- DIZY/DISY/MONTPLAISIR, Pierre, Rouen (Saint-Maclou) (Seine-Maritime) 76540
- DUVAL, Jean, Mont-aux-Malades (Saint-Jacques), auj. Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime) 76451
- ELOY/LOY, Marguerite, Dieppe (Saint-Jacques) (Seine-Maritime) 76217 **FR**
- ETHIER/ITHIER/ESTHIER, François, Chirac (Saint-Pierre) (Charente) 16100
- ETHIER/ITHIER/ESTHIER, Léonard, Chirac (Saint-Pierre) (Charente) 16100 **EFR**
- FERRIÈRE, François-Gabriel, Tonnay-Charente (L'Invention de Saint-Étienne) (Charente-Maritime) 17449
- FILION/FILLION, Antoine, Paris (Seine) 75056
- GALLIEN, Robert, Notre-Dame-de-Bliquetuit (Notre-Dame) (Seine-Maritime) 76473 **EFR**
- GATINEAU/GASTINEAU/BRINDAMOUR, Jean, Chinon (Saint-Étienne) (Indre-et-Loire) 37072
- GENU/GESNU, Jacques, Rouen (Saint-Maclou) (Seine-Maritime) 76540
- GILBERT/LACHASSE, Pierre, La Rochelle (Saint-Barthélemy) (Charente-Maritime) 17300 **EFR**
- GIRARD, Marie (b : Françoise), Saint-Cyr-du-Vaudreuil, auj. Le Vaudreuil (Eure) 27528
- HÉBERT, Nicolas, Mont-aux-Malades (Saint-Jacques), auj. Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime) 76451
- HENRY, Pierre, Vildé-Guingalan (Saint-Jean-Baptiste) (Côtes-d'Armor) 22388
- HUÉ, Marie, Le Grand-Quevilly (temple protestant) (Seine-Maritime) 76322 **FR**
- HUNAUT/HUNAUT, Jean-Baptiste (b : Jean), Ruca (Saint-Pierre) (Côtes-d'Armor) 22268
- JACQUEREAU, Jean, Tonnay-Charente (Saint-Étienne) (Charente-Maritime) 17449 **EFR**
- JAOUEN, Charles-Bonaventure, Morlaix (Saint-Mathieu) (Finistère) 29151
- JARRET/BEAUREGARD, André, Salagnon (Saint-Ferréol) (Isère) 38467 **CS**
- JARRET/VERCHÈRES, François, Salagnon (Saint-Ferréol) (Isère) 38467 **CS**
- JOBET, Pierre, Thairé (Notre-Dame-de-l'Assomption) (Charente-Maritime) 17443
- LABBÉ, Jean (b : Jan), Plédran (Saint-Pierre-et-Saint-Paul) (Côtes-d'Armor) 22176
- LANDRIÈVE/DES BORDES, Jean-Marie, Aubusson (Sainte-Croix) (Creuse) 23008
- LAPORTE DE LOUVIGNY, Louis, Paris (Seine) 75056
- LEBOEUF/LAFLAMME, Julien, Guingamp (Notre-Dame) (Côtes-d'Armor) 22070
- LECLERC/LAFLEUR, Jean, Dieppe (Saint-Rémy) (Seine-Maritime) 76217
- LECLERC, Julien, Taden (Saint-Pierre) (Côtes-d'Armor) 22339
- LECLERC, Pierre, Ocqueville (Saint-Vaast) (Seine-Maritime) 76480
- LEFEBVRE, Pierre, Bois-Guillaume (Sainte-Trinité) (Seine-Maritime) 76108
- LEGOUET/DEGRAIS, Louis-Joseph, Graye-sur-Mer (Saint-Martin) (Calvados) 14318
- LEJAMTEL, François, Granville (Notre-Dame) (Manche) 50218
- LEROUX/LE ROUX, Jean, Yvignac-la-Tour (Saint-Aubin) (Côtes-d'Armor) 22391
- LINIÈRE/HERMENIER, Anne-Marie (b : Jeanne), Sainte-Gemmes-sur-Loire (Sainte-Gemmes) (Maine-et-Loire) 49278 **FR**
- LUNEGAN/BEAUROSIER, François (b : François-Jacques) Lannion (Saint-Jean-du-Baly) (Côtes-d'Armor) 22113
- MAILLET, Jean-Louis, Entrevennes (Saint-Martin) (Alpes-de-Haute-Provence) 04077
- MALAVERGNE, Pierre-Joseph, Bordeaux (Saint-André) (Gironde) 33063
- MARCOURT/MONCOUR/LANGEVIN, Louis, Baracé (Saint-Aubin) (Maine-et-Loire) 49017
- MAROT/LAROSE, Jean-Baptiste (b : Sébastien-René), Poitiers (Saint-Hilaire-de-la-Celle) (Vienne) 86194
- MARTIN, Pierre, Quincampoix (Sainte-Marguerite) (Seine-Maritime) 76517 **EFR**
- MÉCHIN/MESCHIN, Jean, Mirebeau (Notre-Dame) (Vienne) 86160
- MÉNARD/MESNARD, Barbe, Saint-Martin-de-Ré (Charente-Maritime) 17369 FR
- NOLAN/NOLAND/CHEVALIER, Pierre, Paris (Seine) 75056
- PATRICE/PATRIX (DE), Vincent, Loudun (Saint-Pierre-du-Marché) (Vienne) 86137

PAYAN/PAYANT, Louis, La Croix-de-la-Pigne, commune de Pellafol (Isère) 38209
 PAYAN, Élise-Lydie, Mens (temple protestant) (Isère) 38226
 PAYAN, Julie-Sophie, Mens (temple protestant) (Isère) 38226
 PERONNE/DUMESNIL, Jean, Vern-d'Anjou (Saint-Gervais-et-Saint-Protais) (Maine-et-Loire) 49367
 PÉROT/PEYROT, Bernard, Izon (Saint-Martin) (Gironde) 33207
 PITHOUAS/PIQUOYS, Bertrand, Vildé-Guingalan (Saint-Jean-Baptiste) (Côtes-d'Armor) 22388
 POISSON, Jean, Mortagne-au-Perche (Saint-Jean-et-Saint-Malo) (Orne) 61293
 POITIERS/BUISSON, Jean-Baptiste, Davenescourt (Saint-Martin) (Somme) 80236 **EFR**
 POMMERET/GROS-CHÊNE, Julien, Pleudihen-sur-Rance (Notre-Dame) (Côtes-d'Armor) 22197
 POTHIER/POTIER/LAVERDURE, Étienne (b: Estienne), Charenton-le-Pont (Saint-Pierre) (Val-de-Marne) 94018 **EFR**
 RAGUENEAU, François, Blois (Saint-Solenne) (Loir-et-Cher) 41018
 RAIMBAULT/RIMBAULT, Jean, Orléans (Saint-Victor) (Loiret) 45234
 RAIMBAULT, Charles, Senlis (Saint-Rieul) (Oise) 60612
 RÉHEL, Julien, Mégrit (Saint-Pierre-et-Saint-Paul) (Côtes-d'Armor) 22145
 RENAULT, Antoine, Torzé (Saint-Pierre) (Charente-Maritime) 17450
 ROBINEAU DE BÉCANCOUR, René, Paris (Saint-Nicolas-des-Champs) (Seine) 75103
 RONDEAU/AUDEAU/LADOUCEUR, Jean, La Rochelle (Saint-Sauveur) (Charente-Maritime) 17300
 ROUSSEL/CIQUARD, François, Langlade (Saint-Julien) (Gard) 30138

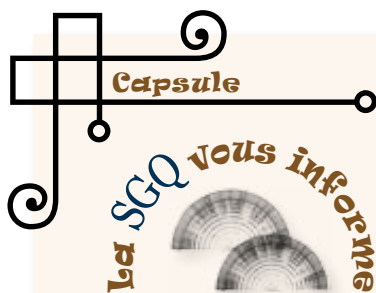
ROUX, Pierre, Champagnier (Saint-André) (Isère) 384068
 ROY, Marguerite, La Rochelle (Sainte-Marguerite) (Charente-Maritime) 17300
 RUEL, Antoine, Saint-Michel-des-Loups, auj. Jullouville (Manche) 50066
 SAULNIER (Le), Candide-Michel, Doville (Saint-Martin) (Manche) 50166
 TANCHOT/TASCHOT, Yves, Yvignac-la-Tour (Saint-Aubin) (Côtes-d'Armor) 22391
 THAVENET, Jean-Baptiste, Châteauroux (Saint-Martial) (Indre) 36044
 THÉBAUT/HÉBAULT, Jean-René, Plédéliac (Saint-Malo) (Côtes-d'Armor) 22175
 TISSERAND/TIFFEREAU, Jeanne, Sainte-Radégonde-des-Noyers (Sainte-Radegonde) (Vendée) 85267
 VALLOIS/LEVALLOIS, Jacques, Thors (temple protestant) (Charente-Maritime) 17446
 VEILLEUX/VÉRIEUL, Nicolas, Dieppe (Saint-Jacques) (Seine-Maritime) 76217 **EFR**
 VILLADE/VILAIN, Antoine, Mer (Saint-Hilaire) (Loir-et-Cher) 41136
 VINET/VINAY/LALIME, Jean, La Tour-du-Pin (L'Assomption) (Isère) 38509

– Validé selon LANDRY, Yves. *Orphelines en France, pionnières au Canada: les Filles du roi au XVII^e siècle, suivi d'un répertoire biographique des Filles du roi*, Montréal, Bibliothèque québécoise, 2013, 277 p.

– Validé selon le *Répertoire des officiers et des soldats* présenté à l'adresse www.cfqlmc.org/pdf/Soldats_CS.pdf

Vous pouvez communiquer avec l'auteur à l'adresse :

jacques.olivier@sympatico.ca



Concours de la « Roue de paon »

La Société de généalogie de Québec invite ses membres à participer au concours de la Roue de paon. Les objectifs de ce concours sont :

- faire revivre nos ancêtres ;
- mettre en évidence tant les patronymes que les matronymes composant les 12 générations de la Roue de paon ;
- exploiter les outils de recherche disponibles au Centre de documentation Roland-J Auger ;
- partager le fruit de nos recherches ;
- être témoin intergénérationnel de son histoire familiale.

Pour plus d'informations, consultez la page : www.sggq.qc.ca/formation/autres-activites/concoursrouedepaon

Membres à l'honneur

Lors du Conseil de généalogie qui s'est tenu le 2 mai dernier à Québec, la FOQG a procédé à la remise des récompenses qui soulignent le travail des bénévoles dans les sociétés de généalogie. Pour la SGQ, Georges Crête a mérité la Médaille de reconnaissance et France Côté, le prix Renaud-Brochu. Les lauréats ont reçu leurs prix des mains du président de la FOQG, Michel Banville.



Guy Parent, Georges Crête et Michel Banville.
Source : George Crête.

Georges Crête est membre de la Société de généalogie de Québec depuis 1977. Il a été secrétaire du conseil d'administration de 1986 à 1990. Lors des festivités de commémoration du 25^e anniversaire de la SGQ, M. Crête fut le secrétaire-trésorier de cette organisation. Il a été un bénévole assidu à la bibliothèque pour conseiller et guider les chercheurs sous la direction de René Doucet, puis de Mariette Parent.

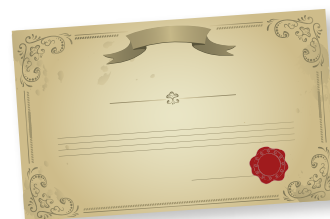
M. Crête est un chercheur et un auteur prolifique qui a publié une grande partie du résultat de ses recherches sur son ancêtre Jean Crête et sur la famille Crête dans la revue *L'Ancêtre*. Sa contribution la plus importante au cours des dernières années touche le projet visant l'accessibilité sur notre site Web des actes notariés transcrits afin d'aider les généalogistes à déchiffrer les écritures anciennes. Georges Crête s'est investi totalement dans ce projet. Depuis 2012, il a fourni près de 200 contrats transcrits, soit près du tiers des documents offerts à nos membres et ce n'est pas terminé. Cet apport remarquable à ce projet a permis de lui donner son envol et il a pris l'ampleur qu'on lui connaît.

France Côté est membre de la Société de généalogie de Québec depuis 2003. Travailleuse de l'ombre, elle accomplit un travail indispensable et apprécié. Elle collabore étroitement avec la registraire de la SGQ. Parmi ses tâches, signalons la saisie de données et l'envoi de la documentation aux nouveaux membres, le classement des formulaires d'adhésion et l'entrée des données touchant les nouveaux membres dans le logiciel de comptabilité et de gestion Acomba. Elle s'occupe aussi de répondre aux bénévoles en ce qui concerne les commandes d'articles de bureau.



Guy Parent, France Côté et Michel Banville.
Source : France Côté.

M^{me} Côté a aussi publié à la SGQ « Le relevé du cimetière de Saint-Placide ». Elle a collaboré à la saisie de données pour le CD « Mariages, Baptêmes et Sépultures, historique et photos des églises de la région de Charlevoix ». Elle vient de terminer les relevés des cimetières de Beaupré et de Saint-Joachim. Ces deux relevés feront l'objet de publications (CD) au cours de l'année. Elle participe aux activités du comité de la « Roue de paon ». Par-dessus tout, France Côté est une personne très disponible et avec qui il est agréable de travailler.





Service d'entraide

André Dionne (3208)

Alain Gariépy (4109), rédacteur de la chronique

Chronique
Chronique
Chronique
Chronique
Chronique

Le service d'entraide permet aux membres en règle de la SGQ de demander l'aide de nos chercheurs pour obtenir des réponses à leurs questions. Les questions et les réponses sont publiées dans la revue *L'Ancêtre*. Pour recevoir plus rapidement une réponse à leur demande, les membres doivent indiquer leur adresse courriel. Les questions peuvent être déposées à la SGQ ou envoyées par courriel à : sgq@uniserve.com.

Afin de faciliter la recherche, les indices connus devraient être fournis. Donc, par exemple, une demande énoncée ainsi : « Date, lieu du mariage et parents de **William Bordeleau-Grey** et Marguerite **Bordeleau** » gagnerait en clarté par l'ajout d'une information comme : *Leur fils Georges a épousé Marie Denis le 10 novembre 1863 à Lauzon* (Raymond Rioux, 4003).

Le tableau suivant résume les demandes reçues ou résolues depuis la dernière publication. Sous le titre « N° Question », l'information se lit comme suit : [Q]0000[R/P]. Si la lettre Q est présente, la ligne représente une demande reçue depuis la dernière publication. Son absence indique une référence à une question reçue précédemment, datant parfois de plusieurs années et qui trouve une réponse de nos jours. Si la lettre R est présente, une réponse complète est fournie. Si le P est présent, une réponse partielle a été trouvée. La partie numérique est le numéro séquentiel de la question.

PATRONYME	PRÉNOM	CONJOINT/E	PRÉNOM	N° QUESTION
Bélangier	Sifroi			Q6374
Bernard	Gaudiose (Jean Gondios)	Martel	Olivine	Q6382R
Bertrand	Clara (Claire)			Q6384R
Bilodeau	Louis	Roy	Philomène	Q6378R
Bolduc	Marguerite	Talbot	Simon	Q6379R
Charbonneau	Émile	Grenon	Albina	Q6367R
Cloutier	François	Pelletier	Emma	6363R
Jobin (Gaulin)	François	Plante	Marie Charlotte	Q6372R
Jobin	Jean-Baptiste	Germain dit Belisle	Marie-Anne	Q6385
Jobin (dit)	Julie	Culliton	John	Q6386
Julien (Beignet dit Julien)	Joseph	Dion (Dion dit Guyon)	Marie	Q6371R
Lafrance	Adeline			Q6376
Lafrance	Georgina (Georgiana)			Q6375
Lamont	Charles	Blewet	Margaret	Q6369
Maillet	Jean-Louis	Fowler	Sarah	Q6370
Michaud	Éléonore	Caron	Basile	6342R
Morin	Robert	Mignier dit Lagacé	Françoise	Q6383R
Morrogh	Robert	Finley	Anne	Q6368
Pépin	René	Morel	Charlotte	Q6373R
Roy	Philomène	Bilodeau	Louis	Q6377R
Saint-Amand (Saint-Thomas)	Auguste	Maltais (Martin)	Aurélié (Rose)	Q6380R
Saint-Amand (St-Amour)	Ovila/Ovela			Q6381R

Questions et réponses

6342 Décès d'Éléonore **Michaud** épouse de Basile **Caron**.
(François Chassé, 6932)

R: La réponse a été fournie dans *L'Ancêtre*, vol. 41, n° 309, hiver 2015. Ceci se veut un complément d'information. Marie Théana (Éléonore) **Michaud** (Pierre, Judith Chassé) est née le 15 décembre 1817 et a été baptisée le 16

- à Saint-Patrice, Rivière-du-Loup. Source : Fonds Drouin. (Paul Lessard, 2661; Michel Drolet, 3674)
- 6363 Date et lieu du mariage de François **Cloutier** et Emma **Pelletier**. (Question posée dans le n° 310)
- R: François **Cloutier** (Ambroise, Josephthe Caron) épouse Emma **Pelletier** (Jean-Baptiste, Virginie Pelletier) le 26 novembre 1877 à Salem, Mass., É.-U. Source : *FamilySearch*. (Paul Lessard, 2661; Michel Drolet, 3674)
- 6367 Mariage d'Émile **Charbonneau** et Albina **Grenon**. Émile Charbonneau décède le 31 mai 1937 et est inhumé le 3 juin à Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne. (Joanne Bégin, 2557)
- R: Émile **Charbonneau** (Rodrigue, Donalda Forget) épouse Albina **Grenon** (Albert, Marie-Louise Bessette) le 1^{er} décembre 1911 à Greenfield, Mass., É.-U. Source : *FamilySearch*. (Michel Drolet, 3674)
- 6371 Mariage de Joseph **Julien** et Marie **Dion**. Leur fils Joseph épouse Angélique Godin (François, Marguerite Richard) le 17 août 1778 à Saint-François-de-Sales, Neuville. (Marcel Mayrand, 2968)
- R: Joseph **Beignet** dit **Julien** épouse Marie-Louise **Dion** dit **Guyon** le 16 novembre 1750 à Notre-Dame-de-Québec. Source : PRDH. (Michel Drolet, 3674)
- 6372 Mariage de François **Jobin** et Marie **Plante**. Leur fille Marie épouse Louis Marchand le 24 octobre 1837 à Saint-Charles de Grondines, Portneuf. (Marcel Mayrand, 2968)
- R: Erreur dans *BMS2000*, il faut lire le texte ainsi : Louis Marchand, fils de Joseph Marchand et Josephthe Côté, épouse Marie Gaulin, fille de François Gaulin et Marie Plante, le 24 octobre 1837 à Saint-Charles de Grondines, Portneuf. François **Gaulin** (François, Marguerite Fortier) épouse Marie Charlotte **Plante** (Jacques, Marie Charlotte Dion) le 22 septembre 1800 à Saint-François, Î.O. Sources : Fonds Drouin; *Répertoire des mariages du comté de Montmorency 1661-1992*. (Michel Drolet, 3674)
- 6373 Mariage de René **Pépin** et Charlotte **Morel**. Leur fils Gilles épouse Lucienne Piché (Henri, Alvine Genest) le 13 octobre 1958 à Sainte-Agnès de Donnacona; il était veuf de Carmelle Matte. (Marcel Mayrand, 2968)
- R: Gilles Pépin, (René, Charlotte Morel) épouse Carmelle Nantel (et non pas Carmelle Matte) (Louis, Charlotte Paquet) le 16 août 1952 à La Visitation-de-la-Vierge-Marie de Montréal. Il épouse en secondes noces Lucienne Piché. Ses parents, René **Pépin** (Oscar, Clara Fortin) et Charlotte **Morel** (Edmond-Louis, Ulalie Granger) se marient le 28 septembre 1914 à Notre-Dame de Montréal. Sources : Mariages 1926-1997; Fonds Drouin. (Michel Drolet, 3674)
- 6377 Décès de Philomène **Roy**. Elle a épousé Louis **Bilodeau** le 8 juin 1868 à Saint-Romuald-d'Etchemin. (Georges Roy, 3813)
- R: Philomène **Roy**, épouse de Louis **Bilodeau**, est décédée le 21 décembre 1882 et a été inhumée le 23 à Sainte-Claire de Dorchester à l'âge de 47 ans. Source : Fonds Drouin. (Michel Drolet, 3674)
- 6378 Décès de Louis **Bilodeau**. Il a épousé Philomène **Roy** le 8 juin 1868 à Saint-Romuald-d'Etchemin. (Georges Roy, 3813)
- R: Louis **Bilodeau**, veuf de Philomène **Roy**, est décédé le 27 avril 1888 et a été inhumé le 29 à Saint-Romuald-d'Etchemin à l'âge de 78 ans. Source : Fonds Drouin. (Michel Drolet, 3674)
- 6379 Date et lieu de décès de Marguerite **Bolduc**, épouse de Simon **Talbot**. Elle semble toujours vivante au moment du décès de celui-ci le 31 août 1865 à Saint-Gervais. (Michèle Dumas, 3002)
- R: Marguerite **Bolduc** est décédée le 24 juillet 1875 et a été inhumée le 26 à Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, comté de Bellechasse. Elle est veuve de Simon **Talbot** et âgée de 83 ans. Source : Fonds Drouin. (André Dionne, 3208)
- 6380 Mariage d'Auguste **Saint-Amand** (Thomas, Zoé Brilland (Boisbrilland)) avec Aurélie **Maltais** (Célestin, Marie Pilote). (Reynold St-Amand, 5845)
- R: Auguste **Saint-Thomas (Saint-Amand)**, fils de Thomas et Zoé, épouse Rose **Martin** (Aurélie Maltais), fille de Jean (Célestin) et Marie, le 15 juillet 1885 à Fall River, Mass., É.-U. en l'église French Congregational. Source : *FamilySearch*. (Paul Lessard, 2661; Michel Drolet, 3674)
- 6381 Naissance d'Ovila **Saint-Amand** (Auguste, Aurélie Maltais) vers 1885-1889 aux États-Unis. (Reynold St-Amand, 5845)
- R: Ovela St-Amourd (Ovila **Saint-Amand**), fils d'Augustus et Marie, est né le 26 décembre 1888 à Fall River, Mass., É.-U. Source : *FamilySearch*. (Paul Lessard, 2661; Michel Drolet, 3674)
- 6382 Mariage de Gaudiose **Bernard** et Olivine **Martel**. Ce couple a eu une fille, Olivine Martel née le 21 mai 1905 à West Warren, Worcester, Mass., É.-U. (Lyne Bernard, 5711)
- R: Jean Gondios (Gaudiose) **Bernard** (François, Orélie Chalifons (Aurélie Chalifour)) épouse Olivine **Martel** (Napoléon, Lucy Desforges) le 18 juillet 1904 à West Warren, Mass., É.-U. François Bernard avait épousé Aurélie Chalifour le 28 octobre 1872 à Beauport et Napoléon Martel avait épousé Lucie Desforges le 17 novembre 1874 à Sainte-Cécile-de-Milton. Sources : *FamilySearch*; Fonds Drouin. (Michel Drolet, 3674)
- 6383 Lieu de mariage et parents de Robert **Morin**. Il a épousé Françoise **Mignier** dit **Lagacé**. (Jean-François Drapeau, 0612)

- R: Nous ignorons la filiation et le lieu d'origine de cet ancêtre Robert **Morin**. Vers 1690, il épouse Françoise **Mignier**, née à Charlesbourg le mercredi 27 juin 1674, fille d'André Mignier et Jacqueline Michel. De leur union naissent 11 enfants. Cet ancêtre s'établit d'abord à Charlesbourg où il se trouve en 1690. Vers 1693, il s'installe à Rivière-Ouelle, où il vit toujours le 14 février 1722, lors du contrat de mariage de sa fille Marie-Madeleine. Il est décédé avant le 28 octobre 1728, quand sa veuve vend la moitié de leur terre à leur fils André. Sources: BAnQ-Q-GN Notaire Étienne Janneau le 14-02-1722 et notaire Jean-Étienne Dubreuil le 28-10-1728. (Paul Lessard, 2661; Michel Drolet, 3674)
- 6384 Date de naissance de Clara (Claire) **Bertrand**, fille de Séraphin et Delphine Sébastien (Bastien). Ces derniers se sont mariés le 11 janvier 1864 à Saint-Ambroise de Loretteville. Clara épouse Cyrille Renaud le 11 juin 1889 à Saint-Ambroise de Loretteville. (Louise Julien, 6037)
- R: Claire **Bertand** (Séraphin, Delphine Bastien) est née le 29 juillet et a été baptisée le 1^{er} août 1865 à Notre-Dame de Montréal. Source: Fonds Drouin. (Michel Drolet, 3674)

Questions en suspens

- 6368 Date et lieu du mariage de Robert **Morrogh** et Anne **Finley**. Leur fille Marie-Anne a épousé Michel Raymond vers le début des années 1800 à Longueuil ou Longue-Pointe. (Bernard H. Doray, 4722)
- 6369 Nom des parents de Charles **Lamont** qui épouse Margaret **Blewet** le 21 septembre 1796 en l'église St. Andrew's de Québec. (Dany Bouchard, 5332)
- 6370 Nom des parents de Jean-Louis **Maillet** qui épouse Sarah **Fowler** le 27 juin 1798 à Québec (Metropolitan Church) (Dany Bouchard, 5332)

- 6374 Décès (et le mariage s'il y a lieu) de Sifroi **Bélangier** (Sifroi, Mathilde Lainé). Le père est décédé le 7 décembre 1850 à L'Isle-Verte; Sifroi, le fils, est né le 25 mars 1851 à L'Isle-Verte. Je l'ai trouvé aux recensements de 1851 (1 an) et 1871 (20 ans). (Roger Lafrance, 0651)
- 6375 Décès de Georgina (Georgiana) **Lafrance** (Georges, Mathilde Lainé). Elle est née le 6 avril 1853 à L'Isle-Verte. Elle a épousé en premières noces Frédéric Gaudreau le 8 août 1876 à L'Isle-Verte et en secondes noces Joseph Sirois le 22 octobre 1912 à Sainte-Françoise. Aux recensements de 1910 et 1920, elle vit à Bennington, Vermont, É.-U. (Roger Lafrance, 0651)
- 6376 Décès d'Adeline **Lafrance** (Georges, Mathilda Lainé). Elle est née le 3 mars 1862 à L'Isle-Verte; elle a épousé André Charest le 10 février 1891 au même endroit. Je lui ai trouvé six enfants de 1892 à 1906; quatre ont été baptisés à L'Isle-Verte ou à Saint-Paul-de-la-Croix, et deux autres ailleurs. Les mariages des enfants ont eu lieu à Lowell, Mass., Central Falls, R.I. et Burlington, Vermont, É.-U. (Roger Lafrance, 0651)
- 6385 Parents de Jean-Baptiste **Jobin** marié à Marie-Anne **Germain** dit **Belisle** (Belle-Isle) le 12 juillet 1819 à Saint-Ambroise de Loretteville. (Marcel Jobin, 5611)
- 6386 Parents de Julie dit **Jobin** mariée à John **Culliton** le 12 septembre 1837 à L'Ancienne-Lorette. Ce couple a eu six enfants dont un né à Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier en 1840, et les autres à Saint-Gabriel de Valcartier entre 1843 et 1855. Julie dit Jobin est décédée le 4 mai 1856 à Valcartier. (Marcel Jobin, 5611)

Vous pouvez communiquer avec les responsables aux adresses :
 André Dionne: adionne48@hotmail.com
 Alain Gariépy: garala@videotron.ca



Généalogie et Archives

Les registres paroissiaux, source première de la recherche généalogique, demeurent silencieux sur certains baptêmes, mariages et sépultures. Des coureurs des bois et, par la suite les voyageurs associés à la traite des fourrures, ont vécu en union libre, ont eu des enfants baptisés parfois par des missionnaires itinérants alors que d'autres sont décédés au cours d'expéditions, loin du secours des curés. Des marins sont morts en mer et n'ont pas eu de sépulture officielle. Grâce aux documents conservés par

les archives du Québec (BAnQ), on peut retrouver des renseignements manquants sur des ancêtres. Les actes notariés conservent les règlements de succession ou encore les actes de tutelle demandés par la veuve avec des enfants mineurs. On peut y retrouver non seulement la date, sinon l'année de décès de l'époux, mais aussi les circonstances de l'événement. Ces documents peuvent être consultés dans un des dix centres d'archives présents à travers le Québec.

Pour plus d'informations, consultez la page : www.banq.qc.ca.

Index du volume 41 de *L'Ancêtre*

Jeanne Maltais (6255) et Diane Gaudet (4868)

Titres	Auteurs	Pages
À livres ouverts	Collaboration	67, 149, 227, 310
Activités de formation	Routhier, Hélène	8, 126
<i>Ad lib</i> , annonce de la nouvelle chronique	Rédaction	72
<i>Ad lib</i> , Au fil des registres paroissiaux	Richer, Louis	133
<i>Ad lib</i> , L'âge d'or de la généalogie, c'est maintenant	Parent, Guy	211
<i>Ad lib</i> , La cuisinière canadienne, le premier livre de cuisine au pays	Keable, Michel	300
Âge (L') des femmes à leur mariage au XIX ^e siècle	Parent, Guy	101
Annonces (Ges) sont-ils vos ancêtres ?	Rédaction	73
Archives (Les) vous parlent de... Construction navale royale, 1739–1759; des navires et des hommes	Lessard, Rénald	63
Archives (Les) vous parlent des... Enquêtes sur les incendies	Lessard, Rénald	143
Archives (Les) vous parlent de... Edmond de Lotbinière: une jeune Canadien au service de l'Empire britannique	Lessard, Rénald Bigaouette, Annie	223
Archives (Les) vous parlent de... L'incendie du palais de justice de Québec en 1873	Lessard, Rénald	308
Assemblée générale annuelle Convocation	Société de généalogie de Québec	158
Assemblée générale annuelle Mise en candidature	Société de généalogie de Québec	210
Au-delà des noms, des lieux et des dates: des lectures autres des registres de l'état civil	Cayouette, Gilles	176
Au fil des recherches	Fortier, Daniel	146, 260
Bergeron dit D'Amboise, L'épopée acadienne des trois premières générations en Nouvelle-France	D'Amboise, Marius	278
Boulduc Louis (1848-1701), ancêtre des Bolduc en Amérique	Routier, Hélène	187
Cahiers (Les) des Dix	Parent, Mariette	151
Champlain, Samuel: réponse à la découverte de l'acte de baptême	Ritch, Janet K.	25

Titres	Auteurs	Pages
État civil: Le directeur de l'état civil au cœur de la vie des citoyens depuis vingt ans	Boisvert, Jonathan	174
État civil en France	Fournier, Marcel	181
État civil, généalogie et protection de la vie privée	Racine, Denis	179
Famille François Lambert et Aurélie Lincourt, une photo en quête d'identité	Champagne, Sabine	111
Familles – Rassemblement Morissette	Association des Morissette	198
Familles – Rassemblement Brassard, Matte, Dubois, Tremblay, Falardeau	Collaboration	250
Familles – Rassemblement Conditions	Comité de L'Ancêtre	46
Fichier Origine, version 43	Olivier, Jacques	55
Fichier Origine, version 44	Olivier, Jacques	137
Fichier Origine, version 45	Olivier, Jacques	214
Fichier Origine, version 46	Olivier, Jacques	311
Funérailles ou sépulture	Leblond, Denis	105
Généalogie insolite – Précision	Richer, Louis	24, 142
Généalogie insolite – Le Curé de Saint-Paul-d'Industrie	Richer, Louis	57
Généalogiste juriste (Le) – Henri-Florent MÉTHOT, notaire à Québec durant un siècle	Deraspe, Raymond	59
Généalogiste juriste (Le) – Raoul DANDURAND, artisan de la diplomatie canadienne	Deraspe, Raymond	139
Généalogiste juriste (Le) – Jacques de BILLY (1916–2014), avocat des affaires	Deraspe, Raymond	217
Généalogiste juriste (Le) – Charles-Jules BAILLARGEON, un notaire du Quartier latin	Deraspe, Raymond	305
Genest Jacques (La vie de), dit Labarre, fils	Marcel A. Genest	87
Gens de souche – Le patronyme HUNAUULT dit DESCHAMPS	Hainault, Hélène	127
Gens de souche – Le patronyme MARCEAU	Thibault, Fernand	207
Giffard, Robert: préparatifs avant le départ de 1634	Binet, Réjean	251
Glanures (Les) de <i>L'Ancêtre</i>	Leclerc, Rodrigue	51
Hommage aux bénévoles	Parent, Guy	238

Titres	Auteurs	Pages
Index du volume 41 de <i>L'Ancêtre</i>	Maltais, Jeanne Gaudet, Diane	320
Intégration (L') des soldats écossais de la guerre de Sept Ans	Massé, Jean-Claude	91
Jacobs, Samuel : le premier Juif du Québec, et la famille qu'il y fonda.	Saint-Hilaire, Guy	269
Leclerc (Des) pionniers sur deux rives...	Leclerc, Rodrigue	283
Lieux de souche – LANGRES en Champagne	Belleau, Romain	47
Lieux de souche – PONT-SUR-SEINE en Champagne	Belleau, Romain	121
Lieux de souche – ROUEN	Belleau, Romain	203
Lieux de souche – CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE	Belleau, Romain	295
Lynch, L'affaire, fascinante et tragique	D'Anjou Turcotte, Francine D'Anjou, Rémi	39
Massachusetts vers 1895, terre d'espoir pour les Blais	Blais, Jacques	109
Membres (nouveaux)	Talbot, Solange	11, 116, 226, 304
Membres à l'honneur	Parent, Guy	316
Membres publient (Nos)	Collaboration	45, 145, 268
Membres publient (Nos) – Conditions	Rédaction	46
Mères de la nation – Barbe BOYER, Marie CHARTIER, Marie-Anne LAFONTAINE	Dorais, Françoise	5
Mères de la nation – Marguerite LAVERDURE, Marie MAGNIER, Anne ROY	Dorais, Françoise	81
Mères de la nation – Catherine BARRÉ, Catherine POITEVIN, André REMONDIÈRE	Dorais, Françoise	159
Mères de la nation – Anne POITRAUD, Louise VAUCHER, Madeleine GAUMOND	Dorais, Françoise	239
Moreau, Émile : un descendant de Jean Moreau dit LAGRANGE	Moreau, Marc	288
Notre-Dame-de-Québec, 350 ans – 1664–2014 (Remise de parchemins)	Richer, Louis	23
Notre-Dame-de-Québec, 350 ans de la paroisse – 2e partie	Lebel, Jean-Marie	15
Nouvelles de la Société	Parent, Guy	9, 85, 163, 243
Ordonnance de Villers-Cotterêt – 475 ^e anniversaire, programme	Société de généalogie de Québec	4, 165
Pageot, Alma : une Lorettaïne au service de la collectivité	Dugas, Jean-Yves	33

Titres	Auteurs	Pages
Paléographie (Chronique)	St-Hilaire, Lise	249
Paléographie (Osez la)	Fortier, Daniel	117, 199
Politique d'abonnement et de réabonnement à la SGQ	Direction de la SGQ	66, 152
Politique de rédaction – Revue <i>L'Ancêtre</i>	Comité de L'Ancêtre	14
Précision – Char d'assaut	Rédaction	72
Prix de L'Ancêtre volume 40 – Lauréats	Comité de L'Ancêtre	13
Prix de L'Ancêtre volume 41 – Conditions	Comité de L'Ancêtre	12
Racines militaires (Nos) – BADEL dit LAMARCHE André, BOISSONNEAU dit SAINTONGE, Vincent	Langlois, Michel et Fortin, Jacques	53
Racines militaires (Nos) – BORDELEAU dit LAFOREST, Antoine, DUMONT dit LAFLEUR, Julien	Langlois, Michel et Fortin, Jacques	135
Racines militaires (Nos) – DANIAU dit LAPRISE, Jean, DÉRY dit LAROSE, Jacques	Langlois, Michel et Fortin, Jacques	221
Racines militaires (Nos) – CHEFREFILS dit LALIME, François, FORTIN dit LAGRANDEUR, Louis, LAMPRON ou LASPRON dit LACHARITÉ, Jean	Langlois, Michel et Fortin, Jacques	302
Rapport annuel	Parent, Guy	244
Récollets (Les) : De la Nouvelle-France jusqu'à leur disparition au XIX ^e siècle	Fortin, Jacques	261
Registres (Les) paroissiaux au Québec, 1621–1993	Richer, Louis	166
Registres (Les) paroissiaux du Québec : microfilmage et numérisation	LaRose, André	170
Registres paroissiaux et territoires, organisation de l'espace et échanges démographiques au XIX ^e siècle	St-Hilaire, Marc	183
Rencontres mensuelles	Rédaction	74, 152, 232, 322
Richard Charles-Abraham et Laflamme Cécile, de Cap-St-Ignace à Bourbonnais, Illinois	Richard, Guy	28
Roue de paon et l'arrivée des soldats en Nouvelle-France	Comité Roue de paon	66
Service d'entraide	Dionne, André et Gariépy Alain	69, 147, 229, 317
Sommaire du numéro 308-309-310-311	Rédaction	3, 79, 157, 237
Vœux de Noël et du Nouvel An	Maltais, Jeanne Parent, Guy	80

Rencontres mensuelles

Endroit:

Centre communautaire Noël-Brulart
1229, avenue du Chanoine-Morel
Arr. de Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge,
Québec

Heure: 19 h 30

Frais d'entrée de 5 \$
pour les non-membres

■ Le mercredi 16 septembre 2015

Conférencier : Claude Richer, agronome
Sujet : *Le cheval canadien, histoire et espoir*
(350 ans de présence en Amérique).

■ Le mercredi 21 octobre 2015

Conférencier : Carlos Taveira, écrivain
Sujet : *Pedro Da Silva, un Portugais messenger du Roi*
en Nouvelle-France
(Ancêtre des DaSylva du Canada).

■ Le mercredi 18 novembre 2015

Conférencier : Serge Goudreau, historien
Sujet : *Les familles pionnières de l'île d'Anticosti (1680-1871).*

Horaire de la SGQ



Société de généalogie de Québec

Centre de documentation Roland-J.-Auger
Local 4240, pavillon Louis-Jacques-Casault, Université Laval
(entrée par le local 3112)

HORAIRE D'ÉTÉ

- Du 24 juin au 1^{er} juillet, les locaux seront fermés ;
- du 8 juillet au 2 septembre, les locaux seront ouverts le mercredi seulement de 9 h 30 à 20 h 30 ;
- l'horaire régulier reprend à partir du 8 septembre.

Collection du fonds Drouin numérisé disponible pour consultation.

Publications de la Société : répertoires, tableaux généalogiques, cartes, logiciels, etc., disponibles aux heures d'ouverture. Les achats de publications débutent 30 minutes après l'ouverture du centre et se terminent 30 minutes avant l'heure de fermeture.

BAnQ-Québec

Bibliothèque
et Archives
nationales

Québec

Local 3112, pavillon Louis-Jacques-Casault,
Université Laval

Tous les services sont fermés le dimanche et lundi.

Manuscrits et microfilms

Mardi et vendredi 9 h à 17 h
Mercredi et jeudi 9 h à 21 h
Samedi 9 h à 17 h

La communication des documents se termine
15 minutes avant l'heure de fermeture.

Bibliothèque : archivistique, généalogie,
histoire du Québec et de l'Amérique française
et administration gouvernementale.

Mardi au vendredi, 9 h à 17 h

Archives iconographiques, cartographiques,
architecturales et audiovisuelles.

Mardi au vendredi, 9 h à 17 h



Société généalogique canadienne-française



La Maison de la généalogie c'est ...

- + Une bibliothèque
- + Un lieu de formation
- + Un service d'entraide
- + Des bases de données en ligne
- + Des publications à vendre
 - + DVD Mémoires (1944-2011) 75\$
 - + Population des forts français 60\$
 - + Atlas généalogique de la France ancestrale
 - + etc.

Pour plus d'infos, visitez-nous sur
www.sgcf.com

3440, rue Davidson, Montréal (Québec), H1W 2Z5
Téléphone : 514-527-1010 - Télécopieur : 514-527-0265 - Courriel : info@sgcf.com
www.sgcf.com

Site web de la SGQ

Multiplateforme :
ordinateur fixe, portable,
tablette, téléphone

Nouvelle image graphique

Offre de services bonifiée

Onglets enrichis

Présentation exhaustive du
Centre de documentation

Concept de boutique
dynamique

Nouvel onglet «Héraldique»

www.sgq.qc.ca

